Session ordinaire 1932.

1/

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ARCHIVES DU SÉNAT

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

JEUDI 14 JANVIER 1932

à DIX SEPT HEURES.

ORDRE DU JOUR :

Examen pour rapport au fond des deux projets de loi adoptés par la Chambre des Députés :

1°) Accordant la garantie de l'Etat pour un emprunt de 160 millions de francs de la Compagnie Générale Transatlantique (N° 736, année 1931) ;

2°) Concernant un aide de l'Etat à la Compagnie Générale Transatlantique (N° 956, année 1931).

- M. Abel GARDEY, Rapporteur Général.

COMMUNIQUE A LA PRESSE

(14 Janvier 1932)

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Jeudi 14 Janvier 1932 , à 17 heures, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

M. ABEL GARDEY , Rapporteur Général, a fait à la Commission des Finances un exposé sur les deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés :

1° - Accordant la garantie de l'Etat pour un emprunt de 160 millions de francs de la Compagnie générale Transatlantique (N° 736- Année 1931);

2° - Concernant une aide de l'Etat à la Compagnie Générale Transatlantique (N° 956 - Année 1931).

La Commission a décidé de poursuivre la discussion de ces projets de loi au cours d'une prochaine séance .

2

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE
MARDI 19 JANVIER 1932
à l'issue de la séance publique.

ORDRE DU JOUR :

I - Désignation d'un Rapporteur pour le budget des services d'Alsace et de Lorraine.

II - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant transformation de l'impôt sur le chiffre d'affaires en une taxe unique, en ce qui concerne l'alcool dénaturé de commerce et l'alcool méthylé (N° 880 - année 1931).
- M. Alfred BRARD, Rapporteur.

III -Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. LABOULBENE, sur le projet de loi accordant la personnalité civile et l'autonomie financière au Collège de France (N° 849, année 1931).
- M. Jean PHILIP, Rapporteur.

IV - Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. TOY-RIONT sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les droits de douane et la taxe intérieure de consommation applicables aux poivres étrangers et aux poivres des colonies et possessions françaises. (N° 836, année 1931).
- M. SERRE, Rapporteur.

V - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport supplémentaire de M. STRAUSS, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la protection des enfants du 1er âge et aux consultations de nourrissons (N° 651, année 1931).
- M. ARMBRUSTER, Rapporteur.

VI - Examen pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. MAUGER, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, approuvant les contrats passés entre l'Etat et MM. BUCAU, BOUCHET, MERIC, DONGEY-NAURA-LAMOLIE, MATELOT, en vue de l'échange de terrains situés sur le domaine de la poudrerie nationale de Saint-Médard-en-Jalles (N° 925, année 1931).
- M. Albert MAHIEU, Rapporteur.

VII - Suite de l'examen, pour rapport au fond, des deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés :
1°) accordant la garantie de l'Etat pour un emprunt de 160 millions de francs de la Compagnie Générale Transatlantique (N° 736, année 1931);
2°) concernant une aide de l'Etat à la Compagnie Générale Transatlantique (N° 956, année 1931).
- M. Abel GARDEY, Rapporteur Général.

COMMUNIQUE A LA PRESSE

(Mardi 19 Janvier 1932)

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mardi 19 Janvier 1932 , à l'issue de la séance publique du Sénat.

Elle a désigné M. HENRY CHERON comme Rapporteur du Budget des Services d'Alsace et Lorraine.

La Commission des Finances a successivement adopté:

Un rapport de M. ALFRED BRARD, favorable à l'adoption du projet de loi portant transformation de l'impôt sur le chiffre d'affaires en une taxe unique, en ce qui concerne l'alcool dénaturé de commerce et l'alcool méthylé.

Un avis financier de M. JEAN PHILIP favorable à l'adoption du projet de loi accordant la personnalité civile et l'autonomie financière au Collège de France.

Un avis financier de M. LOUIS SERRE favorable à l'adoption du projet de loi tendant à modifier les droits de douane et la taxe intérieure de consommation applicables aux poivres étrangers et aux poivres des colonies et possessions françaises.

Un avis financier de M. ALBERT MAHIEU favorable à l'adoption du projet de loi approuvant les contrats passés entre l'Etat et MM. BUCAU, BOUCHET, HERIC, DONGEY-NAURA-LAMOLIE, MATELOT, en vue de l'échange de terrains situés sur le domaine de la poudrerie nationale de Saint-Médard-en-Jalles.

M. ARMBRUSTER a présenté à la Commission un avis financier sur les conclusions du Rapport de M. STRAUSS relatif à la proposition de loi concernant la protection des enfants du premier âge et les consultations de nourrissons.

La Commission des Finances a approuvé les conclusions de M. ARMBRUSTER, défavorables aux dispositions financières contenues dans le Rapport de M. STRAUSS.

Après observations de MM. CAILLAUX, GALLET, CHERON, FRANCOIS SAINT MAUR, JEANNENEY et eu égard aux objections présentées contre les mesures d'assistance proposées, la Commission a décidé de joindre l'étude de cette question à l'examen de la proposition de loi relative à la création de maisons maternelles.

M. ARMBRUSTER présentera à la Commission un avis financier sur cette proposition de loi dans une très prochaine séance.

La Commission des Finances a poursuivi l'étude des projets de loi relatifs à la Compagnie Générale Transatlantique, dont M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, avait fait un exposé critique lors de la précédente séance.

Un échange de vues auquel ont pris part MM. JENOUVRIER, SCHRAMECK, CAILLAUX, FARJON, CHERON, FOURCADE, SERRE, ABEL GARDEY et JEANNENEY s'est institué.

La Commission a décidé que le renflouement de la Compagnie, dans les termes des projets de loi soumis, ne saurait être admis, et que, seules, des mesures financières provisoires sont susceptibles d'être accueillies jusqu'au moment où le Gouvernement, après un assainissement nécessaire et complet de la situation, et la recherche de toutes les responsabilités, sera en mesure de proposer une organisation nouvelle avec un caractère pratique et dans le cadre d'une politique générale de la marine marchande. Un délai de 6 mois a été envisagé à cet effet.

Le texte d'un questionnaire a été arrêté par la Commission, qui entendra M. le Ministre de la Marine Marchande dans le plus bref délai.

3

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

VENDREDI 22 JANVIER 1932,
à QUINZE HEURES.

ORDRE DU JOUR :

1- Suite de l'examen, pour rapport au fond, des deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés :
   1°- accordant la garantie de l'Etat pour un emprunt de 160 millions de francs de la Cie Gle Transatlantique (N° 736 - année 1931).
   2°- concernant une aide de l'Etat à la Cie Gle Transatlantique (N° 956 - année 1931).

Audition de M. le Ministre de la Marine Marchande.
- M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

II- Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. Edouard NERON sur la proposition de loi de M. Edmond CAVILLON tendant à rendre obligatoire l'indication d'origine à l'importation de certains produits (N° 900 - année 1931) - M. Louis SERRE, Rapporteur.

III- Suite de l'examen, pour avis financier, des conclusions du 5e rapport supplémentaire de M. TOURNAN sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, instituant le monopole de l'alcool industriel N° 551 - année 1931). - M. Abel GARDEY, Rapporteur Général.

(Le projet d'avis financier (2e épreuve) a été envoyé à MM. les Commissaires financiers).

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Vendredi 22 Janvier 1932 , à 15 heures, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

Elle a entendu le Ministre de la Marine Marchande qui a répondu au questionnaire qui lui avait été adressé au sujet de la Compagnie générale Transatlantique.

Le Ministre a répondu également à diverses questions qui lui ont été posées par MM. CAILLAUX, FARJON, HENRY CHERON, ROY, JENOUVRIER, MARCEL REGNIER, FOURCADE, LOUIS SERRE, ABEL GARDEY, JEANNENEY.

La Commission des Finances procèdera Mardi prochain à la fin de son examen sur les projets de loi qui lui sont soumis.

4

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

MARDI 26 JANVIER 1932
à QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

I- Examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. Edouard NERON, sur la proposition de loi de M. Edmond CAVILLON tendant à rendre obligatoire l'indication d'origine à l'importation de certains produits (N° 900 - année 1931). - M. Louis SERRE, Rapporteur.

II-Suite de l'examen, pour rapport au fond, des deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés :
1°- accordant la garantie de l'Etat pour un emprunt de 160 millions de francs de la Cie Gle Transatlantique (N° 736 - année 1931) ;
2°- concernant une aide de l'Etat à la Cie Gle Transatlantique (N° 956 - année 1931).
- M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

III-Examen pour rapport au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au régime fiscal des valeurs mobilières (N° 799 - année 1931). - M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

IV- Examen pour rapport au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'un système d'encouragement à la production du chanvre en France (N° 967 - année 1931).
- M. Alfred BRARD, Rapporteur.

V- Communication de M. Alfred BRARD relative au projet de loi tendant à l'attribution d'avances exceptionnelles à diverses Sociétés de crédit aux agriculteurs.

VI- Examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. Albert MEUNIER, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer à voie normale de Bollwiller à Chevremont (N° 869 - année 1931).
- M. Henri ROY, Rapporteur.

VII- Examen pour avis financier, des conclusions du rapport supplémentaire de M. Paul STRAUSS sur les propositions de loi relatives à l'assistance maternelle et à la création de maisons maternelles (N° 577 - année 1931).
- M. ARMBRUSTER, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mardi 26 Janvier 1932, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

Elle a adopté un avis financier de M. SERRE favorable à l'adoption de la proposition de loi de M. CAVILLON tendant à rendre obligatoire l'indication d'origine à l'importation de certains produits.

La Commission des Finances a repris ensuite la discussion des projets de loi relatifs à la Cie Gle Transatlantique.

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, a fait un exposé sur l'état de la question tel qu'il apparaît après l'audition de M. le Ministre de la Marine Marchande.

Une discussion à laquelle ont pris part MM. FARJON, JENOUVRIER, ALBERT MAHIEU, LOUIS SERRE, CAILLAUX, REGNIER, FRANCOIS SAINT MAUR, BERENGER, CHERON, ABEL GARDEY et JEANNENEY, s'est instituée.

Sur la proposition de M. ABEL GARDEY, la Commission a confirmé sa précédente décision à savoir que le principe du renflouement devait être repoussé et que le seul concours de l'Etat admissible était une aide provisoire permettant au Ministre dela Marine Marchande de maintenir pendant une période transitoire l'exploitation des services actuellement assurée par la Cie Gle Transatlantique .

Un délai de six mois a été prévu en vue de permettre au Gouvernement de présenter un projet de loi tendant à l'organisation des servicesprésentement assurés par la C.G.T. et coordonnant les services ainsi que l'exploitation des lignes maritimes subventionnées ou ayant avec l'Etat des rapports contractuels .

Dans ces conditions, la Commission a arrêté le montant du concours financier de l'Etat à 50 millions . Toutefois, il a été formellement spécifié que la Commission ne proposerait au Sénat le vote de cette somme que si le Gouvernement obtenait des anciens Administrateurs de la Cie Gle Transatlantique une contribution personnelle importante.

La Commission des Finances a ensuite adopté les conclusions favorables du Rapport de M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, sur le projet de loi relatif au régime fiscal des valeurs mobilières et des Sociétés.

La Commission, après avoir entendu un exposé de M. ALFRED BRARD sur les projets et les propositions de loi concernant des avances à faire à des Sociétés privées de prêts aux agriculteurs et les observations de MM. HENRY CHERON et JOSEPH CAILLAUX, a adopté l'avis de son Rapporteur et décidé de surseoir à l'examen de ces projets ou propositions jusqu'à ce que le Gouvernement ait apporté le résultat de l'enquête jugée indispensable sur la situation de toutes ces Sociétés, enquête à laquelle procèderaient les Inspecteurs du Ministère du Travail, les Inspecteurs de la Caisse Nationale de Crédit agricole et les Inspecteurs des Finances.

M. ALFRED BRARD a fait adopter son rapport favorable au projet d'encouragement à la production du chanvre. - M. ROY a présenté un exposé financier sur le projet de déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer de BOLLWILLER à CHEVREMONT . Des renseignements complémentaires ont été demandés par le Rapporteur aux Ministères intéressés.

5

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

MERCREDI 27 JANVIER 1932 à 15 HEURES

ORDRE DU JOUR :

I - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport supplémentaire de M. PAUL STRAUSS sur les propositions de loi relatives à l'assistance maternelle et à la création de maisons maternelles (N°577 - Année 1931).
- M. ARMBRUSTER, Rapporteur.

II - Suite de l'examen, pour avis financier, des conclusions du 5ème Rapport supplémentaire de M. TOURNAN sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant le monopole de l'alcool industriel (N°551 - Année 1931).
- M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

(Le projet d'avis financier, 2ème épreuve, a été envoyé à M.M. les Commissaires financiers).

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 27 Janvier 1932, à 15 heures, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

M. ARMBRUSTER a présenté un avis financier sur les conclusions du rapport supplémentaire de M. PAUL STRAUSS relatif à l'assistance maternelle et à la création de maisons maternelles.

Une discussion à laquelle ont pris part MM. HENRY CHERON, ALBERT MAHIEU, FRANCOIS SAINT MAUR, ARMBRUSTER, ABEL GARDEY et JEANNENEY, s'est instituée.

Conformément aux conclusions du Rapporteur, la Commission des Finances, eu égard aux conséquences financières importantes de la proposition qui n'ont pu faire l'objet d'une évaluation précise par les Administrations, a émis un avis défavorable à l'adoption de la proposition de loi.

Toutefois, la Commission a manifesté le désir que le Gouvernement prenne l'initiative de soumettre aux Chambres un projet d'ensemble ayant pour but d'assurer d'une façon plus efficace la protection des mères et des enfants du premier âge.

La Commission a ensuite approuvé avec un certain nombre de réserves l'avis favorable présenté par M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, sur le projet relatif au régime de l'alcool, rapporté au fond par M. TOURNAN, au nom de la Commission spéciale.

MM. HENRY CHERON et JOSEPH CAILLAUX se sont élevés contre les dispositions nouvelles de ce projet, tant au point de vue de l'organisation administrative et financière de l'Office, qu'en ce qui concerne les prélèvements qu'il instaure chez les distillateurs de profession.

M. ALBERT MAHIEU a par contre soutenu le projet de loi.

Le texte relatif au prélèvement a été adopté à une voix de majorité. MM. CAILLAUX et CHERON se sont réservés de reprendre leurs arguments devant le Sénat.

Pour ce qui est de l'organisation financière et administrative du futur Office, des amendements reprenant les textes anciens auxquels s'étaient ralliées la Commission de l'Alcool et la Commission des Finances seront soutenus par la Commission.

6

La COMMISSION DES FINANCES se réunira

AUJOURD'HUI, MARDI 2 FEVRIER, à 17 HEURES.

ORDRE DU JOUR :

Communication de M. le Président de la Commission au sujet des deux projets de loi relatifs à la Compagnie Générale Transatlantique.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mardi 2 Février 1932 à 15 heures, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

M. LE Président a souhaité la bienvenue à M. JULE HAYAUX, b nommé membre de la Commission des Finances en remplacement de M. EMILE HUMBLOT.

La Commission des Finances a entendu le compte rendu des entretiens que le Président et le Rapporteur Général ont eu, tant avec M. le Ministre des Finances qu'avec M. le Président du Conseil, au sujet des projets de loi relatifs à la Cie Gle Transatlantique.

Le Gouvernement ayant demandé a être entendu demain Mercredi à 16 heures, la Commission provoquera ses explications sur des incidents récents qui ont ému un très grand nombre de membres du Sénat.

7

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le MERCREDI 3 FEVRIER 1932 à 15 HEURES

ORDRE DU JOUR :

I - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant les coëfficients applicables en 1932 pour l'évaluation forfaitaire des bénéfices agricoles en matière d'impôt sur les revenus (N°965 - Année 1932).
- M. ABEL GARDEY, RAPPORTEUR GENERAL.

II - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant augmentation du crédit prévu au Chap. 8 de l'art. 2 de la loi du 18 avril 1931 pour être affecté au fonctionnement des Commissions d'évaluation et au payement des frais d'expertises nécessaires pour l'application de la loi du 8 avril 1930 concernant la réparation des dommages de caractère exceptionnel causés par les orages et les crues du 1er au 10 Mars 1930 (N°950 - Année 1931).
- M. SCHRAMECK, RAPPORTEUR.

III - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements "Exercice 1932" (N°949-Année 1931) - M. SCHRAMECK, RAPPORTEUR.

IV - Suite de l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. LUGOL, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'étendre le bénéfice de la loi du 17 avril 1919 à plusieurs catégories de personnes ayant perdu ou n'ayant pas encore acquis la nationalité française au jour du dommage (N°151 - année 1931).
- M. ANDRE LEBERT, RAPPORTEUR.

Addition à l'Ordre du Jour de la séance de la

COMMISSION des FINANCES, du

MERCREDI 3 FEVRIER 1932

à QUINZE HEURES

M. le Président du Conseil sera, selon sa demande, entendu par la Commission des Finances à seize heures, sur les projets de loi concernant la Compagnie Générale Transatlantique.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 3 Février 1932, à 15 heures, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

Elle a adopté, après observations de MM. CHERON et HAYAUX, les conclusions du Rapport de M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, favorables à l'adoption du projet de loi fixant les coefficients applicables en 1932 pour l'évaluation forfaitaire des bénéfices agricoles.

La Commission a également adopté deux Rapports de M. SCHRAMECK favorables à l'adoption :

1° - du Projet de loi relatif au fonctionnement des Commissions d'évaluation pour la réparation des dommages de caractère exceptionnel causés par les orages du mois de Mars 1930;

2° - du projet de loi portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements.

M. ANDRE LEBERT a ensuite exposé les conséquences financières de la Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à étendre le bénéfice de la loi du 17 Avril 1919 à plusieurs catégories de personnes ayant perdu ou n'ayant pas encore acquis la nationalité française au jour du dommage.

Après observations de M. JOSEPH CAILLAUX, la Commission, conformément aux conclusions de son Rapporteur a émis un avis défavorable à l'adoption de cette Proposition de loi.

La Commission a ensuite entendu M. le Président du Conseil, accompagné de M. le Ministre de la Marine Marchande, sur les projets relatifs à la Compagnie Générale Transatlantique.

M. le Président JEANNENEY a précisé l'état des délibérations de la Commission et en terminant a protesté contre les informations inexactes qui tendraient à représenter la Commission comme responsable du licenciement des ouvriers de certains chantiers de construction, ces informations inexactes ayant été corroborées par une interview attribuée à M. le Ministre de la Marine Marchande et non encore démentie.

Le Président du Conseil a tout d'abord reconnu l'inexactitude de ces imputations qu'il réprouve. Puis abordant l'objet de son audition, il a fait connaître qu'il renonçait à demander au Sénat le vote des projets tels qu'ils ont été adoptés par la Chambre. Il admet le principe de la période transitoire envisagée par la Commission, cette période serait employée à la préparation de l'organisation des services actuellement assurés par la C.G.T. et à l'élaboration du statut futur dans un cadre unifié des lignes de navigation maritime subventionnées.

M. le Président du Conseil a demandé que l'existence de la C.G.T. soit financièrement assurée pendant une période de six mois,

Diverses questions ont été posées par MM. MANCEAU, CAILLAUX, ALBERT MAHIEU, JENOUVRIER, ROY, SERRE, FARJON, FRANCOIS ST MAUR, ainsi que par M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

Après l'audition des membres du Gouvernement qui s'est prolongée jusque vers 18 heures, la Commission s'est montrée dès à présent disposée à proposer le vote des sommes nécessaires à l'exploitation pendant la période transitoire.

La Commission achèvera demain sa délibération.

8

La COMMISSION DES FINANCES se réunira

le JEUDI 4 FEVRIER 1932 à DIX SEPT HEURES.

ORDRE DU JOUR :

- Suite de l'examen, pour rapport au fond, des deux projets de loi adoptés par la Chambre des Députés relatifs à la Compagnie Générale Transatlantique.

- M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Jeudi 4 Février 1932, à 17 Heures, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

Elle a repris l'examen des projets de loi relatifs à la Cie Gle Transatlantique .

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, a résumé l'état de la question après l'audition du Président du Conseil.

Il a proposé à la Commission de rester fidèle à ses votes antérieurs excluant toute idée de renflouement de la Cie Gle Transatlantique, mais admettant le vote de la somme nécessaire pour faire face au déficit de l'exploitation pendant six mois.

Après étude des nouvelles communications faites par le Gouvernement sur le montant de ce déficit, le Rapporteur Général a proposé le vote d'une somme de 110 millions a prélever sur les resscurcer de la Trésorerie.

Après une discussion à laquelle ont pris part : MM. JENOUVRIER, FARJON, CHERON, ROY, FRANCOIS ST MAUR, FOURCADE, CAILLAUX, MAHIEU, REGNIER, SERRE, CUMINAL, PERRIER, MILAN, GENERAL HIRSCHAUER, PIERRE ROBERT, ABEL GARDEY et JEANNENEY, les propositions du Rapporteur Général ont été adoptées par 19 voix contre 1 .

La Commission, hostile en principe à tout renflouement, a entendu marquer ainsi notamment sa volonté de ne pas créer un précédent, surtout en présence de la situation du Trésor et du Budget.

Sur la proposition de MM. CAILLAUX et FOURCADE, la Commission a, d'autre part, chargé son Président et son Rapporteur Général d'indiquer au Gouvernement que s'il y avait nécessité de ne pas interrompre le travail de certaines constructions de bateaux en cours, il lui appartiendrait d'en demander les moyens par un projet spécial.

9

suite

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

MERCREDI 10 FEVRIER 1932 à 15 HEURES.

ORDRE DU JOUR :

I - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. CUMINAL sur la Proposition de loi de M. PAUL STRAUSS, tendant à modifier la loi du 15 Avril 1909 relative à la création de classes de perfectionnement annexées aux écoles élémentaires publiques et d'écoles autonomes de perfectionnement pour les enfants arriérés (n°447-Année 1930).

- M. JEAN PHILIP, Rapporteur.

II - Examen, pour avis financier des conclusions du Rapport de M. GADAUD sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la suppression de la taxe d'octroi sur les vins en bouteilles (n°894 - Année 1931).

- M. SCHRAMECK, Rapporteur.

III - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des lois locales, relatives à l'impôt sur les professions, traitements et salaires et sur les capitaux dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (n°399-Année 1931).
- M. HENRY CHERON, Rapporteur.

IV - Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. LE TROCQUER, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans d'un chemin de fer d'intérêt général de Bassens au Bec d'Ambès (N°61 - Année 1932).
- M. HENRI ROY, Rapporteur.

V - Eventuellement, examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. BOIVIN-CHAMPEAUX, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant les Gouvernements de la Cote des Somalis, de l'Océanie et des territoires sous mandat du Cameroun à contracter des emprunts formant un total de 197 millions de francs (n°871-Année 1931
- M. LEON PERRIER, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 10 Février 1932, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

M. JEAN PHILIP a fait un exposé financier sur les conclusions du Rapport de M. CUMINAL relatif à la Proposition de loi tendant à la création d'écoles autonomes de perfectionnement pour les enfants arriérés.

Après observations de MM. CUMINAL, CHERON, FRANCOIS-SAINT-MAUR, CAILLAUX, ABEL GARDEY et JEANNENEY, la Commission a décidé d'entendre MM. les Ministres de l'Instruction Publique et du Budget sur cette proposition de loi et notamment sur les deux points suivants: délai qui serait nécessaire pour l'application effective de la loi, évaluation précise des conséquences financières.

A la demande de M. SCHRAMECK, Rapporteur, la Commission a ensuite ajourné à sa prochaine séance la discussion de la proposition de loi tendant à la suppression de la taxe d'octroi sur lesvins en bouteilles.

M. HENRY CHERON a présenté à la Commission son projet de Rapport sur le Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des impôts locaux d'Alsace et de Lorraine.

Après avoir fait l'historique du système fiscal en Alsace et en Lorraine sous le régime allemand et depuis l'armistice et rappelé les réformes fragmentaires déjà réalisées depuis le recouvrement des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, M. HENRY CHERON a proposé un texte transactionnel entre celui du Gouvernement et celui de la Chambre des Députés, texte destiné à accorder de larges dégrèvements sur l'impôt des salaires, sans surcharger d'une manière excessive l'impôt sur les professions. Il a finalement demandé que son projet de rapport et les textes qui y sont annexés soient communiqués à M. le Ministre du Budget pour sondages et avis.

M. JOSEPH CAILLAUX, en appuyant cette proposition, a demandé que certaines suggestions qu'il a présentées pour compenser les dégrèvements envisagés sur l'impôt et les salaires fussent également communiquées au Ministre .

D'accord avec le Rapporteur et après une discussion à laquelle ont pris part MM. le Général HIRSCHAUER et HENRI ROY, il en a été ainsi décidé.

M. HENRI ROY a ensuite présenté et fait adopter un avis financier approuvant le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession à la Cie du Chemin de fer de Paris à Orléans d'un chemin de fer d'intérêt général de Bassens au Bec d'Ambès .

M. HENRI ROY a également fait approuver un avis favorable au projet de loi autorisant les Préfets à prendre des arrêtés fixant dans certaines conditions les prix limites pour la vente du pétrole.

La COMMISSION des FINANCES se réunira le

MERCREDI 17 FEVRIER 1932 à 14 HEURES 30

ORDRE DU JOUR :

I - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. GADAUD sur la proposition de loi de M. CARRERE, relative à l'assurance municipale contre la grêle. (n°691, année 1931).
- M. ALFRED BRARD, Rapporteur.

II - Suite de l'examen, pour rapport au fond, de la proposition de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 31 Mars 1930, concernant l'établissement de l'impôt cédulaire sur les bénéfices des officiers ministériels dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (n°284, année 1930.)
- M. HENRY CHERON, Rapporteur.

III- Audition de M.M. les Ministres de l'Instruction Publique et du Budget sur les conclusions du Rapport de M. CUMINAL sur la proposition de loi de M. PAUL STRAUSS tendant à modifier la loi du 15avril 1909 relative à la création de classes de perfectionnement annexées aux écoles élémentaires publiques et d'écoles autonomes de perfectionnement pour les enfants arriérés.(N°447 -Année 1930).
- M. JEAN PHILIP, Rapporteur.

L'audition de M.M. les Ministres aura lieu à 15 HEURES.

IV - Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. DE LA GRANGE sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer le statut de l'aviation marchande.(N°945-année1931)
- M. LE GENERAL HIRSCHAUER, Rapporteur.

La réunion de la COMMISSION des FINANCES, du

MERCREDI 17 Février 1932

à QUATORZE HEURES TRENTE

EST ANNULÉE.

10

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le MERCREDI

2 MARS 1932, à 14 HEURES 45.

ORDRE DU JOUR :

I - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. GADAUD sur la proposition de loi de M. CARRERE, relative à l'assurance municipale contre la grêle. (N°691, année 1931).
- M. ALFRED BRARD, Rapporteur.

II - Suite de l'examen, pour rapport au fond, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 31 Mars 1930, concernant l'établissement de l'impôt cédulaire sur les bénéfices des officiers ministériels dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (N°284, année 1930).
- M. HENRY CHERON, Rapporteur.

III - Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. LABROUSSE sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification de la Convention et des statuts établissant une Union internationale de secours ouverts à la signature des Etats le 12 Juillet 1927 et signés par le Gouvernement français le 9 Décembre 1927 (N° 39, Année 1932).
- M. HENRY BERENGER, Rapporteur.

IV - Désignation d'un Rapporteur pour le Budget de la Guerre.

V - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à relever, à dater du 1er Janvier 1932, le maximum des avances que l'Etat est autorisé à consentir en application de la loi du 13 Juillet 1928 sur les habitations à bon marché et les logements à loyers moyens. (N°136, année 1932).
- M. ARMBRUSTER, Rapporteur.

VI - Examen officieux du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1932.
Budget des dépenses : a) Santé Publique : M. ARMBRUSTER, Rapporteur.
b) Légion d'Honneur : M. FRANCOIS SAINT-MAUR, Rapporteur.

VII - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. GADAUD, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à supprimer la taxe d'octroi sur les vins en bouteilles. (N°894, Année 1931). - M. SCHRAMECK, Rapporteur.

VIII - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. POL CHEVALIER, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la Ville de Paris à accorder aux loueurs d'automobiles de place non passibles de la Contribution des patentes, par application de l'article 3 de la loi du 27 Décembre 1927, la détaxe de partie des droits de stationnement. (N°72, année 1932).
- M. SCHRAMECK, Rapporteur.

IX - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. COYRARD, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la Ville de Lyon à modifier les articles 5 et 12 de la loi du 28 Juin 1901 qui l'a autorisée à établir à son profit diverses taxes en remplacement des droits d'octroi supprimés (N°115 - Année 1932).
- M. SCHRAMECK, Rapporteur.

X - Suite de l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. LINYER, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'établissement d'un projet d'aménagement de la région parisienne (N°180 - Année 1931).
- M. SCHRAMECK, Rapporteur.

XI - Eventuellement, examen pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. BOIVIN-CHAMPEAUX, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, autorisant les Gouvernements de la Côte des Somalis, de l'Océanie et des territoires sous mandat du Cameroun à contracter des emprunts formant un total de 197 millions de francs (N°871, année 1931).
- M. LEON PERRIER, Rapporteur.

XII - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. DE LA GRANGE sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer le statut de l'aviation marchande. (N°945, Année 1931).
- M. LE GENERAL HIRSCHAUER, Rapporteur.

La Commission des Finances s'est réunie le Mercredi 2 Mars 1932 à à 15 heures sous la Présidence de M. JEANNENEY.

Elle a désigné M. GALLET comme Rapporteur du Budget de la Guerre, en remplacement de M. ALBERT MAHIEU.

M. ALFRED BRARD a présenté un exposé financier sur les conclusions du Rapport de M. GADAUD relatif à l'assurance municipale contre la grêle. Sur la demande du Rapporteur, la Commission a ajourné sa décision jusqu'au moment où viendront en discussion devant elle les dispositions de la loi de finances ayant trait à cette question.

M. HENRY CHERON a présenté son Rapport sur la proposition de loi concernant l'établissement de l'impôt cédulaire sur les bénéfices des officiers ministériels dans les départements recouvrés. Conformément aux conclusions du Rapporteur, la Commission a décidé, avant de statuer, d'entendre le Ministre des Finances.

M. HENRY BERENGER a fait approuver un avis financier favorable à l'adoption du projet de loi établissant une Union Internationale de Secours.

M. ARMBRUSTER a présenté un exposé financier sur le projet tendant à relever le maximum des avances que l'Etat est autorisé à consentir en application de la loi sur les habitations à bon marché et les logements à loyers moyens.

Après observations de MM. FRANCOIS SAINT MAUR , STUHL, LEON PERRIER, REBOUL, JENOUVRIER, ABEL GARDEY et JEANNENEY, la Commission a décidé, d'accord avec le Rapporteur d'entendre le Ministre des Finances dans une prochaine séance.

M. LEON PERRIER a ensuite présenté un exposé détaillé sur le projet relatif à des emprunts coloniaux. A la demande du Rapporteur, la Commission a réservé sa décision jusqu'après l'audition du Ministre des Colonies.

La Commission a ensuite, suivant sa tradition, abordé l'examen officieux des dépenses du budget de l'Exercice 1932.

Sur le Rapport de M. FRANCOIS SAINT MAUR, elle a adopté le budget de Légion d'Honneur auquel elle a apporté une réduction de 19.000 francs.

M. ARMBRUSTER a ensuite présenté le budget de la Santé Publique. Après des observations de MM. CHERON, GALLET, BETOULLE, ABEL GARDEY et JEANNENEY , la Commission a apporté sur la proposition de M. ARMBRUSTER un ensemble de réductions s'élevant à environ 1.878.000 francs .

Elle a réservé, pour être examiné avec la loi de finances, le chapitre 34 relatif à l'assistance aux vieillards .

La Commission continuera Vendredi l'examen officieux du Budget.

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira le

VENDREDI 4 MARS 1932, à QUINZE HEURES.

ORDRE DU JOUR :

I - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. GADAUD, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à supprimer la taxe d'octroi sur les vins en bouteilles. (N°894, Année 1931)- M. SCHRAMECK, Rapporteur.

II - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. POL CHEVALIER, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la Ville de Paris à accorder aux loueurs d'automobiles de place non passibles de la Contribution des patentes, par application de l'article 3 de la loi du 27 Décembre 1927, la détaxe de partie des droits de stationnement. (N°72, Année 1932).- M. SCHRAMECK, Rapporteur.

III - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. COYRARD, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la Ville de Lyon à modifier les articles 5 et 12 de la loi du 28 Juin 1901 qui l'a autorisée à établir à son profit diverses taxes en remplacement des droits d'octroi supprimés (N°115, Année 1932)- M. SCHRAMECK, RAPPORTEUR.

IV - Suite de l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. LINYER, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'établissement d'un projet d'aménagement de la région parisienne (N°180, Année 1931). - M. SCHRAMECK, Rapporteur.

V - Suite de l'examen officieux du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1932 :

Budget des Dépenses :

a) Marine Militaire : M. FARJON, Rapporteur
b) Marine Marchande : M. JENOUVRIER, Rapporteur
c) Pensions : M. LE GENERAL STUHL, Rapporteur
d) Commerce : M. LOUIS SERRE, Rapporteur
e) Eventuellement : Régions Libérées: M. LEBERT, Rapporteur.

VI - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. DE LA GRANGE, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer le statut de l'aviation marchande, (N°945, Année 1931).- M. LE GENERAL HIRSCHAUER, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le VENDREDI 4 Mars 1932 à 15 heures, sous la Présidence de M.JEANNENEY.

Sur les conclusions de M. SCHRAMECK, elle a émis un avis favorable au projet relatif à l'aménagement de la région parisienne,en fixant d'une part, à 5 millions la participation de l'Etat et en décidant d'autre part que les services chargés de suivre l'application de la loi resteraient au Ministère de l'Intérieur.

M. SCHRAMECK a également fait adopter deux avis favorables à l'adoption des projets de loi relatifs à la détaxe des droits de stationnement en faveur des petits loueurs de taxis et à l'établissement de diverses taxes à Lyon en remplacement des droits d'octroi supprimés.

Sur la proposition de loi tendant à supprimer la taxe d'octroi sur les vins en bouteilles, la Commission des Finances, sur les conclusions de M. SCHRAMECK, a émis un avis défavorable, aucune ressource n'étant prévue pour conpenser dans les budgets communaux la perte de recettes qui résulterait de la suppression de cette taxe.

La Commission a ensuite repris l'examen officieux du budget.

Elle a adopté, sur le rapport de M. FARJON, le budget de la Marine Militaire, dont les crédits ont été adoptés conformément aux conclusions du Rapporteur. M. FARJON a répondu à de nombreuses questions, qui lui ont été posées par M.M. HENRY CHERON, GENERAL STUHL, REBOUL, relatives notamment au croiseur de ligne, aux réservoirs, au ravitaillement en pétrole .

Sur le Rapport de M. JENOUVRIER et conformément aux conclusions du Rapporteur, la Commission a ensuite adopté le budget de la Marine Marchande auquel elle a apporté un ensemble de réductions d'environ 2 millions.

La Commission a ensuite adopté, sur le rapport de M. le GENERAL STUHL le budget du Ministère des Pensions. Après un exposé au cours duquel le rapporteur s'est étendu particulièrement sur le projet de réorganisation sous un même service du centre de réforme et de la Commission consultative médicale,une discussion s'est instituée sur la question de la dette viagère résultant des pensions, à laquelle ont pris part M.M. GALLET,HENRY CHERON et le Rapporteur.

M. HENRY CHERON tout en respectant les droits des pensionnés et de ceux qui sont vraiment d'anciens combattants a insisté pour qu'on n'accueille aucune promesse nouvelle et pour qu'on ne prenne aucun engagement qui serait de nature à rendre impossible la restauration financière.

Un ensemble de réductions de crédits atteignant environ 17 millions a été opéré sur les chiffres votés par la Chambre. La Commission a en outre apporté une augmentation nouvelle de 11.250.000 Frs pour les allocations aux tuberculeux et a réservé les chapitres 15 et 24 relatifs aux subventions à l'Office national du combattant et aux indemnités aux Invalides.

M. ANDRE LEBERT a ensuite présenté un exposé sur le budget des Régions Libérées. Après avoir fait remarquer que ce budget était en regression, le Rapporteur s'est arrêté à la question du nombre des fonctionnaires dont la compression ést en partie entravée par l'étude de lois récemment votées. Sur sa demande un ensemble de réductions de 3.800.000 Frs environ a été apportée au chiffre de la Chambre.

12/

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

LUNDI 7 MARS 1932

à QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

1- Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. de la GRANGE sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer le statut de l'aviation marchande (N° 945 - année 1931).
- M. le Général HIRSCHAUER, Rapporteur.

2-Examen pour rapport au fond, du projet de loi portant modification du régime des bouilleurs de cru (N° 44 - année 1932).
- M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

3- Examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. le Général HIRSCHAUER sur : 1°/ le projet de loi adopté par la Chambre des Députés tendant à modifier et à compléter la loi du 28 mars 1928 relative à la constitution des cadres et effectifs de l'armée ; 2°/ le projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant modification aux art. 6, 8, 9, 10 & 11, ainsi qu'à certains tableaux des séries A, B et C de la loi du 28 mars 1928 relative à la constitution des cadres et effectifs de l'armée. (N° 163 - an. 193
- M. GALLET, Rapporteur.

4 - Examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. DONON, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés tendant à autoriser temporairement les sociétés coopératives de meunerie à mélanger aux blés de leurs adhérents des blés exotiques dans les mêmes conditions que les minoteries industrielles (N° 148- année 1932).
- M. ALFRED BRARD, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Lundi 7 Mars 1932, sous la présidence de M. JEANNENEY.

M. ALFRED BRARD a donné lecture d'un avis financier sur le projet de loi autorisant les Sociétés coopératives de meunerie a mélanger des blés exotiques aux blés de leurs adhérents.

Après intervention de MM. CHERON, CAILLAUX, GALLET, BLAIGNAN, VALADIER, la Commission a décidé d'entendre sur la question M. le Ministre de l'Agriculture à une prochaine séance.

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, a présenté son Rapport sur le projet de loi portant modification du régime des bouilleurs de cru .

Un échange de vue auquel prirent part MM. HAYAUX, CHERON, COURTIER, CAILLAUX, JENOUVRIER, STOHL, HIRSCHAUER, BERENGER, LEBERT s'est institué. La Commission a décidé d'entendre avant de statuer M. le Contrôleur Général des Contributions Indirectes.

M. le Général HIRSCHAUER a ensuite présenté un avis financier sur les conclusions du Rapport de M. de LA GRANGE relatif au projet de loi sur le statut de l'aviation marchande . Après observations présentées par MM. SCHRAMECK, JENOUVRIER, LEBERT, et ABEL GARDEY, Rapporteur Général, la Commission a adopté les conclusions de son Rapporteur , favorables à l'adoption du projet sous réserve de certaines modifications notamment aux articles 6 et 7 relatifs à la durée des conventions ; à l'article 18 relatif aux marchés et à l'article 26 relatif aux incompatibilités.

La Commission a finalement adopté sur le rapport de M. GALLET un avis financier favorable à l'adoption de deux projets de loi relatifs à la constitution des cadres et effectifs de l'armée.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA

LE MARDI 8 MARS 1932

à QUINZE HEURES TRENTE

ORDRE DU JOUR :

Suite de l'examen officieux du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1932.

Budget des dépenses

a) Monnaies et Médailles.
- M. Guillaume CHASTENET, Rapporteur.

Eventuellement :

b) Instruction publique.
- M. Jean PHILIP, Rapporteur.

c) Commerce.
- M. SERRE, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mardi 8 Mars 1932, à 15 heures, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

Elle a continué l'examen officieux du Budget des dépenses de l'exercice 1932.

Sur le Rapport de M. GUILLAUME CHASTENET et conformément aux conclusions du Rapporteur, la Commission a adopté le budget des Monnaies, avec un ensemble de réductions s'élevant à 180.000 francs.

La Commission a ensuite examiné le Budget de l'Instruction Publique et de l'Education Physique.

Sur le Rapport de M. JEAN PHILIP, un ensemble de réductions s'élevant à 7.800.000 francs environ a été apporté aux chiffres votés par la Chambre des Députés, La Commission a décidé d'entendre le Ministre de l'Instruction Publique sur le chapitre 22 - Subventions en faveur des étudiants; sur le chapitre 44 - Ecole française d'archéologie de Rome; sur le Chapitre 48 - Traitements du Muséum d'Histoire Naturelle et sur le chapitre 76 - Subventions à l'Office National de recherches scientifiques.

D'autre part, les Chapitres 81 et 89 ont été réservés.

La Commission des Finances entendra demain Mercredi plusieurs Ministres sur diverses questions et continuera l'examen officieux du Budget des dépenses.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE
MERCREDI 9 MARS 1932
A QUINZE HEURES

14

ORDRE DU JOUR :

1°- Audition de M. le Ministre des Colonies sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, autorisant les Gouvernements de la Côte des Somalis, de l'Océanie et des territoires sous-mandat du Cameroun à contracter des emprunts formant un total de 197 millions de francs.
- M. Léon PERRIER, Rapporteur.

2° -Examen pour rapport au fond du projet de loi adopté par la Chambre des Députés ayant pour objet de déterminer les règles d'imputation et les conditions d'emploi du produit des impôts additionnels dont la perception a été autorisée par la loi du 4 décembre 1925 (N° 125 année 1932).
- M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

3°- Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. Pierre ROBERT, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des Conventions et Arrangements de l'Union postale universelle signée à Londres le 28 juin 1929 (N° 67 - année 1932).
- M. Pierre ROBERT, Rapporteur.

4°-Examen, pour rapport au fond, du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture des crédits nécessaires à la réfection de l'installation téléphonique du Ministère de la Santé Publique. (N° 153 - année 1932).
- M. ARMBRUSTER, Rapporteur.

5°-Audition de M. le Ministre des Finances et de M. le Ministre de la Santé Publique sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à relever à dater du 1er janvier 1931, le maximum des avances que l'Etat est autorisé à consentir en application de la loi du 13 juillet 1928 sur les habitations à bon marché et les logements à loyers moyens.
- M. ARMBRUSTER, Rapporteur.
(Cette audition aura lieu à 16 heures)

6°-Audition de M. le Ministre des Finances et de M. le Ministre du Travail chargé des services d'Alsace-Lorraine sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés tendant à modifier la loi du 31 mars 1930 concernant l'établissement de l'impôt cédulaire sur les bénéfices des officiers ministériels dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.
- M. Henry CHERON, Rapporteur.

7°- Audition de M. le Ministre des Finances et de M. le Ministre de l'Instruction Publique
1°/ sur la proposition de loi de M. Paul STRAUSS tendant à modifier la loi du 15 avril 1909 relative à la création de classes de perfectionnement annexées aux écoles élémentaires publiques et d'écoles autonomes de perfectionnement pour les enfants arriérés. - M. Jean PHILIP , Rapp.
2°/ sur les chapitres réservés du budget de l'Instruction Publique - M. Jean PHILIP, Rapporteur.

8°- Suite de l'examen officieux du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1932 :
Budget des dépenses :
a) Services d'Alsace et de Lorraine. - M. Henry CHERON, Rapporteur.
b) AIR. - M. le Général HIRSCHAUER, Rapporteur.
c) ENSEIGNEMENT TECHNIQUE - M. CUMINAL, Rapporteur.
d) ECOLE CENTRALE - M. CUMINAL, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 9 Mars 1932, à 15 heures, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

Elle a entendu le Ministre des Colonies sur l'affectation d'une somme de 130 millions de frs prévue dans le projet de loi autorisant différents gouvernements coloniaux à contracter des emprunts, au titre du programme spécial du Cameroun, pour le prolongement du chemin de fer de Yaoundé à Douala.

Après l'audition du Ministre et conformément aux conclusions du Rapporteur, M. LEON PERRIER, la Commission des Finances a repoussé la somme de 130 millions de frs prévue pour le prolongement du chemin de fer de Yaoundé. Elle a émis un avis favorable à l'adoption de toutes les autres dispositions du projet de loi.

Sur le rapport de M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, la Commission des Finances a adopté le projet de loi déterminant les règles d'imputation du produit des impôts additionnels autorisés par la loi du 4 Décembre 1925.

La Commission des Finances a émis, sur les conclusions de M. PIERRE ROBERT, un avis favorable à l'adoption du projet de loi portant approbation des Conventions et arrangements de l'Union Postale Universelle.

M. ARMBRUSTER a présenté à la Commission des Finances un rapport favorable à l'adoption des crédits nécessaires à la réfection de l'installation téléphonique du Ministère de la Santé Publique. Après audition du Ministre de la Santé Publique, les conclusions de M. ARMBRUSTER ont été adoptées.

La Commission des Finances a entendu les Ministres des Finances et de la Santé Publique sur le projet de loi tendant à relever à dater du 1er Janvier 1931 le maximum des avances que l'Etat est autorisé à consentir en application de la loi du 13 Juillet 1928 sur les habitations à bon marché et les logements à loyers moyens.

Après les explications des Ministres, une discussion s'est instituée à laquelle ont pris part MM. ARMBRUSTER, Rapporteur, HENRY CHERON, BIENVENU-MARTIN, JENOUVRIER, CAILLAUX, ABEL GARDEY et JEANNENEY. La Commission a émis, sur les conclusions du Rapporteur, un avis favorable à l'adoption du projet de loi, tel qu'il a été adopté par la Chambre des Députés. La Commission a affirmé sa volonté que le rythme d'exécution du programme des habitations à bon marché et des logements à loyers moyens tel qu'il a été fixé dans la loi dite loi LOUCHEUR ne soit pas dépassé .

Après avoir entendu M. FLANDIN, Ministre des Finances, et M. P. LAVAL Ministre du Travail chargé des services d'Alsace-Lorraine, la Commission sur le Rapport de M. HENRY CHERON a décidé , conformément à l'avis du Gouvernement, qu'il n'y avait pas lieu de modifier le régime fiscal des officiers ministériels dans les départements recouvrés, mais au contraire de tendre à une assimilation du régime notarial dans ces départements avec celui des autres notaires français.

Après l'audition des Ministres des Finances et de l'Instruction Publique sur la Proposition de loi relative aux écoles de perfectionnement pour les enfants arriérés, la Commission après observations de M. CUMINAL, Rapporteur, a émis l'avis qu'il y a lieu de surseoir à statuer jusqu'à ce que puisse être établie une prévision exacte des répercussions financières.

Les chapitres réservés de l'Instruction Publique ont ensuite été adoptés avec les chiffres de la Chambre des Députés.

M. HENRY CHERON a présenté son rapport sur le budget des départements recouvrés .

Après observations de MM. HIRSCHAUER et STUHL, les conclusions du rapport ont été adoptées avec une réduction de dépenses de 1.927.091 francs.

La Commission a finalement adopté , sur le rapport de M. CUMINAL, les budgets de l'Enseignement technique et de l'Ecole Centrale avec un ensemble de réduction d'environ 1.240.000 frs.

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira le

VENDREDI 11 MARS 1932 à QUINZE HEURES.

ORDRE DU JOUR : -

I - Examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. BERGEON sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant fixation du contingent de croix de la Légion d'Honneur et de Médailles militaires destiné au personnel de l'armée de mer n'appartenant pas à l'armée active. (N°148-année 1932)- M. FARJON, Rapporteur.

II - Suite de l'examen officieux du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1932-

BUDGET DES DEPENSES :

a) Beaux-Arts - M. GUILLAUME CHASTENET, Rapporteur
b) Guerre - M. GALLET, Rapporteur

c) Poudres - M. JOSEPH COURTIER, Rapporteur
d) Commerce - M. SERRE, Rapporteur
e) Services Pénitentiaires - M. VALADIER, Rapporteur
f) Air - M.le Général HIRSCHAUER, Rapporteur.
g) Imprimerie Nationale - M. EMILE SARI, Rapporteur
h) Travaux Publics- M. MILAN, Rapporteur.
i) Mines et Forces Hydrauliques - M. BLAIGNAN, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Vendredi 11 Mars 1932, à 15 heures, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

Elle a adopté un avis financier de M. FARJON favorable au projet de loi fixant le contingent de croix de la Légion d'Honneur et de médailles militaires destiné au personnel de l'armée de mer n'appartenant pas à l'armée active.

Poursuivant l'examen officieux du Budget des dépenses, la Commission a adopté, sur le Rapport de M. GUILLAUME CHASTENET, le Budget des Beaux-Arts auquel elle a apporté des réductions s'élevant environ à 1.700.000 francs.

M. GALLET a ensuite présenté et fait adopter le budget de la guerre et des Territoires d'Outre-Mer, avec un ensemble de réductions d'environ 14 millions.

Après avoir exposé les conditions dans lesquelles ce Budget a été établi, M. GALLET a fourni à la Commission des précisions sur la question des effectifs, sur la situation actuelle de la Garde Républicaine, sur les engagés volontaires de 18 mois et il a insisté sur la nécessité de veiller à ce que l'alimentation du soldat soit abondante et saine.

Sur le rapport de M. JOSEPH COURTIER et après observations de MM. FARJON, ROY, HIRSCHAUER et JENOUVRIER, la Commission a adopté le Budget des Poudres, en réduisant le crédit du Chapitre 31 d'une somme de 1.150.000 frs prévue pour la construction d'une dynamiterie à Angoulême.

M. LOUIS SERRE a fait ensuite adopter le budget du Commerce avec un ensemble de réductions de 2.280.000 frs. La Commission a rétabli le crédit demandé par le Gouvernement pour la subvention à l'association française de normalisation .

Le Budget des Services pénitentiaires a été adopté sur le rapport de M. VALADIER avec des réductions s'élevant environ à 600.000 frs .

M. LE GENERAL HIRSCHAUER a présenté un exposé détaillé sur la situation actuelle de l'aviation. Il a fait adopter le budget de l'Air avec des réductions de 11 millions environ.

Sur le rapport de M. EMILE SARI, la Commission a adopté le Budget de l'Imprimerie Nationale, Des réductions de 274.000 frs ont été effectuées.

Finalement, le budget des Mines et Forces Hydrauliques a été adopté sur le rapport de M. BLAIGNAN avec des réductions s'élevant environ à 220.000 frs .

45

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA

CET APRES-MIDI

A DIX SEPT HEURES TRENTE

10 Mars 32

ORDRE DU JOUR :

Crédit relatif aux obsèques de M. ARISTIDE BRIAND

- M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

La Commission a adopté à l'unanimité ce projet.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE
LUNDI 14 MARS 1932
à QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

1- Audition de M. le Directeur Général des Contributions Indirectes sur le projet de loi portant modification du régime des bouilleurs de cru(N° 44 - année 1932).
- M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.
2°- Eventuellement, au cas ou le Budget de l'exercice 1932 serait voté par la Chambre des Députés, exposé de M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général sur la situation budgétaire et financière.
3°- Suite de l'examen officieux du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1932
Budget des dépenses :
a) Travaux Publics : M. MILAN, Rapporteur
b) Chemins de fer : M. HENRI ROY, Rapporteur
c) Affaires étrangères. M. HENRY BERENGER, Rapporteur
4°- Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. DAUTHY, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant une bourse commune d'assurances et de prévoyance du notariat et une caisse de retraite et d'assistance des clercs de notaire (N° 901 - année 1931).
M. VALADIER, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Vendredi 14 Mars 1932, à 15 heures, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

M. MILAN a présenté son rapport sur le budget du Ministère des Travaux Publics et a appelé l'attention de la Commission sur les questions relatives à l'entretien du réseau des routes départementales incorporés depuis 1930 dans le réseau des routes nationales, ainsi que sur la fonctionnarisation des cantonniers.

Après une discussion à laquelle ont pris part MM. GALLET, CAVILLON et PIERRE ROBERT, un ensemble de réductions s'élevant à près de 6 millions de francs a été apporté aux chiffres votés par la Chambre.

M. HENRI ROY a présenté ensuite son Rapport sur le budget des chemins de fer .

La Commission s'est longuement entretenue du déficit des chemins de fer, jusqu'alors couvert par l'emprunt. Ce déficit dépasse en ce moment dix millions par jour, sans qu'aucune mesure efficace soit prise pour y porter remède.

Après une discussion à laquelle ont pris part MM. CHERON, FRANCOIS St MAUR, HENRY BERENGER et JEANNENEY, il a été décidé que la question sera reprise lorsque M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, apportera ses propositions sur l'équilibre budgétaire.

Le Budget a été finalement adopté avec un ensemble de réductions s'élevant à 516.000 francs.

La Commission a ensuite examiné le budget des Affaires Etrangères.

M. HENRY BERENGER, Rapporteur, a exposé dans leurs grandes lignes les caractéristiques de ce budget qui pour 1932, ne diffère du précédent que de façon peu sensible. Il a souligné notamment l'emploi des crédits consacrés aux oeuvres françaises à l'étranger et aux dépenses internationales. Les premiers sont très insuffisants par rapport à ceux que consacrent certaines puissances à cet objet. Des améliorations dans l'organisation du service doivent être envisagées.

MM. BIENVENU-MARTIN, CHERON et le Général STUHL ont présenté des observations en ce qui concerne l'utilisation des crédits accordés pour la propagande françaises.

Sur la proposition du Rapporteur, le budget a été adopté avec un ensemble de réductions s'élevant à un total de 1.237.750 frs .

M. VALADIER a présenté à la Commission un avis financier sur le projet de loi instituant une bourse commune d'assurance et de prévoyance du notariat et une caisse de retraite et d'assistance des clercs de notaire .

Après l'exposé du Rapporteur et les observations de MM. CAILLAUX, CHERON, MILAN, FRANCOIS SAINT MAUR, et JEANNENEY, la Commission a décidé, avant de statuer, d'entendre les Ministres intéressés.

18

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le MERCREDI 16 MARS 1932, à 15 HEURES.

ORDRE DU JOUR :

I - Audition de M. le Ministre de l'Agriculture sur le Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser temporairement les Sociétés coopératives de meunerie à mélanger aux blés de leurs adhérents des blés exotiques dans les mêmes conditions que les minoteries industrielles.
- M. ALFRED BRARD, Rapporteur.

II - Audition de M. le Directeur Général des Contributions Indirectes sur le projet de loi portant modification du régime des bouilleurs de cru (N°44-Année 1932).
- M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

III - Exposé de M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, sur la situation budgétaire et financière.

IV - Suite de l'examen du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1932.
Budget des dépenses :
a) Intérieur - M. SCHRAMECK, Rapporteur.
b) Services Judiciaires - M. VALADIER, Rapporteur.
c) Colonies - M. LEON PERRIER, Rapporteur.
d) Finances - M. MARCEL REGNIER, Rapporteur.
e) Travail - M. ANATOLE MANCEAU, Rapporteur.
f) P.T.T. - M. PIERRE ROBERT, Rapporteur.
g) Agriculture - M. ALFRED BRARD , Rapporteur.

V - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant augmentation du crédit prévu par la loi de finances du 31 mars 1931 pour l'application de la loi du 30 Mars 1931 sur le crédit à moyen terme pendant l'exercice 1931-1932 (N°212 - Année 1932). - M. ALFRED BRARD, Rapporteur.

VI - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. LE TROCQUER sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la construction au Port de Marseille d'un nouveau Bassin dit Bassin du Pharo (N°220 - Année 1932).
- M. MILAN, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 16 Mars 1932, à 15 heures, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

M. CHAUVEAU, Ministre de l'Agriculture, a d'abord exposé les raisons justifiant l'adoption du projet de loi tendant à autoriser temporairement les sociétés coopératives de meunerie à mélanger aux blés de leurs adhérents des blés exotiques.

Après le départ du Ministre et conformément aux conclusions du Rapporteur M. ALFRED BRARD, un avis financier favorable a été adopté.

La Commission a également adopté un rapport de M. ALFRED BRARD sur le projet de loi portant augmentation du crédit prévu pour l'application de la loi sur le crédit à moyen terme.

La Commission a ensuite entendu les explications de M. HAGUENIN Directeur Général des Contributions Indirectes sur l'utilisation et les résultats à attendre du compteur prévu au projet de loi portant modification du régime des bouilleurs de cru .

Un certain nombres de questions ont été posées notamment par MM. CHERON, LEBERT, HAYAUX, BIENVENU-MARTIN, CAILLAUX, COURTIER, CUMINAL, et BLAIGNAN.

Après avoir délibéré, la Commission s'est prononcée par 11 voix contre 11 , contre l'adoption du projet.

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, a présenté un exposé d'ensemble sur la situation budgétaire et financière.

Après un échange de vue auquel ont pris part MM. CHERON, BERENGER, ROY, SERRE, CAILLAUX, BETOULLE, SCHRAMECK, ABEL GARDEY et JEANNENEY, la Commission a décide d'entendre, demain après-midi, le Ministre des Finances sur un questionnaire qui lui sera adressé par le Rapporteur Général.

Le Rapporteur Général a été très vivement félicité pour le travail remarquable et si complet dont il venait de faire profiter la Commission.

La Commission des Finances a continué l'examen du Budget des dépenses.

Elle a adopté le budget du Travail sur le rapport de M. ANATOLE MANCEAU, ainsi que le budget des services judiciaires présenté par M. VALADIER, Rapporteur, sur l'intervention duquel elle a maintenu les crédits prévus par le Gouvernement et la Chambre pour les œuvres d'assistance de l'enfance.

9

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le JEUDI 17 MARS APRES-MIDI, aussitôt après le vote par le Sénat du projet de loi relatif aux coëfficients agricoles (vraisemblablement vers 16 heures.)

ORDRE DU JOUR :

I - Audition de M. le Ministre des Finances sur le projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1932.- M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

II - Suite de l'examen du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1932.
Budget des dépenses :
a) Intérieur - M. SCHRAMECK, Rapporteur
b) Colonies - M. LEON PERRIER, Rapporteur
c) Finances - M. MARCEL REGNIER, Rapporteur
d) P.T.T. - M. PIERRE ROBERT, Rapporteur
e) Agriculture - M. ALFRED BRARD, Rapporteur.

III - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. LE TROCQUER, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la construction au Port de Marseille d'un nouveau bassin dit Bassin du Pharo (N°220-Année 1932).
- M. MILAN, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Jeudi 17 Mars 1932, à 17 Heures, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

Elle a entendu M. FLANDIN, Ministre des Finances, sur le projet de budget de 1932 et sur la situation financière.

Le Ministre a répondu aux diverses questions qui lui ont été posées par M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général. Les renseignements qu'il a fournis à la Commission ont corroboré les chiffres que le Rapporteur Général avait fournis à la précédente séance. Le Ministre tout en reconnaissant en fait le déséquilibre du projet de budget a insisté auprès de la Commission pour qu'elle voulût bien en assurer le vote dans les délais normaux par le Sénat.

M. HENRY CHERON, après avoir rappelé la situation de l'exercice en cours, le déficit réel du projet de budget et évalué celui de l'exercice prochain, a insisté sur la nécessité d'avertir le pays, faute de quoi des promesses de dépenses nouvelles ou de consolidations périlleuses risquent d'être faites par des candidats et d'empêcher le redressement financier.

Au cours d'une importante discussion, MM. JOSEPH CAILLAUX, SCHRAMECK, HENRY BERENGER, MILAN, BIENVENU-MARTIN, ROY, REBOUL, ont posé des questions auxquelles le Ministre a répondu.

Finalement, M. JEANNENEY, Président de la Commission, a demandé au Ministre de soutenir celle-ci lorsqu'elle fera connaître à la tribune la vérité au pays.

La Commission, après le départ du Ministre, a décidé à l'unanimité:

1°) - d'inviter son Rapporteur Général à exposer à la tribune du Sénat, dans la discussion générale du budget, l'état véritable de nos finances et la situation exacte du projet de budget soumis aux délibérations du Parlement

2°) - de faire tout l'effort nécessaire pour assurer en temps utile, c'est-à-dire avant le 31 Mars, le vote de la loi de finances.

3°) - de rejeter par principe de la loi de finances tout texte aggravant les dépenses publiques en engageant les exercices ultérieurs.

La Commission siègera, à partir de demain, matin et soir.

Le Rapporteur Général compte être en mesure d'ouvrir la discussion Jeudi prochain devant le Sénat.

La Commission a ensuite continué l'examen du budget des dépenses.

Sur le rapport de M. LEON PERRIER, elle a adopté le budget des Colonies

La Commission des Finances se réunira demain matin Vendredi pour terminer l'examen des dépenses du budget.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

VENDREDI 18 MARS 1932

à DIX HEURES

ORDRE DU JOUR :

1- Suite de l'examen du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1932.

Budget des Dépenses :

P.T.T. et Caisse d'Epargne - M. Pierre ROBERT, Rapporteur.
AGRICULTURE - M. Alfred BRARD, Rapporteur.
INTERIEUR - M. SCHRAMECK, Rapporteur.
FINANCES, - M. Marcel REGNIER, Rapporteur.

11- Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. LE TROCQUER, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la construction au port de Marseille d'un nouveau Bassin dit Bassin du Pharo (N° 220 - année 1932).
M. MILAN, Rapporteur.

La Commission des Finances s'est réunie le Vendredi 18 Mars 1932, à 10 Heures sous la Présidence de M. JEANNENEY.

Elle a d'abord entendu un exposé de M. PIERRE ROBERT sur les budgets des P.T.T. et de la Caisse d'Epargne. Après différentes observations présentées par M. CHERON et par M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, l'ensemble du Budget a été adopté avec un montant de réductions s'élevant à environ 74 millions. Les chapitres 29, versements au fonds de réserve et 45 remboursements d'avances aux départements ont été réservés.

La Commission a ensuite examiné, sur le Rapport de M. ALFRED BRARD, le budget de l'Agriculture auquel a été apporté un ensemble de réductions s'élevant à deux millions et demi environ .

M. SCHRAMECK est intervenu pour demander une aide à la culture de l'olivier.

M. SCHRAMECK a ensuite présenté son Rapport sur le budget du Ministère de l'Intérieur.

Des réductions d'un ordre de grandeur de 11 millions ont été effectuée par la Commission, conformément aux propositions du Rapporteur.

Sur le Chapitre 6 relatif aux traitements des fonctionnaires administratifs des départements, une discussion a eu lieu. La Commission a effectué une réduction de 200.000 frs pour marquer sa volonté de voir réduire le nombre des fonctionnaires de l'administration préfectorale de la catégorie des "Mises à la disposition du Ministre".

La Commission a en outre décidé d'insérer dans la loi de finances un texte tendant à l'abrogation de l'article 4 de la loi du 2 Avril 1929 relatif à un nouvel aménagement des cadres de l'administration préfectorale, étant entendu que les droits acquis seront sauvegardés.

Sur la proposition de M. SCHRAMECK, Rapporteur, la Commission a en outre décidé de demander au Gouvernement que l'avancement dans l'administration préfectorale par attribution de classes personnelles ne comporte que la moitié des avantages prévus pour l'avancement de classe territoriale, cette mesure ne devant pas avoir d'effet rétroactif.

21

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA
SAMEDI 19 MARS 1932
A 9 HEURES 30.

ORDRE DU JOUR :

I - Suite de l'examen du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1932.
Budget des Dépenses :
FINANCES ..... M. MARCEL REGNIER, Rapporteur.

LOI de FINANCES et Chapitres réservés
M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

II - Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. LE TROCQUER, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la construction au port de Marseille d'un nouveau Bassin dit Bassin du Pharo.
(N° 220 - Année 1932).

M. MILAN, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le SAMEDI 19 Mars 1932 à 9 H. 30 sous la présidence de M. JEANNENEY.

M. MILAN a fait adopter un avis financier favorable au projet de loi ayant pour objet la construction au port de MARSEILLE d'un nouveau bassin dit Bassin du Pharo.

La Commission a ensuite repris l'examen du Budget de l'exercice 1932.

M. MARCEL REGNIER a présenté et fait ratifier ses propositions sur le budget du Ministère des Finances. Elles se traduisent par une économie d'environ 1.600.000 francs sur le chiffre des dépenses autorisées par la Chambre. Il convient de noter que ce chiffre résulte d'une balance entre des réductions et des rétablissements de crédits. M. MARCEL REGNIER a notamment proposé le rétablissement des chiffres de crédits du projet du Gouvernement en ce qui concerne le Service des allumettes en remarquant que ce rétablissement était la conséquence de la situation faite au Monopole par les Conventions passées en 1927 avec la Société Kreuger. Des observations ont été présentées à ce sujet par M.M. HENRY CHERON, FRANCOIS SAINT-MAUR, HENRI ROY et REBOUL.

Abordant, sur le Rapport de M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, l'examen de la loi de finances, la Commission a statué sur les articles 1 à 48.

Voici les principales décisions de la Commission des Finances:

Disjonction des Articles 2 A et 2 A bis (exonération de l'impôt foncier pour les propriétaires d'immeubles construits dans des lotisse- irréguliers - déclarations de constructions tardives).

Reprise de l'article 3 proposé par le Gouvernement (Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Etablissement dans le cas de décès de l'exploitant, de l'impôt afférent aux bénéfices non encore taxés au moment du décès.

Disjonction des articles 4 A, 4 B et 4 C (Réduction à trois ans de la faculté de rechercher des insuffisances de déclaration).

Adoption de l'article E (application de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers aux jetons de présence payés aux actionnaires à l'occasion des Assemblées Générales).

Rejet de l'article 12 B (classement de la limonade dans les boissons hygiéniques)

Adoption, après intervention de M. HENRY CHERON, des articles 12 C, 12 D et 12 E, dans les termes où ces articles ont été adoptés par la Chambre (modifications de l'impôt progressif sur le produit des jeux).

Adoption de l'article 13 (Impôt sur le chiffre d'affaires des Commissionnaires) .

Adoption de l'article 13 A sur la rajustement des taux de la taxe à l'importation.

Disjonction de l'article 13 A bis (Taxe à l'importation blés durs en provenance d'Algérie et des Colonies)

22

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA

AUJOURD HUI 19 MARS 1932

A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

- Suite de l'examen du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1932.

Lois de Finances et Chapitres réservés.

- M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Samedi 19 Mars 1932 à 15 Heures, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

Elle a repris l'examen de la loi de finances à l'article 49.

Voici les principales décisions de la Commission des Finances .

Adoption des articles 49 et 49 bis (exercice budgétaire et contrôle parlementaire sur la Trésorerie).

Disjonction de l'article 50 B (Retraite des anciens fonctionnaires départementaux passés au service de l'Etat).

Adoption de l'article 50 C (décompte des services temporaires dans la liquidation des retraites).

Rejet des articles 50 D, 50 E, 50 F (Retraites fonctionnaires anciens combattants - Rappels des services militaires - création administrative au Ministère des Finances).

Adoption de l'article 51 (maintien d'un chef du service d'apurement des comptes spéciaux du Trésor).

Disjonction de l'article 51 A en vue d'une étude d'ensemble (Création de postes de greffiers à certains tribunaux de première instance).

Rejet de l'Article 51 B (Limitation intérêt conventionnel)

Rejet de l'article 51 D (Application des ressources provenant des trois journées de prestations à l'ensemble des chemins communaux.

Rejet de l'article 51 E (Désenclavement des chemins ruraux).

Adoption d'un Article nouveau 51 Bis abrogeant à partir du 1er Avril 1932 la disposition légale de 1929 autorisant la "mise à la disposition du Ministre de l'Intérieur" des fonctionnaires de l'administration préfectorale.

Rejet de l'article 51 F (Délai pour option en faveur des pensions civiles).

Rejet de l'article 51 G (Statut des contrôleurs de l'Administration de la Marine).

Adoption de l'article 52 (gratuité des études en 4ème)

Adoption de l'article 53 (Création d'une chaire d'hydrologie à la Faculté de Médecine de Strasbourg).

Rejet de l'article 53 A (Création administrative au Ministère du Commerce).

Disjonctions des Articles 53 B et 53 C (Ecole pratique de Commerce d'Oyonnax - Sociétés de crédit pour les industries d'art).

Adoption de l'article 53 D (Ecole d'apprentis mécaniciens de Rochefort).

Rejet de l'article 54 B (Cumul de l'allocation d'assistance avec l'allocation d'ancien combattant).

Adoption des Articles 54 C, 54 D. 54 E et 54 F (majorations et allocations aux pensionnés de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse).

Adoption de l'article 55 (Rattachement à la Santé Publique du laboratoire des travaux chimiques de l'Académie de Médecine).

Rejet de l'article 55 Bis (création administrative au Ministère de l'Agriculture).

Adoption de l'article 55 A (Augmentation du nombre des étalons baudets)

Disjonction des articles 55 B à G (Fonctionnement de la Caisse des Calamités agricoles) Substitution à ces articles des conclusions du Rapport de M. GADAUD.

Disjonction de l'article concernant les emprunts du gouvernement tunisien.

Adoption de l'article 56 (Prélèvement en faveur des travaux communaux d'adduction d'eau potable).

Adoption de l'article 56 Bis (Règlementation des signaux de circulation)

Disjonction de l'article 56 A (Caisse de retraite unique des grands réseaux).

Adoption de l'article 57 (Prélèvement sur le produit des jeux en faveur de l'Office scientifique des pêches maritimes).

Disjonction de l'article 57 A (Créations administratives au Ministère des Pensions).

Rejet de l'article 57 B (Transformation en retraite de l'allocation du combattant).

Adoption des articles 57 B bis et 57 B ter (Allocation aux grands invalides).

Rejet de l'article 57 B quater (Allocations à certaines catégories de grands invalides).

Adoption des articles 58 à 65 (Moyen de service et dispositions annuelles).

Adoption des articles 66 et 66 A (Subventions aux communes pour le programme vicinal).

Disjonction de l'article 66 B (Subvention aux départements pour les routes départementales soumises à une circulation intense).

Adoption de l'article 67 (Subvention aux associations syndicales constituées en vue de l'aménagement des lotissements défectueux)

Adoption de l'article 68 (Subvention de l'Etat pour la police municipale de Paris).

Adoption des articles 69 à 81.

Disjonction de l'article 81 A (Fixation du montant des dépenses pour la construction et la constitution des stocks du navire de ligne).

Adoption des articles 82 à 85.

Adoption du 1er alinéa et rejet du 2ème alinéa de l'article 86 (Ecoles publiques d'enseignement technique).

Adoption des articles 87 à 122

La Commission des Finances, a l'issue de ses délibérations, renouvelle ses réserves les plus formelles relativement aux évaluations et aux méthodes qui ont présidé à l'établissement du projet de budget .

Sur les bases de ce projet, l'équilibre auquel la Commission a abouti est, en écritures, le suivant :

Recettes 41.074.000.000

Crédits 41.071.000.000

Excédent .... 3 millions

==========

22 Sénat Questure

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le VENDREDI 25 MARS 1932, à 14 HEURES

ORDRE DU JOUR :

I - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. LUGOL sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant et complétant la loi du 27 avril 1931 sur le fonctionnement du compte spécial de compensation relatif aux frais supplémentaires pour produits finis de l'industrie (N°230 - Année 1932).

- M. ANDRE LEBERT, Rapporteur.

II - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. DE LA GRANGE sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la liquidation des Sociétés coopératives de reconstruction formées par les sinistrés en vue de la reconstitution des immeubles atteints par les événements de guerre (n°238 - année 1932) -
- M. ANDRE LEBERT, Rapporteur.

III - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modification par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses d'un fonds national de chômage (n°279 -année 1932).
- M. ANATOLE MANCEAU, Rapporteur.

IV - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de consentir à l'Ile de la Réunion une subvention extraordinaire de 50 millions de francs (n°283 - Année 1932).
- M. LEON PERRIER, Rapporteur.

V - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Gouvernement Général de l'Indo-Chine à contracter un emprunt de 250 millions de francs (N°345 - Année 1932)
- M. LEON PERRIER, Rapporteur.

VI - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. RAMBAUD, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à supprimer le délai de mise en instance de pension (n°274-année 1932)-
- M. LE GENERAL STUHL, Rapporteur.

VII - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit pour subvenir aux dépenses nécessitées par la constitution et l'entretien de stocks de blés et de farines prévus par la loi du 30 avril 1930(n°253-année 1932)- M. ALFRED BRARD, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie Vendredi 25 Mars 1932, à 14 Heures, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

M. ANDRE LEBERT a présenté un avis financier favorable à l'adoption des conclusions du Rapport de M. LUGOL sur le Projet de loi relatif au fonctionnement du compte spécial de compensation concernant les frais supplémentaires pour produits finis de l'industrie.

M. JEAN PHILIP a soutenu un amendement tendant à apporter plusieurs modifications au texte du projet . La Commission a décidé de statuer sur cette question à sa séance de Lundi prochain.

M. ANDRE LEBERT a ensuite présenté et fait adopter un avis financier favorable au projet de loi concernant la liquidation des sociétés coopératives de reconstruction.

Sur le Rapport de M. ANATOLE MANCEAU, après observations de MM. BETOULLE, HENRY CHERON, HIRSCHAUER, ABEL GARDEY et JEANNENEY, la Commission a adopté le projet de loi portant ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses du fonds national de chômage.

La Commission a ensuite adopté le rapport de M. LEON PERRIER favorable au projet de loi accordant une subvention extraordinaire de 50 millions de francs à l'Ile de la Réunion .

M. LEON PERRIER a présenté à la Commission un projet de Rapport favorable au projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement de l'Indo-Chine à contracter un emprunt de 250 millions de francs ,

Après observations de MM. SCHRAMECK, GENERAL STUHL et CAILLAUX, la Commission a décidé de continuer l'examen de ce projet à une séance ultérieure.

M. ALFRED BRARD a fait adopter son Rapport sur le Projet de loi portant ouverture d'un crédit pour subvenir aux dépenses nécessitées par la constitution et l'entretien de stocks de blés et de farines.

M. ARMBRUSTER a été autorisé par la Commission a déposer un avis financier favorable à l'adoption du projet de loi sur les prix de journées dans les Etablissements hospitaliers.

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira le

SAMEDI 26 MARS 1932, à 13 HEURES 45.

24

ORDRE DU JOUR :

I - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. RAMBAUD, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à supprimer le délai de mise en instance de pension (N°274, année 1932).

- M. LE GENERAL STUHL, Rapporteur.

II - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères d'un crédit destiné à couvrir pendant l'exercice 1932 les dépenses nécessitées par la participation de la France à la Conférence générale de limitation et de réduction des armements.

- M. HENRY BERENGER, Rapporteur.

III - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères en vue de l'attribution d'une subvention à l'Institut français de Naples pour l'acquisition et l'aménagement d'un nouvel immeuble destiné à son installation.

- M. HENRY BERENGER, Rapporteur.

IV - Examen, pour rapport au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au Ministre des Affaires êtrangères des crédits nécessaires à l'agrandissement du lycée de Madrid.

- M. HENRY BERENGER, Rapporteur.

V - Audition de M. le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, sur : 1°- les crédits relatifs aux traitements des Professeurs du Conservatoire et de l'Ecole Nationale des Beaux-Arts; (Chapitres 9 et 20 du Budget des Beaux-Arts);

2°- la subvention au Théâtre National de l'Opéra;

3°- le régime fiscal de l'industrie du spectacle.

(L'Audition aura lieu à 14 heures 15).

VI - Audition de M. le Ministre des Affaires Etrangères, Président du Conseil, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'accord financier intervenu à Paris, le 20 Janvier 1932, entre les Gouvernements tchécoslovaque et français (N°216-Année 1932).

- M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

(L'Audition aura lieu à 14 heures 30).

VII - Examen, pour rapport, au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1932.

- M. FOURCADE, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Samedi 26 Mars 1932, à 13 Heures 45, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

M. le Général STUHL a présenté son Projet d'avis financier sur les conclusions du Rapport de M. RAMBAUD, relatif au Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à supprimer le délai de mise en instance de pension.

Après observations de MM. HENRY CHERON, GALLET, EMILE SARI, CAVILLON, ABEL GARDEY et JEANNENEY, la Commission a décidé d'ajourner sa décision à une séance ultérieure.

M. HENRY BERENGER a ensuite présenté et fait adopter trois rapports approuvant les projets de loi suivants:

1° - Subvention à l'Institut français de Naples;

2° - agrandissement du Lycée de Madrid;

3° - crédit destiné à couvrir pendant l'exercice 1932 les dépenses nécessitées par la participation de la France à la Conférence générale de limitation et de réduction des armements.

Ce dernier projet de loi a été adopté par la Commission des Finances après que M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, eut donné à la Commission toutes précisions utiles sur l'emploi de ce crédit.

La Commission a ensuite entendu M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, sur le Projet de loi portant approbation de l'accord financier intervenu à Paris, le 20 Janvier 1932, entre les Gouvernements tchécoslovaque et français.

M. ANDRE TARDIEU a présenté un exposé d'ensemble sur l'aspect financier et sur l'aspect politique de l'accord intervenu dont l'approbation fera l'objet d'une très prochaine délibération de la Commission des Finances.

La Commission des Finances se réunira à 17 Heures 30 pour entendre M. le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, sur:

1° - Les traitements des Professeurs du Conservatoire;
2° - la subvention à l'Opéra;
3° - le régime fiscal de l'industrie du spectacle.

Le 26 Mars 1932

25

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira cet après-midi, à 17 HEURES 30 pour entendre M. le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts sur :

1°- les crédits relatifs aux traitements des Professeurs du Conservatoire et de l'Ecole Nationale des Beaux-Arts; (Chapitres 9 et 20 du Budget des Beaux-Arts);

2°- la subvention au Théâtre National de l'Opéra;

3°- le régime fiscal de l'industrie du spectacle.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Samedi 26 Mars 1932, à 17 Heures 30, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

Elle a entendu M. le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts sur la situation faite aux professeurs du Conservatoire et de l'Ecole Nationale des Beaux-Arts et sur la subvention aux théâtres nationaux.

Sur la première question, la Commission a estimé, d'accord avec le Ministre, qu'il y aurait lieu d'envisager un statut spécial pour les Professeurs du Conservatoire et de l'Ecole Nationale des Beaux-Arts, statut dont il appartient au Gouvernement de prendre l'initiative; le Ministre a indiqué à la Commission qu'il demanderait à la Chambre des Députés le relèvement du crédit prévu au Budget des Beaux-Arts comme subvention au théâtre national de l'Opéra.

Le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts a profité de sa présence à la Commission sénatoriale des Finances pour informer celle-ci des revendications présentées par les représentants de l'industrie du spectacle, au sujet des modifications qui pourraient être envisagées au régime fiscal de cette industrie.

La Commission des Finances, n'étant pas saisie de cette question, s'est bornée à prendre acte des informations du Ministre.

26

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

LE LUNDI 28 MARS 1932

à 10 HEURES

ORDRE DU JOUR :

Examen des amendements à la loi de finances.

- M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

La Commission des Finances s'est réunie le Lundi 28 Mars 1932 à 10 heures.

Elle a procédé à l'examen des amendements à la loi de Finances. Une discussion à laquelle prirent part MMMrs Chéron, Berenger, Roy, Brard, François St Maur, Fouroade s'est instituée sur l'amendement présenté par MMrs Brard et Rio, supprimant le bénéfice de la loi du 5 Août 1920 aux Sociétés de Crédit agricole ne se conformant pas aux obligations prévues par cette loi. La disjonction a été repoussée par 9 voix c/ 5. Un nouveau texte doit être préparé par M. Brard (Art. add[l] 55 L)

27

La Commission des Finances s'est à nouveau réunie le

28 Mars 1932 à 17 heures 30.

Elle a adopté un nouveau texte présenté par M. Briand concernant ~~l'art.~~ l'art. add^{el} 55 L. à la loi de finances.

La Commission a entendu les explications de M. Piétri, ministre de la Défense Nationale sur le relèvement des crédits prévus pour la tranche 1931 du programme naval.

Certaines précisions ont été demandées par MM^{rs} Henry Bérenger, Caillaux, Hirschauer ainsi que par M. Jeanneney Prés^{t}, à la suite desquelles la Com^{on} a adopté l'amendement de M. Rio rétablissant l'art. 81 de la loi de finances adopté par la Chambre.

28/

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE
MARDI 29 MARS 1932
à TREIZE HEURES TRENTE

ORDRE DU JOUR :

1- Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. CABART-DANNEVILLE, sur le Projet de loi, portant encouragement à l'industrie des grandes pêches maritimes (N° 387- Année 1932).
M. VALADIER, Rapporteur.

2- Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. CORNUDET sur le Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant l'article 41 de la loi du 3 mai 1841 modifiée par les lois des 6 novembre 1918 et 17 juillet 1921, en vue d'allouer aux jurés d'expropriation une indemnité de session (N° 237 - Année-1932).
M. VALADIER, Rapporteur.

3- Examen, pour rapport au fond, du Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° approbation d'une convention relative à l'exploitation des établissements thermaux de Plombières appartenant à l'Etat ; 2° ouverture d'un crédit de 5 millions de frs en vue de l'extension et de l'aménagement de ces établissements. (N° 371/an. 1932)
M. ARMBRUSTER, Rapporteur.

4- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la perception des droits produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1932 (Exercice financier du 1er avril au 31 décembre 1932).(N°356- année 1932).
M. FOURCADE, Rapporteur.

5- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'Algérie à contracter un emprunt pour l'exécution de grands travaux d'intérêt général et portant de 1.600 millions à 2.400 millions de frs le montant maximum de l'emprunt à contracter (N° 358 - Année 1932).
M. FOURCADE, Rapporteur.

6- Examen , pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Gouverneur Général de l'Algérie à contracter un emprunt de 30 millions de frs pour le réglement des dommages causés par les inondations de Xbre 1930 et Janvier 1931 (N°341-an. 1932
M. FOURCADE, Rapporteur.

7 - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi portant élévation du maximum d'émission des billets de la Banque de l'Algérie (N° 367-an. 1932). - M. FOURCADE, Rapporteur.

8- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit pour les manifestations artistiques françaises organisées par le Comité des festivals internationaux de Genève à l'occasion de la réunion de l'Assemblée de la Société des Nations en 1930 (N° 777 - année 1931).
M. HENRY BERENGER, Rapporteur.

9- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Gouvernement chérifien à contracter un emprunt de 1.535.676.000 frs (N° 385 - année 1932).
M. HENRY BERENGER, Rapporteur.

10- Audition de MM. Paul REYNAUD et de CHAPPEDELAINE, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver une Convention passée avec la Banque de l'Afrique Occidentale(N° 236 - année 1932).
M. LEON PERRIER. Rapporteur.

11- Audition de M. le Ministre des Colonies sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Gouvernement général de l'Indochine :
1° à contracter un emprunt de deux cent cinquante millions de frs;
2° à donner sa garantie aux emprunts contractés par des établissemments de crédit en vue de prêts fonciers aux propriétaires de rizière ;
3° à donner sa garantie aux emprunts contractés par un établissement public local sous sa dépendance en vue de soutenir la production et dans la limite de cent soixante dix millions de frs.
M. LEO N PERRIER, Rapporteur.

12-Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, portant approbation de l'accord financier intervenu à Paris, le 20 janvier 1932, entre les Gouvernements tchécoslovaque et français (N° 216 - année 1932)
M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

13- Eventuellement, examen pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés concernant l'aide de l'Etat permettant l'achèvement de constructions en cours des navires de la Compagnie Générale Transatlantique (N° 354 - année 1932)
M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

14- Examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. ECCARD sur le Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation d'échange entre l'Etat français et la ville de Wissembourg (Bas Rhin) (N° 324 année 1932).
M. HENRY CHERON.

15- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés tendant à proroger à titre exceptionnel la date de mise en recouvrement des rôles de la Contribution foncière et des impôts locaux de 1931 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas Rhin et de la Moselle, (N° 395 - année 1932).
M. HENRY CHERON, Rapporteur.

16- Suite de l'examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. LUGOL, sur le Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant et complétant la loi du 27 avril 1931 sur le fonctionnement du compte spécial de compensation relatif aux frais supplémentaires pour produits finis de l'industrie (N° 230 - année 1932).- Amendement de M. JEAN PHILIP. - M. A. LEBERT, Rapporteur.

17- Suite de l'examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. RAMBAUD, sur le projet de loi tendant, à supprimer le délai de mise en instance de pension. (N° 274 - année 1932).
M. le Général STUHL, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mardi 29 Mars 1932, à 13 Heures 30, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

Elle a approuvé le Rapport de M. VALADIER, favorable à l'adoption du projet de loi portant encouragement à l'industrie des grandes pêches maritimes (prime à l'exportation de la morue).

M. VALADIER a également fait adopter un avis financier approuvant le projet de loi tendant à allouer aux jurés d'expropriation une indemnité de session.

M. FOURCADE a présenté et fait adopter 4 rapports intéressant l'Algérie, savoir :

1° - autorisation de perception des droits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour 1932;

2° - élévation de 1.600 millions à 2.400 millions du montant maximum de l'emprunt à contracter pour l'exécution de grands travaux d'intérêt général;

3° - emprunt de 30 millions pour le règlement des dommages causés par les inondations de Décembre 1930;

4° - élévation du maximum d'émission des billets de la Banque d'Algérie.

Sur les rapports de M. HENRY BERENGER, la Commission a ensuite adopté

1° - le projet de loi ouvrant un crédit pour les manifestations artistiques françaises à Genève à l'occasion de la réunion de l'Assemblée de la Société des Nations en 1930;

2° - le projet de loi autorisant le Gouvernement chérifien à contracter un emprunt de 1.535.673.000 francs .

La Commission des Finances a entendu MM. PAUL REYNAUD et de CHAPPEDELAINE sur le projet de loi tendant à approuver une convention passée avec la Banque de l'Afrique occidentale.

Elle a également entendu M. le Ministre des Colonies sur le projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement général de l'Indo-Chine à contracter un emprunt de 250 millions de francs.

Sur le premier projet de loi, la Commission, après délibération, a autorisé M. LEON PERRIER, Rapporteur, a déposer un avis favorable sous réserve que la Banque de l'A.O.F. renoncerait, suivant la suggestion du Rapporteur, à l'assouplissement de ses statuts tel qu'il est prévu par la Convention.

La Banque de l'A.O.F. s'engagerait notamment à ne pas user de la faculté de faire des avances sur certains effets de commerce et à s'abstenir de prendre des participations dans des entreprises coloniales.

Sur le second projet de loi (emprunt du Gouvernement général de l'Indochine) le Rapport favorable de M. LEON PERRIER a été approuvé par la Commission.

La Commission a définitivement adopté l'avis financier de M. ANDRE LEBERT approuvant les conclusions du Rapport de M. LUGOL sur le projet de loi relatif au fonctionnement du compte spécial de compensation, concernant les frais supplémentaires pour produits finis de l'industrie.

29

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA

A LA FIN DE CET APRES MIDI PENDANT LA SUSPENSION

DE LA SEANCE PUBLIQUE.

ORDRE DU JOUR :

1- Articles réservés de la Loi de Finances.
M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.
2- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, portant approbation de l'accord financier, intervenu à Paris, le 20 janvier 1932, entre les Gouvernements tchécoslovaque et français (N° 216, année 1932).
M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.
3- Examen pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés concernant l'aide de l'Etat permettant l'achèvement de constructions en cours des navires de la Cie Générale Transatlantique (N° 354, année 1932).
M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.
4- Examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. ECCARD sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation d'échanges entre l'Etat français et la Ville de Wissembourg (Bas-Rhin) (N° 324, année 1932).
M. HENRY CHERON, Rapporteur.
5- Examen pour rapport au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés tendant à proroger à titre exceptionnel la date de mise en recouvrement des rôles de la Contribution foncière et des impôts locaux de 1931 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (N° 395- année 1932).
M. HENRY CHERON, Rapporteur.
6- Examen pour rapport au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, approuvant une Convention avec les établissements thermaux de Plombières et ouvrant un crédit de 5 millions pour l'extension de ces établissements (N° 371 an. 1932
M. ARMBRUSTER, Rapporteur.
7- Suite de l'examen pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. RAMBAUD sur le projet de loi tendant à supprimer le délai de mise en instance de pension (N° 274 - année 1932).
M. le Général STUHL, Rapporteur.

La Commission des Finances s'est réunie le Mardi 29 Mars 1932, à 18 Heures 30, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

Elle a approuvé un avis financier de M. HENRY CHERON favorable à l'adoption du projet de loi portant autorisation d'échanges entre l'Etat français et la Ville de Wissembourg .

Elle a également adopté un Rapport de M. HENRY CHERON tendant à proroger la date de mise en recouvrement des rôles de la contribution foncière et des impôts locaux de 1931 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle .

M. ARMBRUSTER a exposé et fait adopter un rapport favorable au projet de loi approuvant une Convention avec les Etablissements thermaux de Plombières et ouvrant un crédit de 5 millions pour l'extension de ces Etablissements.

La Commission a ensuite approuvé un avis finahcier de M. le Général STUHL favorable au projet de loi prorogeant jusqu'à la fin de 1932 le délai de mise en instance de pension.

La Commission des Finances a ensuite délibéré sur les articles réservés de la loi de finances.

Elle a accepté la disjonction de l'article 10 (répression des insuffisances - sanctions) prononcée par la Chambre des Députés.

A l'article 12 (impôt sur le revenu - amortissement total ou partiel du capital effectué en vertu d'une disposition statutaire obligatoire), la Commission a décidé de proposer au Sénat le texte initial du Gouvernement.

A l'article 51 D , la Commission des Finances s'est ralliée au texte de l'amendement de M. ABEL LEFEVRE, auquel elle a apporté quelques modifications.

Au cours de cette séance, la C.ion des F. a entendu, sur sa demande, M. Pietri, ministre de la Défense nationale, ainsi que MM. Daniel Vincent, auteur de l'amendement n° 20 à l'article 70 de la loi de finances, et Messimy, président de la Commission de l'Armée.

M. Daniel Vincent a exposé l'intérêt qui s'attache à l'organisation militaire défensive de notre frontière du Nord, étant donné que la Belgique n'a pas exécuté le plan d'organisation défensive qu'elle avait envisagé et qui formait le prolongement de celle créée sur notre frontière de l'Est.

Après observation de M. Caillaux, il a été entendu que M. Daniel Vincent retirerait son amendement, à cause des inconvénients d'une discussion publique à ce sujet. M. Pietri étudiera les moyens de réaliser l'organisation défensive de la frontière du nord, en dehors de la procédure du dépôt d'un projet de loi. En tout cas, la C.ion des F. sera tenue au courant.

Amendement de M. Daniel Vincent n°20

ARTICLE 70.

Rédiger comme suit cet article :

« Le Ministre de la Guerre est autorisé à engager, du 1er avril au 31 décembre 1932, en sus des crédits ouverts par la présente loi, des dépenses s'élevant à la somme totale de 305 525 000 francs dont 30. 00.000 francs en vue de la construction des casernements destinés à la garde républicaine mobile, et 275 525.000 francs au titre de la 3e section (constructions et matériels neufs) du budget de la Guerre et du budget de Défense des territoires d'outre-mer, savoir :

Chemins de fer.....	750.000 fr.
Artillerie.....	*188.150.000*
Génie.....	48.000.000
Etablissements et matériel de l'intendance militaire.....	7.500.000
Etablissements du Service de santé.....	7.500.000
Poudres.....	23.625.000
Total égal.....	275.525.000 fr.

« Ces dépenses seront imputables sur les crédits de payement alloués au titre des exercices ultérieurs ».

30/

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le MERCREDI 30 MARS 1932 à 16 HEURES 30.

ORDRE DU JOUR :

I - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, portant approbation de l'accord financier, intervenu à Paris, le 20 Janvier 1932, entre les Gouvernements tchécoslovaque et français (n°216, année 1932) - M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

II - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'aide de l'Etat permettant l'achèvement de constructions en cours des navires de la Cie Générale Transatlantique (n°354, année 1932). - M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

III - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant :
1°- régularisation de crédits ouverts par décrets sur l'exercice 1930-1931 et 1931-1932;
2°- ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1931-1932 au titre du budget général et des budgets annexes. (n°405-année 1932). - M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

IV - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. BRINDEAU sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant les lois sur le crédit maritime (n°220-année 1932). - M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

V - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création de deux emplois de chef de section à l'Office national des mutilés et réformés de guerre(n°405-année 1932)- M. LE GENERAL STUHL, Rapporteur.

VI - Eventuellement, examen pour avis financier des

conclusions du rapport de M. MOLLARD sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt général à double voie contournant l'agglomération de Lille, d'approuver la concession de cette ligne à la Cie des chemins de fer du Nord et d'autoriser la perception de surtaxes locales temporaires.
- M. HENRI ROY, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 30 Mars 1932, à 16 Heures 30, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

Sur les Rapports de M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, la Commission a adopté les projets de loi :

1° - portant approbation de l'accord financier, intervenu entre la France et la Tchécoslovaquie;

2° - concernant l'aide de l'Etat en vue de l'achèvement de constructions en cours des navires de la Compagnie Générale transatlantique;

M. ABEL GARDEY a ensuite présenté et fait adopter son rapport sur le projet de loi de régularisation de crédits sur 1930-31 et 1931-32 ainsi que l'ouverture et l'annulation de crédits au titre de 1931-32.

La Commission des Finances a rétabli au Budget du Ministère des Finances un crédit de 15 millions de francs pour achats d'allumettes à l'étranger.

Sur l'ensemble des autres chapitres inscrits dans le collectif, la Commission a effectué un ensemble de réductions de l'ordre de grandeur de 6 millions de francs .

Sur le rapport de M. le Général STUHL et après observations de MM. CAILLAUX, GALLET, CHERON et ANDRE LEBERT, la Commission a adopté le projet de loi portant création de deux emplois de chef de section à l'Office national des mutilés et réformés de guerre.

M. HENRI ROY a fait un exposé sur le projet de loi déclarant d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt général à double voie contournant l'agglomération de Lille, dont la Commission des Finances vient seulement d'être saisie.

La Commission a décidé de délibérer ultérieurement sur ce projet de loi, après que son Rapporteur aura reçu la documentation nécessaire à une étude approfondie du projet de loi.

La Commission des Finances se réunira demain à 2 heures pour examiner le Budget retour de la Chambre.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le JEUDI 31 MARS 1932, à 14 heures.

31/

ORDRE DU JOUR :
1) Examen du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1932 retour de la Chambre (2e vote).
M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.
2) Examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. BRINDEAU sur le Projet de loi adopté par la Chambre des Députés complétant les lois sur le crédit maritime (N° 220 - année 1932).
M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.
3) Examen pour avis financier des conclusions du Rapport de M. NERON sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés tendant à faciliter la construction de locaux à usage artisanal (N° 247 - année 1932).
M. SERRE, Rapporteur.
4) Examen pour rapport au fond de la Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés tendant à modifier la loi du 2 mars 1932, portant création d'un système d'encouragement à la production du chanvre en France (N° 381 année 1932).
M. ALFRED BRARD, Rapporteur.
5) Examen pour rapport au fond de la proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à favoriser la production des mistelles et vins doux naturels (N° 297 - année 1924)
M. ALFRED BRARD, Rapporteur.

Eventuellement :

6) Examen pour rapport au fond du projet de loi relatif à un emprunt du Gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française.
M. LEON PERRIER, Rapporteur.

7) Examen pour rapport au fond du projet de loi relatif à une subvention aux Nouvelles Hébrides.
M. LEON PERRIER, Rapporteur.

8) Examen pour rapport au fond du projet de loi accordant une avance remboursable à Madagascar.
M. LEON PERRIER, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Jeudi 31 Mars 1932, à 14 Heures, sous la Présidence de M. JEANNENEY.

Elle a délibéré sur le Budget de 1932 retour de la Chambre (2ème vote) . Le Budget des Dépenses et la loi de finances ont été adoptés conformément aux propositions de M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

La Commission a ensuite adopté le rapport de M. JEAN PHILIP, favorable au Projet de loi sur l'avancement du personnel enseignant, sous réserve que les dispositions prévues au projet ne seraient applicables qu'à partir du 1er Avril 1932.

Elle a ensuite adopté trois rapports de M. ALFRED BRARD sur l'encouragement à la culture du chanvre, les mistelles et vins doux naturels et les primes à la culture de l'olivier.

Sur les rapports de M. LEON PERRIER , elle a adopté les projets de loi relatifs a une subvention aux Nouvelles Hébrides, à l'emprunt de l'A.O.F. et aux avances remboursables à Madagascar.

M.HENRI ROY a également fait adopter un projet de loi substituant à la taxe sur le chiffre d'affaires une taxe unique sur les essences et pétroles.

Sur le Rapport de M. GALLET, la Commission a enfin adopté le projet de loi accordant une majoration de pension à la veuve du Général FERRIE.

32/

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA

CET APRES-MIDI

A DIX SEPT HEURES TRENTE

ORDRE DU JOUR :

1- Audition de M. le Ministre des Finances sur le projet de loi ouvrant au Ministre de l'Intérieur un crédit de 280 millions de francs pour la réparation des dommages causés par les calamités publiques en 1931.
- M. SCHRAMECK, Rapporteur.

2- Avis de M. Louis SERRE sur le projet de loi créant une taxe unique sur les corps gras, en remplacement de la taxe sur le chiffre d'affaires.

3- Projets divers.

La Commission sénatoriale des Finances s'estréunie à nouveau à 17 Heures.

Elle a entendu M. le Ministre des Finances sur le Projet de loi ouvrant au Ministre de l'Intérieur un crédit de 280 millions de francs pour la réparation des dommages causés par les calamités publiques en 1931.

Le Ministre à exposé à la Commission les conditions dans lesquelles ce projet de loi a été voté par la Chambre des Députés.

Des questions ont été posées au Ministre des Finances sur les conditions dans lesquelles l'article de la loi de finances transformant en retraites l'allocation du combattant a été voté par la Chambre des Députés.

La Commission des Finances a adopté un rapport de M. LOUIS SERRE sur le projet de loi créant une taxe unique sur les corps gras, en remplacement de la taxe sur le chiffre d'affaires.

33/

La Commission sénatoriale des Finances s'est reunie le 1er Avril 1932 à 5 heures 30.

Elle a entendu M. le Président du Conseil et M. le Ministre des Finances sur le budget de 1932 retour de la Chambre (3ème vote) sur lequel elle a ensuite deliberé.

M. le Gal Sthl a ensuite fait adopté avec certaines modifications le projet de loi adopté par la Chambre tendant à supprimer le delai de mois en instance de Pension.

La Commission a enfin adopté sur le rapport de M. Léon Perrier deux projets de loi relatifs aux colonies.

34/

La Commission sénatoriale des Finances s'est reunie le 1er Avril 1932 à neuf heures.

Elle a adopté un texte transactionnel relatif au changement en retraite de l'allocation du combattant (Budget 1932).

35/

LA COMMISSION DES FINANCES

SE REUNIRA LE VENDREDI 10 JUIN à 15 HEURES.

ORDRE DU JOUR :

Communication des lettres de démission de M. JEANNENEY et de M. ABEL GARDEY.

Fixation de la date de la nomination du nouveau Président et du nouveau Rapporteur Général.

==========

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Vendredi 10 Juin 1932, à 15 heures, sous la Présidence de son premier Vice-Président, M. JENOUVRIER.

M. le Président a rendu un hommage solennel à la mémoire de M. PAUL DOUMER, ancien Rapporteur Général et ancien Président de la Commission.

MM. les Commissaires s'y sont associés en se levant et en observant une minute de silence et de recueillement.

Puis, après avoir adressé à M. le Président de la République, ALBERT LEBRUN, l'expression respectueuse des félicitations et des voeux les plus fervents de la Commission des Finances, M. JENOUVRIER a donné lecture des lettres par lesquelles MM. JEANNENEY et ABEL GARDEY lui ont adressé leur démission de Président et de Rapporteur Général.

M. JENOUVRIER a adressé à M. JEANNENEY les félicitations les plus affectueuses et les plus sincères de la Commission des Finances pour le haut témoignage de confiance que, dans un mouvement unanime, le Sénat lui a donné en le choisissant pour diriger ses travaux.

Evoquant les vingt années de travail de M. JEANNENEY au sein de la Commission des Finances et les deux années pendant lesquelles il présida la Commission avec une maitrise et une autorité rarement atteintes, M. JENOUVRIER a exprimé au Président du Sénat les sentiments de reconnaissance et de fidèle attachement que lui garderont tous les Commissaires financiers.

A M. ABEL GARDEY qui fut pendant deux ans la cheville ouvrière de la Commission, M. JENOUVRIER a envoyé les plus vives félicitations de la Commission pour son entrée dans les conseils du Gouvernement.

La Commission des Finances se réunira Mardi prochain, un quart d'heure après la fin de la séance publique du Sénat, pour désigner son Président et son Rapporteur Général.

36/

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE MARDI 14 JUIN 1932

UN QUART D'HEURE APRES LA FIN DE LA SEANCE PUBLIQUE DU SENAT

ORDRE DU JOUR :

1 - Election du Président de la Commission

2 - Installation du Président de la Commission

3 - Election du Rapporteur Général

4 - Règlement de l'ordre du jour.

Présence indispensable.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mardi 14 Juin 1932, après la séance publique du Sénat, sous la Présidence de M. JENOUVRIER, premier Vice-Président.

Après avoir souhaité la bienvenue à MM. LISBONNE et TOURNAN, nommés membres de la Commission des Finances en remplacement de MM. JEANNENEY et ABEL GARDEY, M. JENOUVRIER a appelé la Commission à procéder à l'élection de son Président.

D'accord avec M. BIENVENU-MARTIN, Président de la Gauche Démocratique, M. JENOUVRIER a proposé la candidature de M. JOSEPH CAILLAUX, qui a été élu à l'unanimité par acclamations Président de la Commission des Finances. Avant de le prier d'occuper le fauteuil présidentiel, M. JENOUVRIER, se faisant l'interprète de la Commission, a félicité M. CAILLAUX. Il a rappelé que la Commission des Finances avait su toujours mettre à sa tête, parmi les hommes politiques de premier plan qui la composent, la personnalité la plus qualifiée.

M. JENOUVRIER a ajouté que la Commission des Finances, en se confiant à la haute direction de M. CAILLAUX, trouvait une certitude et nourrissait un espoir :

Certitude que la nouvelle Présidence continuera la tradition de dévouement au bien public dont les Présidents successifs MM. MILLIES-LACROIX, DOUMER, CLEMENTEL, JEANNENEY, se sont toujours inspirés, en défendant la prééminence de l'intérêt de l'Etat sur les intérêts particuliers;

Espoir que la présidence de M. CAILLAUX aidera efficacement à résoudre les graves problèmes financiers et politiques de l'heure pour lesquels une prompte solution est une question vitale pour le pays.

Prenant place au fauteuil, M. JOSEPH CAILLAUX a exprimé à ses collègues ses sentiments de grande reconnaissance pour le témoignage unanime de confiance qu'ils venaient de lui donner. Il a remercié M. JENOUVRIER, premier Vice-Président de la Commission et Doyen d'âge du Sénat pour le concours si actif qu'il a apporté à la présidence intérimaire de la Commission. Après avoir observé qu'il lui aurait été particulièrement agréable de s'incliner devant M. BIENVENU-MARTIN si l'éminent Président de la Gauche Démocratique avait accepté de laisser poser sa candidature, M. JOSEPH CAILLAUX a évoqué l'autorité incomparable avec laquelle

son éminent prédécesseur M. JEANNENEY avait dirigé les travaux de la Commission des Finances et il a conclu en disant que pour bien servir le pays, il lui suffirait de suivre les grands exemples laissés par tous ceux qui l'avaient précédé.

M. CAILLAUX a exprimé, au nom de la Commission, des voeux ardents pour le rétablissement de la santé de M. le Président CLEMENTEL et l'espoir qu'il pourra bientôt venir reprendre sa place au sein de la Commission des Finances.

La Commission a ensuite procédé à l'élection de son Rapporteur Général, M. HENRI ROY a été élu à l'unanimité.

M. LEON PERRIER a été ensuite nommé à l'unanimité Vice-Président de la Commission des Finances.

37

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

MERCREDI 22 JUIN 1932

A QUINZE HEURES.

ORDRE DU JOUR :

1- Nomination d'un Rapporteur pour le Budget des Chemins de fer. (en remplacement de M. Henri ROY).

2- Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. FRANCOIS ST-MAUR sur le Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 22 juillet 1923 sur l'encouragement national aux familles nombreuses. (N° 353-année 1932).
- M. ARMBRUSTER, Rapporteur.

3- Suite de l'examen pour rapport au fond, du Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant :
1°) régularisation de crédits ouverts par décrets sur les exercices 1930-1931 et 1931-1932 ;
2°) ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1931-1932, au titre du budget général et des budgets annexes. (N° 394 - année 1932).
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

4- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à éviter la superposition des impôts français et tunisiens (N° 355 - an. 1932)
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

5- Examen, pour rapport au fond, de la proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder une dotation annuelle aux anciens Présidents de la République française, lorsqu'une loi aura déclaré qu'ils ont bien mérité de la Patrie (N° 554 - année 1932).
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

6- Examen pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une pension exceptionnelle et viagère à la veuve du vice-Amiral GAUCHET (N° 534 - année 1932).
- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur.

7- Examen pour rapport au fond du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Finances à pourvoir aux insuffisances des annuités remises en gage à ses prêteurs par la Ville de Soissons pour le service de l'emprunt de reconstitution de six millions de dollars que cette ville a contracté en 1921 au Canada, (N° 535 - année 1932). /- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur.

8- Examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. BERGER sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, concernant la cession à la Ville de La Fère de terrains de la fortification provenant de l'enceinte déclassée de la place (N° 272 - année 1932).
- M. GALLET, Rapporteur.

9- Examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. BERGER sur le Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au déclassement de certains ouvrages de l'Algérie (N° 365 - année 1932) - M. GALLET, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 22 Juin, à 15 heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

La Commission a donné mandat à M. le Président CAILLAUX, d'une part de rappeler à M. le Président du Conseil les dispositions de la loi de finances du 13 Juillet 1911 et du décret du 13 Février 1912 déterminant le nombre et la nature des emplois à prévoir pour chaque cabinet de Ministre et de Sous-Secrétaire d'Etat; d'autre part, de prier le Ministre des Finances de hâter la réforme actuellement à l'étude de la comptabilité budgétaire.

M. JENOUVRIER a été désigné pour faire partie de la Commission de répartition des fonds du Pari Mutuel destinés aux Oeuvres de bienfaisance, instituée au Ministère de la Santé Publique.

Abordant ensuite son ordre du jour, la Commission a procédé à la désignation d'un Rapporteur pour le budget des chemins de fer : M. JEAN VALADIER a été nommé à l'unanimité.

M. LISBONNE a été chargé du Rapport sur le budget des services judiciaires et M. CAVILLON du rapport sur le budget des services pénitentiaires.

M. ARMBRUSTER a présenté un avis financier favorable à l'adoption du projet de loi modifiant en vue d'une simplification administrative la loi du 22 Juillet 1923 sur l'encouragement national aux familles nombreuses. L'avis de M. ARMBRUSTER a été approuvé par la Commission.

La Commission a adopté sur le rapport de M. HENRI ROY, Rapporteur Général, et après observations de M. le Président CAILLAUX, BERENGER, CHERON et REGNIER, le projet de loi portant :

1°) régularisation de crédits ouverts par décret sur les exercices 1930-1931 et 1931-1932;

2°) ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1931-1932, au titre du budget général et des budgets annexes.

Elle a apporté aux crédits demandés en ce qui concerne le budget général des réductions s'élevant à 70.702.319 frs et a, par contre, rétabli un crédit de 15.000.000 frs concernant l'achat d'allumettes à l'étranger.

Elle a augmenté les annulations de 351.150 frs. Elle a en outre réduit de sommes respectives de 2.000.000 et de 100.000 frs les crédits sollicités au titre des budgets annexes des P.T.T. et de la Caisse Nationale d'Epargne.

La Commission a également adopté un Rapport de M. HENRI ROY, favorable au projet de loi tendant à éviter la superposition des impôts français et tunisiens, sous réserve que la Commission des Affaires Etrangères soit appelée à donner son avis sur cette question.

La Commission a ensuite unanimement approuvé le rapport de M. HENRI ROY, favorable au projet de loi accordant une dotation annuelle aux anciens Présidents de la République française "ayant bien "mérité de la Patrie".

M. MARCEL REGNIER a présenté un exposé sur le projet de loi portant approbation d'une pension exceptionnelle et viagère à la veuve du Vice-Amiral GAUCHET. Après observations de M.M. JOSEPH CAILLAUX, HENRI ROY. CHERON, BERENGER, la Commission a décidé d'inviter les Départements de la Marine et des Finances à un complément d'études

M. MARCEL REGNIER a ensuite présenté un exposé très détaillé sur le projet de loi autorisant le Ministre des Finances à pourvoir aux insuffisances des annuités remises en gage à ses prêteurs par la ville de SOISSONS pour le service de l'emprunt de reconstitution de six millions de dollars contracté par cette ville en 1921 au Canada.

Après observations de M.M. le Président CAILLAUX, ROY et BERENGER, la Commission a décidé, avant de statuer, de demander au Ministre des Finances des explications complémentaires sur les conditions dans lesquelles les Ministres des Finances ont pu s'engager à garantir le risque de change de l'emprunt contracté au Canada par la ville de SOISSONS.

La Commission a finalement approuvé deux avis de M. GALLET, favorables à l'adoption des projets de loi :

a) concernant la cession à la ville de la Fère de terrains de la fortification provenant de l'enceinte déclassée de la place;

b) relatif au déclassement de certains ouvrages de l'Algérie.

M. HENRY BERENGER a fait connaître à la Commission les termes d'une lettre adressée par M. le Ministre des Finances au Président de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat, lettre établissant le montant des sommes à recevoir et à payer par les diverses puissances, au titre du plan Young, des accords de dettes interalliées et des arrangements conclus lors des conférences de La Haye et faisant connaître les conséquences pour les diverses puissances européennes, d'une annulation totale et générale des réparations etdes dettes interalliées.

Il a été décidé qu'une ampliation de cette note sera communiquée à tous les commissaires financiers.

==*=*=*=*=*=*=*

38

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

MERCREDI 29 JUIN 1932 à 15 HEURES.

ORDRE DU JOUR :

I - Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. DE LA GRANGE sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à fixer le statut de l'aviation marchande (n°578-Année 1932).
- M. LE GENERAL HIRSCHAUER, Rapporteur.

II - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur les exercices 1931-1932 et 1932 en conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

III- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1931-1932 au titre du budget général et des budgets annexes.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

IV - Eventuellement :
Examen pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à abroger les dispositions législatives frappant d'inaliénabilité certains titres délivrés en payement d'indemnités de dommages de guerre (n°536-année 1932)- M. ANDRE LEBERT, Rapporteur.

La Commission des Finances s'est réunie le Mercredi 29 Juin 1932, à 15 Heures, sous la Présidence de . JOSEPH CAILLAUX.

Le Président a tout d'abord souhaité la bienvenue à M. le Docteur CHAUVEAU dont le concours, a-t-il dit, sera particulièrement précieux à la Commission pour l'étude et la mise au point de la législation du travail.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général, a ensuite donné à la Commission quelques explications sur la situation de la trésorerie à la date du 31 Mai 1932. A la suite du débat qui s'est institué sur ce sujet, la Commission a donné mandat à M. VALADIER, Rapporteur du Budget des Conventions, d'exposer à M. le Ministre des Travaux Publics le désir de la Commission d'être prochainement saisie de la question du déficit du fonds commun des chemins de fer.

M. le Général HIRSCHAUER a rapporté pour avis devant la Commission le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du statut de l'aviation marchande. A la suite d'un débat auquel ont pris part M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général, MM. FARJON, LEON PERRIER, HENRY CHERON, FRANCOIS SAINT-MAUR, MARCEL REGNIER et SARI, la Commission a décidé de modifier sur trois points le texte voté par l'autre Assemblée. A l'article 17, relatif aux exploitations annexes des Compagnies d'aviation subventionnées, la Commission a fait sien un amendement présenté par M. HENRY CHERON. Aux articles 25 et 29, la Commission a décidé de revenir aux texte du Sénat .

M. LEBERT a présenté ensuite son rapport sur le projet de loi supprimant l'inaliénabilité de certains titres de dommages de guerre . La Commission a décidé de solliciter un nouvel avis du Ministère des Finances, à raison du temps qui s'est écoulé depuis le dépôt du projet.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général, a rapporté alors devant la Commission, sous réserve de leur vote par la Chambre des Députés :

- un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits en raison des changements apportés à la composition du Gouvernement.

- un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits au titre de l'exercice 1931-1932 .

Sur le premier de ces projets, la Commission a décidé de différer son examen jusqu'à ce que le Président du Conseil ait pu fournir à la Commission les explications qu'elle lui a demandées sur certaines violations de la loi du 13 Juillet 1911 concernant la composition et l'effectif des cabinets ministériels.

En ce qui concerne le deuxième projet, la Commission a ratifié les dispositions proposées par la Commission des Finances de la Chambre des Députés, sous le bénéfice des nombreuses observations présentées par M. le Rapporteur Général.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

JEUDI 7 JUILLET 1932
à QUINZE HEURES.

ORDRE DU JOUR :

1- Examen pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser les territoires du Sud de l'Algérie à contracter un emprunt de 100 millions de frs (N° 357- année 1932). - M. FOURCADE, Rapporteur.

2- Examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. LEBLANC, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'un fonds commun des Sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels de l'Algérie (N° 589 - année 1932).
- M. FOURCADE, Rapporteur.

3-Examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. ECCARD sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à faciliter le recrutement des magistrats de la Cour d'Appel de Colmar. (N° 604 - année 1932) .
- M. LISBONNE, Rapporteur.

4- Examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. BERGEON, sur :

1°/ La proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'art. 2 de la loi du 21 juillet 1927, en ce qui concerne les contingents de décorations avec traitement du Ministère des Colonies ;

2°/ Le projet de loi tendant à modifier l'art. 2 de la loi du 21 juillet 1927, en ce qui concerne le contingent de décorations avec traitement du Ministère des Colonies. (N° 574 - année 1932).

- M. LEON PERRIER, Rapporteur.

5- Examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. CAPUS sur le Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des droits de douane sur des produits dérivés du blé ou des produits féculents (N° 241 - an. 193[illegible]
- M. ALFRED BRARD, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie, le Jeudi 7 Juillet 1932, à 15 Heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

M. le Président CAILLAUX a souhaité la bienvenue à M. PIERRE LAVAL qui fera bénéficier de nouveau la Commission des Finances de l'expérience qu'il a acquise dans ses longs passages au Gouvernement et auquel une constante amabilité et une parfaite bonne grâce ont valu et valent les sympathies de tous ses Collègues.

La Commission a adopté un avis financier de M. le Bâtonnier FOURCADE, favorable au projet de loi portant création d'un fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels de l'Algérie.

M. le Bâtonnier FOURCADE a également présenté un exposé sur le Projet de loi autorisant les territoires du Sud de l'Algérie à contracter un emprunt de 100 millions de francs.

Après observations de M. le Président CAILLAUX et de M. HENRI ROY, Rapporteur Général, relatives à la nouvelle affectation des fonds d'emprunt, proposée par le Ministre de l'Intérieur ou suggérée par ailleurs, la Commission a décidé d'examiner ce projet de loi à sa prochaine séance.

Après avoir exposé l'objet du Projet de loi sur le recrutement des magistrats de la Cour d'Appel de Colmar et constaté que ce projet ne comporte aucune conséquence financière, M. LISBONNE, Rapporteur, a fait adopter un avis favorable à l'adoption de ce Projet.

La Commission a ajourné à une prochaine séance, sur la proposition de M. LEON PERRIER, Rapporteur, l'examen du Projet de loi concernant le contingent de décorations avec traitement du Ministère des Colonies.

M. ALFRED BRARD a présenté un avis financier sur le Projet de loi portant modification des droits de douane sur les produits dérivés du blé ou des produits féculents. Le Rapporteur a approuvé le principe dont s'inspire le Projet de loi, mais il a observé, en accord avec l'Administration des Finances, que le texte adopté par la Chambre des Députés et proposé par la Commission sénatoriale des Douanes devrait être modifié pour tenir compte des dispositions de la loi du 11 Juillet 1931 qui a augmenté le tarif douanier .

La Proposition de M. ALFRED BRARD, tendant à demander à la Commission des Douanes de modifier ses conclusions dans le sens indiqué ci-dessus, a été approuvée par la Commission.

La Commission des Finances a décidé de se réunir en principe, Mardi prochain, à 15 Heures, pour délibérer sur le projet financier.

40/

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

MARDI 12 JUILLET 1932
A SEIZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

1/- Examen pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer l'imputation définitive de diverses opérations anciennes de recettes ou de dépenses provisoirement classées à des comptes d'attente (N° 489 - année 1932).
- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur.

2/- Examen pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. ROLLAND, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la concession de l'établissement thermal de Bourbonne les Bains (N° 366 - An. 1932)
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

3/- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

M. Le Président du Conseil et MM. les Ministres des Finances et du Budget seront entendus par la Commission des Finances à Dix sept heures.

4/- Examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. MONTENOT, relatif à la proposition de loi de M. VICTOR BORET tendant à assurer plus judicieusement l'équilibre des dispositions des art. 45 et 46 de la loi de finances du 30 Xbre 1928 destinées à favoriser l'élevage du mouton (N° 609 - année 1932).
- M. ALFRED BRARD, Rapporteur.

5/- Suite de l'examen pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser les territoires du Sud de l'Algérie à contracter un emprunt de 100 millions de frs (N° 357- année 1932).
- M. FOURCADE, Rapporteur.

6/- Examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. BERGEON sur la Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'ar. 2 de la loi du 21 juillet 1927, en ce qui concerne les contingents de décorations avec traitement du Ministère des Colonies; 2°- le projet de loi tendant à modifier l'art. 2 de la loi du 21 juillet 1927, en ce qui concerne le contingent de décorations avec traitement du Ministère des Colonies (N° 574 - année 1932).
- M. LEON PERRIER, Rapporteur.

7/- Eventuellement, examen pour rapport au fond du projet de loi adopté par la Chambre des Députés tendant à autoriser le Gouvernement chérifien à contracter les emprunts nécessaires pour permettre l'achèvement du réseau de chemins de fer autorisé par la loi du 21 août 1920 (N° 386-an-1932)
- M. HENRY BERENGER, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mardi 12 Juillet 1932, à 15 Heures, sous la Présidence de M. CAILLAUX.

M. MARCEL REGNIER a présenté un rapport détaillé sur le Projet de loi tendant à fixer l'imputation définitive de diverses opérations anciennes de recettes ou de dépenses provisoirement classées à des comptes d'attente. Après observations de M. HENRY CHERON, la Commission a approuvé le Rapport favorable de M. MARCEL REGNIER sous réserve de l'avis de la Commission des Comptes définitifs.

La Commission a ensuite adopté, après observations de M. le Président CAILLAUX et de MM. SCHRAMECK et BIENVENU-MARTIN, un avis financier de M. HENRI ROY, Rapporteur Général, approuvant le Projet de loi relatif à la concession de l'établissement thermal de BOURBONNE-les-BAINS, sous la réserve que le Gouvernement prenne l'engagement de soumettre à la ratification parlementaire, par un projet spécial, le contrat de concession à intervenir entre l'Etat et l'établissement thermal de BOURBONNE-les-BAINS.

M. HENRY BERENGER a fait à la Commission un rapport sur le Projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement chérifien à contracter l'emprunt nécessaire à l'achèvement du réseau de chemins de fer autorisé par la loi du 21 Août 1920.

M. BERENGER a exposé la situation actuelle du Maroc au point de vue financier, économique et social. Il a conclu à l'adoption du projet de loi, indispensable à l'achèvement de la grande transversale ferroviaire TUNIS-ALGER-FEZ-CASABLANCA, mais il a souligné en même temps la nécessité pour le Maroc de mettre un terme à la politique d'emprunts et de premier établissement pour entrer maintenant dans la politique d'administration normale.

Après un débat auquel ont pris part MM. PIERRE LAVAL, LEON PERRIER, MILAN, SCHRAMECK, le Général STUHL et CAILLAUX , la Commission a fait siennes les conclusions de M. HENRY BERENGER et l'a autorisé à déposer son Rapport devant le Sénat.

La Commission des Finances a entendu M. le Président du Conseil et MM. les Ministres des Finances et du Budget sur le projet de loi relatif au rétablissement de l'équilibre budgétaire.

M. le Président CAILLAUX, se faisant l'interprète de la Commission a d'abord exprimé à M. le Président du Conseil et à M. le Ministre des Finances ses remerciements et ses félicitations pour avoir assuré, grâce à leur ténacité et à leur courage, le succès de la Conférence de Lausanne. La Commission s'est, par des applaudissements unanimes, associée à cet hommage.

Abordant le projet de loi sur le rétablissement de l'équilibre budgétaire, M. le Président CAILLAUX a demandé à M. le Président du Conseil quelle serait la position du Gouvernement, devant le Sénat, à l'égard du texte adopté par la Chambre des Députés. M. EDOUARD HERRIOT a répondu que ce texte, bien que ne répondant qu'en partie aux désirs du Gouvernement, n'en constituait pas moins une étape vers l'assainissement de nos finances. Il a déclaré que le Gouvernement avait la volonté très nette de rétablir un équilibre budgétaire sincère et complet lors de la préparation du budget de 1933. Des explications techniques ont ensuite été fournies par M. GERMAIN-MARTIN, sur la situation de la Trésorerie, et par M. PALMADE sur les diverses dispositions du projet financier.

Des questions furent ensuite posées aux ministres par M. le Président CAILLAUX , et par M.M. HENRI ROY, Rapporteur Général, HENRY CHERON, FRANCOIS SAINT-MAUR. FARJON, LEBERT, PIERRE LAVAL, BETOULLE et REGNIER.

M. le président CAILLAUX après avoir remercié MM. HERRIOT, GERMAIN MARTIN et PALMADE de leurs explications, prit acte, au nom de la Commission des Finances, de l'engagement solennel contracté par le gouvernement touchant le rétablissement de l'équilibre budgétaire avant la fin de l'année. La Commission se réserve d'en faire état dans ses travaux et à la tribune du Sénat.

La Commission s'est ensuite ajournée au MERCREDI 13 et au JEUDI 14 Juillet pour examiner le projet financier dont la discussion commencerait devant le Sénat le 15 Juillet.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

MERCREDI 13 JUILLET 1932
A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

I- Suite de l'examen pour rapport au fond du projet de loi adopté par la Chambre des Députés tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général,

II- Suite de l'examen pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser les territoires du Sud de l'Algérie à contracter un emprunt de 100 millions de frs (N° 357 - année 1932).
- M. FOURCADE, Rapporteur.

III- Examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. MEUNIER sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés relatif à la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer à voie normale de Bollwiller à Chevremont (N° 869 - année 1931).
- M. VALADIER, Rapporteur.

IV- Examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. MEUNIER sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés ayant pour objet de proroger pour les réseaux secondaires d'intérêt général la loi du 22 Oct. 1919 relative à l'approbation des conventions modifiant temporairement les contrats de concession (N° 201-an. 1932)- M. VALADIER, Rapporteur.

V- Examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. MERON sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés tendant à faciliter la construction de locaux à usage artisanal (N° 352 - année 1932). - M. SERRE, Rapporteur.

VI- Eventuellement :
Examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. BERGEON sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'art. 2 de la loi du 21 juillet 1927, en ce qui concerne les contingents de décorations avec traitement du Ministère des Colonies ; 2° le projet de loi tendant à modifier l'art. 2 de la loi du 21 juillet 1927, en ce qui concerne le contingent de décorations avec traitement du Ministère des Colonies (N° 574 - année 1932 - M. LEON PERRIER, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 13 Juillet 1932, à 15 Heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Reprenant l'examen du projet de loi relatif au rétablissement de l'équilibre budgétaire, la Commission a entendu M. le Ministre des Finances. M. GERMAIN MARTIN a informé la Commission que le Gouvernement, après en avoir délibéré, avait décidé de demander instamment à la Commission des Finances et ensuite à la Haute Assemblée d'accepter sans modifications les textes votés par la Chambre.

En présence de cette déclaration, de nombreux membres de la Commission ont fait observer qu'un problème politique se posait, d'autant plus grave, que le Sénat ne peut avoir des chances de faire adopter par l'autre Assemblée des textes repris que si ces textes sont appuyés par le Gouvernement.

Au surplus, la Commission a pensé que le problème de la restauration financière demeure presque entier étant donné l'insuffisance évidente des solutions jusqu'alors envisagées.

Après une discussion générale à laquelle ont pris part, MM. le Président CAILLAUX, HENRI ROY, Rapporteur Général, BERENGER, SCHRAMECK, CHERON, LEON PERRIER, FRANCOIS SAINT MAUR, FOURCADE, CUMINAL, MILAN, LAVAL, BETOULLE, BIENVENU-MARTIN, FARJON, SERRE, COURTIER, HAYAUX et après avoir entendu plusieurs explications de vote, la Commission a décidé, par 19 voix contre 1, de proposer au Sénat la ratification du texte voté par la Chambre.

M. HENRI ROY a donné ensuite lecture de l'exposé des motifs de son rapport dans lequel le Rapporteur Général après avoir regretté l'insuffisance éclatante du texte dont la Commission a été saisie, prend acte de l'engagement solennel contracté hier par M. le Président du Conseil et renouvelé aujourd'hui par le Ministre des Finances au nom du Gouvernement, de rétablir avant la fin de l'année un équilibre budgétaire sincère et complet et de pourvoir aux besoins de la Trésorerie par des moyens normaux. La Commission a unanimement approuvé l'exposé des motifs du Rapport de M. HENRI ROY et elle a donné mandat à son Président d'intervenir en ce sens à la tribune du Sénat .

Le Ministre des Finances a également répondu à plusieurs questions qui lui ont été posées par MM. MARCEL REGNIER, MILAN, CHERON, BERENGER, SCHRAMECK, au sujet de la situation de la trésorerie, de l'emprunt d'outillage national, de l'exécution par la France des contrats passés avec Kreuger, de la proposition de loi ouvrant un crédit de 280 millions de francs pour la réparation des dommages causés par les calamités publiques.

Sur ce dernier point, la Commission a décidé, sur la proposition de son Président, et après intervention de M. SCHRAMECK, de ne rapporter ce crédit qu'après avoir été saisie d'une proposition ferme et précise du Gouvernement.

Sur question de M. ALFRED BRARD, le Ministre des Finances a déclaré que le Gouvernement déposerait sur le bureau de la Chambre des Députés un projet de loi tendant à mettre à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit agricole une somme de 750 millions pour être affectée aux prêts à long terme et à moyen terme du crédit agricole.

La Commission des Finances a adopté un rapport de M. FOURCADE favorable au projet de loi autorisant les territoires du Sud de l'Algérie à contracter un emprunt de 100 millions de francs. Le programme d'affectation de l'emprunt proposé par le Ministre de l'Intérieur a été approuvé.

M. VALADIER a fait adopter un avis financier favorable à l'adoption du projet de loi ayant pour objet de proroger pour les réseaux secondaires d'intérêt général la loi du 22 Octobre 1919 relative à l'approbation des Conventions modifiant temporairement les contrats de concession.

La Commission des Finances a ensuite adopté, après observations de M. le Président CAILLAUX et de MM. LEON PERRIER, LAVAL et CHERON, un avis financier de M. SERRE favorable au projet de loi tendant à faciliter les constructions de locaux à usage artisanal.

Enfin, la Commission des Finances, conformément aux conclusions de M. LEON PERRIER a décidé d'émettre un avis défavorable à l'adoption du projet et de la proposition de loi concernant des contingents de décorations avec traitement du Ministère des Colonies.

42

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE
SAMEDI 16 JUILLET 1932
à **QUINZE** HEURES

ORDRE DU JOUR :

1 Examen, pour rapport au fond, du projet de loi portant ouverture sur le budget de l'exercice 1932 d'un crédit de 750.000 frs pour venir en aide aux familles de l'Etat-Major de l'équipage du sous marin du " PROMETHEE" et du personnel civil qui procédait aux essais de ce bâtiment.
- M. FARJON, Rapporteur.

2 Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. de MARGUERIE sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la cession d'un immeuble appartenant au domaine forestier de l'Etat, par voie d'échange, contre un immeuble boisé particulier, dans le département de la Moselle. (N° 692 - année 1932). - M. ALFRED BRARD, Rapporteur.

3 Examen, pour rapport au fond, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à supprimer les mots "boissons de cidre " dans l'art. 3 de la loi du 6 avril 1897 concernant la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels (N° 563 - année 1932).
- M. ALFRED BRARD, Rapporteur.

4 Examen pour rapport au fond, du projet de loi facilitant par de nouvelles avances de l'Etat les opérations de crédit à long terme effectuées en application de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles.
- M. ALFRED BRARD, Rapporteur.

5 Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, facilitant par de nouvelles avances de l'Etat l'attribution de prêts à moyen terme, en application de la loi du 5 août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles et ayant notamment pour objet de faciliter à de jeunes ménages d'agriculteurs l'exploitation d'un petit domaine et de venir en aide aux agriculteurs éprouvés par des calamités. - M. ALFRED BRARD, Rapporteur.

6 Suite de l'examen pour rapport au fond de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture au Ministre de l'Intérieur, au titre du budget général de l'exercice 1931-1932, d'un crédit pour " subventions et secours pour la réparation des dommages causés et la reconstitution des capitaux détruits par les calamités publiques au cours de l'année 1931 (N° 379 - année 1932). - M. HENRI ROY, Rapp. Géné.

7 Examen pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant une aide temporaire de l'Etat à la Cie Gle Transatlantique (
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

8 Examen pour rapport au fond, du projet de loi portant ratification de la Convention signée à Paris, le 18 juin 1932, entre la France et la Belgique pour éviter, à l'importation, les doubles impositions en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires et de la taxe de transmission
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

9 Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, relatif aux contributions directes (impositions départementales et communales) de l'exercice 1933.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

10 Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères d'un crédit pour la Délégation française à la Conférence internationale de Lausanne.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

11 Examen, pour rapport au fond, du projet de loi autorisant le Ministre des Finances à émettre des bons du Trésor dans la limite de 2 milliards de francs.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

12 Examen, pour rapport au fond, du projet de loi autorisant l'Algérie à réaliser par voie d'emprunt la somme de 3.300.000.000 de francs pour l'achèvement du programme de grands travaux d'intérêt général dont l'exécution a été commencée en 1921.
- M. FOURCADE, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Samedi 16 Juillet 1932, à 15 Heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a adopté, sur le rapport de M. FARJON, un projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1932 d'un crédit de 750.000 francs pour venir en aide aux familles de l'équipage du "Prométhée".

M. ALFRED BRARD a fait adopter un avis favorable au projet de loi relatif à la cession d'un immeuble appartenant au domaine forestier de l'Etat contre un immeuble boisé particulier.

M. ALFRED BRARD a également présenté un exposé sur la proposition de loi tendant à supprimer les mots "boissons de cidres" dans l'article 3 de la loi du 6 Avril 1897 concernant la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels. Après observations de M. le Président CAILLAUX, la Commission a décidé de réserver sa décision sur cette affaire jusqu'après l'audition du Directeur Général des Contributions Indirectes.

La Commission a adopté, sur Rapports de M. ALFRED BRARD et après observations de M. FRANCOIS-SAINT-MAUR, TOURNAN et LEBERT, deux projets de loi mettant à la disposition de la Caisse nationale de Crédit agricole une somme de 750 millions pour les besoins du crédit à moyen terme et à long terme.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général, a exposé que le Gouvernement avait demandé à la Commission des Finances de substituer à la somme de 280 millions votée par la Chambre, pour les calamités publiques un crédit de 75 millions sur l'exercice 1932, dont 50 millions destinés aux victimes des dommages en 1931 et 25 millions à titre de secours d'urgence aux victimes des dommages subis au cours de l'exercice 1932.

La Commission des Finances a ajourné l'examen du projet de loi relatif à la Transatlantique à la suite de la décision prise par la Commission des Finances de la Chambre de ne pas l'examiner.

Sur Rapport de M. HENRI ROY, la Commission a approuvé, après observations de M. le Président CAILLAUX et de M. CAVILLON, l'accord franco-belge relatif à la double imposition en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires et de la taxe de transmission, sous réserve que M. le Ministre du Commerce donne à la Commission les apaisements réclamés par M. CAVILLON .

La Commission a également adopté :

- un rapport de M. HENRI ROY sur les contributions directes
- un rapport de M. HENRI ROY sur le crédit pour la conférence de Lausanne.
- un rapport de M. HENRI ROY autorisant le Ministre des Finances à émettre des bons du Trésor dans la limite de deux milliards de francs.

M. FOURCADE a fait adopter, après observations de M. le Président CAILLAUX, de MM. LAVAL et SAINT-MAUR , un Rapport sur le projet de loi autorisant l'Algérie à réaliser par voie d'emprunt la somme de 3.300.000.000 de francs pour l'achèvement du programme de grands travaux d'intérêt général dont l'exécution a été commencée en 1921.

M. GALLET a fait approuver un avis financier relatif à la cession amiable à la ville de Bayonne du camp de Saint Léon.

M. LEON PERRIER a finalement fait approuver un rapport sur le projet de loi relatif à un virement d'articles de l'emprunt de l'A.E.F.

1ère Session extraordinaire 1932

1

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

SAMEDI MATIN 17 SEPTEMBRE 1932

A ONZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

Examen, pour rapport au fond, du projet de loi portant autorisation de rembourser ou de convertir divers fonds publics.

- M. HENRI ROY, Rapporteur général.

La Commission des Finances s'est réunie le Samedi 17 Septembre 1932, à 11 heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général , a donné lecture de son rapport sur le Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation de rembourser ou de convertir divers fonds publics.

Des observations d'un caractère général ont été présentées par MM. le Président CAILLAUX, MILAN, REGNIER, HIRSCHAUER, SCHRAMECK, ANATOLE MANCEAU.

Sur les articles du projet de loi, M. HENRI ROY a donné les explications qui lui ont été demandées par MM. SERRE, MILAN, HIRSCHAUER, FOURCADE, BIENVENU-MARTIN, LEBERT, FARJON.

Les Ministres des Finances et du Budget ont ensuite été entendus. M. GERMAIN-MARTIN a répondu d'une manière précise et complète aux questions qui lui ont été posées . Les principaux points qui avaient fait l'objet des débats intervenus à la Chambre des Députés ont ainsi été examinés de très près par la Commission.

Après le départ des Ministres, la Commission a adopté le projet a l'unanimité dans le texte que lui avait transmis l'autre Assemblée.

2ème = session extraordinaire 1932

1/

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE
MERCREDI 9 NOVEMBRE 1932
A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

I -Décès de M. JENOUVRIER, Vice-Président de la Commission des Finances.

2 -Examen, pour rapport au fond, du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés (N° 492 - année 1932). M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

3 -Examen de la situation financière et de la Trésorerie. M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 9 Novembre 1932, à 15 Heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

M. le Président CAILLAUX a exprimé l'émotion profonde de tous les Commissaires financiers à la nouvelle du décès de leur Doyen et premier Vice-Président qui, depuis son entrée à la Commission des Finances, en 1913, n'a cessé de lui apporter une collaboration précieuse grâce à sa compétence de grand juriste, à son labeur acharné, à ses qualités de droiture et de haute courtoisie.

M. le Président CAILLAUX a salué, en terminant, avec respect et affection la mémoire de M. JENOUVRIER dont la Commission des Finances gardera fidèlement le souvenir et dont elle n'oubliera pas qu'il a toujours eu pour constant et exclusif souci de travailler pour le bien public.

Sur le rapport de M. HENRI ROY, Rapporteur Général, la Commission des Finances a adopté le projet de loi relatif à l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés. Ces crédits dépassent 4 milliards, mais s'appliquent pour la presque totalité à la régularisation de dépenses arriérées de la période de guerre et des cinq ans qui l'ont suivie.

D'accord avec M. HENRY CHERON, elle a renoncé à distraire du projet de loi ces dépenses arriérées qui, dans le nouveau régime prévu par un projet de loi en instance devant le Parlement pour l'apurement de l'arriéré de la période de guerre, devraient être portées dans un compte spécial, parce qu'il en serait résulté une refonte complète du projet de loi et un retard considérable et facheux dans son vote.

La Commission des Finances a apporté au projet de loi des réductions s'élevant à 452.000 francs et motivées pour la plus grande partie par une application stricte de la déchéance quinquennale et la suppression de doubles emplois.

Pour mettre un frein aux dépassements de crédits, le Rapporteur Général a signalé l'utilité d'un renforcement du contrôle des dépenses engagées, rendu particulièrement nécessaire par les difficultés de la situation financière. M. CAILLAUX a signalé à cette occasion l'urgence de la réalisation de la réforme de la comptabilité publique.

La Commission des Finances a ensuite procédé à l'examen de la trésorerie. Elle a donné acte au Rapporteur Général des renseignements que celui-ci lui a communiqués en ce qui concerne la situation financière et les projets budgétaires.

SÉNAT *République Française*

SECRETARIAT GENERAL
de la
PRESIDENCE

Paris, le 26 Novembre 1932

Sous réserve de protestation avant la nomination en séance publique, la COMMISSION DES FINANCES est convoquée pour se constituer le MARDI 29 NOVEMBRE

à SEIZE HEURES

Le Secrétaire Général
de la Présidence,
Pierre de LAPOMMERAYE

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Paris, le 26 Novembre 1932

SENAT
COMMISSION
des
FINANCES

LA COMMISSION DES FINANCES, convoquée par M. le Président du Sénat, le MARDI 29 NOVEMBRE 1932, à 16 HEURES pour la constitution de son bureau et pour procéder à l'attribution des rapports budgétaires, examinera au cours de cette séance les affaires suivantes :

I - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi portant régularisation de crédits ouverts par décrets au titre de l'exercice 1932,
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

II - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1931-32 à l'exercice 1932,
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

III - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1931-32 au titre du budget général et des budgets annexes,
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

IV - Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. LAURAINE sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés tendant à faire bénéficier des dispositions de la loi du cadenas les vins expédiés à la destination de la France avant le 1er Avril 1931, (N° 428 - année 1932) - M. SERRE, Rapporteur.

ADDITIF à l'ordre du jour de la séance de la COMMISSION DES FINANCES, du MARDI 29 Novembre, à SEIZE HEURES.

.....

V. - Nouvel examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. de LA GRANGE, sur le projet de loi tendant à fixer le statut de l'aviation marchande (N° 578 - Année 1932).

- M. le Général HIRSCHAUER, Rapporteur.

2/

COMMUNIQUE A LA PRESSE
(29 Novembre 1932)

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mardi 29 Novembre 1932, à 16 Heures, sous la Présidence de son Doyen d'âge, M. BIENVENU - MARTIN.

M. BIENVENU-MARTIN, après avoir exprimé un cordial souvenir aux anciens Commissaires financiers et souhaité la bienvenue aux nouveaux membres de la Commission, a invité celle-ci à désigner son Président.

Sur la proposition de M. BIENVENU-MARTIN, M. JOSEPH CAILLAUX a été élu à l'unanimité et par acclamations Président de la Commission.

Ayant pris place au fauteuil, M. le Président CAILLAUX a remercié la Commission de son témoignage unanime de confiance. Rappelant les traditions de dévouement au bien public dont la Commission s'est toujours inspirée dans l'accomplissement de ses travaux, M. le Président CAILLAUX a souligné que la tâche qui va lui incomber sera, dans les circonstances actuelles, extrêmement importante et difficile.

// M. le Président CAILLAUX a exprimé aux anciens Commissaires financiers MM. JENOUVRIER, ALFRED BRARD, BETOULLE, BLAIGNAN, GUILLAUME CHASTENET, JOSEPH COURTIER et REBOUL, le très fidèle souvenir que la Commission gardera de leur collaboration. Il a ensuite adressé aux nouveaux Commissaires, MM. ALBERT MAHIEU, CHARABOT, HERVEY, de LA GRANGE, LAUDIER, VOILIN et Guy de WENDEL, ses meilleurs souhaits de cordiale bienvenue en se félicitant du concours précieux qu'ils apporteront aux délibérations de la Commission des Finances. //

La Commission a ensuite complété son bureau en désignant :

- comme 1er Vice-Président , M. LEON PERRIER, à l'unanimité;
- comme 2ème Vice-Président, M. HENRY CHERON, par 17 voix contre 15 à M. ALBERT MAHIEU
- comme Secrétaires, MM. MILAN et FARJON à l'unanimité.

La Commission a confirmé à l'unanimité et par acclamations à M. HENRI ROY son mandat de Rapporteur Général.

La Commission a ensuite procédé à l'attribution des diverses rapports budgétaires (voir état joint).

Suivant sa tradition, et conformément à la proposition de M. le Président CAILLAUX, la Commission a tenu à ce que la répartition des rapports budgétaires entre les différents groupes s'effectue en tenant compte à la fois de l'importance numérique de chacun d'eux et de la compétence personnel. le des commissaires financiers.

Après la constitution de son bureau, la Commission a abordé son ordre du jour.

Elle a adopté l'avis financier de M. SERRE, défavorable à la proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions de la loi du cadenas les vins expédiés à la destination de la France avant le 1er Avril 1931.

La Commission a également adopté l'avis financier supplémentaire de M. le Général HIRSCHAUER, présenté par M. le Rapporteur Général, approuvant sans les modifier , les conclusions du Rapport de M. de LA GRANGE, sur le statut de l'aviation marchande, mais décidant toutefois que les modifications demandées par la Commission des Finances au cours de sa première délibération devraient être prises en considération par le Gouvernement et faire l'objet d'un article spécial dans la prochaine loi de finances.

La Commission des Finances a ensuite adopté sur le rapport de M. HENRI ROY, Rapporteur Général, trois projets de loi : le premier, portant régularisation de crédits ouverts par décrets sur l'exercice 1932; le 2e, relatif au report de crédits de l'exercice 1931-1932 à l'exercice 1932; le 3ème portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1931-1932.

Le Rapporteur Général a conclu a l'adoption des deux premiers tels que les avait votés la Chambre des Députés. Il a signalé toutefois que le collectif de reports comprenait un certain nombre de reports qui n'étaient pas strictement conformes aux dispositions législatives ayant autorisé la procédure du report . S'il n'a pas proposé de les écarter pour cette fois, il n'a pas caché que s'il n'était pas fait une rigoureuse application dans le prochain projet de loi de cette nature des règles auxquelles est assujettie la procédure des reports, la Commission des Finances n'hésiterait pas à donner à ses observations une sanction effective par le rejet des reports irréguliers.

Dans le collectif de Novembre, la Commission des Finances a modifié l'opération proposée par le Gouvernement pour traduire dans la comptabilité budgétaire en ce qui concerne le budget des P.T.T., la participation de cette administration dans les installations de radiotéléphonie en Algérie .

En montrant que l'exercice 1931-1932 allait se traduire par un déficit de plus de 5 milliards qui dépassait toutes les prévisions faites jusqu'alors le Rapporteur Général a montré combien était lourde la charge que faisait peser sur la trésorerie aujourd'hui exsangue tous les budgets déficitaires depuis l'exercice 1930-31 et la nécessité , si l'on veut éviter à l'avenir les pires difficultés financières de ne reculer devant aucun sacrifice pour assurer l'équilibre du prochain budget.

3/

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le MERCREDI 7 DECEMBRE 1932, à QUINZE HEURES.

ORDRE DU JOUR:

I - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. MARTIN-BINACHON sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au recrutement de l'armée de mer et à l'organisation de ses réserves. (N°779 - Année 1932).-
- M. FARJON, Rapporteur.

II - Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. BERGEON sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant pour cinq ans à dater du 1er Novembre 1932 le contingent de décorations avec traitement attribué au Ministère de la Marine pour le personnel des divers corps de l'armée de mer en activité de service (N°801 - Année 1932).
- M. FARJON, Rapporteur.

III - Examen de la situation de la Trésorerie.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

IV - Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. BABAUD-LACROZE sur la proposition de loi de M. BABAUD-LACROZE tendant à modifier les dispositions législatives en vigueur relativement aux expertises devant les Conseils de préfecture (N°630 - Année1932).- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

V - Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. A. LEFEVRE sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique les travaux de comblement d'un bras de l'Ill à Strasbourg et de prononcer la distraction des terrains correspondants du domaine public fluvial (N°773- Année 1932)- M. MILAN, Rapporteur.

VI - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Finances à pourvoir aux insuffisances des annuités remises en gage à ses prêteurs par la Ville de Soissons pour le service de l'emprunt de reconstitution de 6 millions de dollars que cette ville a contracté en 1921 au Canada (N°535- Année 1932).- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 7 Décembre 1932, à 15 Heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a délibéré à nouveau sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Finances à pourvoir aux insuffisances des annuités remises en gage à ses prêteurs par la Ville de Soissons pour le service de l'emprunt de reconstitution de 6 millions de dollars, contracté par cette ville en 1921 au Canada.

Lors de sa première délibération, le 22 Juin 1932, la Commission des Finances avait sursis à statuer en vue d'obtenir du Ministère des Finances des renseignements complémentaires sur les conditions dans lesquelles les Ministres des Finances avaient pu garantir les risques de change de l'emprunt contracté par la Ville de Soissons et sur les éléments de la situation financière de cette ville.

Le Rapporteur, M. MARCEL REGNIER, a communiqué des renseignements détaillés sur les deux questions qui avaient retenu l'attention de la Commission.

Il a, en outre, donné lecture d'une note de M. HACHETTE, Sénateur de l'Aisne, sur cette question.

Après un échange de vues, la Commission a décidé, conformément à la proposition de son Rapporteur, de modifier le projet de loi et de mettre à la charge de la Ville de Soissons 5 % de l'insuffisance des annuités, l'Etat prenant à sa charge les 95 % restants.

La Commission a ensuite adopté :

- un avis financier de M. FARJON favorable au projet de loi relatif au recrutement de l'armée de mer et à l'organisation de ses réserves;

- un rapport de M. FARJON favorable au projet de loi fixant pour cinq ans le contingent de décorations avec traitement attribué au Ministère de la Marine.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général, a présenté à la Commission un exposé détaillé de la situation de la trésorerie au 31 Octobre dernier.

Après cet exposé, un échange de vues a eu lieu au sujet de l'échéance du 15 Décembre. Après observation de M. HERVEY, M. HENRY BERENGER a informé la Commission des Finances que le Président du Conseil avait accepté d'être entendu prochainement sur cette question par la Commission des Affaires Etrangères .

M. PIERRE LAVAL a demandé que cette audition ait lieu devant les Commissions réunies des Affaires Etrangères et des Finances.

Après diverses observations, et d'accord avec le Président de la Commission des Affaires Etrangères, la Commission des Finances a donné mandat à son Président de prier M. le Président du Conseil d'accéder à cette demande d'une réunion commune.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général, a fait ensuite adopter un avis financier favorable aux conclusions du Rapport de M. BABAUD-LACROZE, concernant les expertises devant les Conseils de préfecture.

La Commission a finalement adopté un avis de M. MILAN approuvant le projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux de comblement d'un bras de l'Ill à Strasbourg.

Un échange de vues a eu lieu au sujet du projet de loi sur les retraites des fonctionnaires départementaux et communaux et sur la proposition de loi ouvrant un crédit pour la réparation des dommages causés par les calamités publiques.

Des observations ont été présentées par MM. le Président CAILLAUX, HENRI ROY, SCHRAMECK et PIERRE LAVAL.

4

COMMISSION DES
FINANCES
&
COMMISSION DES
AFFAIRES ETRANGERES

Paris le 8 décembre 1932

Les COMMISSIONS DES FINANCES et des AFFAIRES ETRANGERES se réuniront ensemble le

VENDREDI 9 DECEMBRE 1932
à DIX SEPT HEURES

dans la Salle des délibérations de la Commission des Finances.

ORDRE DU JOUR :

Audition de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères et de M. le Ministre des Finances.

(Il se peut que l'audition de MM. les Ministres soit remise au lendemain SAMEDI 10 Décembre, à dix sept heures. Le cas échéant, les Membres des Commissions des Finances et des Affaires Etrangères en seront immédiatement avisés).

La Commission des Finances et la Commission des Affaires Etrangères se sont réunies en commun sous la présidence de M.M. JOSEPH CAILLAUX et HENRY BERENGER.

Elles ont entendu M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères et M. le Ministre des Finances sur la question de l'échéance du 15 Décembre.

Après avoir souligné le double aspect diplomatique et financier de cette question, M. le Président du Conseil a rappelé les faits et analysé les documents diplomatiques intervenus, depuis la ratification de l'accord MELLON-BERENGER, en juillet 1929, au point de vue des dettes interalliées et des réparations.

M. le Président du Conseil a rappelé notamment les conditions dans lesquelles le président HOOVER avait été amené à demander, le 21 Juin 1921, un moratoire d'un an pour l'ensemble des dettes intergouvernementales.

Dans la deuxième partie de son exposé, M. Edouard HERRIOT a rappelé la note française du 11 Novembre 1932 aux ETATS-UNIS en vue d'un nouvel examen de la question des dettes et la réponse américaine à cette première note, ainsi que la deuxième note française à laquelle le gouvernement américain a répondu aujourd'hui même.

M. le Président du Conseil a tenu au cours de son exposé à rendre un hommage particulier à l'attitude de grande loyauté de la Grande-Bretagne vis-à-vis de la France.

M. GERMAIN-MARTIN, Ministre des Finances a donné ensuite des explications détaillées sur la nature, l'origine et l'importance de l'échéacce du 15 Décembre 1932. Il a indiqué quelle était la position des débiteurs à l'égard des ETATS-UNIS et la position de ceux-ci vis-à-vis de leurs débiteurs.

M. PIERRE LAVAL a fait part à la Commission des Finances des entretiens qu'il a eus avec le Président HOOVER lors de son voyage à Washington en Octobre 1931 et il a commenté la nature et l'étendue de ces entretiens et de la déclaration commune franco-américaine qui en a été la conséquence.

M. HENRY CHERON a, d'autre part, insisté, pour que, quelque solution qui soit adoptée, celle-ci reste dans le cadre des accords ratifiés par le Parlement.

M. LE PRESIDENT JOSEPH CAILLAUX, au nom des deux Commissions, a vivement remercié M. le Président du Conseil et M. le Ministre des Finances de la clarté et de la loyauté de leurs explications.

5/

Convocation

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

MERCREDI 14 DECEMBRE 1932
A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

I- Examen, pour avis financier des conclusions du rapport de M. LE TROCQUER sur le projet de loi, adopté par la Ch. des Députés, ayant pour objet le classement des routes nationales en Algérie. (N° 797 - année 1932) - M. HAYAUX, Rapporteur.

II- Examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. LE TROCQUER, adopté par la Ch. des Députés, ayant pour objet le classement de routes nationales, en Algérie. (N° 798- année 1932). M. HAYAUX, Rapporteur.

III- Examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. CHAUVEAU sur le projet de loi modifiant l'art. 52 de la loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales (N° 810, année 1931). M. HERVEY, Rapporteur.

IV- Examen pour rapport au fond de la proposition de loi, adoptée par la Ch. des Députés autorisant le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts à participer aux frais entrainés par la célébration en 1932, du centenaire de la mort de CUVIER, et portant ouverture sur l'exercice 1932 de crédits afférents à cette participation (N° 792 - année 1932). - M. J. PHILIP, Rapporteur.

V-Examen éventuel pour rapport au fond, de la proposition de loi, adoptée par la Ch. des Députés tendant à l'augmentation de la participation de l'Etat dans les travaux restant à achever ou à exécuter au port de Cherbourg et déclarés d'utilité publique par décrets des 22 novembre 1922 et 8 septembre 1930. (N° 562 - année 1932). M. MILAN, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 14 Décembre 1932, à 15 Heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Sur les rapports de M. HAYAUX, elle a approuvé deux avis financiers favorables à deux projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, ayant pour objet le classement de routes nationales en Algérie.

M. HERVEY a ensuite exposé à la Commission un avis financier sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à régler par décret en Conseil d'Etat la situation des salariés bénéficiaires de la loi du 30 Avril 1930 sur les assurances sociales, qui vont travailler dans les départements recouvrés, ainsi que celle des assurés affiliés aux institutions d'assurance sociale d'Alsace-Lorraine qui viennent travailler dans les anciens départements.

Après observations de M. le Président CAILLAUX et de M. HENRI ROY, Rapporteur Général, la Commission a prié son Rapporteur de demander au Ministre du Travail de lui indiquer quel est, à l'heure actuelle, l'effectif des deux catégories d'assurés sociaux visés dans le projet de loi et quelles seraient les conséquences financières du nouveau régime envisagé .

Sur le rapport de M. JEAN PHILIP , la Commission a examiné la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ouvrant un crédit au Ministre de l'Education Nationale pour la célébration du centenaire de la mort de CUVIER.

Après observations de MM. le Président CAILLAUX, HENRI ROY, PIERRE LAVAL, HENRY CHERON, HERVEY, LEON PERRIER, MARCEL REGNIER, FRANCOIS SAINT-MAUR, constatant que les fêtes du centenaire ont eu lieu en Juillet 1932, la Commission a décidé de demander au Ministre de l'Education Nationale de lui faire connaître dans quelles conditions il avait pu procéder, sans autorisation législative préalable, à l'engagement d'une dépense pour la célébration des fêtes du centenaire.

La Commission des Finances a ensuite décidé, sur la proposition de M. le Président CAILLAUX, de nommer un Comité pour étudier les mesures à prendre en vue d'éviter à l'avenir le retour d'abus de cet ordre.

Ce Comité est ainsi composé :

MM. LEON PERRIER et HENRI CHERON, Vice-Présidents, Henri ROY, Rapporteur Général et JEAN PHILIP, Rapporteur du projet de loi relatif au centenaire de CUVIER .

La Commission a laissé à son Président et à son Rapporteur Général le soin de la convoquer pour le jour le plus utile.

6/

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira le

LUNDI 26 DECEMBRE 1932 à 16 HEURES (1).

ORDRE DU JOUR :

I - Examen, pour rapport au fond, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'augmentation de la participation de l'Etat dans les travaux restant à achever ou à exécuter au port de Cherbourg et déclarés d'utilité publique par décrets des 22 Novembre 1922 et 8 Septembre 1930 (N°562 - Année 1932).- M. MILAN, Rapporteur.

II - Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. ARMBRUSTER, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le dernier alinéa de l'art.10 de la loi du 20 Juillet 1895, complété par la loi du 31 Décembre 1929, relatif à l'emploi du boni des Caisses d'Epargne(N°816 - Année 1932).- M. ANATOLE MANCEAU, Rapporteur.

III - Examen, pour rapport au fond, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier les articles 4 et 5 de la loi du 27 Décembre 1923 portant organisation du crédit aux sociétés coopératives ainsi qu'aux petits artisans (N°555- Année 1932).- M. SERRE, Rapporteur.

---

(1) - M.M. les Commissaires financiers sont informés que la Commission des Finances tiendra une nouvelle séance le MARDI 27 DECEMBRE pour délibérer sur plusieurs projets financiers (relatifs notamment au douzième provisoire de janvier 33, à l'autorisation d'émission de bons du Trésor, à la fixation des coëfficients applicables aux bénéfices agricoles, à la prorogation du délai pour la mise en circulation de la monnaie d'argent, à la défense du marché du blé, etc ....)

Une convocation spéciale sera adressée ultérieurement.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le lundi 26 Décembre 1932 à 16 Heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Se faisant l'interprète du sentiment unanime des Commissaires financiers M. le Président CAILLAUX a exprimé à M. HENRY CHERON, nommé Ministre des Finances, ses plus vives félicitations pour sa nouvelle accession au Ministère des Finances et les encouragements de la Commission pour l'accomplissement de la tâche difficile qu'il aura à coeur de mener à bonne fin.

M. MILAN a présenté un rapport détaillé sur la proposition de loi augmentant la participation de l'Etat dans les travaux à exécuter au port de Cherbourg.

Après diverses observations formulées par MM. le Président CAILLAUX, ROY, Rapporteur Général, et FRANCOIS SAINT MAUR, la Commission a adopté les conclusions favorables du Rapporteur.

La Commission a adopté également après observations de MM. le Président CAILLAUX et BIENVENU-MARTIN un avis financier de M. ANATOLE MANCEAU approuvant la proposition de loi relative à l'emploi du boni des Caisses d'Epargne.

M. JEAN PHILIP a communiqué à la Commission les renseignements qui lui ont été donnés par le Ministère de l'Education Nationale sur les raisons pour lesquelles le crédit de 200.000 francs prévu au projet de loi pour le centenaire de CUVIER avait pu être engagé sans avoir été validé par un vote du Sénat.

La Commission a prié son Rapporteur de demander au Ministre de l'Education Nationale un supplément d'information sur cette question.

La Commission des Finances se réunira demain pour examiner divers projets financiers relatifs notamment au douzième provisoire de Janvier 1933 et à la défense du marché du blé.

Paris le 26 Décembre 1932

Convocation

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE
MARDI 27 DECEMBRE 1932
A SEIZE HEURES TRENTE, OU A L'ISSUE DE LA
SEANCE PUBLIQUE DU SENAT AU CAS OU CELLE-CI
SE TERMINERAIT PLUS TOT.

ORDRE DU JOUR :

1- Désignation d'un vice-Président de la Commission des Finances.

11- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi portant :
1°) ouverture sur l'exercice 1933 de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1933;
2°) autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

111- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, fixant les coefficients applicables en 1933 pour l'évaluation forfaitaire des bénéfices agricoles en matière d'impôts sur les revenus.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

IV- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, portant approbation de la Convention additionnelle, signée à Paris, le 23 décembre 1931, à la convention entre la France et la Belgique, pour éviter les doubles impositions, signée à Bruxelles, le 16 mai 1931.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

V -Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, portant ratification de la Convention signée à Paris le 3 octobre 1932, entre la France et l'Italie pour éviter, à l'importation les doubles impositions en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires et de taxe sur les échanges.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

VI- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi relatif à la défense du marché du blé.
M. CHAUVEAU, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mardi 27 Décembre 1932, à 16 Heures 30, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a désigné à l'unanimité M. ALBERT MAHIEU comme Vice-Président en remplacement de M. HENRY CHERON, nommé Ministre des Finances.

M. HENRI ROY , Rapporteur Général, a ensuite présenté une analyse détaillée des différents articles du projet de loi de douzième provisoire actuellement discuté en séance publique devant la Chambre des Députés. De très nombreuses observations ont été présentées par MM. le Président CAILLAUX, HENRY BERENGER, HERVEY, LAVAL, FOURCADE et VOILIN.

La Commission a décidé d'entendre demain, Mercredi, à 15 Heures, M. le Ministre des Finances sur l'ensemble du projet de loi et en particulier sur l'émission de 5 milliards de bons du Trésor demandée par le Gouvernement ainsi que sur l'indemnité compensatrice allouée aux fonctionnaires Alsaciens et Lorrains.

D'autre part, la Commission des Finances se réunira demain selon toute éventualité, avec la Commission des Affaires Etrangères pour entendre M. le Président du Conseil et M. le Ministre des Finances sur le projet de loi relatif à l'emprunt autrichien.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général, a ensuite fait adopter deux rapports approuvant deux projets de loi :

1°) - portant approbation de la Convention additionnelle entre la France et la Belgique pour éviter les doubles impositions, signée à Paris le 23 Décembre 1931;

2°) - portant ratification de la Convention signée à Paris le 3 Octobre 1932 entre la France et l'Italie pour éviter à l'importation les doubles impositions en matière d'impôt sur le chiffred'affaires et de taxe sur les échanges.

Puis, la Commission a entendu un exposé très détaillé de M. CHAUVEAU relatif au projet de loi déposé par le précédent Gouvernement, repris par le Gouvernement actuel, concernant la question du blé.

Des observations ont été présentées par MM. le Président CAILLAUX, HENRI ROY, SERRE, ANATOLE MANCEAU, LAUDIER, HERVEY, LEON PERRIER.

La Commission a ajourné sa décision jusqu'au moment ou la discussion de ce projet serait terminée devant la Chambre.

X

8/

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE
MERCREDI 28 DECEMBRE 1932
A QUINZE HEURES.

ORDRE DU JOUR :

1- Audition de M. HENRY CHERON, Ministre des Finances, sur le projet de loi portant 1°) ouverture sur l'exercice 1933 de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1933;-2°) autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

11- Examen pour rapport au fond du projet de loi ouvrant au Ministre de la Marine Marchande sur l'exercice 1932 un crédit supplémentaire pour l'exécution de la convention du 21 avril 1927 et portant annulation de crédits au titre de la subvention pour le serv. maritime Le Hâvre-New-York.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

III-Examen pour rapport au fond du projet de loi tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1933.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

IV -Examen pour rapport au fond du projet de loi fixant les coefficients applicables en 1933 pour l'évaluation forfaitaire des bénéfices agricoles en matière d'impôts sur les revenus.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

Les COMMISSIONS des FINANCES et des AFFAIRES ETRANGERES se réuniront ensemble le

MERCREDI 28 DECEMBRE 1932

à SEIZE HEURES

DANS LA SALLE DES DELIBERATIONS DE LA COMMISSION DES FINANCES

ORDRE DU JOUR :

- Audition de M. PAUL-BONCOUR, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères et de M. HENRY CHERON, Ministre des Finances, sur le projet de loi autorisant le Ministre des Finances à accorder la garantie de l'Etat à une tranche de 100 millions de schillings d'un emprunt du Gouvernement fédéral d'Autriche.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mardi 27 Décembre 1932, à 16 Heures 30, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a désigné à l'unanimité M. ALBERT MAHIEU comme Vice-Président en remplacement de M. HENRY CHERON, nommé Ministre des Finances.

M. HENRI ROY , Rapporteur Général, a ensuite présenté une analyse détaillée des différents articles du projet de loi de douzième provisoire actuellement discuté en séance publique devant la Chambre des Députés. De très nombreuses observations ont été présentées par MM. le Président CAILLAUX, HENRY BERENGER, HERVEY, LAVAL, FOURCADE et VOILIN.

La Commission a décidé d'entendre demain, Mercredi, à 15 Heures, M. le Ministre des Finances sur l'ensemble du projet de loi et en particulier sur l'émission de 5 milliards de bons du Trésor demandée par le Gouvernement ainsi que sur l'indemnité compensatrice allouée aux fonctionnaires Alsaciens et Lorrains.

D'autre part, la Commission des Finances se réunira demain selon toute éventualité, avec la Commission des Affaires Etrangères pour entendre M. le Président du Conseil et M. le Ministre des Finances sur le projet de loi relatif à l'emprunt autrichien.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général, a ensuite fait adopter deux rapports approuvant deux projets de loi :

1°) - portant approbation de la Convention additionnelle entre la France et la Belgique pour éviter les doubles impositions, signée à Paris le 23 Décembre 1931;

2°) - portant ratification de la Convention signée à Paris le 3 Octobre 1932 entre la France et l'Italie pour éviter à l'importation les doubles impositions en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires et de taxe sur les échanges.

Puis, la Commission a entendu un exposé très détaillé de M. CHAUVEAU relatif au projet de loi déposé par le précédent Gouvernement, repris par le Gouvernement actuel, concernant la question du blé.

Des observations ont été présentées par MM. le Président CAILLAUX, HENRI ROY, SERRE, ANATOLE MANCEAU, LAUDIER, HERVEY, LEON PERRIER.

La Commission a ajourné sa décision jusqu'au moment ou la discussion de ce projet serait terminée devant la Chambre.

Les Commissions des FINANCES et des AFFAIRES ETRANGERES se sont réunies ensemble sous la Présidence de MM. JOSEPH CAILLAUX et HENRY BERENGER pour entendre M. PAUL-BONCOUR, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères et M. HENRY CHERON, Ministre des Finances, sur le projet de loi autorisant le Ministre des Finances à accorder la garantie de l'Etat à une tranche de 100 millions de schillings d'un emprunt du Gouvernement fédéral d'Autriche.

M. HENRY CHERON a fait tout d'abord un exposé sur l'aspect financier et budgétaire du problème.

M. HENRY BERENGER, Président de la Commission des Affaires Etrangères, a demandé au Gouvernement des éclaircissements sur l'accroissement de la dette de l'Etat autrichien par sa reprise des créances du Creditanstalt et aussi sur le produit net des revenus douaniers et fiscaux de l'Autriche et il a conclu en demandant que soient obtenues de l'Autriche des garanties formelles et précises sur l'affectation à des fins exclusivement nationales du prêt qui serait consenti par la France.

M. LOUIS BARTHOU, a insisté sur la nécessité d'obtenir de l'Autriche la confirmation de ses engagements du Protocole de 1922 relatif à l'Anschluss, ainsi que le maintien de son autonomie politique et il a demandé des éclaircissements sur l'attitude de certaines Puissances à cet égard.

M. le Président du Conseil a répondu que, précisément, l'intérêt politique du prêt envisagé consiste en ceci qu'il aurait pour effet d'obtenir de l'Autriche la confirmation du Protocole de 1922 dont les termes sont absolument formels.

Il a rappelé la rigueur du contrôle financier exercé par la Société des Nations sur les finances autrichiennes et la bonne volonté avec laquelle le Gouvernement autrichien s'y soumet.

Enfin, il a montré l'importance que présente l'équilibre des finances autrichiennes pour la réorganisation économique de l'Europe.

M. PIERRE LAVAL, rappelant certaines déclarations récentes du Chancelier de la République d'Autriche a vivement insisté sur la nécessité, proclamée à plusieurs reprises, d'obtenir du Gouvernement autrichien un engagement solennel de renonciation au projet d'Anschluss.

M. CORNUDET a demandé qu'une politique de l'Europe Centrale soit pratiquée par le Gouvernement français en conformité avec les traités et Conventions qui nous lient aux diverses puissances intéressées.

M. le Président de la Commission des Finances, au nom des deux Commissions a remercié M. le Président du Conseil et M. le Ministre des Finances de l'abondance et de la précision de la documentation qu'ils ont apportée.

9/

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira

le JEUDI 29 DECEMBRE 1932 à 13 HEURES 30.

ORDRE DU JOUR :

I - Suite de l'examen pour avis financier, du projet de loi autorisant le Ministre des Finances à accorder la garantie de l'Etat à une tranche de 100 millions de schillings d'un emprunt du Gouvernement fédéral autrichien.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

II -Audition de M. CHERON, Ministre des Finances et de M. QUEUILLE, Ministre de l'Agriculture sur le projet de loi relatif à la défense du marché du blé.
- M. CHAUVEAU, Rapporteur.
(L'Audition aura lieu à 14 Heures).

III - Examen pour rapport au fond du projet de loi relatif à la Compagnie Générale Transatlantique.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Jeudi 29 Décembre 1932, à 13 Heures 30, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a continué l'examen du Projet de loi relatif à l'emprunt autrichien, dont elle s'est saisie à titre officieux. Après un assez long échange de vue, elle a précisé l'attitude qu'elle entendait adopter, et a donné mission à M. le Président CAILLAUX et à M. HENRI ROY, Rapporteur Général, de l'exposer à la tribune du Sénat.

La Commission a ensuite adopté un rapport de M. HENRI ROY, favorable à l'adoption du projet de loi prolongeant jusqu'au 28 Février 1933 la faculté d'emploi du crédit de 110 millions accordé par la loi du 3 Mars 1932 au Ministère de la Marine Marchande pour le fonctionnement des lignes de la Compagnie Générale Transatlantique.

La Commission a ensuite entendu M. QUEUILLE, Ministre de l'Agriculture, et M. CHERON, Ministre des Finances, sur le projet de loi relatif à la défense du marché du blé.

Après avoir fait un exposé détaillé de ce projet, le Ministre de l'Agriculture a répondu à diverses questions qui lui ont été posées par MM. le Président CAILLAUX, TOURNAN, CHAUVEAU, de WENDEL, SERRE, MANCEAU, LAUDIER, PERRIER, FOURCADE, MILAN. M. le Président CAILLAUX a ensuite résumé le débat.

Enfin, M. le Ministre des Finances a insisté auprès de la Commission pour qu'elle consente à rétablir le montant de l'émission de Bons du Trésor au chiffre de 5 milliards, dans le projet de douzième.

Après le départ des Ministres et après intervention de M. le Président CAILLAUX et de M. HENRI ROY, la Commission a adopté le projet de douzième, tel qu'il a été voté par la Chambre.

Reprenant sa délibération, après la séance publique du Sénat, la Commission a poursuivi l'examen du projet relatif à la défense du marché du blé.

Après de nombreuses observations présentées par MM. le Président CAILLAUX, HENRI ROY, FOURCADE, ALBERT MAHIEU, CHAUVEAU et HAYAUX, la Commission a adopté l'article 1er du projet. Cet article met à la disposition des Caisses régionales de crédit agricole, par l'intermédiaire de la Caisse nationale, une somme de 300 millions, fournie à l'Etat par la Caisse des Dépôts et Consignations et sans qu'il en résulte aucune charge pour le Trésor, en vue de faciliter le financement de la récolte des céréales de 1932.

Les cultivateurs seront ainsi mis à même de trouver les sommes dont ils peuvent avoir besoin sans être obligés de jeter leur blé sur le marché.

Il a paru à la Commission qu'une étude complémentaire s'imposait pour la mise au point des articles suivants du projet de loi. Il y sera procédé dès la rentrée de Janvier.

Session ordinaire 1933.

1

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

VENDREDI 13 JANVIER 1933 à 15 HEURES.

ORDRE DU JOUR :

I - Communication de M. le Président au sujet du projet de loi autorisant le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts à participer aux frais entraînés par la célébration en 1932 du Centenaire de la mort de CUVIER et portant ouverture sur l'exercice 1932 de crédits afférents à cette participation.

II - Suite de l'examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. CHAUVEAU, sur le projet de loi modifiant l'article 52 de la loi du 30 Avril 1930 sur les assurances sociales (N°810 - Année 1931).
- M. HERVEY, Rapporteur.

III - Suite de l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la défense du marché du blé. (N°864 - Année 932).
- M. CHAUVEAU, Rapporteur.

La Commission des Finances s'est réunie le Vendredi 13 Janvier 1933, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

M. le Président CAILLAUX a donné communication d'une lettre du Ministre de l'Education Nationale relative au projet de loi concernant la participation de l'Etat aux frais du centenaire de la mort de CUVIER.

Après intervention du Rapporteur spécial, M. JEAN PHILIP, et conformément à ses conclusions, le projet de loi a été rejeté.

La Commission a achevé l'examen financier d'un projet de loi tendant à régler certaines situations des assurés sociaux d'Alsace et de Lorraine. Sur la proposition de son Rapporteur, M. HERVEY, la Commission a émis un avis favorable à l'adoption du projet de loi.

La Commission a continué sa délibération sur le projet relatif à la défense du marché du blé. M. le Président CAILLAUX lui a fait part des modifications apportées par le Ministre de l'Agriculture au budget primitif.

Une longue discussion a eu lieu, à laquelle ont pris part - outre M. le Président CAILLAUX, M. HENRI ROY, Rapporteur Général et M. CHAUVEAU, Rapporteur spécial, MM. SERRE, de WENDEL, CAVILLON, LEON PERRIER, de LA GRANGE, LEBERT, ALBERT MAHIEU, VALADIER, FRANCOIS SAINT MAUR et MANCEAU.

La Commission a ensuite entendu M. le Ministre de l'Agriculture qui après avoir fourni quelques indications complémentaires a promis de présenter dès le début de la semaine prochaine un nouveau texte tenant compte des observations et des améliorations suggérées, au nom de la Commission, par son Président.

2/

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

MARDI 17 JANVIER 1933 à SEIZE HEURES.

ORDRE DU JOUR :

- Audition de M. le Ministre de l'Agriculture sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés relatif à la défense du marché du blé.-

M. CHAUVEAU, Rapporteur.

La Commission des Finances s'est réunie à 16 heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX pour poursuivre l'examen du projet relatif à la défense du marché du blé.

M. JOSEPH CAILLAUX a d'abord donné connaissance à la Commission des dernières modifications apportées par le Gouvernement à son projet.

M. le Ministre de l'Agriculture a été ensuite entendu. Il a fait un exposé de la question, dans son dernier état, et fourni les précisions qui lui ont été demandées par MM. le Président CAILLAUX, HENRI ROY, Rapporteur Général, CHAUVEAU, Rapporteur Spécial, CAVILLON, LEON PERRIER, FOURCADE, SERRE, FRANCOIS SAINT-MAUR, BIENVENU-MARTIN, MILAN, TOURNAN, LEBERT.

Après le départ de M. QUEUILLE, la Commission a procédé à la discussion des articles du projet.

A la suite d'observations de MM. le Rapporteur Général, PERRIER, FOURCADE, CAVILLON et SERRE, la Commission a voté, par 15 voix contre 2, l'article 1er, qui concerne le crédit d'engagement de 300 millions pour achat de l'Etat avec paiement et livraison différés jusqu'au 30 Septembre 1933.

Par 13 voix contre 4, elle a adopté un amendement disposant que les services de l'Intendance, qui lui ont paru plus qualifiés à cet effet, seraient chargés des opérations d'exécution.

L'article 2, qui a trait à l'avance de 300 millions mis à la disposition du Crédit agricole pour permettre à cet organisme de poursuivre le financement de la récolte et l'article 3, qui vise lesprimes d'entretien allouées aux cultivateurs reportant une partie de leur récolte , ont été votés sans changement.

Puis, l'article 4 (nouveau) relatif à la déclaration obligatoire des stocks a été accepté, mais la limite au-dessus de laquelle la déclaration devra être faite a été abaissée de 500 à 100 quintaux.

Enfin, sur la proposition de M. LEON PERRIER et après observations de MM. PIERRE LAVAL et BIENVENU-MARTIN, la Commission a adopté un article additionnel qui prescrit au Gouvernement de rendre compte, par un rapport publié au Journal Officiel, des résultats de l'opération de soutien du marché dans le mois suivant leur fin.

M. CHAUVEAU, Rapporteur Spécial, a reçu mandat de la Commission de déposer son rapport dans le plus bref délai possible.

3

La COMMISSION DES FINANCES se réunira

le JEUDI 26 JANVIER 1933 à QUINZE HEURES.

ORDRE DU JOUR :

Examen de la situation financière.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Jeudi 26 Janvier 1933 , à 15 Heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a procédé à un examen de la situation financière. Cet examen a donné lieu à des échanges de vue auxquels ont pris part MM. le Président CAILLAUX, HENRI ROY, Rapporteur Général, HENRY BERENGER, VOILIN, HERVEY, LISBONNE, PIERRE LAVAL, FOURCADE, PIERRE ROBERT, LEON PERRIER, FARJON, SCHRAMECK , SERRE , CAVILLON, MILAN, GENERAL HIRSCHAUER.

La Commission des Finances se réunira encore demain Vendredi.

4

PARIS, le 27 JANVIER 1933

La COMMISSION des FINANCES se réunira le

VENDREDI 27 JANVIER 1933

à 15 Heures 30

ORDRE DU JOUR : Suite de l'examen de la situation financière

==========

COMMUNIQUE A LA PRESSE

(27 Janvier 1933)

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Vendredi 27 Janvier 1933, à 15 Heures 30, sous la Présidence de M. Joseph CAILLAUX.

Elle a poursuivi l'examen de la situation financière.

Antérieurement à l'examen de la situation financière, la Commission a confirmé sa précédente décision relative au projet de loi portant attribution d'une pension à la Veuve de l'Amiral GAUCHET.

La Commission estime que c'est au Ministre de la Marine qu'il appartient, en dehors du vote de ce projet, de s'entendre avec le Ministre des Finances sur l'aide à accorder (secours - Fonds secrets).

Elle a décidé d'écrire en ce sens au Ministre de la Marine.

5/

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

SAMEDI 28 JANVIER 1933

A QUATORZE HEURES TRENTE

ORDRE DU JOUR :

Suite de l'examen de la situation financière.

La Commission s'est réunie le Samedi 28 Janvier 1933 à quatorze heures trente.

En raison de la situation particulière dans laquelle elle se trouvait (Suite du Ministère), elle s'est immédiatement séparée en laissant à son Président le soin de la convoquer lorsqu'il le jugerait utile.

6/

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA

MARDI MATIN 31 JANVIER 1933

A 11 HEURES

ORDRE DU JOUR :

Examen, pour rapport au fond, du projet de loi portant ouverture ;

1°) sur l'exercice 1933 de crédits provisoires applicables au mois de février 1933 ;

2°) autorisation de percevoir pendant le même mois les impôts et revenus publics.

- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie, le Mardi 31 Janvier 1933, à 11 Heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général, a donné lecture de son Rapport approuvant le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au douzième mathématique de Février.

M. MILAN, exposant l'urgence qui s'attache à un examen rapide des mesures nécessaires au redressement financier, a demandé à la Commission de ne voter qu'un demi-douzième.

Après observation de MM. le Président CAILLAUX, HENRI ROY, HENRY BERENGER, PIERRE LAVAL, SCHRAMECK, VALADIER et de LA GRANGE, M. MILAN a renoncé à sa proposition.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

MARDI 14 FEVRIER 1933 à 15 HEURES.

ORDRE DU JOUR :

I - Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. BENDER sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 10 juillet 1928 autorisant le Gouvernement à garantir la bonne fin des exportations effectuées au profit des administrations ou services publics étrangers. (N°4-Année 1933).
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

II - Désignation d'un Rapporteur, pour examen au fond, de la proposition de loi deMM. JEAN PHILIP, GALLET et EDMOND CAVILLON ayant pour but de surseoir à l'application de l'article 36 de la loi de finances du 31 mars 1932 (pénalités pour retard dans les reprises d'alcool imposées aux importateurs d'essence) (N°843-Année 1932).

III - Examen de la situation financière et, éventuellement, du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de Mars 1933 et tendant au redressement budgétaire.
- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le

Mardi 14 Février 1933, à 15 Heures, sous la Présidence de

M. JOSEPH CAILLAUX.

Après avoir souhaité la bienvenue à M. de BLOIS, récemment nommé à la Commission, M. le Président CAILLAUX a adressé à M. Louis SERRE, nommé Ministre du Commerce, les félicitations unanimes de la Commission. Il a également exprimé à M. GALLET qui renonce à son mandat de Commissaire pour se consacrer à ses fonctions de Questeur, les sentiments d'affectueux attachement de la Commission.

La Commission a ensuite abordé l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de Mars 1933 et tendant au redressement budgétaire, dont le Rapport lui a été présenté par M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

Voici les décisions qui ont ensuite été prises par la Commission:

Art. 37.- Exploitants agricoles.- Evaluation bénéfice réel .- Disjonction

- 38.- Imputation du déficit d'exploitation ..... Rejet

- 39.- Taxe spéciale sur le chiffre d'affaires ..... Adopté avec modifications.

- 40, 41, 42 et 43.- Déclaration des chefs d'entreprises.- Commission de taxation .- Impôt général.- Evaluation revenu propriétés -Application rétroactive..... Adoptés.

- 44.- Frais exonérés de l'impôt sur le revenu..... Disjonction

- 45 à 49.- Revenu des créances.-Contrôle impôt sur revenu.- Contrôle des Sociétés..... Réservés pour audition du Ministre des Finances.

- 50.- Lieu d'imposition des Sociétés ..... Disjonction

- 54.- Suppression d'exonération ..... Adoption des deux premiers alinéas Disjonction des 2 derniers alinéas

- 56.- Droit de timbre des actions ..... Disjonction

- 57.- Gérants de Sociétés à responsabilité limitée..... Adopté

- 58.- Taxe de transmission.- Augmentation du taux de 0 Fr.25 à 0 Fr.30 % ..... Adopté.

- 59.- Spécialités pharmaceutiques ..... Adopté

- 60.- Détaxe des vieilles automobiles ..... Adopté avec modification ne bénéficieront de la demi taxe que les redevables qui ne possèdent qu'un seul véhicule.

- 61.- Nouveau barême de l'impôt général sur le revenu ... Réservé

- 61 bis.- Communication des listes de contribuables à l'impôt général sur le revenu ..... Adopté avec modification.

- 62.- Droit d'enregistrement ..... Adopté

- 63.- Timbre de dimension ..... Adopté

- 64.- Droit de timbre sur les chèques ..... Réservé pour audition du Gouvernement .

- 65 - Timbre des quittances ..... Adopté

Art. 66.- Licence d'importation ..... Adopté

- 67.- Véhicules automobiles servant au transport de personnes ou de marchandises .- Chiffre d'affaires ..... Adopté

- 69.- Taxe au poids et à l'encombrement sur les véhicules automobiles ..... Adopté

.-

- 71.- Taxe sur l'essence r..... Réservé

- 72.- Régime douanier des gas-oils ..... Réservé

- 73.- Augmentation du droit de consommation sur l'alcool..... Adopté

- 76 bis.- Surtaxe sur les spiritueux ..... Adopté

- 74.- Impôt sur l'acide carbonique ..... Adopté

- 75.- Régime fiscal du ferro-cérium ..... Réservé

- 77. Frappe de monnaie ..... Rejet du texte de la Chambre et retour au text du Gouvernement.

- 78.- Bénéfice de la fabrication des monnaies .. Adopté

La Commission a siégé sans discontinuité de 3 heures de l'après-mid à 7 heures du soir . Elle se réunira demain matin à 10 heures pour aborder l'examen des quelques articles de recettes réservés et étudier les nombreux articles d'économies votés par la Chambre ou qui seront proposés par le Rapporteur Général.

8

La COMMISSION des FINANCES se réunira le

MERCREDI 15 Février 1933

à 10 Heures du matin

ORDRE DU JOUR

Suite de l'examen pour rapport au fond du projet de loi adopté par la Chambre des Députés tendant à l'ouverture de crédits provisoires applicables au mois de mars 1933 et tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 15 Février 1933 à 10 Heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Sur le rapport de M. HENRI ROY, Rapporteur Général , la Commission a poursuivi l'examen du projet de loi adopté par la Chambre des Députés ouvrant des crédits provisoires applicables au mois de Mars 1933 et tendant au redressement budgétaire.

Voici les premières décisions de la Commission .

Art. 69.- Taxes au poids et à l'encombrement des véhicules automobiles et des remorques. La Commission a complété son vote d'hier en décidant d'imposer à une demi-taxe (100 frs) les remorques dont le poids total maximum en ordre de marche est inférieur à 500 kilos ;

Art. 79.- Modification de la procédure suivie en matière de remise gracieuse d'impôts directs Adopté sous réserve d'une modification à l'évaluation jugée excessive.

Art. 80.- Suppression de la présomption d'origine (temps de paix)

Adopté

Art. 80 bis nouveau.- (Art. 82 du projet 1261 de M. Henri Chéron) Révision des pensions militaires d'invalidité pour les non titulaires de la carte du combattant

Ce texte repris par le Rapporteur Général a été adopté par la Commission après une longue discussion .

La Commission a ensuite fait siens les textes de la Chambre instituant une Commission de suppression des abus en matière de pensions. Elle n'y a apporté que des modifications de détail.

Elle a adopté ensuite le texte relatif à l'institution d'une Commission supérieure des économies .

Un très long débat s'est ensuite engagé sur l'article 83 qui instituait la surtaxe de crise .

Le texte de la Chambre qui, on s'en souvient , frappait la généralité des traitements publics et privés au-dessus d'un certain chiffre a été mis aux voix par le Président et repoussé à l'unanimité .

La Commission a alors accepté un texte proposé par le Rapporteur Général, établissant un prélèvement très modéré sur les traitements des fonctionnaires.

Enfin une discussion non moins longue s'est engagée sur la question des indemnités. Sur la proposition du Rapporteur Général la Commission a décidé que les indemnités des fonctionnaires, exception faite des indemnités pour charge de famille , subiraient une réduction uniforme de 10 % . L'indemnité relative à l'exercice du mandat parlementaire sera également frappée de ce prélèvement.

9/

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira

le MERCREDI 15 Février 1933 à QUINZE HEURES.

ORDRE DU JOUR :

- Suite de l'examen pour rapport au fond du projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant ouverture sur l'exercice 1933 de crédits provisoires applicables au mois de mars 1933 et tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire.

- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

Audition de M.M. les Ministres des Finances et du Budget.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie à 15 Heures sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX pour continuer l'examen du projet de douzième provisoire et de redressement financier.

L'Article 85, relatif au cumul d'une pension et d'un traitement, a été adopté après une longue discussion.

A l'Article 86, qui a trait aux bénéfices de campagne, le texte primitif du Gouvernement a été repris, sur la proposition du Rapporteur Général.

La Commission a de même adopté les articles 87 et 88, qui concernent les personnels militaires réintégrés dans les cadres de leur arme ou service.

A propos de l'article 89, relatif à la motorisation de l'armée et à la réduction du nombre des officiers, une discussion importante s'est engagée sur les crédits affectés à la défense nationale. Finalement l'article a été réservé et la Commission a décidé de ne statuer qu'après avoir entendu le Président du Conseil et les Ministres intéressés.

La Commission passe ensuite à la discussion d'un certain nombre d'articles nouveaux et générateurs d'économies, dont quelques uns sont empruntés au projet du précédent Gouvernement, que M. le Rapporteur Général propose d'insérer dans le projet , en vue de donner un caractère massif à la réduction des dépenses publiques. Les articles suivants ont été adoptés à de fortes majorités.

Article A : Report de 50 à 55 ans de la limite d'âge d'admission à la retraite pour certains fonctionnaires.

Article B : Ajournement pour un an de la deuxième tranche de la péréquation des pensions .

Article C : Suppression de certains cumuls d'indemnités pour charge de famille.

Article D : Modification du mode de calcul des pensions d'ancienneté.

Article E : Limitation à une année des rappels d'arrérage de pension.

Article F : Exclusion dans le calcul des retraites de toute période ne correspondant pas à des services effectifs.

Article G : Suppression de la pension des veuves de guerre remariées.

Article H : Adoption de nouvelles règles pour la transformation des pensions temporaires en pensions définitives.

Article H bis : Révision des pensions d'invalidité.

Article I : Recul de cinq ans de l'âge pour la retraite du combattant.

Article I bis : Interdiction du cumul de l'allocation du combattant avec un traitement ou une solde d'activité.

Les économies ainsi réalisées par la Commission sont de l'ordre de 1.400 millions.

Le Rapporteur Général a proposé ensuite à la Commission de se prononcer sur les réductions de crédits opérées par la Chambre à la demande du Gouvernement.

La Commission sur la proposition de son Rapporteur Général a écarté une réduction de 150 millions à provenir des décisions de la Commission des Finances de la Chambre sur le Budget général.

En ce qui concerne les économies sur les crédits militaires la Commission a ajourné sa décision.

La Commission a ensuite entendu M.M. les Ministres des Finances et du Budget. M. GEORGES BONNET a fourni à la Commission des explications sur la situation de la Trésorerie, les charges auxquelles elle aura à faire face pendant les prochains mois, et les moyens envisagés pour y subvenir.

Le Rapporteur Général a enfin posé diverses questions à M. LAMOUREUX sur les articles relatifs au contrôle des contributions directes, au contrôle des sociétés, au relèvement de la taxe de transmission et des droits de timbre sur les chèques. Le Ministre du Budget a indiqué à la Commission les raisons pour lesquelles le Gouvernement avait envisagé ces dispositions, et celles qu'il désire prendre en vue de faciliter les transferts des titres nominatifs.

Après le départ des Ministres, la Commission a approuvé les textes sur lesquels elle venait de les entendre.

Sur la proposition de M. LAVAL il a été décidé que le recrutement des nouveaux fonctionnaires pour le contrôle des impôts sur le revenu et des sociétés serait compensé par des compressions d'effectifs.

Par ailleurs, le crédit relatif à l'acquisition d'un immeuble pour la direction des sociétés a été repoussé, la Commission se réservant de revenir ultérieurement sur sa décision s'il apparait qu'un immeuble équivalent ne peut être trouvé dans le domaine de l'Etat.

La Séance a été renvoyée à demain JEUDI à 10 Heures pour l'examen des derniers articles.

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira le

JEUDI 16 FEVRIER 1933 à DIX HEURES DU MATIN.

ORDRE DU JOUR :

Suite de l'examen pour rapport au fond du projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant ouverture sur l'exercice 1933 de crédits provisoires applicables au mois de mars 1933 et tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire.

Articles réservés - (notamment article 61 relatif au nouveau barême de l'Impôt général sur le revenu)-.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie ce matin à 10 Heures sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX pour discuter certains articles du projet précédemment réservés.

Au début de la séance, se faisant l'interprète de la Commission émue par des articles parus dans la presse du matin, le Président a rappelé que toutes informations publiées en dehors du communiqué officiel ne présentent aucune garantie d'exactitude et il a souligné les erreurs qui se sont glissées à cet égard dans les comptes-rendus que certains journaux ont donné des séances de la veille.

La Commission a ensuite examiné l'article 61 sur le barème de l'impôt général sur le revenu. M. le Rapporteur Général, après avoir fait l'exposé de la question, a proposé de revenir purement et simplement au régime antérieur à la loi du 16 Juillet 1932 et d'instituer à titre exceptionnel et pour l'année 1933 une majoration de tarif de 10 % . La Commission a adopté les conclusions de son Rapporteur Général par 17 voix contre 2 .

L'article 75 qui concerne l'imposition du ferro-cérium a été disjoint par 16 voix contre 10.

La Commission a discuté ensuite les articles 71 et 72 relatifs au relèvement des taxes sur les essences et gas-oils . Elle a entendu un exposé de M. le Rapporteur Général et les explications de M. le Directeur de l'Office des Combustibles Liquides, puis elle a procédé à une longue discussion et finalement rejeté les articles en question par 19 voix contre 8.

La Commission se réunira à 16 Heures 30 pour entendre M. le Président du Conseil.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA

AUJOURD'HUI JEUDI 16 FEVRIER 1933
A SEIZE HEURES TRENTE

ORDRE DU JOUR :

Suite de l'examen pour rapport au fond du projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant ouverture sur l'exercice 1933 de crédits provisoires applicables au mois de mars 1933 et tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire.

Audition de M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre sur les Crédits militaires.

- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie à 16 Heures 30 sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX pour terminer l'examen du projet de loi de douzième provisoire et de redressement financier.

La Commission a immédiatement procédé à l'audition du Gouvernement. M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, s'est d'abord expliqué sur l'article 89 précédemment réservé (Réduction du nombre des officiers et motorisation de l'armée) dont il a instamment demandé le voté. M. DALADIER a ensuite exposé ses vues sur la réorganisation du statut militaire et esquissé les réformes qu'il se propose de mettre en oeuvre à cet effet. Il a enfin justifié la réduction sur les crédits militaires et affirmé avec force quelle ne porte aucune atteinte à la défense nationale. Le Président du Conseil a ajouté que s'il apparaissait dans l'avenir que la sécurité du pays fut compromise par de telles économies, il n'hésiterait pas à prendre les initiatives nécessaires.

Après une suspension d'un quart d'heure, au cours de laquelle M. le Président de la Commission des Finances a demandé au Sénat de commencer Samedi après-midi la discussion du projet financier, des questions ont été posées à M. le Président du Conseil par MM. de BLOIS, MAHIEU, LAVAL, HERVEY, CAVILLON.

La parole a été ensuite donnée à M. le Ministre du Budget qui a fait un exposé des modifications apportées au projet par la Commission et a demandé à cette dernière de revenir sur quelques uns de ses décisions . M. LAMOUREUX a insisté pour que soient rétablies dans toute la mesure du possible les recettes supprimées, notamment le relèvement de droit sur les essences et gas oils et la frappe des monnaies de nickel, et disjoints certains des articles nouveaux générateurs d'économies .

M. le Ministre des Pensions a développé une série d'observations sur les articles en question et appuyé les conclusions de son Collègue M. le Ministre du Budget.

Après le départ du Ministre, la Commission a procédé à l'examen des articles sur lesquels une nouvelle délibération venait de lui être demandée.

L'article 50 (lieu d'imposition des Sociétés) a été repris.

La Commission a maintenu ses textes antérieurs en ce qui concerne les articles 60 (détaxe des vieilles automobiles), 61 (Barème de l'impôt général sur le revenu) 71 et 72 (Essence et gas-oils).

En revanche, elle a accepté à l'article 77 (frappe de monnaie) de reprendre le texte voté à la Chambre.

Passant aux articles visant les économies, la Commission, après avoir apporté une modification de forme à l'article 84 (Indemnités) a maintenu toutes ses autres décisions par 18 voix contre 5.

Les réductions de créditsmilitaires et l'article 89 ont été enfin adoptés par 14 voix contre 10.

12

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira le LUNDI 20 FEVRIER 1933 à 9 HEURES

ORDRE DU JOUR :

Examen des amendements au projet de loi relatif au douzième de mars et tendant au redressement budgétaire.

- M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

La Cn. a adopté l'Amt. Laucien n°7 à l'article 41
art. 66. Amt. 12. Marceau. adopté nouveau texte.

13

La COMMISSION DES FINANCES se réunira aujourd'hui à 14 heures 30

ORDRE DU JOUR

Suite de l'examen des amendements au projet de loi relatif au douzième de Mars et tendant au redressement budgétaire.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

~~art 66 Amt 12 Marceau adopté~~
Rejet Amt. Milan pour 17 voix contre 7 (assurances sociales)
adoption Amt. Duplantier n°69 à l'article 77
- Amt. Chevan n°78 à l'article 79 bis —

14

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira
le MARDI 21 FEVRIER 1933 à 9 HEURES DU MATIN

ORDRE DU JOUR :

- Suite de l'examen des amendements au projet de loi relatif au douzième de Mars et tendant au redressement budgétaire.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

article 83. Amt. H. Merlin 35 adopté (à placer après art. 82).
article 84. modification par la Co. du texte qu'elle propose (suppression légalement ou communes et substitution des mots "budgets du ministère des colonies," aux mots : " des budgets coloniaux ".
article 85. Amts Legorgeu 23
Fajon 32.
Renvoi au Rgal pour accord à réaliser avec les auteurs d'amendements.
article 85A. Amt Henri Merlin adopté.

15

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira
AUJOURD'HUI à 14 HEURES 1/4

ORDRE DU JOUR :

- Suite de l'examen des amendements au projet de loi relatif au douzième de Mars et tendant au redressement budgétaire.

M. HENRI ROY, Rapporteur Général.

Echange de vues sur le fer le relatif aux combattants et aux fonctionnaires.
Amt. Carillon et les combattants (5% sur l'ensemble crédits lois de finances). Les décisions seront prises en séance.

16

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira le SAMEDI 25 FEVRIER 1933 à DIX HEURES du MATIN.

ORDRE DU JOUR :

- Examen pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifié par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, relatif au douzième provisoire de mars et tendant au redressement budgétaire.

- M. HENRI ROY, RAPPORTEUR GENERAL.

17

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira le SAMEDI 25 FEVRIER à 17 HEURES.

ORDRE DU JOUR :

- Suite de l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifié par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, relatif au douzième provisoire de mars et tendant au redressement budgétaire.

- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général adjoint.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Samedi 25 Février 1933, à 10 Heures et à 17 Heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Après avoir souhaité la bienvenue à MM. ALFRED BRARD et BABAUD-LACROZE, M. le Président CAILLAUX a exprimé le voeu que M. HENRI ROY, Rapporteur Général, qui a dû interrompre momentanément ses fonctions à causes de son état de santé, puisse bientôt reprendre l'exercice d'un mandat qu'il a rempli avec la confiance affectueuse de tous ses Collègues, dans une période particulièrement difficile, avec autant de conscience que de talent.

La Commission des Finances s'est associée unanimement aux souhaits exprimés par M. le Président CAILLAUX et elle a décidé d'adresser à son Rapporteur Général l'expression de ses vifs remerciements pour la lourde tâche déjà accomplie et ses voeux les plus fervents pour le complet et prompt rétablissement de sa santé.

La Commission des Finances a désigné M. MARCEL REGNIER comme Rapporteur Général adjoint. Puis, abordant le projet financier, elle a procédé à l'examen de tous les articles votés par la Chambre des Députés.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA

DIMANCHE 26 FEVRIER 1933

A DIX HEURES DU MATIN

ET A QUATORZE HEURES TRENTE

18

ORDRE DU JOUR :

- Suite de l'examen pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifié par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, relatif au douzième provisoire de mars et tendant au redressement budgétaire.
- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général adjoint.

L'Audition de M. le Ministre du Budget aura lieu à Quatorze heures trente

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

A l'article 59 (Spécialités pharmaceutiques) la Commission a repris le texte du Sénat.

L'article 72 (gas-oïls) a été adopté conformément au texte de la Chambre.

La Commission a modifié légèrement, à l'art.81, la composition de la Commission de repression des abus en matière de pensions.

Une longue discussion s'est engagée ensuite sur l'article 83, relatif au traitement des fonctionnaires et assimilés. MM. MARCEL REGNIER, Rapporteur général adjoint, LAUDIER, FRANCOIS SAINT MAUR, de WENDEL, VALADIER, de LA GRANGE, CAVILLON, LISBONNE, MAHIEU, FARJON, LEON PERRIER, SARI, SCHRAMECK et de BLOIS ont été entendus. Finalement, M. MARCEL REGNIER a fait adopter par la Commission un texte frappant d'un prélèvement progressif les traitements des fonctionnaires de l'État au-dessus de 9.000Fr. Ce texte ménage plus que les textes antérieurs, les traitements inférieurs et moyens. Après une intervention de M. le Président CAILLAUX, la Commission a décidé d'étendre ce prélèvement aux fonctionnaires des départements et communes et d'en faire ristourner le produit auxbudgets locaux . Décidée à maintenir à la mesure le caractère d'un prélèvement la Commission s'est refusée à atteindre les traitements des employés des services concédés et les traitements privés.

La Commission a maintenu le texte du Sénat sur l'article 84, relatif à la revision des indemnités.

Les articles 84 bis, 84 ter et 84 quater (contrôle des Offices) ont été adoptés avec modification.

L'article 85 sexies , limitant les rappels d'arrérages a été adopté. Au contraire, la Commission a repris son texte relatif a l'article 85 A (Cumul d'un traitement et d'une pension.).

La Commission a ensuite accepté la disjonction votéepar la Chambre, des articles 85 D, 85 bis. Elle a réservé jusqu'à ce qu'elle ait entendu le Gouvernement, l'article 85 ter, ajourhant la péréquation des retraites.

La Commission a repris, enfin, les articles 85 quinquies (prise en compte pour la retraite d'une somme de 400 frs) , 85 septies (exclusion de l'entrée en compte pour la retraite de toute période ne correspondant pas à des services effectifs) et 86 quinquies (interdiction du cumul de la retraite du combattantet d'un traitement).

La Commission des Finances s'est réunie à 14 heures 30 sous la Présidence de M. Joseph Caillaux. Elle a entendu M. le Ministre du Budget sur le texte revenant de la Chambre. La Commission a maintenu son précédent texte sur les art. 61 et 84 - (Impôt sur le revenu et révision des indemnités) - Elle a établi un nouveau texte sur l'art 83 (fonctionnaires).

19/

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

MARDI 28 FEVRIER 1933

A HUIT HEURES QUARANTE CINQ DU MATIN

ORDRE DU JOUR :

Examen pour rapport au fond du projet de loi modifié par la Chambre des Députés relatif au douzième de Mars et tendant au redressement budgétaire (3me vote)

- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général adjoint

La Commission s'est réunie le 28 Février à 8h. 45 pour examiner le 3ème vote de la Chambre. Elle a entendu M. le Ministre du Budget sur le 3ème vote de la Chambre

Art. 83 : nouveau barème.

Art. 84 : nouveau texte

20/

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA AUJOURD'HUI

MARDI 28 FEVRIER 1933

A DIX SEPT HEURES TRENTE

ORDRE DU JOUR :

Examen pour rapport au fond du projet de loi modifié par la Chambre des Députés relatif au douzième de Mars et tendant au redressement budgétaire (4me Vote).

- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général adjoint.

La Commission des Finances s'est réunie le Mardi 28 Février 1933 à huit heures 30 sous la présidence de M. Joseph Caillaux pour examiner le 4ème vote de la Chambre : Audition du Ministre du Budget.

Art. 83. texte nouveau.

Art. 84. Maintien du précédent texte de la Loi.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

MARDI 7 MARS 1933 à QUATORZE HEURES QUINZE.

21

ORDRE DU JOUR :

I - Communication du Gouvernement.

II - Désignation sous réserve d'un Rapporteur pour le Budget du Ministère de la Guerre et de la défense des territoires d'Outre-Mer.

III -Désignation sous réserve d'un Rapporteur pour le Budget du Ministère du Commerce.

IV - Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. le Comte de BLOIS sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux ouvrages de côtes.(N°23-Année 1933).- M. FARJON, Rapporteur.

V - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. BENDER, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 10 Juillet 1928 autorisant le Gouvernement à garantir la bonne fin des exportations effectuées au profit des administrations ou services publics étrangers (N°21 - année 1933).
- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général adjoint.

VI - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, excluant du bénéfice de l'exemption temporaire de contribution foncière sur les propriétés bâties et des taxes locales, prévue par l'article 31 de la loi du 1er Avril 1926, modifié par la loi du 29 Juin 1929, les immeubles ou portions d'immeubles construits par les sinistrés du Sud-Ouest avec le concours financier de l'Etat, tel qu'il est prévu par les lois des 8 et 16 avril 1930 sur la réparation des dommages de caractère exceptionnel causés par les orages et les crues du 1er au 10 mars 1930. (N°79- année 1933).-
- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général adjoint.

VII - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Ministre de l'Intérieur à engager jusqu'à concurrence de la somme de 4.500.000 francs, les dépenses nécessaires pour la préparation du projet d'aménagement de la Région parisienne et à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit supplémentaire de 100.000 francs sur l'exercice 1932, pour le même objet. (N°54-année 1933).- M. SCHRAMECK, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Sur proposition de son Président, la Commission a décidé de se réunir demain pour examiner le projet de loi relatif à l'émission d'obligations du Trésor.

Elle a procédé ensuite à des désignations de Rapporteurs. M. SARI est nommé Rapporteur du Budget de la Guerre, M. TOURNAN, du Budget du Commerce et M. MANCEAU du Budget de la Santé Publique.

M. FARJON fait alors approuver un projet de loi autorisant l'aliénation, après déclassement, de certains ouvrages des côtes.

La Commission ajourne jusqu'à ce qu'elle ait reçu la réponse du Gouvernement à des questions qu'elle lui a posées, l'examen du projet de loi relatif à l'Assurance-crédit à l'exportation.

Sont adoptés ensuite :

Sur rapport de M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général adjoint, un projet concernant le régime fiscal des constructions édifiées au moyen des indemnités versées aux sinistrés du Sud-Ouest

et, sur rapport de M. SCHAREMCK, un projet destiné à permettre l'établissement d'un plan d'aménagement de la région parisienne. Une modification de forme a été apportée au texte voté par la Chambre des Députés.

22

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira le

MERCREDI 8 MARS 1933 à 15 HEURES et QUART.

ORDRE DU JOUR :

I - Examen, pour rapport au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'émission d'obligations du Trésor pour couvrir à titre définitif l'insuffisance des exercices 1930-31, 1931-32 et 1932.

- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général adjoint.

II - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à abroger les dispositions législatives frappant d'inaliénabilité certains titres délivrés en paiement de dommages de guerre (n°536, année 1932).

- M. ANDRE LEBERT, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

M. GEORGES BONNET, Ministre des Finances, a été entendu au sujet du projet autorisant l'émission d'obligations du Trésor. Il a indiqué les besoins de la Trésorerie d'ici à la fin de l'année.

Des questions ont été posées au Ministre par MM. PIERRE LAVAL, le Comte de BLOIS, FRANCOIS SAINT MAUR, MILAN, HERVEY, LEBERT, VOILIN, MANCEAU et par le Rapporteur Général.

Après le départ du Ministre, une discussion s'est engagée à laquelle ont pris part, MM. PIERRE LAVAL, HERVEY, le Comte de BLOIS, MILAN, CAVILLON, FRANCOIS SAINT MAUR et M. le Président CAILLAUX. La Commission a ensuite approuvé le projet de loi par 25 voix sur 25 votants.

M. LEBERT a fait enfin adopter par la Commission un avis favorable sur le projet de loi abrogeant l'inaliénabilité des titres de dommages de guerre.

Général

Questure

23

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

MERCREDI 15 MARS 1933
A QUATORZE HEURES TRENTE

ORDRE DU JOUR :

1- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Ch. des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères d'un crédit destiné à couvrir, pendant l'exercice 1932, les dépenses nécessitées par la participation de la France à la Conférence générale de limitation et de réduction des armements (N° 53 - année 1933).
- M. HENRY BERENGER, Rapporteur.

2-Examen pour rapport au fond, du projet de loi adopté par la Ch. des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères d'un crédit pour la délégation française à la Conférence internationale de Lausanne (N° 68 - an. 1933).
- M. HENRY BERENGER, Rapporteur.

3- Examen pour rapport au fond, du projet de loi adopté par la Ch. des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères d'un crédit pour contribution à l'aide apportée aux victimes de la catastrophe de Neukirchen (N° 78-an. 1933)
- M. HENRY BERENGER, Rapporteur.

4- Désignation d'un rapporteur pour les budgets :
1°) des COLONIES ;
2°) du TRAVAIL et de la PREVOYANCE SOCIALE ;
3°) des MONNAIES & MEDAILLES.

5- Examen pour rapport au fond, du projet de loi, modifié par la Ch. des Députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés .
- M. Marcel REGNIER, Rapporteur général adjoint.

6- Examen, pour rapport au fond du projet de loi adopté par la Ch. des Députés, tendant à exonérer du droit de timbres des valeurs mobilières, les titres des Sociétés marocaines qui ont déjà acquitté cet impôt dans la zone française de l'Empire chérifien (N° 74 - année 1933).
- M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général adjoint.

7- Examen pour rapport au fond de la proposition de loi, adoptée par la Ch. des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Ch. des Députés, tendant à l'ouverture au Ministre de l'Intérieur, au titre du budget général de l'exercice 1932, d'un crédit supplémentaire pour " subventions et secours pour la réparation des dommages causés et la reconstitution des capitaux détruits par les calamités publiques au cours de l'année 1931 et d'un crédit supplémentaire pour secours d'extrême urgence aux victimes des calamités publiques (N° 744 - année 1932).
- M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général adjoint.

8- Examen pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant au remboursement de certaines amendes infligées pendant la guerre 1914-1918 par l'autorité allemande, à des Alsaciens et Lorrains (N° 94- an-1933). - M. HERVEY, Rapporteur.

L'Ordre du jour de la séance de la

COMMISSION DES FINANCES du MERCREDI 15 MARS 1933

à QUATORZE HEURES TRENTE, est complété comme suit:

.....

IX - Examen pour rapport au fond du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à diminuer le taux de la redevance dûe par les organismes d'habitations à bon marché (N°100 - Année 1933).

M. ANATOLE MANCEAU, Rapporteur.

La Commission des Finances s'est réunie le Mercredi 15 Mars 1933, à 14 heures 30, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Sur rapports de M. HENRY BERENGER, elle a adopté successivement les projets de loi relatifs aux dépenses de la délégation française à la Conférence du désarmement et à la Conférence de Lausanne, ainsi que la contribution française de 500.000 frs aux victimes de la catastrophe de Neunkirchen.

Procédant à la nomination de Rapporteurs, la Commission des Finances a désigné, comme Rapporteur du Budget des Colonies, M. le Général STUHL; comme Rapporteur du Budget du Travail et de la Prévoyance sociale, M. CAVILLON; comme Rapporteur du Budget des MONNAIES et MEDAILLES, M. ALFRED BRARD.

M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général adjoint, a ensuite présenté un rapport tendant à l'adoption du projet de loi, modifié par la Chambre, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés.

Après des observations présentées par M. FRANCOIS SAINT MAUR, la Commission a approuvé les conclusions de son Rapporteur Général.

Elle a également adopté, sur le rapport de M. MARCEL REGNIER, un projet de loi qui exonère du droit de timbre des valeurs mobilières les titres des Sociétés marocaines ayant déjà acquitté cet impôt dans la zone française de l'empire chérifien.

Puis la Commission a abordé l'examen de la proposition de loi concernant la réparation des dommages causés en 1931 et en 1932 par les calamités publiques et ouvrant à cet effet un crédit de 305 millions.

M. MARCEL REGNIER a rappelé l'état de la question et exposé les inconvénients, dans la situation présente de nos finances publiques, du texte voté par la Chambre des Députés. Une importante discussion s'est ensuite engagée à laquelle ont pris part, outre le Rapporteur Général et le Président, MM. de BLOIS, LEON PERRIER, TOURNAN, PIERRE LAVAL, ALBERT MAHIEU, FRANCOIS SAINT MAUR et JEAN PHILIP.

La plupart des orateurs ont souligné l'impérieuse nécessité de mettre un terme à toutes les prodigalités et aussi le caractère illusoire qu'aurait un crédit sensiblement réduit, qui serait forcément gaspillé en une poussière de secours. Finalement la proposition votée par la Chambre a été rejetée par 13 voix contre 11.

La Commission a enfin adopté :

1°) - sur rapport de M. HERVEY et sous réserve d'une modification de forme, le projet de loi relatif au remboursement de certaines amendes infligées pendant la guerre 1914-1918 par l'autorité allemande à des Alsaciens et Lorrains;

2°) - sur rapport de M. ANATOLE MANCEAu, un projet de loi diminuant le taux de la redevance dûe par les organismes d'habitations à bon marché.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE
MERCREDI 22 MARS 1933
A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

1) Communication d'une lettre de M. le Ministre de l'Intérieur relative à la proposition de loi, modifiée par la Chambre des Députés, ouvrant un crédit extraordinaire destiné à permettre l'allocation de secours aux victimes des calamités de toute nature survenues au cours des années 1931 et 1932.
2) Désignation d'un Rapporteur pour le BUDGET des PENSIONS.
3) Désignation d'un Rapporteur pour le BUDGET des SERVICES PENITENTIAIRES.
4) Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés. (N° 139 - année 1933) - M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général adjoint.

5) Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit de un million sept cent mille francs pour participation du Ministère de l'Education Nationale aux frais de trois grandes opérations scientifiques internationales ; année polaire internationale, éclipse totale du soleil, détermination des longitudes mondiales (N° 130 - Année 1933).
- M. JEAN PHILIP, Rapporteur.

6) Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport supplamentaire de M. LEBLANC sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 1384 du Code Civil en ce qui concerne la responsabilité des membres de l'enseignement public (N° 850 - Année 1932).
- M. JEAN PHILIP. Rapporteur.

7) Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. HAMELIN sur la proposition de loi de M. de MONZIE ayant pour objet de généraliser l'usage du chèque postal (N° 102 - Année 1933).
- M. TOURNAN, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 22 Mars 1933, à 15 Heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

M. HERVEY a d'abord été nommé membre de la Commission instituée par l'article 78 de la loi du 28 Février 1933 et chargée d'étudier le régime administratif et la gestion des offices et de proposer toutes réformes utiles.

Puis la Commission a procédé à la désignation de ses rapporteurs pour les Budgets des Pensions et des Services pénitentiaires. M.M. BABAUD-LACROZE et LISBONNE ont été respectivement nommés.

La Commission a ensuite entendu M. le Ministre de l'Intérieur sur la proposition de loi, qu'elle avait rejetée dans sa séance précédente, et qui est relative au crédit pour la réparation des dommages provoqués par les calamités publiques en 1931 et 1932. M. CAMILLE CHAUTEMPS, après avoir fait l'historique de la question, a rappelé que les années 1931 et 1932 constituent en somme une période transitoire, une caisse de solidarité devant fonctionner dès 1933 pour les sinistres ultérieurs, et, dans ces conditions, il a vivement insisté pour que la Commission revienne sur sa décision primitive. Dans un esprit de transaction, il a d'ailleurs proposé que les crédits soient limités à 100 millions pour chacune des deux années, étant entendu que, en ce qui concerne les dommages individuels seraient seules indemnisées les personnes nécessiteuses et que, en tout état de cause, les dégâts aux récoltes seraient écartés.

Des questions ont été posées au Ministre par M.M. MARCEL REGNIER, VOILIN, LEBERT. BABAUD-LACROZE, MILAN, MAHIEU, HERVEY, SARI et HAYAUX.

Après le départ de M. CAMILLE CHAUTEMPS une importante discussion s'est instituée à laquelle ont pris part M.M. le Président CAILLAUX, MARCEL REGNIER, LEON PERRIER, TOURNAN, MILAN, LE GENERAL STUHL, CUMINAL, SCHRAMECK et LAVAL, et à la suite de laquelle M. le Président CAILLAUX a mis aux voix les suggestions présentées. La Commission a d'abord repoussé la proposition de refuser de nouveau tout crédit. Puis elle a décidé, conformément à un principe qui s'était fait jour au cours du débat précédent, de réserver les indemnités aux collectivités publiques et d'en exclure formellement tous les particuliers. Le chiffre des crédits a été enfin mis en discussion Dans un esprit de conciliation, la somme de 100 millions a été adoptée, étant précisé qu'elle s'appliquerait aux dommages subis pendant les deux années 1931 et 1932.

Un rapport a été ensuite présenté par M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général adjoint sur le projet de loi concernant un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour 1932. Conformément aux traditions parlementaires, ce crédit a été adopté sans discussion.

M. JEAN PHILIP a fait adopter deux avis favorables : l'un relatif au projet de loi portant ouverture d'un crédit de paiement en exécution d'engagements déjà votés pour la participation de la France aux frais d'opérations scientifiques internationales; l'autre visant la proposition de loi, déjà adoptée par la Chambre, et qui modifie la responsabilité des membres de l'Enseignement public à l'occasion d'accidents causés aux enfants ou par les enfants placés sous leur surveillance.

La Commission a enfin approuvé les conclusions d'un avis de M. TOURNAN défavorable à l'adoption d'une proposition de loi ayant pour but de rendre obligatoire l'emploi du chèque postal pour les commerçants. . . . . .

Le Président a fait confirmer par la Commission l'organisation d'un contrôle des Budgets de la Guerre, de la Marine et de l'Air.
Des inspecteurs des Finances seront chargés de ce contrôle sous la direction des vice-présidents de la Commission.

25

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE
MERCREDI 29 MARS 1933
A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

1- Exemen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. RAYNALDY, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de la Convention passée à Paris le 3 octobre 1932 entre la France et l'Italie pour éviter à l'importation les doubles impositions en matière d'impôts sur le chiffre d'affaires et de taxe sur les échanges (N° 163, année 1933).
- M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général adjoint.

2- Examen pour rapport au fond, du projet de loi adopté par la Ch. des Députés, reportant au 31 mars 1933 la limite d'utilisation du crédit de 110 millions mis à la disposition du Ministre de la Marine Marchande par la loi du 3 mars 1932 (N° 173, année 1933).
- M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général adjoint.

3- Examen pour rapport au fond, du projet de loi adopté par la Ch. des Députés, fixant les coefficients applicables en 1933 pour l'évaluation forfaitaire des bénéfices agricoles en matière d'impôts sur les revenus (N°186 an. 1933)
- M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général adjoint.

4- Examen pour rapport au fond, du projet de loi adopté par la Ch. des Députés, tendant à relever, à dater du 1er janv. 1933, le maximum des avances que l'Etat est autorisé à consentir en application de la loi du 13 juil. 1928 sur les habitations à bon marché et les logements à loyer moyen (N° 164- année 1933).
- M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général adjoint.

5- Examen pour rapport au fond, du projet de loi adopté par la Ch. des Députés portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1932, au titre du Budget général et des Budgets annexes.
- M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général adjoint.

6- Examen pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. A. MOUNIE sur le projet de loi adopté par la Ch. des Députés, ayant pour objet de modifier le régime des succursales algériennes de la Caisse Nationale d'Epargne (N°172- année 1933) - M. Pierre ROBERT, Rapporteur.

7°, Examen pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. le Comte de LEUSSE sur le projet de loi adopté par la Ch. des Députés ayant pour objet la fusion de l'Office National du Combattant avec l'Office National des Mutilés et réformés de la guerre (N° 166 - année 1933).
- M. BABAUD-LACROZE, Rapporteur.

8- Examen officieux du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1933.
BUDGET DES DEPENSES :
Services judiciaires : M. LISBONNE, Rapporteur
Services pénitentiaires: M. LISBONNE, Rapporteur
Légion d'Honneur : M. FRANÇOIS-ST-MAUR, Rapporteur.

La Commission des Finances s'est réunie le Mercredi 29 Mars 1933, à quinze heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a d'abord accepté les termes d'un avis de M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général adjoint, favorable à l'adoption du projet qui ratifie la convention passée entre la France et l'Italie en vue d'éviter certaines doubles impositions.

Sur rapport de M. MARCEL REGNIER ont été également adoptés deux projets: l'un relatif aux coefficients applicables en 1933 pour l'assiette de l'impôt sur les bénéfices agricoles; l'autre concernant la prorogation au 31 Mars 1933 du délai d'utilisation du crédit de 110 millions mis à la disposition du Ministre de la Marine Marchande pour permettre à la Cie Gle Transatlantique de continuer l'exploitation de ses lignes jusqu'à sa réorganisation. Ce dernier projet a donné lieu à un bref échange de vue auquel ont pris part outre M. le Président CAILLAUX et M. le Rapporteur Général Adjoint, MM. SCHRAMECK, HERVEY et MAHIEU.

La Commission est ensuite passée à l'examen du projet de loi ayant trait à la cinquième tranche d'application de la loi du 13 Juillet 1928 sur les habitations à bon marché et les logements à loyers moyens.

Après un exposé sur la question de M. MARCEL REGNIER une importante discussion s'est instituée dans laquelle sont intervenus MM. SCHRAMECK, VOILIN, MAHIEU, SARI, LAVAL, MILAN. Il a été finalement décidé que MM. les Ministres des Finances et de la Santé Publique seraient entendus demain soir.

Le Collectif de crédits supplémentaires sur l'exercice 1932 a fait l'objet d'un exposé de M. le Rapporteur Général Adjoint qui a proposé un certain nombre de réductions. Les conclusions de M. MARCEL REGNIER ont été adoptées après une série d'observations présentées par MM. LAVAL, BERENGER, MAHIEU PERRIER. Le Chapitre 14 Bis (nouveau) introduit par la Chambre des Députés et qui comporte un crédit de 200 millions pour réparations des dommages dûs aux calamités publiques survenues en 1931 et 1932 a été notamment disjoint, le Sénat étant saisi d'une proposition spéciale à cet égard.

Après avoir adopté deux avis favorables, l'un de M. PIERRE ROBERT sur le projet modifiant le régime des succursales algériennes de la Caisse Nationale d'Epargne, l'autre de M. BABAUD-LACROZE sur le projet fusionnant l'Office National du Combattant avec l'Office National des Mutilés et réformés de la Guerre, la Commission a commencé l'examen officieux des Budgets de dépenses pour 1933.

Le Budget des Services judiciaires a fait l'objet d'un exposé de M. LISBONNE. Au Chapitre 9 (Cour d'Appel - Personnel) la réforme proposée par le Gouvernement et repoussée par la Chambre, de réduire de 5 à 3 le nombre des Conseillers dans les Cours d'Appel a donné lieu à une discussion. Outre M. Le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général Adjoint et M. le Rapporteur spécial, MM. BABAUD LACROZE, GENERAL HIRSCHAUER, LEON PERRIER, ont pris la parole. La décision de la Chambre a été ratifiée étant entendu que la question de fond demeurait entière. Sur le Chap. 11 (Tribunaux de 1ère instance - Personnel) M. LISBONNE a développé une série d'observations et de suggestions tendant au "binage" de certains tribunaux.

M. LISBONNE a ensuite présenté son rapport sur le Budget des Services pénitentiaires. Le Chap. 15 (Transfèrements cellulaires) a été réservé. Le total des réductions opérées sur l'ensemble du Budget de la Justice s'élève à 251.000 francs.

Le Budget annexe de la Légion d'Honneur a été enfin adopté conforme au vote de la Chambre après un exposé détaillé de M. FRANCOIS SAINT MAUR qui a développé un certain nombre de suggestions tendant à augmenter les recettes de ce Budget.

26

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA :

1° Le JEUDI 30 MARS 1933
A DIX-HUIT HEURES

ORDRE DU JOUR :

- Audition de MM. les Ministres des FINANCES et de la SANTE PUBLIQUE sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à relever à dater du 1er Janvier 1933 le maximum des avances que L'Etat est autorisé à consentir en application de la loi du 13 Juillet 1928 sur les habitations à Bon Marché et les Logements à loyers moyens.
M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général adjoint.

2° Le VENDREDI 31 MARS 1933
A DIX HEURES TRENTE DU MATIN

ORDRE DU JOUR :

- Examen pour rapport au fond du projet de loi adopté par la Chambre des députés portant :
1°) Ouverture sur l'exercice 1933 de crédits provisoires applicables aux mois d'Avril et de Mai 1933.
2°) Autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics.
M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général adjoint.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Jeudi 30 Mars 1933, à 18 Heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a entendu immédiatement les Ministres des Finances et de la Santé Publique sur le projet de loi relatif à la cinquième tranche d'application de la loi sur les habitations à bon marché.

M. DANIELOU a fait d'abord un exposé sur les résultats d'ensemble obtenus en exécution de la loi Loucheur. Il a indiqué les montants annuels des avances déjà faites et les sommes nécessaires à l'achèvement du programme. Le Ministre de la Santé Publique a esquissé en outre les grandes lignes de l'oeuvre qu'il s'efforce d'accomplir dans ce domaine. En terminant il a insisté pour que le projet soit adopté.

M. le Ministre des Finances a ensuite donné des explications très détaillées sur le mécanisme financier de la loi sur les H.B.M. et aussi d'autres lois sociales dont la charge pèse temporairement sur le Trésor.

De nombreuses et importantes questions ont été posées aux Ministres par MM. HERVEY, FOURCADE, LAVAL, FRANCOIS SAINT-MAUR, BIENVENU-MARTIN, PERRIER, de LA GRANGE, CAVILLON, VALADIER, PIERRE ROBERT. Elles ont porté plus particulièrement sur l'éventualité de suspendre tout nouvel engagement ou d'en modifier le financement et sur l'organisation du contrôle technique de la gestion des Offices et des Sociétés d'habitations à bon marché.

Après le départ des Ministres, la Commission a délibéré. M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général adjoint, M. BIENVENU MARTIN, M. MAHIEU, M. VALADIER ont pris la parole .

Il a été finalement décidé , étant donné la multiplité des charges qui incombent à la Trésorerie à l'heure actuelle, d'ajourner le projet .

27

La séance de la COMMISSION des FINANCES du VENDREDI 31 MARS 1933 à 10 heures 30 est reportée à

QUATORZE HEURES QUINZE,

avec le même ordre du jour.

ADDITIF à l'ordre du jour de la séance de la Commission des Finances du Vendredi 31 Mars à 17 heures.

- Rapport de M. Marcel REGNIER, sur le collectif de crédits sur l'exercice 1932 (2e vote).

La Commission des Finances s'est réunie le Vendredi 31 Mars 33 à 17 heures.

Elle a disjoint du collectif le crédit de 200 millions pour les calamités publiques.

Elle a ensuite procédé à l'examen des deux lettres d'Avril et de Mai rectificatives et elle a apporté les modifications suivantes :

art 1er. Diminution de 6 millions.
art 6. (Alcool). nouveau texte. Contingent 1.850.000 hl. limités à la campagne 33-34
Art 9 bis. Rejet.
Art 30 bis. Disjonction.

28/

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

MERCREDI 5 AVRIL 1933

à 15 HEURES

Ordre du Jour :

Suite de l'examen officieux du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1933.

Budget des dépenses :

AGRICULTURE..... Rapporteur : M. CHAUVEAU

MARINE MARCHANDE..... - M. CHARABOT

COMMERCE..... - M. TOURNAN

SANTE PUBLIQUE ..... - M.EMILE SARI

La Commission des Finances s'est réunie le Mercredi 5 Avril 1933, à 15 Heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX. pour poursuivre l'examen officieux du Budget de dépenses .

M. CHAUVEAU a d'abord présenté son Rapport sur le Budget de l'Agriculture. Après avoir souligné l'effort de compression réalisé depuis un an dans ce Ministère, le Rapporteur spécial a examiné les différents chapitres et proposé un certain nombre de dimunitions. Les décisions de la Commission se sont finalement traduites par une économie de 6 millions environ . Voici les principales réductions qui ont été opérées : au Chapitre 19 (Encouragement à l'Agriculture), après un débat auquel ont pris part outre M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général adjoint et M. CHAUVEAU, MM. TOURNAN , PERRIER, LAVAL, SCHRAMECK : 100.000 francs.

Chapitre 20 (Subventions aux Offices agricoles), après observations de MM. MARCEL REGNIER, CHAUVEAU, GENERAL HIRSCHAUER, FRANCOIS SAINT MAUR, 1 million de francs.

Chapitre 30 (Défense sanitaire des végétaux), 500.000 francs

Chapitre 90 (Acquisitions de forêts) 1 million de francs

également

Des observations ont été présentées au Chapitre 18 par M. FRANCOIS SAINT MAUR a propos de l'apprentissage agricole et horticole

Ont été réservés, outre les Chapitres non votés par la Chambre, les Chapitres 28 (Inspection phytopathologique), 55 (Personnel des haras) et 97 (Essai de gemmage en régie dans les forêts domaniales de la région landaise)

La Commission a ensuite adopté, sur rapport de M. LISBONNE, le chapitre 15 précédemment réservé du Budget des Services pénitentiaires (matériel des Etablissements pénitentiaires). Un abattement de 200.000 francs a été opéré.

M. CHARABOT a présenté son Rapport sur le Budget de la Marine Marchande, dont il convient de remarquer que les chapitres les plus importants (lignes contractuelles et Etablissement des Invalides de la Marine) n'ont pas encore été votés par la Chambre. Prenant la parole après M. CHARABOT dans la discussion générale, M. SCHRAMECK a cependant insisté sur la nécessité de réviser les conventions qui lient l'Etat aux Compagnies de navigation maritime. Passant ensuite à la discussion des Chapitres, la Commission a procédé à un certain nombre d'économies s'élevant à un total approximatif de 10.700.000 francs, conformément aux propositions de son Rapporteur. La principale qui s'élève à 8 millions de francs porte sur le Chapitre 29 (Encouragement à l'industrie des grandes pêches maritimes).

Le Budget du Ministère du Commerce a fait enfin l'objet d'un exposé de son Rapporteur M. TOURNAN.

Le total des réductions opérées atteint environ 1.640.000 francs. Les économies portent essentiellement sur chapitre 16 relatif aux frais de fonctionnement des postes d'attachés commerciaux. Après observations de MM. TOURNAN et CHARABOT, le Chapitre 22 (Subventions à l'Office national des matières premières utilisées en droguerie, en distillerie et en parfumerie) a été supprimé. Le Chapitre 15 qui vise les émoluments des attachés commerciaux a été réservé après une discussion à laquelle ont pris part MM. TOURNAN, MARCEL REGNIER, HERVEY et BABAUD-LACROZE.

29/

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

VENDREDI 7 AVRIL 1933 à 15 HEURES.

Ordre du Jour :

I - Suite de l'examen officieux du projet de loi portant fixation du Budget Général de l'Exercice 1933.

Budget des Dépenses:		
Marine Militaire :..	Rapporteur :	M. FARJON
Santé Publique :....	- :	M. EMILE SARI
Chemins de Fer :....	- :	M. VALADIER
Colonies :	- :	M.le Général STUHL
Travaux Publics:....	- :	M. MILAN
Beaux-Arts:.....	- :	M. FOURCADE

II - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture : 1°) d'un crédit de trois millions de francs pour secours aux sinistrés de la catastrophe de Caluire-et-Cuire; 2°) d'un crédit de douze millions de francs pour secours aux victimes des inondations du 29 septembre 1932 dans les départements du Var et des Alpes-Maritimes (n°140-année 1933).
- M. SCHRAMECK, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Vendredi 7 Avril 1933,à 15 Heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Examinant en premier lieu le projet de loi, adopté par la Chambre et relatif à l'ouverture d'um crédit de 15 millions pour secours aux sinistrés de la catastrophe de Caluire-et-Cuire et aux victimes des inondations subies en 1932 par les Départements du Var et des Alpes-Maritimes, la Commission a estimé, sur la proposition de son Rapporteur M. SCHRAMECK, et après observations de M. le Président CAILLAUX et de MM. PERRIER et de BLOIS, qu'il n'y avait pas lieu de passer à la discussion des articles: les ressources nécessaires pour accorder les secours indispensables aux sinistrés en question doivent être en effet prélevées sur les crédits récemment votés pour les calamités publiques en général.

La Commission a repris ensuite l'examen officieux du Budget des dépenses.

Le Budget de la Marine Militaire a fait l'objet d'un exposé de M. FARJON. Des réductions de crédits ont été opérées pour un montant approximatif de 3 millions. Outre M. le Rapporteur Général adjoint, M. le Rapporteur spécial, MM. de BLOIS, HERVEY, Général STUHL, PERRIER, MAHIEU ont pris la parole dans la discussion qui s'est appliquée notamment au chapitre 13 (traitement de table et frais de réception des autorités à l'occasion des fêtes et des missions officielles) qui a été réservé, au chapitre 29 et H (Salaires de l'artillerie navale), et au Chapitre I (Achat de matières de l'artillerie navale). La Commission a également envisagé les réformes profondes qui seraient susceptibles de produire des économies sensibles dans le budget de la Marine. MM. MAHIEU, de BLOIS, SARI et FARJON ont développé à ce sujet des observations très intéressantes .

Le Budget de la Santé Publique a été ensuite présenté par M. EMILE SARI, au nom du Rapporteur Spécial,M. ANATOLE MANCEAU, empêché d'assister à la séance.

Les crédits votés par la Chambre ont été réduits d'une somme de 3 millions environ . Les Chapitres 16, 16 bis et 16 Ter relatifs aux habitations a bon marché ont fait l'objet d'une importante discussion à laquelle ont pris part M. le Président CAILLAUX ,MM. MARCEL REGNIER, SARI, BIENVENU-MARTIN, MAHIEU, FRANCOIS SAINT MAUR, HERVEY, CAVILLON, LAUDIER, MILAN, le Général STUHL et PERRIER . Ces chapitres ont été finalement réservés.

M. FOURCADE a ensuite exposé son rapport sur le budget des Beaux-Arts Un débat s'est institué sur le Chapitre 31 (Théâtres nationaux),qui a été réservé,après observations de M. le Rapporteur Spécial et de MM. BIENVENU-MARTIN, CAVILLON et HERVEY. Au Chapitre 51 (Monuments historiques) le crédit

voté à la Chambre a été maintenu, après un échange de vue auquel ont pris part MM. FOURCADE, BABAUD LACROZE et CAVILLON. Le total des réductions opérées par la Commission atteint approximativement 1.500.000 francs.

Le Budget des Chemins de fer a été présenté par M. VALADIER. La diminution des crédits de 107.000 francs, qui a été réalisée, porte sur les dépenses des personnels affectés au contrôle.

Sur rapport de M. le Général STUHL, le Budget des Colonies a enfin été adopté avec un abattement sur les crédits votés à la Chambre de 1 million de francs environ.

A l'occasion du Budget de la Marine militaire, M. le Pl Albert Mahieu, chargé de contrôler l'utilisation des crédits mis à la disposition du département, a lu le compte de sa mission.

Il a appelé l'attention de la Commission sur les points suivants:

1/ possibilité de réduire les prix unitaires de construction,
2/ utilisation plus rationnelle des chantiers de l'Etat et emploi de la spécialisation des ouvriers,
3/ modernisation de l'outillage,
4/ faire appel plus large à la concurrence,
5/ nombre élevé des officiers à terre,
6/ intérêt d'envoyer aux colonies les bâtiments désarmés,
7/ défense navale des colonies.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

LUNDI 10 AVRIL 1933 à 15 HEURES.

Ordre du Jour :

I - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Ministre de l'Agriculture à allouer des primes dans la limite de 20 millions de francs en vue d'encourager l'emploi des blés indigènes pour des usages autres que l'alimentation humaine et la fabrication de l'alcool. (n°231-année 1933)
-Audition de M. le Ministre de l'Agriculture.
M. CHAUVEAU, Rapporteur.

II - Suite de l'examen officieux du Budget général de l'exercice 1933:
Budget des Dépenses:
Travaux Publics :..... M. MILAN, Rapporteur
Mines et Forces Hydrauliques : M. DE LA GRANGE, Rapporteur
Guerre et Défense des Territoires d'Outre-Mer ..... M. EMILE SARI, Rapporteur
Enseignement Technique : M. CUMINAL, Rapporteur
Ecole Centrale .....: M. CUMINAL, Rapporteur

Réunie hier, à 15 Heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX, la Commission sénatoriale des Finances a immédiatement procédé à l'audition du Ministre de l'Agriculture sur le projet de loi voté Vendredi par la Chambre et relatif à la défense du marché du blé, notamment grâce à l'ouverture d'un crédit de 20 millions destiné à favoriser la vente de certains blés à la consommation animale.

M. QUEUILLE a exposé les résultats satisfaisants des expériences poursuivies dans les écoles d'agriculture sur les méthodes de dénaturation du blé pour les usages autres que l'alimentation humaine et les possibilités qu'offre dans ces conditions le débouché de la consommation animale, non seulement pour dégager le marché du blé, mais encore pour diminuer les importations des céréales secondaires. Après avoir analysé les différents articles du projet, M. le Ministre de l'Agriculture a défendu le texte voté à la Chambre et en a demandé l'adoption . Avant de se retirer, il a répondu aux questions que lui ont posées M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général Adjoint, MM. CHAUVEAU MAHIEU, de WENDEL, SCHRAMECK. Ces questions ont visé plus particulièrement l'article 1 bis, qui prévoit pour l'Etat la possibilité d'imposer aux minotiers l'acquisition d'une partie des blés reportés, l'article 2 bis, qui étend le champ d'application de la loi du 26 Janvier 1933, et aussi d'une façon générale le système du bon d'importation et le régime actuel de la taxation du pain et de la farine .

La Commission a ensuite délibéré sur le projet , M. CHAUVEAU, Rapporteur spécial a développé ses conclusions. Après observations de M. MARCEL REGNIER, l'article ler, concernant la dénaturation des blés destinés à la consommation animale, a été adopté. L'article 1 bis a fait l'objet d'une discussion à laquelle ont pris part MM. CHAUVEAU, MARCEL REGNIER, PERRIER, VALADIER, CAVILLON. Il a été finalement rejeté par 12 voix contre 6. Les articles 2, 2 bis, 3 et 3 bis ont été enfin adoptés, sous réserve de modifications de forme et de classement.

La Commission a alors repris l'examen officieux du budget des dépenses.

M. MILAN a présenté son rapport sur le budget des Travaux Publics. M. le Rapporteur Général Adjoint , M. le Rapporteur Spécial, MM. BIENVENU-MARTIN de BLOIS, PERRIER, VOILIN, FRANCOIS SAINT MAUR, ont pris la parole dans la discussion des crédits, qui ont subi un abattement global d'environ 12 millions. Le Chapitre 64, relatif à l'Office national du Tourisme, a été réservé. Les Chapitres relatifs aux Mines et aux Forces Hydrauliques ont fait l'objet d'un Rapport de M. de LA GRANGE.

La Commission a ensuite examiné les Budgets de l'Enseignement Technique et de l'Ecole Centrale. M. CUMINAL, Rapporteur Spécial, a développé une série d'observations portant notamment sur la taxe d'apprentissage. Puis les Chapitres ont été adoptés , Le montant des économies réalisées sur les crédits voté à la Chambre atteint approximativement 2.300.000 francs.

Le Budget des Finances a été enfin mis en discussion. Il a donné lieu à un exposé de son Rapporteur Spécial, M. MARCEL REGNIER. Sur propositions de ce dernier, la Commission a fait subir aux crédits une réduction globale de 86 millions de francs environ.

31

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA

DEMAIN MARDI APRES MIDI 11 AVRIL 1933

aussitôt après le vote en séance publique du projet de loi relatif aux blés.

ORDRE DU JOUR :

1°- Examen pour rapport au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Gouvernement à fixer par décret le poids de la pièce de 5 frs en nickel.
- M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général adjoint.

II°- Suite de l'examen officieux du Budget général de l'exercice 1933.

Budget des Dépenses :

1°) SANTE PUBLIQUE, Chapitres réservés relatifs aux habitations à bon marché.
- M. Emile SARI, Rapporteur.

2°) GUERRE et DEFENSE des TERRITOIRES d'OUTRE-MER, - M. Emile SARI, Rapporteur

3°) SERVICES D'ALSACE LORRAINE, M. HERVEY, Rapporteur.

4°) IMPRIMERIE NATIONALE, M. VOILIN, Rapporteur.

Réunie hier sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX, la Commission sénatoriale des Finances a tout d'abord adopté les conclusions favorables du Rapport de M. MARCEL REGNIER, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés et relatif au poids de la pièce de cinq francs en nickel.

Puis elle a repris l'examen officieux des budgets de dépenses. Les Chapitres 16, 16 bis et 16 ter du Ministère de la Santé Publique (habitations à bon marché), qui avaient été précédemment réservés ont été adoptés, après observations de MM. SARI, BIENVENU MARTIN, FRANCOIS SAINT MAUR, avec une réduction de 110 millions en chiffres ronds.

Le Budget de la Guerre et de la Défense des Territoires d'Outre-mer a été ensuite mis en discussion . Il a fait l'objet d'un exposé détaillé de son Rapporteur Spécial , M. SARI, qui a souligné l'effort de compression déjà réalisé et indiqué les grandes lignes des réformes susceptibles de procurer de nouvelles économies, notamment dans les ateliers militaires. M. le Général HIRSCHAUER, M. le Général STUHL, MM. VOILIN et PERRIER ont pris la parole dans la discussion générale. La Commission a adopté les Chapitres en leur faisant subir, sur la proposition de son Rapporteur, un abattement global de 12 millions environ, après un ample débat auquel ont participé, outre M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général Adjoint et M. SARI, MM. le Général HIRSCHAUER, VOILIN, de WENDEL, le Général STUHL, CAVILLON, de BLOIS.

M. HERVEY a ensuite présenté son Rapport sur le Budget des Services d'Alsace et de Lorraine. Les économies réalisées atteignent approximativement un million . Le Chapitre 155 a été réservé.

La Commission a enfin adopté sur rapport de M. VOILIN, les crédits du Budget de l'Imprimerie Nationale.

32

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

MERCREDI 12 AVRIL 1933
A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

Suite de l'examen officieux du Budget général de l'exercice 1933 :

BUDGET DES DEPENSES

MONNAIES & MEDAILLES	Rapporteur : M. ALFRED BRARD
EDUCATION NATIONALE	Rapporteur : M. JEAN PHILIP
TRAVAIL & PREVOYANCE SOCIALE	Rapporteur : M. EDMOND CAVILLON
AIR	Rapporteur : M. le Général HIRSCHAUER.
REGIONS LIBEREES	Rapporteur : M. ANDRE LEBERT
POUDRES	Rapporteur : M. DE WENDEL
INTERIEUR	Rapporteur : M. SCHRAMECK

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le 12 Mars 1933, à 15 Heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

M. BRARD a présenté son rapport sur le budget annexe des Monnaies et Médailles. Les crédits ont été adoptés après avoir été réduits de 7 millions environ.

Puis, le budget de l'Education Nationale a été mis en discussion. Il a fait l'objet d'un exposé de son Rapporteur spécial, M. JEAN PHILIP. M. le Président CAILLAUX, M. Le Rapporteur Général Adjoint, M. JEAN PHILIP et MM. TOURNAN, Général HIRSCHAUER, Général STUHL, de BLOIS, HERVEY, PERRIER et FRANCOIS SAINT MAUR ont pris la parole dans la discussion des Chapitres qui a porté notamment sur le Chapitre 51 (Observatoire de Paris) le Chapitre 74 (Subvention à l'Institut international de coopération intellectuelle) le chapitre 132 (Subvention à l'Office national des Pupilles de la Nation). C'est à propos du Chapitre 78 (Lycée de garçons) qu'a été débattue la question de la gratuité dans l'enseignement secondaire. Il a été finalement décidé que celle-ci ne serait pas étendue à toutes les classes, mais seulement, selon la méthode progressive des années précédentes, à la Classe de 3ème seulement. Le montant des économies réalisées sur les crédits votés à la Chambre atteint approximativement 23 millions.

M. LEBERT a présenté son rapport sur le budget des Régions Libérées. Sur le chapitre 1er (Personnel de l'administration centrale) une discussion s'est instituée à propos de l'incorporation dans d'autres administrations des fonctionnaires des régions libérées et la disparition de ces services. M. le Président CAILLAUX, M. MARCEL REGNIER, M. LEBERT, MM. VALADIER, de BLOIS et HERVEY, ont pris successivement la parole. Puis les chapitres ont été adoptés avec les chiffres de crédits votés à la Chambre. Cependant les chapitres 9 et 11 (Règlement de dommages de guerre) que la Chambre a disjoints pour les mettre à la charge de la Trésorerie, ont été réintégrés dans le Budget après avoir d'ailleurs subi des abattements.

Passant au Budget du Ministère du Travail, la Commission a entendu un exposé de son Rapporteur Spécial M. CAVILLON. Puis elle a adopté les chapitres, après observations de M. le Président CAILLAUX, de M. le Rapporteur Général Adjoint, MM. CAVILLON, HERVEY, VOILIN, FRANCOIS SAINT MAUR. Les crédits ont été diminués au total de 8 millions environ.

La Commission a ensuite examiné le Budget du Ministère de l'Air. M. le Général HIRSCHAUER, Rapporteur Spécial, a fait un exposé général sur le développement de l'aviation et la politique suivie dans ce domaine. Les crédits ont été votés avec un abattement global de 21 millions environ.

Le Budget annexe des Poudres a enfin été adopté sur rapport de M. de WENDEL qui a présenté une série d'observations générales portant notamment sur la question du benzol, de l'alcool, l'office de Toulouse et la politique des engrais azotés. Le Chapitre 30 (Outillage de l'exploitation industrielle) a donné lieu à un important débat auquel ont participé outre M. le Président CAILLAUX, M. MARCEL REGNIER, M. de WENDEL, MM. CHARABOT et PERRIER.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

JEUDI 13 AVRIL 1933

A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

Suite de l'examen officieux du Budget général de l'exercice 1933.

1- Budget des dépenses :

MARINE MARCHANDE (Chapitres réservés)
Rapporteur : M. CHARABOT.
P.T.T. , Rapporteur M. PIERRE ROBERT
CAISSE D'EPARGNE , Rapporteur M. PIERRE ROBERT
INTERIEUR, Rapporteur M. SCHRAMECK.

11- Audition de MM. les ministres du Commerce et de l'Education Nationale et de M. le sous-Secrétaire d'Etat chargé des Régions Libérées sur les chapitres réservés des budgets de leurs départements respectifs.

(L'Audition des Ministres commencera à 17 heures environ.)

Réunie hier sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX, la Commission sénatoriale des Finances a d'abord adopté sans les modifier, sur la proposition de M. CHARABOT, Rapporteur Spécial, les Chapitres précédemment réservés du Budget de la Marine Marchande : Chapitre 27 (Protection de la pêche) et Chapitres 34 à 38, relatifs aux Cies de Navigation maritime.

Le Budget du Ministère de l'Intérieur a été ensuite mis en discussion. Après un exposé de M. SCHRAMECK, Rapporteur Spécial, qui a porté notamment sur le fonctionnement de la Caisse de crédit aux collectivités locales, les chapitres ont été votés avec un abattement global de 17 millions environ. Les Chapitres 27 (Police d'Etat), 49 (Lotissements défectueux) ont plus spécialement donné lieu à des échanges de vue auxquels ont pris part M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général Adjoint, M. le Rapporteur Spécial et MM. HERVEY, VOILIN, de BLOIS, CAVILLON, FRANCOIS SAINT MAUR et PERRIER.

Après avoir entendu M. le Ministre du Commerce, la Commission a rétabli les crédits du Chapitre 16 de ce Budget (Attachés commerciaux) qu'elle avait précédemment diminués.

M. PIERRE ROBERT a présenté son Rapport sur les Budgets annexes des P.T.T. et de la CAISSE NATIONALE D'EPARGNE, dont les crédits ont subi une réduction totale atteignant approximativement 58 millions.

La Commission a enfin entendu M. le Ministre de l'Education Nationale sur le Chapitre 31 du Budget des Beaux-Arts (Théâtres nationaux), et M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux Publics sur les chapitres 1er (Personnel) et 13 (Règlement de condamnation) du Budget des Régions Libérées . Après le départ des Ministres, il a été décidé que les subventions aux théâtres nationaux votés à la Chambre ne seraient pas réduites. Puis la Commission a statué sur les chapitres du Budget des Régions Libérées.

34

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

MERCREDI 26 AVRIL 1933 à 15 HEURES.

Ordre du Jour :

Suite de l'examen du Budget général de l'exercice 1933 :

Budget des Dépenses :

Affaires Etrangères : Rapporteur: M. HENRY BERENGER.

Pensions ..... : Rapporteur: M. BABAUD-LACROZE

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

N O T A :- La Commission des Finances commencera le JEUDI 27 AVRIL 1933 à 15 HEURES l'examen de la loi de finances.

Réunie hier, sous la présidence de M. LEON PERRIER, la Commission des Finances a terminé l'examen des Budgets de dépenses pour 1933.

Le Budget du Ministère des Affaires Etrangères a d'abord été mis en discussion. Au début de son exposé, M. HENRY BERENGER, Rapporteur Spécial, a montré l'oeuvre de réorganisation poursuivie par le Quai d'Orsay en accord avec les Commissions des Finances et des Affaires Etrangères des deux Assemblées. Cette réorganisation porte principalement sur deux points essentiels :

1°/ - la concentration et le renforcement autour du Ministre des services jusqu'ici en marge de l'Administration proprement dite du Quai d'Orsay, tels que le service de la Société des Nations et celui des relations commerciales et financières. Cette concentration s'est traduite par l'institution de deux Directeurs politiques adjoints spécialement désignés auprès du Secrétaire Général et du Directeur politique;

2°/ - la réforme complète des services d'information et de presse dans le sens d'une défense plus directe ou plus active des intérêts nationaux en face de la propagande dirigée contre eux par certrains groupements étrangers.

M. HENRY BERENGER a montré que cette double réforme, entreprise par M. HERRIOT et continuée par M. PAUL-BONCOUR s'accomplit dans le cadre des crédits existants et ne fera pas obstacle à la politique d'économies rendue indispensable par les événements.

Le Rapporteur a ensuite proposé sur les différents Chapitres du Budget des Affaires Etrangères un certain nombre de réductions ou de rétablissements qui ont été acceptés par la Commission des Finances. L'économie générale réalisée s'élève environ à 900.000 francs.

M. BABAUD LACROZE a ensuite présenté son rapport sur le budget du Ministère des Pensions. Sur la proposition du Rapporteur spécial, la Commission a fait subir aux crédits une réduction totale dépassant 28 millions.. après une discussion à laquelle ont pris part, outre M. BABAUD-LACROZE, M. MARCEL REGNIER, le Général STUHL, le Comte de BLOIS et M. MAHIEU.-

M. BABAUD LACROZE a par ailleurs annoncé son intention de défendre au cours de l'examen des articles de la loi de finances une série de textes apportant des modifications aux lois organiques, et générateurs, par la suppression d'abus certains d'économies supplémentaires extrèmement importantes.

35

La COMMISSION des FINANCES se réunira

le JEUDI 27 AVRIL 1933 à 15 HEURES

ORDRE DU JOUR :

Suite de l'examen du Budget Général de l'Exercice 1933 :

Loi de Finances - M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général adjoint.

L'audition de M.M. les Ministres des Finances et du Budget aura lieu à 16 heures.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie hier sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX et a poursuivi dans une longue séance l'examen du projet de budget.

La discussion a été ouverte par un exposé d'ensemble de son Rapporteur Général adjoint. Après avoir apprécié les estimations de dépenses et de recettes pour 1933, M. MARCEL REGNIER a évalué le déficit réel du projet soumis au Sénat; puis il a donné des indications détaillées sur l'état de la trésorerie et sur son évolution probable d'ici la fin de l'année; enfin il a esquissé les perspectives du projet de Budget pour 1933.

La Commission a procédé à un bref échange de vues auquel ont participé M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général, MM. MILAN, MAHIEU, FRANCOIS SAINT MAUR, puis à l'audition de M. le Ministre du Budget et de M. le Ministre des Finances.

M. le Ministre du Budget, après avoir rappelé dans quelles conditions et suivant quelle méthode le projet de budget déposé par le Gouvernement avait été établi, a justifié ses prévisions de dépenses et de recettes, sous réserve d'une augmentation des crédits de 280 millions environ qui fait l'objet d'une lettre rectificative adressée à la Commission. M. LAMOUREUX a fait part des différentes mesures qu'il propose pour réduire le déficit et, à cet effet, il a notamment demandé que soient repris un certain nombre d'articles générateurs de ressources qui ont été disjoints par la Chambre du projet gouvernemental. Répondant plus spécialement à des observations présentées par M. le Président CAILLAUX, MM. MARCEL REGNIER et MILAN, M. le Ministre du Budget s'est longuement expliqué sur l'estimation probable des sommes qui seront consacrées en 1933 à l'amortissement de la Dette publique, sur les évaluations du rendement des impôts, et sur les résultats des recouvrements au cours du premier trimestre de 1933.

M. le Ministre des Finances a fait ensuite un exposé de la situation de la trésorerie, de son évolution récente et de ses perspectives au cours des prochains mois. M. GEORGES BONNET a également fourni des indications sur le marché des rentes, sur le passif permanent du Trésor, sur la réforme de la comptabilité publique et sur les diverses créances de l'Etat vis à vis d'Etats étrangers ou de Sociétés privées . Enfin il a répondu aux précisions que lui ont demandées M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général adjoint et MM. HERVEY, MILAN, de BLOIS, FRANCOIS SAINT MAUR.

Des questions ont été alors posées à M. le Ministre du Budget par MM. MARCEL REGNIER, le Général STUHL, de BLOIS, FRANCOIS SAINT MAUR, MILAN, BABAUD LACROZE . Elles ont porté sur divers articles de la loi de finances et traduit, conformément au voeu du pays qui vient de se manifester une fois de plus au cours de la session des Conseils généraux, le désir unanime de la Commission que l'effort d'économies soit augmenté dans toute la mesure du possible.

Prenant la pérole au nom de ses Collègues, M. le Président CAILLAUX, a vivement insisté pour que le déficit résiduel du Budget, c'est-à-dire celui qui excède le montant des sommes consacrées à l'amortissement de la Dette publique, soit rigoureusement couvert par des compressions nouvelles, et il a adressé dans ce sens un pressant appel au Gouvernement.

36/

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

VENDREDI 28 AVRIL 1933 à 14 HEURES 30.

Ordre du Jour :

- Suite de l'examen de la Loi de Finances.

M. MARCEL REGNIER, Rapporteur général adjoint.

Au début de la séance tehue hier par la Commission sénatoriale des Finances sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX, celui-ci a donné lecture d'une lettre par laquelle M. HENRI ROY prie la Commission de bien vouloir accepter sa démission de Rapporteur Général. La Commission, profondément sensible à la noblesse du geste de M. HENRI ROY, a déféré, non sans regret, au désir qui lui était exprimé.

Elle a adressé à son ancien Rapporteur Général l'expression de sa vive reconnaissance pour les éminents services qu'il a rendus dans l'exercice de son mandat.

Puis, la Commission a l'unanimité a désigné M. MARCEL REGNIER comme Rapporteur Général.

La séance a été consacrée à l'examen de la loi de finances qui a fait l'objet d'un exposé, article par article, de M. le Rapporteur Général, et d'une longue discussion à laquelle ont pris part, outre M. le Président CAILLAUX, et M. MARCEL REGNIER, MM. de WENDEL, le Général STUHL, PERRIER, de BLOIS, SCHRAMECK, HERVEY, MAHIEU, FRANCOIS SAINT MAUR, BABAUD-LACROZE, de LA GRANGE, VOILIN, BIENVENU-MARTIN, FOURCADE, CAVILLON, LISBONNE, CHARABOT, LAVAL.

Les articles 1, 2, 13 et 14, relatifs aux crédits ouverts et aux recettes autorisées ont été réservés jusqu'à la fin de la discussion.

Les articles 3 à 12 ont été adoptés, ainsi que les articles 15 à 24.

L'article 25 a été disjoint, Les articles 27 bis et 27 ter, concernant respectivement les pensions de la Caisse nationale des retraites et l'assistance aux vieillards et comportant de nouveaux avantages, ont été disjoints. Les articles 27 à 67 inclus ont été votés.

La Commission est ensuite passée à la discussion des mesures relatives à l'équilibre du budget de l'exercice 1933, en commençant par quelques uns des articles relatifs aux économies.

L'article 118 (2ème tranche de la péréquation des pensions à partir du 1er Avril 1933) a été disjoint, ce qui procure une économie supplémentaire de 139 millions.

L'article 121 qui vise les majorations pour enfants accordées aux retraités et qui avait été disjoint par la Chambre a été repris, mais sous une forme entièrement nouvelle; les majorations seraient simplement limitées par un plafond, la disposition n'aurait aucun effet rétroactif.

L'article 122 concernant les bénéfices de campagne a été réservé.

Les articles 122 bis et suivants qui ont trait à la revision des pensions de guerre ont fait l'objet d'un ample débat. La Commission a décidé, par 19 voix contre 3, de substituer au texte voté par la Chambre, le projet primitivement déposé par le Gouvernement, d'accord avec les associations de combattants, et qui répond seul à la volonté de compression des dépenses et de répression des abus.

Après une suspension de séance, la Commission a procédé à l'examen des articles de recettes.

Les articles 68, 69 (régime fiscal des coopératives) et 71 (amnistie fiscale) ont été adoptés.

L'article 70 (Contrôle de l'impôt sur le revenu global à l'aide des signes extérieurs) a donné lieu à un vif débat. Il a été finalement adopté par 16 voix contre 7 . Mais à la demande du Président de la Commission, il a été entendu que M. le Rapporteur Général préciserait dans son rapport que l'article ne constitue nullement un mode d'assiette nouveau, mais un moyen de faciliter la tâche des Contrôleurs des Contributions Directes et d'autre part que la déclaration des signes extérieurs devrait être indépendante de la déclaration des revenus.

La Commission a alors entendu M. le Ministre de l'Education Nationale sur l'article 26, relatif à la gratuité de l'enseignement secondaire. M. de MONZIE a insisté pour que celle-ci soit étendue, selon la proposition du Gouvernement et le vote de la Chambre, a toutes les classes et pas seulement à la troisième, comme l'avait décidé la Commission sénatoriale des Finances lors de la discussion des dépenses du Budget. Il a également fourni des indications détaillées sur les méthodes de sélection sévère des élèves qu'il entend mettre en oeuvre. En contre partie de la dépense supplémentaire, le Ministre a déclaré qu'il était en mesure de réaliser par la suppression d'abus criants, des économies équivalentes dans le fonctionnement des Offices des Pupilles de la Nation. Des questions ont été posées par MM. PHILIP, BIENVENU MARTIN, FRANCOIS ST MAUR, LAVAL, FOURCADE.

Après le départ de M. de MONZIE, la Commission a adopté l'article 26, en écartant simplement la gratuité dans les classes primaires et élémentaires.

La Commission poursuivra l'examen de la loi de finances demain à 9 heures 1/2.

37/

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira

le SAMEDI 29 AVRIL 1933 à NEUF HEURES TRENTE.

ORDRE DU JOUR :

- I - Suite de l'examen de la loi de Finances.

- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des finances s'est réunie ce matin à 9 heures 30, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX, pour poursuivre l'examen des articles de la loi de finances.

Outre M. le Président CAILLAUX & M. le Rapporteur Général, M.M. FOURCADE, BIENVENU-MARTIN, PHILIP, BABAUD LACROZE. de WENDEL, HERVEY, VOILIN, PIERRE ROBERT, PERRIER, DE BLOIS, GENERAL STUHL, GENERAL HIRSCHAUER, LISBONNE, FRANCOIS SAINT-MAUR, MAHIEU, de LA GRANGE, ANDRE LEBERT ont pris la parole dans la discussion.

L'article 72 (suppression d'exonérations en matière de droits d'enregistrement) a été disjoint pour complément d'étude.

Les articles 73 à 79 (réforme du mode de paiement de l'impôt sur le revenu des créances), ont été votés, sous réserve d'une modification de forme à l'article 76 tendant à préciser le caractère exclusivement fiscal de ce texte.

Après avoir adopté les articles 80, 81 (évaluation des meubles pour l'application des droits de succession), la Commission a discuté les articles 82 à 92, relatifs à la réforme des droits de succession et de la taxe successorale, que la Chambre a disjoints. Elle a finalement maintenu la décision de l'autre Assemblée.

L'article 93 qui prescrit aux Compagnies d'assurances la déclaration des polices d'assurances en cas de décès des assurés, lorsqu'elles en auront connaissance, a été voté avec modification des pénalités sanctionnant cette formalité.

Puis ont été adoptés : les articles 95 (régime fiscal des alcools autres que l'alcool éthilique), 96 (atténuations aux tarifs des impôts sur les automobiles appartenant aux forains).

A l'article 97, comportant la mise au point de la législation sur les impôts frappant les automobiles, le texte du Gouvernement a été repris.

Les articles 98 (réforme du mode de perception de la surtaxe sur les spiritueux), 99 et 99 bis (ouverture de nouveaux débits de boissons dans des conditions spéciales) 100 (renforcement du contrôle de l'impôt sur le chiffre d'affaires), 101 (repression des fraudes en matière de taxe unique sur les vins), 102 à 105 (modification au régime de surveillance des alcools dénaturés), 106 (contrôle de l'acquisition des immeubles par l'Etat et les Offices), l'article 107 (paiements en matériels de certaines créances de l'Etat sur des particuliers ou des sociétés au titre des contrats de prestations en nature) 108 (repression d'abus de franchise postale en matière d'assurances sociales) ont été votés, sous réserve de modifications peu importantes pour quelques uns d'entre eux.

Après un débat animé, la Commission a adopté l'article 109 (augmentation et aménagement des tarifs postaux pour les imprimés), mais les tarifs ont été remaniés de façon à ne jamais dépasser le coefficient 5 par rapport à l'avant guerre.

Les articles 110 à 115 bis (taxe sur les appareils de radio-diffusion) ont été votés sauf l'article 110 qui a été réservé, en vue de la substitution d'un droit fixe sur les lampes au droit ad valorem qui était prévu et avec une modification à l'article 112 (extension à tous les établissements d'enseignement publics ou privés de l'exemption du droit).

La Commission procédant alors à l'examen de l'article 116 relatif au monopole du pétrole a voté la disjonction à la très grande majorité, après une brève discussion où l'on s'est surtout attaché à faire valoir le caractère insolite de l'insertion d'une disposition aussi importante dans une loi de finances.

Les articles 118 bis, qui apportent des modifications aux règles de la mise à la retraite des Magistrats, 125 ter, relatifaaux diverses créances de l'Etat, ont été disjoints.

L'article 126, concernant la revision des marchés de guerre, a donné lieu à un large débat. La Commission a estimé qu'il ne s'agissait pas seulement de recouvrer des sommes indûment touchées sur le marché de guerre et qu'il y avait lieu également de donner des sanctions judiciaires aux spoliations dont a été victime l'épargne au cours de ces dernières années . Après avoir repoussé à la majorité le texte de la Chambre, elle décidé dans ces conditions de reprendre le texte du Gouvernement , en donner mandat à son Rapporteur Général d'y ajouter une disposition additionnelle s'inspirant de ses délibérations.

Les articles 128 (habitations à bon marché), 129 (subventions aux mutualistes anciens combattants), 131 (modifications aux tribunaux de 1ère instance (132 (Indemnité spéciale aux fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine) 133 (aménagement des casernes de la garde mobile), ont été votés.

Enfin, sur la proposition de son Rapporteur Général, la Commission a disjoint, conformément au vote de la Chambre, l'article 121(majorations pour enfants accordées aux retraités) qu'elle avait repris la veille sous une forme nouvelle.

38/

La COMMISSION DES FINANCES se réunira

le SAMEDI 29 AVRIL 1933 à QUINZE HEURES.

Ordre du Jour :

-I- Suite de l'examen du budget général de l'exercice 1933. - Equilibre.

M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie hier après midi pour terminer au cours d'une très longue et très importante séance l'examen du Budget.

Au début de la séance, MM. le Général STUHL, MAHIEU, le Général HIRSCHAUER, de BLOIS, ont présenté des observations sur les art. 134 à 141, et plus particulièrement sur l'art. 139 (il s'agit de mesures d'application en conformité de l'art. 90 de la loi du 28 Février 1933, sur la réduction du cadre de l'armée) qui avaient été adoptés à la fin de la séance du matin.

M. PIERRE ROBERT a donné ensuite connaissance du nouveau texte de l'art. 110 (taxe spécifique sur les lampes des appareils de radio-diffusion) qui a été adopté avec modifications.

Sur rapport de M. MARCEL REGNIER, la Commission a discuté les derniers articles de la loi de finances. Elle a voté après des débats auxquels ont pris part, outre M. le Président CAILLAUX et M. le Rapporteur Général, MM. CAVILLON, TOURNAN, MILAN, LEON PERRIER, SCHRAMECK, LEBERT, FRANCOIS ST MAUR, FOURCADE, les articles 145, 148, 149 (prime à la production du lin du chanvre et à la culture de l'oliver), en reprenant les textes du Gouvernement pour les deyx premiers; un art. additionnel 149 bis, relatif aux primes à la sériciculture et à la filature de la soie; les art. 150 et 151 (subvention à l'établissement national des invalides de la marine) et enfin les art. 152 et 153 (clauses de style).

M. EMILE SARI a présenté un art. additionnel 151 bis tendant à établir un privilège au profit des communes et des départements, qui ont accordé leur garantie d'intérêt aux organismes de construction d'habitations à bon marché. Cet article, qui a donné lieu à des observations de MM. MILAN, MAHIEU, LEON PERRIER, FRANCOIS ST MAUR, BIENVENU MARTIN, FOURCADE et CAVILLON a été finalement renvoyé à la Commission de législation civile, aux fins d'études en vue de son insertion dans la loi de finances sous forme d'amendement.

Sur la proposition de M. MARCEL REGNIER, la Commission a adopté, après observations de MM. LEON PERRIER, PIERRE LAVAL, Général HIRSCHAUER, TOURNAN et VOILIN, un art. additionnel, portant réforme du corps des contrôleurs des dépenses engagées.

*
* *

M. le Rapporteur Général a alors exposé les conditions d'équilibre du Budget après les votes émis par la Commission, compte non tenu de l'art. 15 relatif à la loterie encore réservé. Après avoir indiqué toutes les réserves qu'il faisait à propos de quelques unes des évaluations de recettes du projet soumis au Sénat, M. MARCEL REGNIER a chiffré le déficit résiduel à 1.141 millions, en faisant état d'une somme de 3.200 millions (et non 3.500 millions) pour l'amortissement de la Dette publique en 1933, et des 531 millions de compressions de dépenses obtenus grâce à l'effort considérable d'économies réalisé par la Commission sénatoriale des Finances.

Celle-ci, après avoir admis tous les chiffres qui lui étaient présentés, a procédé à une discussion générale où sont intervenus M. le Président CAILLAUX, M. MARCEL REGNIER, MM. VOILIN, LAVAL, MILAN, de BLOIS, MAHIEU, PERRIER, BABAUD LACROZE, de LA GRANGE et FRANCOIS ST MAUR,

En conclusion de cette discussion la Commission a jugé qu'elle ne pouvait laisser passer un Budget comportant un pareil manquant et elle a décidé de rechercher, en accord avec le Gouvernement, les moyens de le faire disparaître.

Après avoir examiné divers textes, au cours d'un débat auquel ont pris part outre M. le Président CAILLAUX et M. le Rapporteur Général, MM. SCHRAMECK, FARJON, TOURNAN, de BLOIS, MAHIEU, BIENVENU MARTIN, VOILIN FOURCADE, LEON PERRIER, FRANCOIS SAINT MAUR, le Général STUHL, LAVAL, BABAUD LACROZE, la Commission a convoqué M. le Ministre du Budget et elle l'a entendu. L'accord est intervenu entre la Commission et le Gouvernement, celui-ci s'engageant à défendre devant le Parlement les textes auxquels s'est finalement arrêtée la Commission, sur la proposition de son Rapporteur Général, qui s'était au préalable entouré de tous les éléments d'information utiles.

Ces textes comportent :

1°/ - un prélèvement sur toutes les dépenses de l'Etat , autres que celles de la Dette , les traitements et les pensions, dont le pourcentage était fixé à 5 % en principe et à 10 % pour les subventions.

2°/ - la suppression de la pension des veuves de guerre remariées;

3°/ - l'abrogation du cumul de la retraite du combattant avec un traitement, une solde ou une pension

4°/ - l'arrondissement au franc inférieur de tous les paiements de l'Etat .

Le produit de ces différentes mesures joint à celui qui est escompté de l'art. 125 bis (institution d'une loterie) auquel la Commission s'est finalement ralliée, permet d'assurer intégralement l'équilibre du Budget, tel qu'il a été défini par la Commission , et qui s'établit dans les conditions suivantes :

Dépenses ..... 49.093 millions

Recettes ..... 45.897 -

Déficit ..... 3.196 -

chiffre inférieur au montant probable des sommes qui seront affectées à l'amortissement de la Dette Publique en 1933.

39

LA COMMISSION des FINANCES se réunira le

SAMEDI 13 MAI 1933 à 15 HEURES.

Ordre du Jour :

I - Audition de M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux Publics et au Tourisme chargé de l'administration des Régions Libérées : Articles 149 ter, 149 quater, 149 quinquiès de la loi de Finances, relatifs au reclassement dans les autres administrations du personnel de l'administration des Régions Libérées.

II - Examen des amendements à la loi de finances.
- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

III - Questions diverses.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie hier sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a d'abord entendu M. PIERRE APPELL, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux Publics, sur le reclassement dans les autres Administrations des fonctionnaires des Régions Libérées qui fait l'objet de trois articles nouveaux, dont le Gouvernement demande l'insertion dans la loi de finances. Après le départ du Ministre et à la suite d'observations présentées par M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général, MM. PIERRE LAVAL, HENRI ROY, de LA GRANGE, le Général STUHL, LAUDIER, LEBERT, CAVILLON, la Commission a décidé de disjoindre pour étude approfondie les textes qui lui étaient soumis.

M. BOLLAERT, Directeur Général des Beaux-Arts, a été ensuite entendu sur les Chapitres 9, 12 et 27 du Budget des Beaux-Arts relatifs aux traitements des Professeurs à l'Ecole Nationale des Beaux-Arts, à l'Ecole des Arts Décoratifs et au Conservatoire.

La Commission a enfin procédé à l'examen des amendements à la loi de finances. Outre M. le Président CAILLAUX et M. MARCEL REGNIER, MM. CAVILLON de BLOIS, BIENVENU-MARTIN, LAUDIER, Général STUHL, BABAUD-LACROZE , HERVEY, PIERRE ROBERT, TOURNAN , FOURCADE, CHAUVEAU et CUMINAL ont participé à cette discussion, au cours de laquelle la Commission a maintenu tous ses textes.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira
le MERCREDI 17 MAI 1933 à 14 HEURES 30.

Ordre du Jour :

- Suite de l'examen des amendements à la loi de Finances.

M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira
CET APRES-MIDI 17 MAI 1933 pendant la suspension de la Séance publique du Sénat.

Ordre du Jour :

- Suite de l'examen des amendements à la loi de Finances.

M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

La Commission des Fin^ces s'est réunie aujourd'hui, sous la Présidence de M. Joseph Caillaux pour poursuivre l'examen des amendements. Elle a en particulier adopté l'amendement de M. Jean Ybarnegaray (marchés de guerre) et l'amendement de M. Hesse (Droits successoraux de l'héritier en nue-propriété).

La COMMISSION DES FINANCES se réunira
le VENDREDI 26 MAI 1933 à 16 HEURES 30

Ordre du Jour :

I - Communication de M. le Président de la Commission.

II - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du Budget Général de l'Exercice 1933 (2ème vote).
M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

La Commission sénat[illegible]s Finances s'est réunie hier sous la présidence de M. JOSEPH CAILL[illegible]ur examiner le projet de budget soumis à nouveau au Sénat après le 2e[illegible]vote de la Chambre.

M. le Rapporteur Général a fait un exposé des conditions dans lesquelles se présentait le projet après les décisions de l'autre assemblée. Puis, conformément aux propositions de M. MARCEL REGNIER et au cours d'un débat [illegible]u [illegible]nt pris part M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général, MM. FOURCADE, SCHRAMECK, LAUDIER, MAHIEU, HERVEY, BABAUD-LACROZE et PIERRE LAVAL, la Commission a maintenu la plupart des réductions de crédits auxquels elle avait procédé précédemment.

Les articles de la loi de finances ont été ensuite examinés. Outre M le Président CAILLAUX et M. MARCEL REGNIER, MM. HERVEY, LAUDIER, FOURCADE et CUMINAL ont pris part à la discussion.

Voici les décisions qui ont été prises :

Article 25	Statut des contrôleurs de la Marine	Disjoint
- 27 A	- Maintien aux salariés de certaines entreprises des avantages constitués par des institutions de prévoyance	Repris
- 27 Bis	- Bonification des pensions de la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse....	Disjoint
- 27 Ter	- Modification à la loi sur l'assistance aux vieillards	Adopté Conforme
- 28	- Actions privilégiées de la Sté des Nouvelles Hébrides	Disjoint
- 48	- Ecoles pratiques de commerce et d'industrie..	Disjoint
- 73 à 79	- Impôt sur le revenu des créances	Adopté conforme
- 96	- Automobiles des forains	Texte du Sénat repris
- 107	- Prestations en nature	Adopté conforme
- 110	- Taxe sur les appareils de radio diffusion....	Adopté conforme
- 116	- Monopole du pétrole	Disjoint
- 118	- Péréquation des pensions	Disjoint
- 118 A	- Retenu forfaitaire sur les paiements de l'Etat	Repris
- 118 B	- Arrondissement au franc des paiements de l'Etat	Repris
- 120 Bis	- Cumul d'un traitement et d'une pension	Repris
- 122 Undecies	- Revision des pensions de guerre	Texte du Sénat repris
- 125 Ter	- Créances diverses de l'Etat	Adopté conforme
- 126	- Revision des marchés de guerre	Texte Sénat repris
- 128	- Habitations à Bon marché	Disjoint
- 143	- Organisations d'un contrôle administratif du Ministère de l'Air	Modifié

M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Budget ont été alors entendus. M. GEORGES BONNET a défini l'attitude du Gouvernement en ce qui concerne l'article 59 Bis A réservé par la Commission qui concerne l'acquisition du matériel neuf des Compagnies de Chemins de fer, et l'article 128 relatif aux Habitations à Bon marché. M. LANOUREUX a fourni des indications a propos du Chapitre 133 du Ministère des Finances sur la réorganisation du service des Sociétés puis il s'est expliqué sur la position actuelle du Gouvernement à propos des articles 73 à 79, 96, 116, 118 122 undécies et 126 ainsi que sur le montant de la subvention à l'Office des Pupilles de la Nation . Des questions ont été posées par M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général, MM. ROY, BABAUD LACROZE et VOILIN.

Après le départ des Ministres, la Commission a maintenu les décisions précédentes . Puis elle a disjoint l'article 59 Bis A . Les articles 59 bis, 59 Ter, 59 quater et 59 quinquies (nouveaux) qui comportent les dispositions annuelles relatives aux chemins de fer ont été adoptés sous réserve d'une modification à l'article 59 Bis en conséquence de la disjonction de l'article 59 Bis A . Enfin la réduction apportée à la subvention allouée à l'Office des Pupilles de la Nation a été ramenée à 8 millions.

Sur la plupart des points les positions prises par les Ministres se sont rencontrées avec les décisions de la Commission.

42

La Commission des Finances se réunira le Samedi 27 Mai 1933 à 15 heures.

Ordre du jour

Audition de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sur diverses questions relatives au fonctionnement des assurances sociales.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie hier, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX. Elle a entendu M. FRANCOIS ALBERT, Ministre du Travail, sur le fonctionnement de la loi des assurances sociales et sur les réformes envisagées pour en améliorer l'application

Des questions ont été posées au Ministre par M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général, MM. PIERRE LAVAL, BIENVENU-MARTIN, LEBERT, CAVILLON, BABAUD-LACROZE, BERENGER, VOILIN.

Elles ont porté plus particulièrement sur les modalités du versement des cotisations et les modifications qui s'imposent à cet égard.

43

La COMMISSION des FINANCES se réunira le MERCREDI 31 MAI 1933 à 11 HEURES.

Ordre du Jour :

- Examen pour rapport au fond du projet de loi, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1933. (3ème vote).-

M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie ce matin sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX pour examiner le projet de Budget tel qu'il résulte des délibérations de la Chambre après son troième vote. Elle a entendu M. le Ministre des P.T.T. sur différents chapitres du Budget annexe des P.T.T. encore en suspens et M. le Ministre du Budget sur les articles qui restent en discussion entre les deux Assemblées .

Sur la plupart des points l'accord paraît être intervenu.

44

La Commission des Finances s'est réunie le Mercredi 31 Mai 1933 à la suspension de la séance publique.

Après avoir entendu M. le Ministre des Travaux publics du Travail, elle a adopté l'article 59 Bis A Nouveau relatif aux achats de matériels neufs des grands réseaux.

45

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

MERCREDI 31 MAI 1933

A VINGT DEUX HEURES TRENTE

ORDRE DU JOUR :

Examen pour rapport au fond du projet de loi modifié par la Chambre des Députés portant fixation du Budget Général de l'exercice 1933. (4me vote).

- M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général.

La Commission des Finances s'est réunie le 31 Mai 1933 après le 4ème Vote du budget par la Chambre.

Une longue discussion s'est instituée sur l'art 116 (Monopole du Pétrole) à laquelle ont pris part, outre M. le Président Caillaux et M. Marcel Regnier Rapt gal : MMrs Léon Perrier, Berenger, Bakanat-Labroze, Fourcade, Roy et Faryon.

Finalement le texte proposé par le Gouvt a été voté par 11 voix c/11 (la voix du Prés étant prépondérante).

46

La Commission des Finances s'est réunie le 1er Juin 1933 à 5h30 du matin pour examiner le 5ème vote du budget par la Chambre.

Elle a maintenu ses décisions antérieures sur les points suivants : Art 25 (Contrôleur de la Marine) - 27 bis - (Caisse des Retraites) - 48 (Ecoles pratiques) 118 - (Peréquation).

47/

La Commission des Finances s'est réunie le 1er Juin 1933 à six heures trois quart du matin :

Elle a entendu M. le Ministre du Budget sur le 6me vote de la Chambre, et a pris les décisions suivantes :

Adoption du texte de la Chambre en ce qui concerne l'art. 87 bis.

Maintien de la disjonction pour l'art. 85.

48/

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

MARDI 13 JUIN 1933

A QUATORZE HEURES TRENTE

ORDRE DU JOUR :

1- Désignation d'un Commissaire financier appelé à faire partie de la Commission chargée de rechercher, pour être soumises au Parlement, les conditions pratiques d'organisation du Monopole d'importation du pétrole (art. 117 dela Loi de Finances du 31 mai 1933).

2- Désignation d'un Rapporteur pour avis financier du projet de loi relatif au Monopole de l'alcool industriel.

3- Examen éventuel, pour rapport au fond, de la proposition de loi de M. MILAN ayant pour objet d'étendre les pouvoirs des agents des douanes en vue de la répression de la contrebande des tabacs.
M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général.

4- Examen, pour rapport au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés portant ouverture d'un crédit de 1.723.000 frs pour subvenir aux dépenses nécessitées pour la consitution et l'entretien des stocks de blé et de farine prévus par la loi du 30 avril 1930.
M. CHAUVEAU, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie hier sous la présidence de M. LEON PERRIER.

M. FARJON a d'abord été désigné pour faire partie de la Commission chargée de rechercher les conditions pratiques d'organisation du monopole d'importation du pétrole .

La Commission a ensuite procédé à un échange de vues à propos du projet de loi relatif au monopole de l'alcool industriel en instance devant la Haute Assemblée. M. le Président PERRIER, MM. MARCEL REGNIER, TOURNAN, HENRI ROY, MAHIEU, ont pris la parole. M. le Rapporteur Général a été chargé de présenter à la plus prochaine séance un avis financier sur ce projet dont la rédaction a été remaniée par la Commission spéciale de l'alcool depuis que la Commission des Finances en a délibéré.

Sur rapport favorable de M. MARCEL REGNIER, la proposition de loi de M. MILAN tendant à étendre les pouvoirs des agents des douanes en vue de la repression de la contrebande des tabacs a été adoptée, après observations de M. MILAN.

La Commission a ensuite adopté les conclusions d'un rapport favorable de M. CHAUVEAU sur le projet adopté par la Chambre des Députés et portant ouverture d'un crédit de 1.723.000 francs pour subvenir aux dépenses relatives à la constitution et à l'entretien des stocks de blé prévus par la loi du 30 Avril 1930.

49

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira le LUNDI 19 JUIN à SEIZE HEURES.

Ordre du Jour :

- Examen, pour avis financier, des conclusions présentées, au nom de la Commission spéciale de l'alcool, par M. TOURNAN, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant le monopole de l'alcool industriel (Nouvelle rédaction c)

M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

ADDITIF à l'ORDRE DU JOUR de la Réunion de la COMMISSION DES FINANCES DU LUNDI 19 JUIN à 16 HEURES

La Commission des Finances convoquée pour le LUNDI 19 JUIN à 16 HEURES pour délibérer sur le projet de loi instituant le monopole de l'alcool industriel, entendra, au début de sa séance M. le Ministre du Budget sur cette question.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie hier sous la présidence de M. LEON PERRIER.

M. le Rapporteur Général a donné connaissance de son avis sur le projet de loi instituant un monopole de l'alcool industriel, puis M. le Ministre du Budget a été entendu sur la question. M. LAMOUREUX a indiqué la position du Gouvernement à l'égard du projet et les mesures qu'il compte prendre pour rétablir l'équilibre financier du service actuel des alcools.

Des questions ont été posées au Ministre par M. MARCEL REGNIER, MM. TOURNAN, MAHIEU, MILAN, CAVILLON.

Après le départ de M. LAMOUREUX, M. le Président PERRIER a ouvert la discussion. M. le Rapporteur Général, M. TOURNAN, M. HENRY BERENGER, ont pris successivement la parole.

La Commission a décidé de renvoyer l'examen de l'avis de M. Marcel REGNIER après le vote de la Chambre sur le projet relatif à la viticulture.

50

La COMMISSION des FINANCES se réunira le

VENDREDI 23 JUIN 1933 à 14 HEURES 30

Ordre du Jour :

I - Echange de vues sur le régime des blés.

II - Eventuellement, examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. BEAUMONT sur le projet de loi relatif à la prophylaxie de la tuberculose des bovidés (N°31 - année 1933).
- M. CHAUVEAU, Rapporteur.

III - Examen, pour avis financier du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 1er de la loi du 17 juillet 1931 portant création d'un contingent de croix de la Légion d'Honneur et de Médailles militaires en faveur des militaires n'appartenant pas à l'armée active. (N°225-Année 1933).
- M. FRANCOIS SAINT MAUR, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie aujourd'hui sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a d'abord entendu un avis de M. FRANCOIS SAIMT-MAUR sur un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, et relatif au contingent de Croix de la Légion d'Honneur et de Médailles Militaires en faveur des militaires n'appartenant pas à l'armée active. Après observations de .M. le Président CAILLAUX, M.M. MAHIEU, HENRI ROY, FOURCADE, de BLOIS, la Commission a ajourné l'examen du projet jusqu'à ce que certaines précisions sur ses conséquences financières lui aient été fournies par les Administrations compétentes.

La prochaine discussion du projet d'organisation du marché du blé a donné lieu ensuite à un échange de vues auquel ont participé M.M. le Président CAILLAUX, MARCEL REGNIER, HENRI ROY, de WENDEL, VALADIER, MAHIEU, HAYAUX, HERVEY, FOURCADE. La Commission a décidé de se réunir demain à 11 heures et d'entendre immédiatement M. le Ministre de l'Agriculture.

M. MARCEL REGNIER a donné enfin connaissance à la Commission d'un avis de M. CHAUVEAU sur le projet de loi relatif à la prophylaxie de la tuberculose des bovidés. Après un débat auquel ont pris part, outre M. le Président CAILLAUX et M. le Rapporteur Général, M.M. MANCEAU, MAHIEU, PIERRE ROBERT, BABAUD-LACROZE, la discussion a été renvoyée jusqu'à l'audition des Ministres de l'Agriculture et du Budget; étant entendu que celle-ci aurait lieu dans le plus bref délai possible.

51

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira

le SAMEDI 24 JUIN 1933 à 11 HEURES.

Ordre du Jour :

I - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. BERGEON sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la détermination et la conservation des postes militaires relatifs à la défense des côtes ou à la sécurité de la navigation. (N°365-année 1933). - M. FARJON, Rapporteur.

II - Audition de M. le Ministre de l'Agriculture sur le régime des blés et en particulier sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé.

La Commission des Finances s'est réunie le 24 Juin 1933 à 11 heures. Elle a adopté l'un avis financier de M. Farjon sur le projet de loi concernant la détermination des postes militaires de la défense des côtes et s'est ensuite ajournée à 14 heures 30, par suite de l'empêchement du Ministre de l'Agriculture, retenu par le Conseil des Ministres, de se présenter devant elle.

52

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

SAMEDI 24 JUIN 1933

à QUATORZE HEURES TRENTE

ORDRE DU JOUR :

Audition de M. le Ministre de l'Agriculture et de M. le Ministre du Budget sur le régime des blés et en particulier sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie hier avant la séance de la haute Assemblée, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX, pour procéder à l'audition des Ministres de l'Agriculture et du Budget sur le projet de loi tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé .

M. QUEUILLE a exposé les grandes lignes du projet déposé par le Gouvernement et les modifications qui ont été apportées à ce texte par la Chambre . Des questions ont été posées au Ministre, par M. le Président CAILLAUX, MM. VALADIER, BABAUD-LACROZE, SCHRAMECK, MAHIEU, FRANCOIS SAINT MAUR, TOURNAN.

Puis M. LAMOUREUX a fourni des explications sur l'économie financière du projet . En conclusion, au nom du Gouvernement, il a demandé à la Commission de reprendre les dispositions du projet gouvernemental, relatives aux montants maxima des ressources annuelles et du compte spécial et au reversement au budget des excédents, ainsi qu'à la taxe sur les surfaces emblavées, et d'écarter l'article 8 bis qui ouvre un crédit supplémentaire de subventions pour la constitution de coopératives de stockage.

Des questions ont été posées au Ministre par MM. VALADIER, FOURCADE, MILAN, MAHIEU.

M. MARCEL REGNIER a été désigné comme Rapporteur pour avis. La Commission a décidé de procéder à la discussion du projet au cours de sa plus prochaine séance, c'est-à-dire, Lundi.

53

La COMMISSION des FINANCES se réunira le

LUNDI 26 JUIN 1933 à 15 HEURES 30

Ordre du Jour :

I - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. DONON sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé.
- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

II - Suite de l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. BEAUMONT, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et sur le contrôle des viandes (N°31-année 1933).
- Audition de M.M. les Ministres de l'Agriculture et du Budget.-
- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

III - Examen, pour rapport au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ratification d'un accord financier conclu entre la France et la Principauté de Monaco (N°299-année 1933).
- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

IV - Examen, pour rapport au fond, de la proposition de loi de M. RIO tendant à compléter la Commission chargée de rechercher les conditions pratiques d'organisation du monopole d'importation des pétroles (N°371-année 1931).- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

V - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. CURRAL, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant amnistie : article 13 relatif à la suppression de la contrainte par corps pour l'exécution des jugements et arrêts sanctionnant les délits ou contraventions couverts par l'amnistie(N°382-année 1933).- M. LISBONNE, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie hier sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a d'abord adopté un rapport favorable de M. MARCEL REGNIER sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier une Convention fiscale entre la France et la Principauté de Monaco, et également un avis de M. LISBONNE sur le projet de loi d'amnistie , adopté par la Chambre.

Puis la Commission a procédé à la discussion du projet de loi tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé. M. le Rapporteur Général a fait un exposé des mesures déjà prises dans cet ordre d'idées, du projet du Gouvernement, des modifications qui y ont été apportées par la Chambre et enfin par la Commission d'agriculture du Sénat. Un débat s'est engagé auquel ont pris part outre M. le Président CAILLAUX et M. le Rapporteur Général MM. MILAN, ROY, TOURNAN, BERENGER, VALADIER, le Général STUHL, FRANCOIS ST MAUR,

Sur la proposition de M. MARCEL REGNIER, et après avoir souligné à l'unanimité la gravité du précédent ainsi créé, la Commission n'a adopté la fixation d'un prix minimum que pour un an et à partir du 1er Aout seulement. Les articles relatifs à l'admission temporaire et à la taxe sur la meunerie ont été modifiés. Les textes du Gouvernement ont été repris, en ce qui concerne les montants maxima des ressources annuelles et du compte spécial en fin d'année, le reversement des excédents, la taxe sur les surfaces emblavées et les emblavures en blés de printemps. Enfin la disposition accordant la garantie de l'Etat à l'emprunt du crédit agricole prévu pour la mise en train de la loi a été écartée, ainsi que l'article qui étend le principe de la fixation du prix minimum aux céréales secondaires.

M. le Ministre de l'Agriculture a été alors entendu. Il a fait connaître la position du Gouvernement, conforme sur presque tous les points aux décisions de la Commission. Des questions lui ont été posées par M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général, MM. TOURNAN, MILAN, CAVILLON, HERVEY,

M. QUEUILLE, ainsi que M. le Directeur du Budget, ont fourni à la Commission des explications sur le projet de loi relatif à la prophylaxie de la tuberculose des bovidés.

Après le départ du Ministre, la Commission a adopté le projet de défense du marché du blé avec les modifications précédemment indiquées, et le projet concernant la prophylaxie de la tuberculose des bovidés, sous réserve notamment d'une modification du taux de la surtaxe instituée pour subvenir aux dépenses de la loi.

Au début de la séance, sur rapport de M. MARCEL REGNIER, la Commission avait adopté une proposition de loi tendant à compléter la Commission chargée de rechercher les conditions pratiques d'organisation du monopole d'importation des pétroles par deux Membres représentant l'un la Commission de la Marine Militaire et l'autre la Commission de l'Air du Sénat .

5 4

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira

le MERCREDI 28 JUIN 1933 à 14 HEURES 30.

Ordre du Jour :

I - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères d'un crédit destiné à couvrir, pendant l'exercice 1933, les dépenses nécessitées par la participation de la France à la Conférence monétaire et économique de Londres (n°363-année 1933)
- M. HENRY BERENGER, Rapporteur.

II - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. BENAZET sur le projet de loi, adopté par laChambre des Députés, approuvant la convention du 18 décembre 1931 destinée à constater la cession à la Société Anonyme "ALFA" de l'ancienne usine d'acide nitrique synthétique de la Poudrerie Nationale de SORGUES(N°360-Année 1933)- M. GUY DE WENDEL, Rapporteur.

III - Communication d'une note de M. le Ministre du Budget relative au projet de loi sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés.
- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie hier sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a d'abord adopté:1°-un rapport favorable de M. HENRY BERENGER sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, et portant ouverture des crédits nécessaires à la participation de la France à la Conférence de Londres. 2°/ - un avis favorable de M. Guy de WENDEL sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la cession de l'ancienne usine d'acide nitrique synthétique de la Poudrerie Nationale de SORGUES.

M. MARCEL REGNIER a ensuite fait approuver les termes de son avis sur le projet de loi concernant la prophilaxie de la tuberculose des bovidés, et des amendements qu'il déposera au nom de la Commission conformément à ses décisions précédentes.

Enfin le nouveau texte présenté par la Commission d'agriculture en ce qui concerne le projet de défense du marché du blé a été examiné, et après un échange de vues auquel ont pris part M. le Président CAILLAUX, M. MARCEL REGNIER, M. HENRI ROY, SCHRAMECK, de BLOIS, HERVEY, MAHIEU, BABAUD-LACROZE, VALADIER, LEBERT, FRANCOIS SAINT MAUR, FARJON, la Commission a arrêté les amendements qu'en son nom M. le Rapporteur Général défendra en séance.

55/

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira le VENDREDI 30 JUIN 1933 à 14 HEURES 30.

Ordre du Jour :

- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1932 sur l'exercice 1933.

- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

La Commission des Finances s'est réunie le Vendredi 30 Juin 1933 à 14 heures 30 pour examiner le projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 32 sur l'exercice 1933.

Elle a adopté un rapport de M. Marcel Régnier rapporteur général apportant un certain nombre de modifications au texte voté par la Chambre.

Sur la demande de M. le Comte de Blois, M^le Président Caillaux a été chargé de demander à M. le Président du Conseil au cours de la délibération en séance publique, s'il était dans l'intention de présenter aux Chambres dès la ouverture de la session extraordinaire de 1933 le projet d'assainissement financier prévu lors de la discussion du budget de l'exercice 1933.

D'autre part sur l'intervention de M. Voilin, la Commission a chargé M. Listoune de lui exposer dans une prochaine séance la suite à donner au projet de loi relatif à la création d'une caisse de retraite des clercs de notaire dont l'examen a été précédemment ajourné pour une demande de renseignements complémentaires aux départements intéressés.

56

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA

LUNDI 3 JUILLET 1933
A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

1- Suite de l'examen pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts à participer aux frais entrainés par la célébration, en 1932, du centenaire de la mort de CUVIER, et portant ouverture sur l'exercice 1932 de crédits afférents à cette participation (N° 792- année 1932).
- M. JEAN PHILIP, Rapporteur.

11- Suite de l'examen pour avis financier du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article premier de la loi du 17 juillet 1931 portant création d'un contingentement de Croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des militaires n'appartenant pas à l'armée active (N° 225 - année 1933).
- M. FRANÇOIS SAINT-MAUR, Rapporteur.

111-Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention entre la France et la Belgique pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions en matière fiscale, signée à Bruxelles le 16 mai 1931. (N° 417- année 1933)-
- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

Délibérant sous la Présidence de M. BIENVENU-MARTIN, Doyen d'âge, la Commission sénatoriale des Finances a d'abord examiné le projet de loi relatif au centenaire de la mort de CUVIER.

Conformément aux conclusions du Rapporteur, M. JEAN PHILIP, et après observations présentées par MM. le Président BIENVENU-MARTIN, HENRI ROY, VOILIN, HERVEY, BABAUD-LACROZE, la Commission a adopté le projet de loi tel qu'il a été voté par la Chambre des Députés.

M. FRANCOIS SAINT MAUR a fait ensuite un exposé sur le projet de loi relatif au contingent de croix de la Légion d'Honneur et de médailles militaires, en faveur des militaires n'appartenant pas à l'armée active.

Après observations de MM. ROY, HERVEY et BABAUD-LACROZE, la Commission a décidé d'entendre MM. les Ministres de la Guerre et du Budget avant de statuer sur ce projet de loi.

Enfin, sur la proposition de M. MARCEL REGNIER , Rapporteur Général, la Commission des Finances a provisoirement ajourné sa délibération sur le projet de loi approuvant la Convention signée entre la France et la Belgique pour éviter les doubles impositions.

57

LA COMMISSION DES FINANCES

se réunira le MARDI 4 JUILLET 1933

aussitôt après la discussion en séance publique du projet de loi relatif à la prophylaxie de la tuberculose des bovidés.

ORDRE DU JOUR

- Examen éventuel pour avis financier du projet de loi tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé (2ème vote)

M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie hier sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX pour examiner le projet d'organisation et de défense du marché du blé après le deuxième vote de la Chambre.

M. le Rapporteur Général a fait l'exposé des modifications apportées au texte du Sénat. Puis une discussion à laquelle ont pris part outre M. le Président CAILLAUX et M. MARCEL REGNIER, MM. HERVEY, LAUDIER, MILAN, PERRIER FARJON, s'est instituée plus particulièrement sur l'article (modifié) relatif à l'admission temporaire et sur la disposition nouvelle insérée dans l'article 1er, aux termes de laquelle les bénéfices anormaux réalisés par les meuniers sur les blés acquis à des cours inférieurs à 115 frs seront reversés jusqu'à concurrence des 2/3 au Trésor.

M. le Ministre de l' Agriculture a été alors entendu et il a fait connaître la position du Gouvernement. Des questions lui ont été posées par M. le Président CAILLAUX, MILAN, PERRIER, FARJON.

Après le départ du Ministre, la Commission a décidé d'accepter les textes de la Chambre, en ce qui concerne les montants maxima des ressources annuelles et du compte spécial, et l'admission temporaire, sauf cependant la suppression de la réexportation à l'équivalent. En revanche, elle a repris une disposition qui institue une taxe de 0 Fr. 75 par quintal de blé entrant en meunerie, en vue d'éviter la surproduction. Enfin, tout en se ralliant au principe de la contribution imposée aux meuniers en compensation des bénéfices exceptionnels que le projet est susceptible de leur procurer, la Commission a envisagé et mis à l'étude un nouveau système d'application plus facile que celui de la Chambre .

58

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le MERCREDI 5 JUILLET 1933 à QUINZE HEURES.

Ordre du Jour :

I - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les avances aux sociétés coopératives de crédit pour les industries d'art.-M. TOURNAN, Rapporteur.

II - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère des Affaires Etrangères d'un crédit destiné à couvrir, pendant le premier semestre de l'année 1933, les dépenses nécessitées par la participation de la France à la Conférence générale de limitation et de réduction des armements (n°435-année 1933)- M. HENRY BERENGER, Rapporteur.

III- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères des crédits destinés à couvrir les dépenses de la mission de M. Edouard HERRIOT, aux Etats-Unis en Avril-Mai 1933(n°434 - Année 1933)- M. HENRY BERENGER, Rapporteur.

IV - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. MARCEL REGNIER, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une Convention relative à la fixation de nouvelles limites entre les réseaux de l'Est et d'Alsace et de Lorraine (n°316-année 1933)- M. VALADIER, Rapporteur.

V - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, portant répartition du fond de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1933)- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

VI - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. COUCOUREUX, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, améliorant les retraites de vieillesse et d'invalidité des ouvriers mineurs. (n°405-année 1933)- M. A. DE LA GRANGE, Rapporteur,

VII - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi concernant la réorganisation de la Compagnie Générale Transatlantique.
- M. CHARABOT, Rapporteur.

VIII - Suite de l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. DAUTHY sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant une caisse de retraites des clercs de notaires. (N°901-année 1931)- M. LISBONNE, Rapporteur.

IX - Eventuellement :
Examen, pour avis financier, du projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement général de l'Afrique Equatoriale Française à réaliser un emprunt de 298 millions de francs - M. LE GENERAL STUHL, Rapporteur.

La Commission Sénatoriale des Finances s'est réunie hier sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a d'abord adopté :

1° - Un rapport favorable de M. TOURNAN sur le projetde loi adopté par la Chambre des Députés, concernant les avances aux sociétés coopérativesde crédit pour les industries d'art;

2° - Deux rapports favorables de M. HENRY BERENGER sur les projets de crédits destinés à subvenir aux dépenses nécessitées par la participation de la France à la Conférence du désarmement, et à celles de la mission de M. le Président HERRIOT aux Etats-Unis;

3° - Après observations de M. le Général HIRSCHAUER, un avis favorable de M. VALADIER sur le projet de loi adopté par la Chambre et relatif à la fixation de nouvelles limites entre les réseaux de l'Est et d'Alsace et de Lorraine;

4° - Après observations de M.M. LAUDIER et MAHIEU, un rapport favorable de M. MARCEL REGNIER sur le projet de loi portant répartition des fonds de subventions aux départements.

Puis,après une longue discussion dans laquelle, outre M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général, M. le Rapporteur Spécial, M.M. LAUDIER, PERRIER, MAHIEU, VOILIN, HERVEY, LE GENERAL STUHL ont pris la parole, un avis favorable de M. de LA GRANGE sur le projet améliorant les retraites des ouvriers mineurs a été adopté,sous réserve cependant que soit immédiatement mis à l'étude et déposé dès la rentrée un projet affermissant l'équilibre financier de la Caisse autonome des retraites des ouvriers mineurs.

Les projets concernant la Compagnie Générale Transatlantique ont été alors mis en discussion. M. CHARABOT, rapporteur spécial a rappelé les embarras de la Compagnie depuis deux ans et les différentes mesures qui ont été votées ou envisagées pour y mettre un terme. Puis il a fait l'exposé de la situation actuelle et des conséquences qui résulteraient des différentes solutions susceptibles d'être imaginées. Enfin, il a analysé particle par article les projets votés par la Chambre & soumis à la Commission, le premier relatif à la réorganisation de la Compagnie en vue de son assainissement financier, le deuxième visant la convention passée entre l'Etat et la Compagnie et en particulier l'attribution d'une subvention annuelle de 150 millions au plus.

Un premier échange de vues a eu lieu auquel ont participé M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général, M. le Rapporteur Spécial, M.M. MILAN. FARJON. HERVEY. MAHIEU. PERRIER. FOURCADE. HENRY BERENGER. Il a porté plus spécialement sur le fonctionnement administratif de la Compagnie après la réorganisation projetée.

M. le Ministre de la Marine Marchande a alors été entendu. Reflètant les préoccupations de la Commission qui s'étaient fait jour dans le débat précédent, des questions lui ont été posées par M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général, M.M. HENRY BERENGER, FARJON, MAHIEU, VALADIER . HERVEY. M. FROT a donné des indications détaillées sur les projets et notamment sur le montant des créances bien gagées et des créances mal gagées, - sur les modalités de paiement des créances qui subsisteront après abattement , - sur la constitution du nouveau capital social, - sur certaines des clauses de la convention, - sur les perspectives d'avenir de la Compagnie après assainissement ,- et, d'une façon plus générale, sur la situation actuelle des Compagnies de Navigation subventionnées, et les possibilités de coordination et même d'unification, et aussi sur la politique mise en oeuvre dans le domaine international pour atténuer les rigueurs de la Conférence et les charges qui en résultent pour les finances publiques.

Après le départ du Ministre, la Commission a approuvé le rapport de M. CHARABOT tendant à l'adoption sansmodification des projets votés à la Chambre.

M. LISBONNE a fait ensuite un exposé du projet de loi instituant une caisse des retraites des clercs de notaires. La Commission a donné son adhésion de principe à ce projet sous réserve que la Caisse en question serait alimentée par une contribution égale des bénéficiaires et de leurs patrons, et que les centimes envisagés porteraient sur tous les honoraires des notaires.

Au début de la Séance, après une discussion dans laquelle M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général, M.M. VALADIER, HERVEY, PERRIER, SCHRAMECK et MAHIEU étaient intervenus, la Commission revenant sur le projet de défense du marché du blé, avait adopté le texte, dont elle avait arrêté la veille les grandes lignes, et qui est destiné à frapper d'un impôt spécial les bénéfices exceptionnels réalisés par les meuniers sur les blés récemment acquis au-dessous du cours minimum de 115 Frs.

59

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA

JEUDI 6 JUILLET 1933

A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

1- Examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. LABOULBENE sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant modification de la loi du 1er avril 1920 en ce qui concerne la fixation des cadres du personnel des préfectures et des sous-préfectures (N° 185 - année 1933).

M. SCHRAMECK, Rapporteur,

2- Examen éventuel du projet de loi tendant à adapter aux nécessités actuelles dans l'ordre technique et économique, le régime des grands réseaux de Chemins de fer d'intérêt général.
- M. VALADIER, Rapporteur.

3- Examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. HONNORAT sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention d'assistance aux indigents, signée à Paris le 9 septembre 1931, entre la France et la Suisse (N° 438 - année 1933).
- M. HENRY BERENGER, Rapporteur.

4 - Affaires diverses.

La Commission des Finances s'est réunie à 15 heures sous la Présidence de M. Joseph Caillaux.

Elle a adopté un rapport de M. Henry Bérenger favorable à l'adoption du projet de loi approuvant la Convention Franco-Suisse d'assistance aux indigents du 9 Septembre 1931, ainsi qu'un avis financier de M. Lisbonne favorable à l'adoption du projet de loi créant six juges assesseurs au Tribunal de la Seine.

Sur l'exposé de M. Schrameck rapporteur, elle a décidé de donner un avis défavorable au projet de loi concernant les cadres de personnels des préfectures et sous préfectures.

60

La COMMISSION des FINANCES se réunira

VENDREDI 7 JUILLET 1933 à QUATORZE HEURES TRENTE.

Ordre du Jour :

I - Audition de M.M. les Ministres des Colonies, du Commerce et du Budget sur le projet de loi relatif aux droits de douane des oléagineux et des matières grasses.

II - Audition de M. le Ministre des Colonies sur les projets de loi relatifs :
1° à l'emprunt de 298 millions de l'Afrique Equatoriale française;
2° à l'emprunt du Cameroun.

III - Examen éventuel, pour rapport au fond, du projet de loi relatif aux contributions directes.
- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

IV - Examen éventuel pour avis financier, du projet de loi tendant à adapter aux nécessités économiques actuelles, dans l'ordre technique et économique, le régime des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général. -M. VALADIER, Rapporteur.

V - Examen, pour avis financier, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur le crédit maritime, prorogeant la loi du 1er août 1928.
- M. CHARABOT, Rapporteur.

VI - Affaires diverses.

La Commission des Finances s'est réunie aujourd'hui à 14 heures 30. Elle a entendu MM. les Ministres des Colonies, du Commerce et du Budget sur le projet de loi relatif aux droits de douane des oléagineux - et ensuite M. le Ministre des Colonies sur les emprunts coloniaux.

Après le départ des Ministres, la Commission a longuement délibéré sur ces projets et finalement a décidé de les adopter dans le texte de la Chambre avec certaines réserves sur lesquelles elle a chargé son Président d'exprimer à la Tribune.

M. Valadier a ensuite fait adopter son avis financier favorable à l'adoption du projet relatif à la réorganisation des chemins de fer

également dans le texte voté par la Chambre.

Enfin M. Charabot a fait adopter un rapport favorable à l'adoption d'un projet de loi relatif au crédit maritime.

61/ La Commission des Finances s'est réunie le Samedi huit Juillet 1933 à neuf heures.

Elle a entendu M. le Président du Conseil et M. le Ministre du Budget sur le projet de loi autorisant le payement de subventions aux départements pour nouveaux travaux.

Elle a ensuite délibéré et adopté sans modification le texte voté par la Chambre.

Session extraordinaire 1933.

1/

Paris le 19 Octobre 1933

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

MARDI 24 OCTOBRE 1933

à l'issue de la Séance publique du Sénat

ORDRE DU JOUR :

Examen pour rapport au fond, du projet de loi, tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire.

- M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général.

La Commission des Finances s'est réunie le Mardi 24 Octobre 1933 à l'issue de la séance publique sous la Présidence de M. Joseph Caillaux.

M. le Président a exprimé à la Commission que son désir avait été de maintenir malgré la crise ministérielle la convocation de ce jour à l'effet de la remercier de sa collaboration du précédent exercice, de l'appui qu'elle lui avait accordé et des mesures heureuses auxquelles avaient pu aboutir ses délibérations.

Sur l'intervention de M. Lauvin et de M. le Rapporteur général, M. le Président a déclaré que ses efforts se porteraient à obtenir dans l'avenir, si possible, d'avoir une meilleure installation et des meilleures conditions matérielles de travail pour la Commission et ses collaborateurs.

2/

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

VENDREDI 3 NOVEMBRE 1933 à 15 HEURES 30.

Ordre du Jour :

- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi relatif aux funérailles de Paul PAINLEVÉ.

- M. JEAN PHILIP, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Vendredi 3 Novembre 1933 à 15 Heures 30, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

M. le Président CAILLAUX a adressé à M. LISBONNE, nommé Ministre de la Santé Publique, les plus cordiales félicitations de la Commission des Finances à l'occasion de son entrée dans les conseils du Gouvernement.

La Commission a ensuite adopté à l'unanimité, sur le rapport favorable de M. JEAN PHILIP, le projet de loi accordant des funérailles nationales au Président PAUL PAINLEVE.

La Commission a donné mandat à son Président de rappeler aux titulaires des départements ministériels et Sous-Secrétariats d'Etat les dispositions de la loi de finances du 13 Juillet 1911 relatives à la composition des cabinets ministériels.

3/

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA
4 Novembre 1933
AUJOURD'HUI A SEIZE HEURES QUINZE

ORDRE DU JOUR :

Examen pour rapport au fond du projet de loi tendant à accorder des funérailles nationales au Docteur ROUX, Directeur de l'Institut Pasteur.

- M. Jean PHILIP, Rapporteur.

La Cie a adopté à l'unanimité, sur le rapport favorable de M. Jean Philip, le projet de loi ci-dessus.

4/

Sous réserve de protestation avant la nomination en séance publique, la COMMISSION DES FINANCES est convoquée pour se constituer

le JEUDI 16 NOVEMBRE

à 16 HEURES

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Jeudi 16 Novembre 1933, à 16 Heures, sous la présidence de son Doyen d'âge, M. M. BIENVENU-MARTIN.

M. BIENVENU-MARTIN, après avoir exprimé un cordial souvenir aux anciens Commissaires financiers et souhaité la bienvenue aux nouveaux membres de la Commission, a invité celle-ci à désigner son Président.

Sur la proposition de M. BIENVENU-MARTIN, M. JOSEPH CAILLAUX a été élu à l'unanimité et par acclamations Président de la Commission.

Ayant pris place au fauteuil, M. le Président CAILLAUX a remercié la Commission de son témoignage unanime de confiance. Rappelant les traditions de dévouement au bien public dont la Commission s'est toujours inspiée dans l'accomplissement de ses travaux, M. le Président CAILLAUX a souligné que la tâche qui allait lui incomber serait, dans les circonstances actuelles, extrêmement importante et difficile.

Il a enfin observé que le Sénat avait ratifié par des manifestations non équivoques la politique d'économie et de redressement budgétaire que la Commission des Finances précédente avait constamment poursuivie et que la Commission actuelle ne cesserait pas sans aucun doute de poursuivre.

Les paroles de M. le Président CAILLAUX ont reçu l'adhésion unanime de la Commission des Finances.

M. le Président CAILLAUX a ensuite exprimé aux anciens Commissaires financiers MM. de LA GRANGE, LISBONNE, STUHL et VOILIN, le très fidèle souvenir que la Commission gardera de leur collaboration. Il a ensuite adressé aux nouveaux Commissaires, MM. CHERON, LANCIEN, MORIZET et MOUNIE, ses meilleurs souhaits de cordiale bienvenue en se félicitant du concours précieux qu'ils apporteront aux délibérations de la Commission des Finances.

La Commission a ensuite complété son bureau en désignant à l'unanimité :

- comme Vice-Présidents .... MM. LEON PERRIER et ALBERT MAHIEU

- comme Secrétaires ..... MM. MILAN et FARJON.

La Commission a confirmé à l'unanimité et par acclamations à M. MARCEL REGNIER son mandat de Rapporteur Général.

La Commission a ensuite procédé à l'attribution des divers rapports budgétaires (voir état joint).

Paris le 17 Novembre 1933

5/

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

MARDI 21 NOVEMBRE 1933

A QUATORZE HEURES 45

ORDRE DU JOUR :

1°/ Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. François de WENDEL sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés relative aux ouvriers mineurs occupés aux travaux de reconstitution des régions dévastées (N° 525, année 1933).
- M. HERVEY, Rapporteur.

2°/ Examen, pour rapport au fond, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier les art. 4 & 5 de la loi du 27 décembre 1923 portant organisation du crédit aux Sociétés coopératives et unions de sociétés coopératives, ainsi qu'aux petits artisans. (N° 555, année 1932).
- M. TOURNAN, Rapporteur.

3°/ Désignation d'un Rapporteur pour l'examen au fond du projet de loi portant organisation des mines domaniales de potasse d'Alsace et constitution d'un comptoir de vente en commun de potasse.

ADDITIF à l'Ordre du Jour de la séance de la COMMISSION des FINANCES du MARDI 21 NOVEMBRE 1933 :

.....

4°- Examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. Edouard NERON sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la consécration légale du régime du triptyque.

M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mardi 21 Novembre 1933 sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Sur le rapport de M. HERVEY, la Commission a émis un avis financier favorable à l'adoption de la proposition de loi relative à la retraite des ouvriers mineurs occupés aux travaux de reconstitution des régions dévastées.

M. MARCEL REGNIER , Rapporteur Général, a ensuite présenté et fait adopter un avis financier favorable à l'adoption du projet de loi tendant à la consécration légale du régime du tryptique.

Enfin, la Commission des Finances a désigné M. ALFRED BRARD comme Rapporteur au fond du projet de loi portant organisation des mines domaniales de potasse d'Alsace et constitution d'un comptoir de vente en commun des potasses.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira MARDI 28 NOVEMBRE 1933 à QUINZE HEURES.

Ordre du Jour :

- Exposé sur la situation financière par M. le RAPPORTEUR GENERAL.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mardi 28 Novembre 1933, à 15 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général, lui a présenté un exposé très complet et très intéressant de la situation économique et financière.

Un échange de vues s'est ensuite institué, auquel ont pris part outre M. le Président CAILLAUX et M. le Rapporteur Général, MM. PIERRE LAVAL, FARJON, HENRY CHERON, de BLOIS, HENRI ROY, MILAN, HENRY BERENGER, HERVEY, BIENVENU-MARTIN, PIERRE ROBERT et SCHRAMECK.

En conclusion des observations qui ont été développées et sur l'initiative de plusieurs de ses membres, notamment MM. HENRI CHERON, PIERRE LAVAL , HENRI ROY, et BERENGER, la Commission a adopté , a l'unanimité des votants, l'ordre du jour suivant :

Après avoir entendu l'exposé de M. MARCEL REGNIER sur l'ensemble de la situation économique et financière du pays, la Commission des Finances du Sénat se déclare plus résolue que jamais à poursuivre le rétablissement intégral et immédiat de l'équilibre budgétaire. Elle charge son Président et son Rapporteur Général de porter cette motion à la connaissance du Gouvernement et de l'inviter à venir dans le plus bref délai possible devant elle lui fournir toutes explications nécessaires et répondre à toutes questions qu'elle jugera utile de poser.

Dans la première partie de sa séance, la Commission avait chargé M. HENRY CHERON de suivre la question de la réforme de la comptabilité publique dont elle a lieu d'espérer qu'elle sera prochainement au point. - Elle avait aussi invité M. LANCIEN , Rapporteur du Budget des Colonies, a examiner de près les missions imparties et payées sur les budgets locaux des colonies et à lui proposer les dispositions efficaces pour réprimer des abus dont il ~~avait~~ semblé que ~~les~~ documents fournis par l'Administration ~~portaient la trace indéniable.~~ attestent l'existence.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira

le MERCREDI 6 DECEMBRE 1933 à QUINZE HEURES ET DEMIE.

ORDRE DU JOUR

I - Examen, pour rapport au fond, de la proposition de résolution ayant pour objet d'inviter le Gouvernement à faire étudier et à présenter dans le plus bref délai aux Chambres un projet de loi tendant à la substitution à la taxe sur le chiffre d'affaires d'une taxe unique sur les produits finis livrés à la consommation (n°532-année 1933).
- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

II - Examen, pour rapport au fond, de la proposition de résolution tendant à réaliser des économies budgétaires par l'ajournement ou la suppression de certaines subventions (n°57-année 1933).
- M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

III - Examen, pour avis financier des conclusions du rapport de M. PORTMANN, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au Conseil supérieur de l'Instruction publique. (N°585-année 1933)- M. JEAN PHILIP, Rapporteur.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 6 Décembre 1933, à 15 Heures 30, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Après un échange de vues auquel ont participé M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général MARCEL REGNIER, MM. FARJON, de BLOIS, HENRI ROY, LEON PERRIER et HENRY CHERON, la Commission a approuvé les termes d'un rapport de M. MARCEL REGNIER, tendant au rejet de la proposition de résolution de MM. Edouard NERON et Jean BOSC concernant la substitution d'une taxe à la production généralisée sur les produits finis à l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Sur rapport de M. MARCEL REGNIER, elle a ensuite adopté, sous réserve d'une modification de forme, une proposition de résolution de MM. CASSEZ, GEORGES ULMO et RAYMOND MARTIN, invitant le Gouvernement à présenter un tableau des subventions versées par l'Etat en vue de réaliser des économies budgétaires sur ces chapitres .

A l'occasion de cette proposition de résolution, une discussion s'est instituée à laquelle ont pris part MM. BIENVENU MARTIN, HENRY CHERON, LEON PERRIER, PIERRE LAVAL et JEAN VALADIER, sur les difficultés qu'éprouvent les communes pour réaliser les emprunts rendus nécessaires par les réductions des subventions de l'Etat. Mandat a été donné par la Commission a son Président de conférer à ce sujet avec le Ministre des Finances et d'appeler son attention sur les solutions les moins onéreuses pour les localités intéressées.

La Commission a enfin adopté un avis favorable qui lui a été présenté par M. JEAN PHILIP, sur le projet de loi relatif au Conseil supérieur de l'Instruction Publique.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA

LUNDI 11 DECEMBRE 1933

A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

1- Auditions de M. le Président du Conseil, de M. le Ministre des Finances et de M. le Ministre du Budget, sur le projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire. - Rapporteur, M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général.

11- Examen, pour avis financier, du projet de loi, ayant pour objet d'aménager certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1933, portant fixation d'un prix minimum pour le blé et tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé.
M. CHAUVEAU, Rapporteur.

La Commission des Finances s'est réunie le Lundi 11 Décembre, à 15 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a entendu M. le Président du Conseil et MM. les Ministres des Finances et du Budget sur le projet de redressement financier voté par la Chambre.

M. CAMILLE CHAUTEMPS, après un rapide historique du problème et des conditions dans lesquelles il se présente, a exposé les grandes lignes du projet et souligné ses parties essentielles.

M. GEORGES BONNET a été ensuite entendu . Il a fourni à la Commission des explications détaillées sur l'évolution de la trésorerie au cours de l'année, sa situation présente et les perspectives qui semblent se présenter pour les prochains mois et pendant l'exercice 1934.

M. MARCHANDEAU a enfin indiqué le montant du déficit à couvrir pour rétablir l'équilibre du Budget et il a analysé, article par article, les dispositions du projet dans l'état où il a été voté par la Chambre.

Des questions ont été posées au Ministre par MM. le Président CAILLAUX, MARCEL REGNIER, Rapporteur Général, de BLOIS, SCHRAMECK, MOUNIE, BRARD, BIENVENU-MARTIN, HAYAUX, VALADIER, ALBERT MAHIEU, LAUDIER, FARJON, HERVEY, HENRI ROY, CUMINAL, PIERRE LAVAL, MILAN, MORIZET, CAVILLON, LANCIEN et de WENDEL.

A la fin de la séance M. CHAUVEAU a exposé l'économie du projet de loi tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé. A la suite d'une discussion à laquelle ont participé MM. LEON PERRIER, Vice-Président, MARCEL REGNIER, Rapporteur Général, de BLOIS, HAYAUX, CAVILLON et VALADIER, la Commission s'est ralliée aux conclusions de M. CHAUVEAU et a décidé de ne pas s'opposer à l'adoption de ce projet.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

MARDI 12 DECEMBRE 1933 à QUINZE HEURES ET DEMIE

ORDRE DU JOUR

- Discussion sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire.

Rapporteur : M. MARCEL REGNIER,
Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le MARDI 12 Décembre à 15 heures 30, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX, pour discuter le projet de redressement voté par la Chambre.

Elle a d'abord entendu un exposé d'ensemble de son rapporteur général. M. MARCEL REGNIER a fait le tableau de la situation tant au point de vue du budget que de la Trésorerie, puis il a analysé, dans ses grandes lignes, le projet soumis à la Commission et apprécié les rendements escomptés des dispositions qu'il comporte.

Un échange de vues sur la méthode à suivre pour le travail de la Commission s'est alors institué. Le Président CAILLAUX, M.M. MARCEL REGNIER, HENRY CHERON, BIENVENU-MARTIN, de BLOIS, ont pris la parole.

La Commission après avoir affirmé son intention de poursuivre le rétablissement de l'équilibre intégral du budget, a décidé de commencer, suivant rapport de M. MARCEL REGNIER, par discuter les articles.

Les articles 1 à 3 (Institution de la carte fiscale en vue du contrôle des revenus de valeurs mobilières à l'impôt général sur le revenu) ont été adoptés, avec une disposition additionnelle stipulant un délai de deux mois pour la publication des décrets à intervenir.

L'article 3 bis (Contrôle des bénéfices des professions non commerciales) a été voté avec un amendement tendant à sauvegarder le secret professionnel.

A l'article 4 (Minimum d'impositions fondé sur les signes extérieurs) qui a été adopté, un amendement a été retenu assimilant pour l'application des coefficients Paris et sa banlieue.

Un article 4 A nouveau a été ensuite voté. Il comporte une mesure importante de renforcement du contrôle des déclarations souscrites en matière d'impôt général sur le revenu. Serait substituée aux seuls éclaircissements, par lesquels les contribuables peuvent répondre aux demandes adressées par le Contrôleur des Contributions Directes, la production de justications. Il institue, en outre, des Commissions de taxation chargées de se prononcer en cas de différend centre l'Administration et les contribuables. Les parties conserveraient les voies de recours ordinaires qui leur étaient ouvertes devant la juridiction contentieuse, le fardeau de la preuve leur incombant dans l'hypothèse où elles n'accepteraient pas les décisions de la Commission.

L'article 4 bis (amnistie fiscale) a été adopté .

Après une suspension de séance, la Commission a commencé l'examen des articles relatifs aux compressions de dépenses.

L'article 5 (Réforme administrative) a été adopté avec modification. Les articles 6 et 7 (prélèvements sur les traitements et réduction des indemnités) ont été réservés.

L'article 8 (économies sur les offices) a été voté.

Un article 8 bis (nouveau) a été adopté. Il prévoit un versement exceptionnel de 80 millions de la Caisse de garantie à l'Etat.

NLes articles 9 et 9 bis concernant la loterie ont été votés - le prélèvement exclusivement affecté aux calamités agricoles ayant été fixé à 100 millions - sous la réserve formelle que, pour l'avenir, tous les procédés de ce genre dont le Rapporteur Général a été chargé de faire valoir les graves inconvénients, seraient exclus.

Outre M. le Président CAILLAUX et M. le Rapporteur Général, sont intervenus dans les débats : MM. HENRY BERENGER, BIENVENU-MARTIN, BRARD, CAVILLON, CHAUVEAU, HENRY CHERON, FARJON, FOURCADE, HERVEY, LANCIEN, LAUDIER, PIERRE LAVAL, LEBERT, LEON PERRIER, MANCEAU, MORIZET , MOUNIE, MILAN, ROY, SCHRAMECK, TOURNAN, et VALADIER.

La Commission poursuivra demain matin à 10 heures la discussion sur le projet.

1re Séance du 13 décembre 1933

La Commission des Finances s'est réunie à 10 heures sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX pour continuer, sur rapport de M. MARCEL REGNIER, l'examen du projet de redressement financier voté à la Chambre.

L'article 6 relatif au prélèvement sur les traitements des fonctionnaires a donné lieu à un important débat. M. MARCEL REGNIER, après avoir souligné l'insuffisance, les difficultés d'application et les contradictions du texte de la Chambre , et justifié le principe du prélèvement, notamment par la baisse du coût de la vie, a proposé une réduction générale sur les traitements et pensions, avec taux réduit pour les tranches inférieures .

Une question de forme s'est posée tout d'abord . Certains membres de la Commission ont demandé que le texte de la Chambre fût pris comme base de discussion. Cette proposition a été repoussée par 21 voix contre 8 .

L'article 6 (nouveau) présenté par M. le Rapporteur Général a été voté par division .

Le premier alinéa pose le principe du prélèvement général sur tous les fonctionnaires sans exception. Il a été voté par 23 voix contre 5.

Le second alinéa concerne l'échelle du prélèvement qui serait ainsi fixée :

le prélèvement serait en principe de 6 % . Toutefois il serait réduit à 3 % pour les traitements inférieurs à 9.000 francs et accru respectivement de 2 et 4 % pour les tranches supérieures à 50.000 et 100.000 francs. Ces dispositions ont été adoptées par 23 voix contre 4.

L'article 6 bis (nouveau) qui a été ensuite voté sans opposition sur la proposition de M. le Rapporteur Général, vise le prélèvement sur les pensions d'ancienneté . La réduction serait effectuée dans des conditions analogues à celles du prélèvement sur les traitements. (Les chiffres de 6.000, 25.000 et 40.000 étant respectivement substitués à 9.000, 50.000 et 100.000).

L'article 7 (revision des indemnités) a été réservé après un court débat .

Un article nouveau 8septiès, qui stipule de nouvelles règles génératrices d'économies en ce qui concerne les bénéficiaires d'allocations militaires a été enfin voté sans opposition sur la proposition du Rapporteur Général.

Outre M. le Président CAILLAUX et M. MARCEL REGNIER, sont intervenus dans les débats, MM. de BLOIS, LAVAL, LAUDIER, MORIZET, ROY, PERRIER, PIERRE ROBERT, SARI, HERVEY; BIENVENU MARTIN, MAHIEU, LEBERT, CHERON, TOURNAN, VALADIER, MILAN, LANCIEN, GENERAL HIRSCHAUER, FARJON, SCHRAMECK.

La Commission continuera l'examen du projet cet après-midi à 15 heures.

2ème Séance du Mercredi 13 décembre 1933

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie à 15 heures sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a poursuivi l'examen du projet de redressement financier voté par la Chambre des Députés.

L'article 7 (revision des indemnités) a été adopté, avec une modification suivant laquelle, en tout état de cause, les indemnités sujettes à revision seraient réduites, à partir du 1e Janvier 1934 , de 15 % au moins.

Puis sur la proposition de son Rapporteur Général, la Commission a voté deux articles nouveaux, générateurs d'économies permanentes pour un montant total de 108 millions : L'article 8 ter relatif aux versements de l'Etat pour les assurés sociaux agricoles et l'article 8 noniès, aux termes duquel les rabais d'adjudication obtenus sur les travaux subventionnés par l'Etat ne pourraient plus être utilisés en travaux supplémentaires et donneraient lieu à des annulations correspondantes de crédits.

L'article 11 (récupération des créances de l'Etat) a été voté avec légère modification.

Les articles 12 A (institution d'une taxe sur les magasins à prix unique) et 12 quinquiès (taxe sur la main d'oeuvre étrangère) ont été rejetés.

A l'article 12 ter (imposition des bénéfices agricoles, dont le principe a été adopté, le texte a été remanié :

Seraient imposés d'après leur revenu réel toutes les exploitations agricoles dont le revenu cadastral dépasse 10.000 francs, alors que le texte de la Chambre prévoit ce mode d'imposition pour les assujettis dont le chiffre des ventes - difficile à connaître - excède 150.000 francs.

L'article 12 quater (imposition à l'impôt sur les traitements et les pensions civiles) a été voté sans modification.

Sur la proposition de son Rapporteur Général, la Commission a voté un article 12 Sexiès (nouveau) qui relève le droit de timbre des permis de chasse à 180 Frs et 60 Frs (part de l'Etat).

A l'article 13, portant création d'une surtaxe sur certains spiritueux, le texte du Gouvernement a été repris.

Après avoir adopté sans modification les articles 13 bis (taxe sur les licences d'importation) et 14 (règlementation des prix de détail), la Commission a procédé à l'examen des articles précédemment réservés.

L'article 10, relatif à la frappe supplémentaire de monnaie d'argent et de nickel a été rejeté sans opposition.

L'article 12, portant suppression de dégrèvements sur des droits d'enregistrement, a donné lieu à un important débat. Finalement, sur la proposition du Rapporteur Général, la Commission a écarté toutes les impositions nouvelles dénommées "regrèvements" et leur a substitué l'extension de l'impôt sur le chiffre d'affaires aux services concédés.

L'article 12 bis qui supprime les droits de circulation sur les véhicules automobiles et institue une taxe de 59 frs par hectolitre sur l'essence a été ensuite voté tel qu'il est sorti des délibérations de la Chambre.

(nouveau)

Un Article additionnel 12 bis A/qui précise les conditions d'application de l'article précédent a été réservé.

Outre M. le Président CAILLAUX et M. le Rapporteur Général ont pris part à ces débats MM. MOUNIE, TOURNAN. LAVAL. HERVEY. LAUDIER. BIENVENU MARTIN. PERRIER. HAYAUX. SARI. MILAN. LANCIEN. HENRY CHERON. CUMINAL. FOURCADE. GENERAL HIRSCHAUER. MANCEAU. CHAUVEAU. FARJON. LEBERT. SCHRAMECK. ROY. CAVILLON. GUY de WENDEL et MORIZET.

En résumé, la Commission sénatoriale des Finances a quant à présent résolu de proposer au Sénat de nombreuses et multiples économies s'élevant au chiffre indiscutable de 2.100 millions . Elle a uniquement retenu au titre de la fiscalité indépendamment d'aménagement de taxes déjà existantes la transformation de l'impôt sur les automobiles et l'extension de la taxe sur le chiffre d'affaires aux services concédés.

La Commission se réunira demain à 16 heures pour achever l'examen du projet.

La COMMISSION des FINANCES se réunira le

JEUDI 14 DECEMBRE 1933

à SEIZE HEURES

Ordre du Jour :

- Suite de la discussion sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire (n°646-année 1933).

M. le Président du Conseil, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Budget, seront entendus à dix sept heures sur ce projet de loi.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le JEUDI 14 Décembre 1933 à Seize heures, sous la présidence de M. Joseph CAILLAUX.

Elle a entendu M. CHAUTEMPS, Président du Conseil, M. GEORGES BONNET Ministre des Finances et M. MARCHANDEAU Ministre du Budget, sur le projet de loi tendant au redressement de l'équilibre budgétaire.

Séance du Vendredi 15 decembre 1933

La Commission des Finances se reunira le Vendredi 15 décembre à 16 heures -

ordre du jour :

Suite de la discussion sur le projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire.

La Commission sénatoriale des Finances a terminé l'examen du projet de redressement financier, au cours de la Séance qu'elle a tenue aujourd'hui, à SEIZE heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Séance du Vendredi 22 décembre 1933

I - Examen, pour avis financier, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains entre l'Etat et la Commune de Lège (Gironde)-(N°603-année 1933);
Rapporteur : M. SCHRAMECK.

II - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, tendant à autoriser la perception des droits produits et revenus applicables au Budget de l'Algérie pour l'exercice 1934;
Rapporteur : M. HAYAUX.

III - Examen du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifié par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire.
Rapporteur : M. MARCEL REGNIER,
Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale réunie à 15 heures sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX a longuement examiné tous les articles du projet de redressement financier voté à la Chambre en deuxième lecture.

Sur bon nombre de points, elle s'est accordée avec la Chambre. Sur d'autres elle a maintenu ses décisions antérieures.

Le Président du Conseil, M.M. les Ministres des Finances et du Budget, ainsi que M. le Ministre du Travail ont été ensuite entendus.

La discussion en séance publique commencera demain à 10 heures sur le rapport de M. MARCEL REGNIER qui a été approuvé à l'unanimité des votants.

*
* *

Au début de sa séance la Commission avait approuvé :

- Un avis favorable de M. SCHRAMECK sur un projet de loi concernant un échange de terrains entre l'Etat et la Commune de Lège (Gironde).

- Un rapport de M. HAYAUX tendant à l'adoption du projet de loi qui autorise la perception /des impôts/ applicables au budget de l'Algérie en 1934.

- Un rapport favorable de M. HENRY BERENGER sur un projet de loi portant ouverture d'un crédit / au congrès de la Fédération interalliée des anciens combattants. /s'appliquant/

- Et un avis favorable de M. HENRY BERENGER sur un projet de loi visant l'aliénation d'un terrain appartenant à la France à Jérusalem

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA

SAMEDI 23 DECEMBRE 1933
A SEIZE HEURES

ou après la discussion, en séance publique, du projet de loi sur le redressement financier.

ORDRE DU JOUR :

1- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, tendant à autoriser des opérations de consolidation de la dette à moyen terme et de la dette flottante.
Rapporteur : M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général.
2- Examen, pour rapport au fond , du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant :
1° ouverture sur l'exercice 1934, de crédits provisoires applicables aux mois de janvier et février 1934 ;
2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics.
Rapporteur : M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général.
3- Examen pour rapport au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant les coefficients applicables en 1934 pour l'évaluation forfaitaire des bénéfices agricoles en matière d'impôts sur les revenus.
Rapporteur : M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général.

Commission des Finances
le 23 Décembre 1933
(2e Séance) à 22 heures

Reprise de l'examen du projet de loi, modifié à nouveau par la Chambre, tendant au redressement de l'équilibre budgétaire.

1934

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

MERCREDI 17 JANVIER 1934

A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

1- Examen pour avis des conclusions du rapport de M. Marcel PLAISANT, sur le projet de loi relatif aux brevets d'invention (N° 55 - année 1933).
- Rapporteur M. TOURNAN.

2- Examen du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant régularisation de crédits ouverts par décrets au titre de l'exercice 1933.
- Rapporteur M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général.

3- Exposé de M. LE PRESIDENT sur les Caisses des Crédits municipaux.

4- Examen pour avis, des conclusions du rapport de M. JUSTIN GODART, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de soumettre à la surveillance et au contrôle de l'Etat certaines entreprises faisant appel à l'épargne (N° 640 - année 1933).
- Rapporteur M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général.

5 - Examen des conclusions du rapport de M. LESACHE sur différentes propositions de loi portant modifications à la loi de 1867 sur les Sociétés anonymes.
- Rapporteur M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le 17 Janvier 1934, à 15 heures,

Elle a d'abord adopté, sur rapport de M. TOURNAN, les termes d'un avis favorable au projet de loi voté à la Chambre des Députés sur les brevets d'invention, sous réserve d'une modification de l'article 4 relatif aux taxes, pour lesquelles le système actuellement en vigueur serait maintenu .

Le projet de loi voté à la Chambre portant régularisation des crédits ouverts par décret sur l'exercice 1933, a fait ensuite l'objet d'un exposé de M. MARCEL REGNIER, Il a été adopté sans modification conformément aux conclusions du Rapporteur Général.

Sur la proposition de M. MARCEL REGNIER, la Commission a décidé, avant de donner son avis sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés et concernant le contrôle de l'Etat sur certaines entreprises faisant appel à l'épargne (sociétésde capitalisation) d'entendre à l'une de ses plus prochaines séances, MM. les Ministres des Finances et du Travail.

Enfin la Commission a commencé son examen pour avis de la proposition de loi de M. LESACHE en instance devant le Sénat et tendant à la réforme de la loi de 1867 sur les Sociétés . M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général, a exposé l'économie générale decette proposition. La discussion des articles a été renvoyéeà la prochaine séance.

Outre M. le Président CAILLAUX et M. MARCEL REGNIER, sont intervenus dans la discussion de ces différents projets : MM. BABAUD LACROZE DE BLOIS, CAVILLON, CHERON, FOURCADE, HERVEY, LAVAL, MANCEAU, FRANCOIS ST MAUR, PIERRE ROBERT, HENRI ROY. et PHILIP.

Séance du 23 Janvier 1934

- Suite de l'examen des conclusions du rapport de M. LESACHE sur différentes propositions de loi portant modifications à la loi de 1867 sur les Sociétés anonymes - (n°826-année 1932).

Rapporteur : M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mardi 23 Janvier 1934 , à 15 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX. Sur rapport de M. MARCEL REGNIER, elle a poursuivi la discussion pour avis de la proposition de loi de M. LESACHE, portant réforme de la loi de 1867 sur les Sociétés.

La Commission a limité son examen aux dispositions touchant directement au crédit public et à la défense de l'épargne. Des modifications de textes ont été approuvées, après d'importants débats auxquels ont pris part, outre M. le Président CAILLAUX et M. le Rapporteur Général, MM. BABAUD LACROZE, de BLOIS, CAVILLON, CHERON, CHARABOT, FARJON, HERVEY, LAVAL, MANCEAU, MAHIEU, PHILIP, FRANCOIS SAINT MAUR, ROY, SCHRAMECK, TOURNAN, VALADIER.

Au début de la séance, la Commission s'était préoccupée de la composition des cabinets ministériels qu'elle avait rapprochée des textes légaux et règlementaires en vigueur. Après un échange d'observations , elle a donné mandat à son Président d'intervenir auprès du Chef du Gouvernement pour appeler son attention sur la nécessité de faire observer la loi dans son texte et dans son esprit.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

VENDREDI 16 FEVRIER 1934

A QUINZE HEURES PRECISES

ORDRE DU JOUR :

1- Audition de M. le Ministre des Finances sur la situation de la trésorerie.

2- Audition de MM. les Ministres des Finances et du Travail sur le placement des fonds des assurances sociales.

3- Suite de l'examen du rapport de M. JUSTIN GODART sur le projet de loi ayant pour but de soumettre à la surveillance du contrôle de l'Etat certaines entreprises faisant appel à l'épargne.
Audition de MM. les Ministres des Finances et du Travail.
- Rapporteur : M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

4- Examen du projet de loi portant transformation de l'impôt sur le chiffre d'affaires en une taxe unique en ce qui concerne les huiles de schiste et autres roches bitumeuses, de tourbes et lignites les huiles lourdes et produits dérivés du pétrole et d'autres huiles minérales (N° 673 de 1933)
Rapporteur : M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances, réunie sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX, a d'abord entendu M. le Ministre des Finances, qui lui a fait un exposé détaillé de la situation de la Trésorerie, de son évolution récente et de ses perspectives d'avenir.

M. le Ministre du Travail et M. le Ministre des Finances ont ensuite donné à la Commission certains renseignements, qui leur avaient été demandés, sur les placements des fonds des Assurances Sociales et sur l'organisation du contrôle des sociétés privées d'assurances et de capitalisation.

Des questions ont été posées à M.M. GERMAIN-MARTIN et MARQUET par M. le Président CAILLAUX, M. MARCEL REGNIER et M.M. de BLOIS, FARJON, LAUDIER, MILAN, HAYAUX, CHAUVEAU, VALADIER, FRANCOIS SAINT MAUR, MOUNIER, CAVILLON et SARI.

La Commission des Finances s'est réunie ~~hier~~ le lundi 19 février 1934 à la suspension de la séance du Sénat sous la présidence de M. Joseph Caillaux.

Sur le rapport qui lui a été présenté par M. Marcel Régnier rapporteur Général, elle a adopté après avoir entendu M. Germain-Martin, Ministre des Finances, le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant dérogation exceptionnelle au premier alinéa de l'article 30 de la loi du 16 Septembre 1871.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le MARDI 20 FEVRIER 1934 à 15 HEURES.

ORDRE DU JOUR

Examen officieux du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1934

BUDGET DES DEPENSES :

Agriculture, Rapporteur : M. CHAUVEAU

Services d'Alsace et Lorraine :
Rapporteur , M. LE COMTE DE BLOIS.

Finances , Rapporteur : M. HENRI ROY.

Justice - Services judiciaires
- Services pénitentiaires,
Rapporteur : M. André LEBERT

Education Nationale, Rapporteur: M. JEAN PHILIP.

~~Chemins de fer, Rapporteur : M. VALADIER.~~

COMMISSION DES FINANCES

(20 Février 1934)

La Commission sénatoriale des Finances , réunie sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX a procédé , au cours d'une longue séance, à l'examen approfondi et minutieux, Chapitre par chapitre, des crédits des budgets de l'Agriculture, d'Alsace et de Lorraine, des Finances , des Services pénitentiaires et de l'Education Nationale.

Les décisions de la Commission font apparaître, par rapport au chiffre proposé au voté de la Chambre, une économie totale de l'ordre de 30 millions environ.

(21 Février 1934)

+++++++

La Commission sénatoriale des finances s'est réunie à 15 heures sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Après avoir donné un avis favorable au projet de loi, voté par la Chambre des Députés et relatif à la perception des droits d'entrée dans les différents services du muséum d'histoire naturelle, elle a poursuivi l'examen des budgets des dépenses.

La séance a été consacrée aux budgets du Commerce, de l'Imprimerie nationale, de la Marine Militaire, de la Légion d'Honneur, de l'Enseignement technique, des Services judiciaires, des Chemins de fer, des Affaires Etrangères , de la Marine Marchande et des Colonies, qui ont été discutés chapitre par chapitre. La Commission s'est attachée à dégager toutes les économies compatibles avec la bonne marche des services et à mettre un terme à certains abus que ses travaux ont pu lui révéler.

Les crédits adoptés font apparaitre , par rapport à ceux qui sont soumis au vote de la Chambre, une nouvelle réduction de l'ordre de 24 millions, ce qui porte le total des compressions déjà réalisées à 54 millions environ.

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira

le JEUDI 22 FEVRIER 1934 à QUINZE HEURES

Ordre du Jour :

-Suite de l'examen officieux du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1934.

BUDGET DES DEPENSES

Intérieur , Rapporteur : M. SCHRAMECK
P.T.T.-Caisse Nationale d'Epargne,
Rapporteur : M. PIERRE ROBERT
Travail et Prévoyance sociale,
Rapporteur : M. EDMOND CAVILLON
Pensions : Rapporteur : M. BABAUD-LACROZE
Travaux Publics, Rapporteur : M. MILAN
Mines et Forces hydrauliques ,
Rapporteur : M. HERVEY
Monnaies et Médailles ,
Rapporteur : M. MOUNIE
Guerre et défense d'Outre-Mer
Rapporteur : M. EMILE SARI
Poudres et Salpêtres,
Rapporteur : M. GUY DE WENDEL
Air , Rapporteur : M. LE GENERAL HIRSCHAUER
Beaux-Arts, Rapporteur : M. FOURCADE
Santé Publique, Rapporteur:M. ANATOLE MANCEAU

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie à 15 heures sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a terminé l'examen des budgets de dépenses.

Les budgets de l'Intérieur, des P.T.T , des Travaux publics, des Monnaies, des Poudres, des Pensions, du Travail , de l'Air, de la Guerre, de la Santé publique et des Beaux-Arts, /discutés chapitre par chapitre. ont été

Les décisions de la Commission, compte non tenu d'un certain nombre de chapitres qui ont été réservés soit que leur dotation dépende d'articles de la loi de finances, soit que les ministres intéressés doivent être entendus, se traduisent par de nouvelles économies de l'ordre de 115 millions.

Les réductions réalisées par rapport aux crédits soumis au vote de la Chambre s'élèvent d'ores et déjà au total à 170 millions environ.

La Commission commencera demain l'examen de la loi de finances.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA

VENDREDI. 23 FEVRIER 1934

A QUINZE HEURES ET DEMIE

ORDRE DU JOUR :

- Suite de l'examen du projet de loi portant fixation du Budget général de 1934.

  Examen de la Loi de finances.

- Audition de M. le Ministre du Travail.

COMMUNIQUE A LA PRESSE

(23 Février 1934)

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Vendredi 23 Février 1934, à 15 Heures 30, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a d'abord entendu M. le Ministre du Travail sur certaines questions relatives au budget de son Département et touchant plus particulièrement le fonctionnement des assurances sociales. Elle lui a également demandé des explications sur l'affaire de la "Renaissance sanitaire", dont elle avait été récemment saisie.

Après le départ de M. MARQUET, M. le Rapporteur Général a fait un exposé des conditions dans lesquelles se présente le projet de budget après le vote de la Chambre .

Puis sur Rapport de M. MARCEL REGNIER et article par article, la Commission a procédé à la discussion de la loi de finances.

Fidèle à sa politique constamment affirmée, elle a tenu à ne prendre aucune mesure susceptible d'accroitre le prix de la vie et n'a admis que des suppressions d'exemptionsfiscales, ayant le plus souvent le caractère de véritables privilèges.

C'est ainsi, pour ne retenir que les principales modifications apportées au texte de la Chambre, que les articles 7 bis, (règlementation et imposition des magasins à prix unique), 7 ter (augmentation de la taxe spéciale sur les grands magasins), 9 bis (taxe sur la main d'oeuvre étrangère) ont été rejetés . De même, l'article 23 (taxation du gaz et de l'électricité) a été disjoint.

La diminution des ressources fiscales qui résulte de ces décisions est pour la plus large part compensée par les économies réalisées sur les crédits au cours des séances précédentes .

La Commission a repris l'article 4 du projet gouvernemental qui avait été disjoint par la Chambre et qui assujettit à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, dans les conditions du droit commun, les coopératives de consommation .

L'article 6 (impôsition à la taxe sur chiffre d'affaires des groupements de consommateurs) a été réservé, la Commission désirant examiner la question de plus près, de concert avec le Gouvernement.

Enfin, la discussion de l'article 39 bis, relatif aux pouvoirs conférés au Gouvernement en matière d'économies, a été renvoyée après l'audition du Président du Conseil et du Ministre des Finances qui aura lieu demain à 15 heures.

Les derniers articles de la loi de finances, en petit nombre d'ailleurs, seront examinés dans une séance qui sera tenue demain matin à 10 heures.

Outre M. le Président CAILLAUX et M. MARCEL REGNIER sont intervenus dans les débats de cet après-midi , MM. BRARD, HERVEY, GAVILLON, VALADIER, FRANCOIS ST MAUR, PERRIER, LAUDIER, BABAUD LACROZE, ROY, LANCIEN, MOUNIE, MILAN, SARI, PHILIP, MORIZET et le Général HIRSCHAUER.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira

le SAMEDI 24 FEVRIER 1934 à 10 HEURES DU MATIN.

ORDRE DU JOUR :

Suite de l'examen du projet de loi portant fixation du Budget général de 1934.

Suite de l'examen de la loi de finances.

M. le Président du Conseil et M. le Ministre des Finances seront entendus à 15 heures.

La Commission sénatoriale des finances s'est réunie cematin à 10 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX pour terminer la discussion de la loi de finances.

Les articles examinés n'ont guère été modifiés. Cependant, en ce qui concerne les dispositions relatives aux primes à la filature de la soie et à la fabrication du papier, la Commission a repris des textes anciens d'initiative gouvernementale.

L'article 55 (Extension de la gratuité de l'externat aux classes primaires) a été disjoint.

Soucieuse de mettre un terme à des abus qu'elle a pu constater au cours de l'examen des crédits, la Commission a par ailleurs inséré dans la loi des articles nouveaux, concernant les sous-préfets rattachés, les missions aux colonies à la charge des budgets locaux, et la présentation des comptes des Offices.

Un autre article nouveau a été adopté : il rétablit le système des prélèvements sur prestations en faveur des départements, qui ont été lésés par le classement opéré en 1930 dans la voirie nationale d'une partie de la voirie départementale,

La Commission entend cet après midi à 15 heures les membres du Gouvernement.

Outre le Président CAILLAUX et M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général sont intervenus dans les débats : M.M. LEON PERRIER. GENERAL HIRSCHAUER. ROY. PHILIP. LAUDIER. BABAUD-LACROZE. MAHIEU. MOUNIE. FRANCOIS SAINT MAUR. HERVEY. SART. LEBERT .MILAN.LANCIEN. MORIZET.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira
AUJOURD'HUI SAMEDI 24 FEVRIER 1934
à QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

- Audition de M. le Président du Conseil et de M. le Ministre des Finances sur le projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1934.
ainsi que de -
de M. le Ministre de l'Air
de M. le Ministre de l'Intérieur
Ministre des Travaux Publics
Ministre de l'Education Nationale

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie à 15 heures sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX pour terminer la discussion du projet de budget.

Elle a d'abord entendu M. le Président du Conseil sur l'article 39bis, qui confère au gouvernement des pouvoirs spéciaux pour réaliser des économies, puis M. le Ministre des Finances, ainsi que M.M. les Ministres de l'Air, des Travaux Publics, de l'Intérieur et de l'Education Nationale* sur un certain nombre d'articles ou de chapitres réservés. Elle a également recueilli leurs observations sur les modifications apportées au projet transmis par la Chambre.

Après le départ des Ministres, la Commission a délibéré. Elle a maintenu ses décisions antérieures, notamment en ce qui concerne l'article 23 (Imposition du gaz et de l'électricité)disjoint la veille. Elle a par ailleurs voté l'article 39bis. Les articles 11 (impôt sur les opérations de Bourse pour les affaires traitées dans des bourses de commerce étrangères), 24 (contrôle des réceptions debetteraves) sur lesquels il n'acait pas encoré été statué, ont été disjoints. L'article 6 (imposition à la taxe sur le chiffre d'affaires des groupements de consommateurs) a été modifié de façon à ne pas entraver , par des formalités trop lourdes, l'action des organismes de cette nature qui contribuent à faire baisser le coût de la vie. Enfin un article nouveau, prorogeant pour une période de deux ans le régime fiscal actuellement en vigueur pour les fusions de sociétés a été adopté.

A la fin de la séance, M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général a fait connaître les conditions d'équilibre du projet de budget après l'examen de la Commission. Les compressions de dépenses réalisées étant à peu près équivalentes à la diminution des ressources dûe au rejet ou à la disjonction de dispositions fiscales, l'excédent des recettes sur les dépenses, tel qu'il résulte du vote de la Chambre.n'est pas sensiblement modifié.

Outre M. le Président CAILLAUX et M. Marcel REGNIER, ont pris part aux délibérations, M.M. de WENDEL. LAUDIER. BABAUD-LACROZE. TOURNAN. HERVEY. CAVILLON. MILAN. ROY. PERRIER. SCHRAMECK. CUMINAL.FRANCOIS SAINT-MAUR. MORIZET. GENERAL HIRSCHAUER et HENRY BERENGER.

---

* et M. le Secrétaire Général du Ministère de la Guerre .

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira

AUJOURD'HUI MARDI 27 FEVRIER 1934

à 14 HEURES 30

Ordre du Jour :

- Examen de divers amendements et articles réservés de la loi de finances.

Séance de Commission du 28 Février 1934 à 16 heures

Reprise de l'examen du Projet de loi portant fixation du budget Général de l'exercice 1934 revenant de la Chambre avec quelques modifications

29 Février 1934

La Cn des Finances s'est réunie à 22 heures 55 pour examiner le projet de budget retour de la Chambre 3e Vote

La COMMISSION des FINANCES se réunira

le MERCREDI 7 MARS 1934 à 16 HEURES 30.

ORDRE DU JOUR :

I - Examen pour rapport au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant transformation de l'impôt sur le chiffre d'affaires en une taxe unique en ce qui concerne les huiles de schiste et autres roches bitumineuses, de tourbes et lignites, les huiles lourdes et produits dérivés du pétrole et d'autres huiles minérales (n°673-année 1933).-
Rapporteur: M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

II - Examen, pour avis financier, du projet de loi ayant pour but de soumettre à la surveillance et au contrôle de l'Etat certaines entreprises faisant appel à l'épargne.
Rapporteur: M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

III- Examen, pour avis financier du projet de loi portant modification des droits de douane sur des produits dérivés du blé ou de produits féculents. - Rapporteur: M. TOURNAN.

IV- Questions diverses.

A DIX SEPT Heures

I - Audition de M. le Ministre des Finances sur le projet de loi portant création d'un système d'encouragement à la récolte de la gemme et à l'utilisation des produits résineux.

II - Audition du Ministre des P.T.T. sur l'illégalité des deux décrets pris par M. MISTLER, le 9 Janvier 1934, portant réorganisation des services de l'Administration centrale et la désignation d'un Directeur général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 7 Mars 1934, à 14 Heures 30, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a d'abord adopté un rapport favorable de M. MARCEL REGNIER sur le projet de loi, voté par la Chambre des Députés, et portant transformation en taxe unique de l'impôt sur le chiffre d'affaires, pour les huiles lourdes et produits dérivés du pétrole.

Puis la Commission a émis, suivant rapports respectifs de MM. MARCEL REGNIER et TOURNAN, deux avis favorables : Le premier sur le projet de loi voté par la Chambre et tendant à soumettre à la surveillance et au contrôle de l'Etat certaines entreprises de capitalisations qui y échappent actuellement, le second sur le projet de loi également adopté par la Chambre des Députés et portant modification des droits de douane sur des produits dérivés du blé.

La Commission a ensuite recueilli les explications du Ministre des P.T.T. sur des décrets récents, qui ont réorganisé l'Administration centrale de son département et soulèvent des objections quant à la conformité avec les textes organiques en vigueur. M. MALLARME a fait connaître qu'il avait l'intention de provoquer une consultation juridique à cet égard.

La Commission a enfin entendu M. le Ministre des Finances sur le projet de loi adopté par la Chambre et relatif à l'institution de subventions en faveur des gemmeurs.

M. GERMAIN MARTIN, après avoir fait l'exposé du projet et indiqué les raisons d'ordre social qui ont incité le Gouvernement à en demander l'adoption, a répondu aux diverses questions et critiques qui lui ont été présentées et qui ont porté plus spécialement sur les répercussions budgétaires et économiques des mesures dont il s'agit. Après le départ du Ministre, la Commission a chargé son Rapporteur Général d'étudier le projet et de lui soumettre ses conclusions à la prochaine séance qui aura lieu Vendredi matin.

Outre M. le Président CAILLAUX et M. MARCEL REGNIER sont intervenus dans les débats, MM. ROY, MORIZET, VIOLETTE, MILAN, BIENVENU MARTIN, CHARABOT, BABAUD LACROZE, MOUNIE, PIERRE ROBERT, HAYAUX, HERVEY, CAVILLON, CHAUVEAU, de BLOIS,

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

VENDREDI 9 MARS 1934 à 10 HEURES ET DEMIE DU MATIN.

Ordre du Jour :

I - Examen, pour avis financier, du projet de loi portant création d'un système d'encouragement à la récolte de la gemme et à l'utilisation des produits résineux (n° 117-année 1934)-
Rapporteur: M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

II - Examen pour rapport au fond du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits, sur l'exercice 1934, en conséquence de modifications apportées à la composition du Gouvernement.
Rapporteur : M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

III - Examen, pour rapport, du projet de loi approuvant la convention conclue le 12 février 1934, avec le Crédit National. Rapporteur: M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

IV - Examen pour rapport du projet de loi tendant à compléter l'article 32 de la loi du 31 mars 1932 qui a porté de 4 à 6 p.100 le taux de la taxe d'importation sur les produits semis-ouvrés et ouvrés.
Rapporteur : M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

V - Examen, pour rapport, du projet de loi ayant pour objet le transfert au Ministère des Finances, au Ministère de l'Intérieur et au Ministère du Travail des attributions du service du crédit.
Rapporteur: M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

VI - Examen, pour rapport, du projet de loi tendant à fixer le règlement d'indemnités représentatives de frais supplémentaires sur produits finis.
Rapporteur: M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

VII - Eventuellement, projet de loi relatif aux Banques populaires. Rapporteur: M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie ce matin à 10 heures et demie sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX pour examiner un certain nombre de projets qui viennent d'être votés par la Chambre.

Le projet de loi instituant des encouragements en faveur des gommeurs a été mis en premier lieu en discussion. M. MARCEL REGNIER a décrit le système envisagé et exposé les conséquences économiques et financière qu'il est susceptible d'entrainer. A l'unanimité des votants, la Commission a rejeté le projet qui, lui a semblé lourd de répercussions graves et qui, n'étant pas équilibré du point de vue budgétaire, lui est apparu en contradiction avec les dispositions récemment votées par le Parlement et aux termes desquelles les dépenses nouvelles doivent être intégralement couvertes par des recettes nouvelles.

Puis, sur rapports de M. MARCEL REGNIER, la Commission a adopté :

1° - Le projet de loi assurant, avec l'aide du Crédit National, le financement des subventions dues aux collectivités locales en vertu de la loi du 13 Juillet 1933;

2° - Le projet de loi qui ouvre et annule des crédits, sur l'exercice 1934, en conséquence de modifications apportées à la composition du Gouvernement;

3° - Le projet de loi donnant au Gouvernement les moyens de revenir sur les augmentations de taux de la taxe à l'importation qui frappe les produits semi-ouvrés et ouvrés;

4° - Le projet de loi qui règle définitivement la question encore en suspens des indemnités de dommages de guerre relatives aux produits finis.

M. MARCEL REGNIER a enfin fait l'exposé du projet de loi voté à la Chambre et relatif aux banques populaires. Après avoir procédé à un premier échange de vues sur ce point, la Commission a jugé que le projet avait une telle importance qu'elle ne pouvait statuer sans avoir recueilli les avis du Gouvernement et de personnalités compétentes, qui seront entendus demain Samedi à Quinze heures.

Outre M. le Président CAILLAUX et M. MARCEL REGNIER, sont intervenus dans les débats : M.M. ROY. PIERRE ROBERT. HERVEY. MOUNIE, TOURNAN. MILAN. FRANCOIS SAINT MAUR. BABAUD LACROZE. LEBERT. DE WENDEL et BRARD.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le SAMEDI 10 MARS 1934 à 15 HEURES.

ORDRE DU JOUR :

Audition de M, le Ministre des Finances et de M. RICHÉ, Président de la Chambre Syndicale des Banques populaires sur le projet de loi modifiant et complétant la loi du 24 juillet 1932 sur l'organisation du crédit au petit et moyen commerce, à la petite et moyenne industrie.

Rapporteur: M. MARCEL REGNIER,
Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie à 15 heures pour examiner le projet de loi sur les Banques populaires que vient de voter la Chambre.

M. MARCEL REGNIER a d'abord exposé , article par article, l'économie du projet, puis M. le Ministre des Finances et M. RICHE Député, Président de la Chambre Syndicale des Banques populaires ont été longuement entendus.

M. GERMAIN MARTIN a en premier lieu indiqué les raisons d'ordre économique et social qui ont conduit le gouvernement à déposer le projet et à en demander le vote rapide; elles tiennent notamment aux défectuosités du contrôle, auquel sont soumis ces établissements, et aux abus, qui résultent du fonctionnement actuel. A son tour, M. RICHE a tracé l'évolution de l'organisation des Banques populaires depuis leur institution. Après avoir souligné les progrès importants déjà réalisés et fait le tableau de la situation présente, il a montré, lui aussi, que le système en vigueur comportait encore des insuffisances, que le projet en instance devant le Sénat visait à combler.

M.M. GERMAIN-MARTIN et RICHE ont ensuite répondu aux nombreuses questions qui leur ont été posées et qui ont porté plus spécialement sur la situation générale des Banques populaires, sur le fonctionnement pratique des contrôles envisagés pour ces organismes, sur le crédit hôtelier et sur le crédit artisanal, enfin sur les dispositions des articles 3 (avances éventuelles aux administrateurs des Banques populaires) et 9 (abrogation, au cas d'irrégularités commises, des exemptions fiscales dont bénéficient ces établissements).

Après le départ de M. le Ministre des Finances et de M. RICHE, la Commission a procédé à la discussion du projet, qui a été finalement adopté sans autres modifications à l'article 9 visé plus haut.

Outre M. le Président CAILLAUX et M. MARCEL REGNIER Rapporteur Général ont pris part à ces débats M.M. ROY. HERVEY. LEBERT. FARJON. DEBLOIS. CAVILLON, FRANCOIS SAINT MAUR. MAHIEU. TOURNON. BABAUD-LACROZE ET HAYAUX ET de WENDEL.

A la fin de la séance, la Commission a adopté suivant les conclusions du rapport de M. MARCEL REGNIER, le projet de loi transférant au Ministère des Finances, au Ministère de l'Intérieur et au Ministère du Travail les attributions du service du crédit du Ministère du Commerce.

COMMISSION DES FINANCES

MERCREDI 14 MARS 1934 à 15 Heures

Ordre du jour :

I - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi portant ratification de la Convention signée à Parisle 30 Novembre 1933 entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg pour éviter, à l'importation, les doubles impositions en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires.
Rapporteur : M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

II - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi portant autorisation au Ministre des Affaires Etrangères d'allouer pendant quinze ans au lycée français de Montevideo les subventions en vue de son agrandissement.
Rapporteur : M. HENRY BERENGER.

III - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi portant ouverture au Ministère des Affaires Etrangères, des crédits nécessaires pour couvrir les dépenses des négociations franco-Suisses relatives au régime douanier à instituer en faveur des zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex (N° 108 - année 1934).
Rapporteur M. HENRY BERENGER.

IV - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, relatif aux taxes à appliquer dans les chancelleries diplomatiques et consulaires et au Ministère des Affaires Etrangères (N° 106 - année 1934).
Rapporteur : M. HENRY BERENGER.

V - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi relatif à la perception au moyen de timbres mobiles des taxes appliquées dans les Chancelleries diplomatiques et Consulaires (N° 107 - année 1934).
Rapporteur : M. HENRY BERENGER.

VI - Examen, pour avis financier, du projet de loi prorogeant le délai d'application du droit de préférence accordé par la loi du 30 Janvier 1923 aux victimes de la guerre pour l'obtention des emplois réservés. (N° 540 - année 1933).
Rapporteur : M.HABAUD-LACROZE.

VII - Examen, pour avis, de la proposition de loi,

ADOPTÉE PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Tendant à subroger au privilège du Trésor pour le recouvrement des droits et taxes avancés à l'État, les compagnies, sociétés ou individus se livrant à la distribution des **produits dérivés** *du* **pétrole,**

Rapporteur : M. Henri Roy

VIII Examen pour rapport du Projet de loi,

portant **ouverture** *et* **annulation** *de* **crédits** *sur l'***exercice 1933,** *pour régulariser des dépenses engagées, en vertu de l'article* 9 *de la* **loi** *du* **10 août 1922,**

Rapporteur : M. Marcel Régnier, rapporteur général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 14 Mars 1934, à 15 Heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX pour examiner divers projets ou propositions de loi votés par la Chambre et en instance devant la Haute Assemblée .

La Commission a adopté :

X - sur rapports de M. MARCEL REGNIER, le projet de loi portant ratification d'une convention fiscale entre la France et le Luxembourg en vue d'éviter des doubles impositions;ainsi qu'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1933 pour régulariser un certain nombre de dépenses engagées en vertu de l'article 9 de la loi du 10 Août 1922 et concernant la défense nationale.

- sur rapports de M. HENRY BERENGER, un projet de loi relatif aux crédits nécessités par les négociations franco-suisses sur les zones franches, et deux projets ayant trait aux taxes à appliquer dans les chancelleries diplomatiques et consulaires.

- sur avis de M. CHAUVEAU, et avec modifications, la proposition de loi tendant à la défense du marché du blé .

- sur avis de M. BABAUD LACROZE, le projet de loi prorogeant le délai d'application du droit de préférence accordé aux victimes de guerre pour l'obtention des emplois réservés;

- sur rapport de M. HENRI ROY, une proposition de loi tendant à subroger au privilège du Trésor pour le recouvrement des droits sur les produits dérivés du pétrole les sociétés qui font l'avance de l'impôt,

- sur avis de M. VALADIER, un projet de loi concernant les voies ferrées d'intérêt local.

Après rapport de M. HENRY BERENGER, la Commission a enfin adopté sous réserve d'une nouvelle rédaction le projet de loi ayant trait à l'agrandissement du Lycée français de Montevideo.

Outre M. le Président CAILLAUX et M. MARCEL REGNIER, MM. HENRY BERENGER, ROY, VALADIER, BABAUD LACROZE, CHAUVEAU, PERRIER, BIENVENU MARTIN, HERVEY, MOUNIE, MAHIEU et SARI sont intervenus dans les débats auxquels ont donné lieu ces divers projets.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

JEUDI 15 MARS 1934

A QUATORZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

- Contre projets au projet de loi portant création d'un système d'encouragement à la récolte de la gemme et à l'utilisation des produits résineux

- Rapporteur ; M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

VENDREDI 1er JUIN 1934

A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

1- Examen, pour avis, du projet de loi instituant un régime des retraites des fonctionnaires, employés et ouvriers départementaux et communaux.

- Rapporteur : M. SCHRAMECK.

2- Examen, pour avis, du projet de loi instituant le monopole de l'alcool industriel.

3- Examen, pour avis, des conclusions du rapport de M. MAUGER sur le projet de loi portant réglement définitif du budget de l'exercice 1915.

- Rapporteur ; M. Marcel REGNIER, Rapporteur général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie à 15 heures sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

M. SCHRAMECK a d'abord fait un exposé du projet de loi tendant à instituer un régime des retraites en faveur des employés et ouvriers départementaux et communaux. Un échange de vue a suivi dans lequel les divers orateurs ont souligné les lourdes répercussions financières du système envisagé. Finalement la Commission a décidé d'entendre avant de poursuivre son examen les Ministres des Finances et de l'Intérieur à l'une de ces plus prochaines séances.

Le projet de loi relatif au monopole de l'alcool industriel a été ensuite mis en discussion. M. MARCEL REGNIER a présenté ses observations sur la nouvelle rédaction du projet en instance devant le Sénat. Après un débat sur l'opportunité d'en terminer immédiatement avec cette question, alors qu'une Commission spéciale a été chargée du problème général des Offices et étudie actuellement la gestion des divers services autonomes existants , la Commission a décidé d'attendre les conclusions des travaux en cours pour formuler elle-même son avis .

Elle a donné mandat à M. HERVEY, son Délégué à la Commission des Offices, de prier cette dernière de lui communiquer dans le plus bref délai possible les rapports utiles en la matière .

Puis, sur rapport de M. MARCEL REGNIER, la Commission a examiné pour avis les dispositions spéciales que la Commission des Comptes définitifs du Sénat a introduites dans le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1915 et qui concernent, les unes, la masse des douanes, et les autres la communication au Parlement des rapports de la Cour des Comptes. Les premières ont été disjointes pour étude; les secondes ont été acceptées avec de légères modifications, de telle sorte que, le premier Président de la Cour des Comptes, représentant le pouvoir judiciaire en matière financière, saisirait directement le Parlement des observations auxquelles donnerait lieu la comptabilité de l'Etat et dont la communication ne pourrait plus être retardée , comme aujourd'hui, par des obstacles, qui sont souvent le fait des services publics.

La Commission a enfin adopté un avis favorable de M. MARCEL REGNIER sur le projet de loi visant l'organisation générale de l'armée de l'air.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

MERCREDI 6 JUIN 1934 à QUINZE HEURES.

Ordre du Jour :

I - Audition de M.M. les Ministres des Finances et de l'Intérieur, sur le projet de loi ayant pour objet d'instituer un régime de retraites en faveur des fonctionnaires, employés et ouvriers départementaux et communaux.
- Rapporteur: M. SCHRAMECK.

II - Examen, pour avis, du projet de loi tendant à l'achèvement du programme de construction d'habitations à bon marché et de logements à loyers modérés prévu par la loi du 13 Juillet 1928.
Rapporteur: M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

III - Examen, pour avis, de la proposition de loi de M. Emile SARI tendant à établir un privilège au profit des communes et des départements qui ont accordé leur garantie d'intérêts aux organismes de construction d'habitations à bon marché.
Rapporteur: M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

IV - Examen éventuel du projet de loi relatif à la réglementation du démarchage.
Rapporteur: M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le 6 Juin 1934, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

L'audition de MM. les Ministres des Finances et de l'Intérieur qui devait avoir lieu sur le projet de loi relatif à l'institution de retraites pour les ouvriers et employés départementaux et communaux, a été renvoyée à une date ultérieure, le Gouvernement ayant fait connaître qu'il envisageait un système de retraites moins onéreux pour les finances publiques que celui du projet soumis à la Commission et qu'il serait en mesure de communiquer prochainement son nouveau texte .

La Commission a procédé à l'examen du projet de loi voté par la Chambre et relatif à l'achèvement du programme d'habitations à bon marché prévu par la loi du 13 Juillet 1928. M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général, a donné connaissance du rapport de M. MANCEAU qui n'a pu assister à la séance . Après une discussion à laquelle ont pris part outre M. le Président CAILLAUX et M. MARCEL REGNIER, MM. SCHRAMECK, BIENVENU MARTIN, ROY, PERRIER, HERVEY, MAHIEU, MILAN, FRANCOIS ST MAUR, MOUNIE, FOURCADE, VIOLETTE, LAUDIER, VALADIER, CAVILLON, et SARI, la Commission, retenant que le projet, dans son dernier état, ne comporte pas l'ouverture de crédits d'engagement nouveaux, mais permet simplement, grâce à l'utilisation des reliquats disponibles sur les crédits ouverts, de ne pas interrompre les constructions en cours , a donné son adhésion au projet sous réserve d'une légère modification de texte. Mais il a été entendu que le Président et le Rapporteur interviendraient dans la discussion pour inviter le Gouvernement à renforcer le contrôle des organismes bénéficiaires de la loi et exercer une surveillance plus étroite des conditions dans lesquelles sont attribués les prêts, effectués les placements et édifiés les immeubles.

Sur rapport de M. MARCEL REGNIER, la Commission a enfin émis un avis favorable à l'adoption de la proposition de loi de M. SARI et plusieurs de ses Collègues tendant à établir un privilège au profit des communes et des départements qui ont accordé leur garantie d'intérêts aux organismes de construction d'habitations à bon marché.

La Commission des Finances s'est réunie le 12 Juin 1934 , à 15 heures pour entendre M. SARRAUT, Ministre de l'Intérieur sur le projet de loi règlant la dévolution du domaine communal en cas de suppression de commune à la suite du rachat de son territoire par l'Etat, en exécution de l'article 46 de la loi du 17 Avril 1919.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA

MERCREDI 13 JUIN 1934

A QUINZE HEURES TRENTE

ORDRE DU JOUR :

1- Examen, pour rapport au fond , du projet de loi accordant des funérailles aux frais de l'Etat, au général DUBAIL, Grand Chancelier de la Légion d'honneur, (N° 2853, année 1934).
- Rapporteur : M. Manuel FOURCADE.

11- Examen pour avis, du projet de loi relatif à la concession de l'Etablissement thermal de Bourbon - l'Archambault (Allier) (N° 321, année 1934).
- Rapporteur : M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général.

111- Examen pour rapport au fond, du projet de loi, concernant l'organisation à Paris, en 1937, d'une exposition internationale (N° 344, année 1934). Audition de M. le Ministre du Commerce.
- Rapporteur : M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général.

IV - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi relatif à la défense du marché du blé de la récolte de 1933 par l'intermédiaire de la Caisse Nationale de Crédit agricole (N° 327, année 1934)

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie aujourd'hui à 15 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a d'abord adopté les conclusions de deux rapports favorables, le premier de M. MANUEL FOURCADE sur le projet de loi accordant des funérailles aux frais de l'Etat au Général DUBAIL, le second de M. MARCEL REGNIER, sur le projet de loi relatif à la concession de l'établissement thermal de BOURBON l'ARCHAMBAUL,

Sur rapport de M. MARCEL REGNIER, la Commission a ensuite émis un avis tendant à l'adoption du projet de loi , voté à la Chambre, et visant à la défense du marché du blé par l'intermédiaire du crédit national agricole, auquel le montant maximum des avances de l'Etat, consenties à cet effet, serait porté de 100 à 300 millions.

Le projet de loi concernant l'organisation à Paris, en 1937, d'une Exposition internationale a été ensuite mis en discussion. Après que M. TOURNAN, Rapporteur, eut exposé les grandes lignes du projet, et donné connaissance des conditions dans lesquelles il doit être financé et des modalités de la Convention passée entre l'Etat et la Ville de Paris, M. le Ministre du Commerce a été entendu.

M. LAMOUREUX a défendu le projet du Gouvernement et répondu aux diverses questions qui lui ont été posées, notamment sur les conditions dans lesquelles sera recruté le personnel dirigeant de l'Exposition - sur les retards apportés à la liquidation des comptes de l'Exposition de 1925 - sur les modalités de la loterie à laquelle procèdera la Ville de Paris pour assurer le financement du projet et sur les divers avantages qui seront attachés aux billets émis -, sur la portée exacte des engagements respectivement pris par l'Etat et la Ville et sur le montant des dépenses auxquelles donnera lieu vraisemblablement l'Exposition , - sur l'affectation du reliquat de l'Exposition coloniale internationale de 1931, - sur les cessions immobilières prévues par la Convention.

L'audition de M. le Ministre du Commerce continuera demain à 4 heures 1/2.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

JEUDI 14 JUIN 1934

A SEIZE HEURES TRENTE

ORDRE DU JOUR :

Suite de l'examen du projet de loi concernant l'organisation, à Paris, en 1937, d'une Exposition Universelle.

Audition de MM. les Ministres du Commerce et de l'Education Nationale.

- Rapporteur : M. TOURNAN.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie aujourd'hui à 16 heures 30, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX pour continuer l'examen du projet de loi concernant l'organisation à Paris, en 1937, d'une Exposition internationale.

M. le Ministre du Commerce entendu dès le début de la séance a complété les explications qu'il avait données la veille. Répondant aux nouvelles questions qui lui étaient posées, M. LAMOUREUX a notamment précisé d'une part que les modalités de la loterie à émettre par la ville de Paris seraient arrêtées suivant décret contresigné par le Ministre des Finances et d'autre part que l'estimation à 300 millions des dépenses de l'Exposition avait été établie après des études complètes et approfondies.

Le transfert du garde meuble national et les transformations prévues dans les jardins des Gobelins ont fait ensuite l'objet d'un débat. Sur ces points M. le Ministre de l'Education Nationale a été longuement entendu. M. BERTHOD a défendu les propositions gouvernementales et expos toutes les raisons qui les avaient inspirées.

Après le départ des ministres une discussion s'est instaurée à laquelle ont pris part outre M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général et M. TOURNAN Rapporteur, M.M. PHILIP. BRARD. MORIZET. SCHRAMECK. BACHELET. CAVILLON. FRANCOIS SAINT MAUR. CUMINAL. MAHIEU. BIENVENU MARTI Des réserves ont été présentées. Le projet n'en a pas moins été adopté.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira

le JEUDI 21 JUIN 1934 à QUINZE HEURES ET DEMIE

Ordre du Jour :

I - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, tendant à l'approbation d'un programme de travaux concernant la défense nationale.
Rapporteur: M. MARCEL REGNIER,
Rapporteur Général.

II - Examen, pour avis, du projet de loi portant règlementation du démarchage.
Rapporteur : M. MARCEL REGNIER,
Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Jeudi 21 Juin 1934, à 15 heures 30, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX. Au cours d'une longue séance, elle a examiné le projet voté à la Chambre et tendant à l'approbation d'un programme de travaux concernant la défense nationale.

M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général, a d'abord fait l'exposé du projet et analysé les différentes dispositions qui y ont été insérées par l'autre Assemblée pour la revision des marchés de fortifications déjà passés et qui comportent des dépassements par rapport aux crédits précédemment ouverts à cet effet.

MM. les Ministres de la Marine et de l'Air , M. le Sous-Chef d'Etat Major Général et M. le Secrétaire Général du Ministère de la Guerre , ces deux derniers représentant M. le Ministre de la Guerre, ont été ensuite entendus.

Les Ministres et les Commissaires du Gouvernement ont fourni à la Commission des explications très détaillées sur la nature et lanécessité des programmes qui seront réalisés à l'aide des crédits ouverts par le projet et répondu aux diverses questions qui leur ont été posées.

M. le Contrôleur Général GUINAND a plus spécialement exposé les raisons des dépassements de créditssur la tranche de travaux déjà réalisés et il a donné des renseignements sur la façon dont les marchés sont passés et sur la portée de l'article du projet relatif à la revision des prix consentis aux entrepreneurs.

La Commission ayant exprimé par la voix de son Président et de son Rapporteur Général le regret que le projet comportât une dérogation à la disposition très récente , qui impose la création de ressources supplémentaires pour subvenir à toute dépense nouvelle, M. PIETRI a défendu sur ce point le texte issu des délibérations de l'autre Assemblée.

Après le départ des Ministres, le projet a été mis en discussion . Il a été approuvé à l'unanimité sous réserve que la charge de l'emprunt à émettre sera couverte en 1934 au moyen d'économies réalisées sur les crédits de report ; ainsi la mention introduite à la Chambre , qui suspend l'application de l'article précité, voté à la demande même du Gouvernement, disparaîtra.

Au cours du long échange de vues entre les Ministres,plus particulièrement M. le Général DENAIN, et les membres de la Commission - échange de vues auquel ont participé outre M. le Président CAILLAUX, M. le Rapporteur Général, MM. le Général HIRSCHAUER, BABAUD LACROZE, de BLOIS, HENRY BERENGER, SARI, HERVEY, MAHIEU, FARJON, FRANCOIS SAINT MAUR, BIENVENU MARTIN CHARABOT, CAVILLON, SCHRAMECK,- il a été mentionné à diverses reprises et expressément reconnu que le parlement n'avait jamais refusé la moindre parcelle des crédits nécessaires à la défense nationale . La Commission a manifesté l'espérance que tous les résultats qu'escompte le Gouvernement de la nouvelle attribution de crédits seront obtenus.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA

VENDREDI 29 JUIN 1934

A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

1- Suite des travaux de la Commission.

2- Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. RIO sur la proposition de loi adoptée par la Ch. des Députés, tendant à la création de mesures de protection en faveur de la Marine marchande en vue de diminuer le chomage qui frappe les marins français ainsi que les travailleurs des établissements maritimes et des ports (N° 318, année 1934).
-Rapporteur : M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le MARDI

26 JUIN 1934 à 17 HEURES.

ORDRE DU JOUR :

I - Examen , pour avis financier, des conclusions du rapport de M. le Comte d'Alsace, sur le projet de loi modifiant la loi du 16 Mars 1882, sur l'Administration de l'Armée (n°293-année 1933)
- Rapporteur : M. Emile SARI.

II - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. LANCIEN, sur le projet de loi modifiant la dénomination des Commis d'inspection départementale de l'Assistance publique et classant cet emploi dans la deuxième catégorie des emplois réservés (n°39-année 1934)- Rapporteur: M. BABAUD-LACROZE.

III - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi portant ouverture d'un crédit de 9 millions de francs pour achat d'immeubles bâtis et non bâtis et construction de bâtiments destinés à l'Institut français du Royaume-Uni, à Londres (n°376-année 1934).- Rapporteur:M. MARCEL REGNIER,Rapporteur Général.

IV - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, portant autorisation d'engagement de dépenses, annulation et ouverture de crédits applicables à l'organisation de la participation française à l'Exposition universelle internationale de Bruxelles de 1935. (n°403-année 1934)-
- Rapporteur : M. TOURNAN.

V- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi tendant à autoriser la participation de la France aux Jeux Olympiques de Berlin, en 1936 (n°402-année 1934).-
Rapporteur: M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général.

VI - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. ORDINAIRE sur le projet de loi ayant pour objet un agrandissement du port d'Oran vers l'Ouest (n°342-de 1934).
- Rapporteur : M. MILAN.

COMMUNIQUE A LA PRESSE

(26 Juin 1934)

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mardi 26 Juin 1934, à 17 Heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX, pour examiner divers projets en instance devant la Haute Assemblée.

M. SARI a d'abord fait adopter les termes d'un rapport favorable, sous réserve de légères modifications de textes,sur un projet de loi apportant certains changements dans l'Administration de l'Armée.

Après rapport de M. BABAUD LACROZE, la Commission a émis un avis défavorable au projet de loi modifiant la dénomination des commis d'inspection départementale de l'Assistance publique et classant cet emploi dans la deuxième catégorie des emplois réservés.

Sur rapport de M. MILAN ,le projet de loi ayant pour objet l'agrandissement du port d'Oran vers l'Ouest a été approuvé.

La Commission a enfin adopté deux rapports favorables de M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général, le premier sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit pour des acquisitions immobilières destinées à l'Institut français du Royaume Unis à Londres; le second sur le projet de loi relatif à la participation de la France aux Jeux Olympiques de Berlin en 1936.

Outre M. le Président CAILLAUX et M. MARCEL REGNIER, Rapporteur Général, sont intervenus dans les débats auxquels ont donné lieu ces divers projets, MM. le Général HIRSCHAUER, MILAN, BIENVENU MARTIN, de BLOIS, FRANCOIS SAINT MAUR, MAHIEU.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

JEUDI 28 JUIN 1934 à l'ISSUE DE LA SEANCE DU SENAT

ORDRE DU JOUR :

I - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses, ouverture et annulation de crédits applicables à l'organisation de la participation française à l'Exposition Universelle Internationale de Bruxelles de 1936.(N°403, année 1934).
Rapporteur : M. TOURNAN.

II - Examen du projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1933 à 1934.
-Rapporteur: M. MARCEL REGNIER,
Rapporteur Général.

III - Examen du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1933 au titre du budget général et des budgets annexes.
-Rapporteur : M. MARCEL REGNIER,
Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie aujourd'hui à 17 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a d'abord adopté , sur rapport de M. TOURNAN, le projet de loi relatif à la participation de la France à l'Exposition universelle internationale de Bruxelles de 1936.

M. CHAUVEAU a fait approuver les termes de son rapport favorable au projet concernant la défense du marché du blé que vient de voter la Chambre.

Sur rapport de M. MARCEL REGNIER, le projet de loi relatif aux reports de crédits de l'exercice 1933 à 1934 et le "Collectif" de Juin afférent à l'exercice 1933 ont été ensuite mis en discussion . La Commission a été unanime a déplorer que de tels projets lui soient soumis à la dernière extrémité. Elle a donné mandat à son Président et à son Rapporteur Général d'intervenir dans la discussion pour souligner les conséquences regrettables de procédures aussi hâtives et afin d'insister auprès du Gouvernement pour que,dans l'avenir, le Sénat soit saisi suffisamment à temps pour être à même d'assurer sa mission de contrôle.

Le projet sur les reports a été adopté sous réserve de certaines réductions de crédits . En ce qui concerne le "Collectif" , la Commission a fait subir au projet des modifications plus importantes : d'une part, certains chapitres ont fait l'objet de diminution , d'autre part quelques unes des dispositions spéciales introduites à la Chambre, et dont la plupart ne sont nullement à leur place dans un projet de cette nature, ont été disjointes.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

LUNDI 2 JUILLET 1934 à 15 HEURES.

Ordre du Jour :

I - Communication par M. le Président d'une lettre de M. le Ministre des Finances relative au projet de loi tendant à proroger le délai de mise en instance de pension.

II - Examen, pour rapport au fond, de la proposition de résolution déposée par M. JOSEPH FAURE tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour la continuation des travaux d'équipement rural avec le concours des fonds de capitalisation des assurances sociales. (n°398_année 1934)- Rapporteur : M. HENRI ROY.

III - Suite de l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. RIO sur la proposition de loi adoptée par la Ch.des Députés, tendant à la création de mesures de protection en faveur de la Marine marchande en vue de diminuer le chômage qui frappe les marins français ainsi que les travailleurs des établissements maritimes et des ports (n°318-année 1934).-
Rapporteur: M. MARCEL REGNIER,Rapporteur Général.

IV - Examen du projet de loi portant réforme fiscale.
Rapporteur: M. MARCEL REGNIER,Rapporteur Général.

V- Examen, pour avis financier du projet de loi adopté par la Chambre

*Modifiant, en ce qui concerne l'***Afrique occidentale française,** *la loi du 22 février 1931 autorisant les gouvernements généraux de l'Afrique occidentale française, de l'Indochine et de Madagascar, les commissariats de la République française au Togo et au Cameroun, à contracter des* **emprunts** *formant un total de 3 milliards 900 millions,*

Rapporteur : M. Lancien

La Commission Sénatoriale des Finances s'est réunie aujourd'hui à 15 Heures sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

M. HENRI ROY a d'abord fait approuver les termes d'un rapport favorable à l'adoption, sous réserve d'une modification de forme, de la proposition de résolution déposée au Sénat par M. JOSEPH FAURE et plusieurs de ses Collègues et tendant à inviter le Gouvernement à ne pas négliger l'agriculture et les petites communes rurales dans l'utilisation, actuellement envisagée, des fonds de capitalisation des assurances sociales.

Puis la Commission a repris l'examen, commencé à sa séance précédente, de la proposition de loi qui institue des subventions en faveur de la Marine Marchande. Elle a finalement décidé qu'elle ne pourrait donner son adhésion qu'a un système de primes qui serait calqué sur le régime des "compensations d'armement" existant avant la guerre, et dont le financement serait exclusivement obtenu par des économies sur les crédits actuellement consacrés à la Marine Marchande.

Le projet de réforme fiscale a été mis ensuite en discussion, M. MARCEL REGNIER a fait un exposé d'ensemble, dans lequel il a plus spécialement souligné les vices dont souffre actuellement notre système d'impôts et la nécessité de le reviser. Après avoir analysé les articles du texte voté par la Chambre et fourni des précisionssur les modalités d'application envisagées par le Gouvernement, M. le Rapporteur Général a conclu en proposant l'adoption du projet.

La Commission a alors entendu M. le Ministre des Finances. M. GERMAIN-MARTIN a répondu aux diverses questions qui lui ont été posées et donné des renseignements détaillés sur les évaluations que comporte le projet, plus spécialement à propos de la lutte contre la fraude fiscale, - sur les incidences des modifications apportées par la Chambre au texte initial, - sur les simplifications envisagées en ce qui concerne les négociations sur les titres nominatifs, - sur la réforme de la patente, - sur celles des cédules des bénéfices industriels et commerciaux et des bénéfices agricoles, - sur les modifications d'assiette et de taux projetées pour les impôts sur les spectacles, - sur l'article 11 relatif à la taxation d'office d'après les signes extérieurs, - etc.....

Après le départ du Ministre les articles ont été mis en discussion. Le projet a été adopté sans modification. Mais la Commission, soucieuse d'éviter que tels articles du projet modifiant la taxe sur le chiffre d'affaires n'entraînent des répercussions injustifiées sur la Consommation, a décidé, à l'unanimité, d'adjoindre au projet issu des délibérations de la Chambre un article rédigé comme suit :

,"Quiconque sera convaincu d'avoir pratiqué, tenté de pratiquer ou provoque une hausse des prix non justifiée sera puni d'une amende de 500 à 5.000 frs et, en cas de rédidive, d'un emprisonnement de un mois à six mois".

Outre M. le Président CAILLAUX et M. le Rapporteur Général, sont intervenus dans les débats auxquels ont donné lieu ces divers projets : MM. MOUNIE, CHAUVEAU, BIENVENU MARTIN, FRANCOIS SAINT MAUR, BABAUD LACROZE, CHARABOT, MAHIEU, HERVEY, FARJON, BACHELET, HENRI ROY, LANCIEN, FOURCADE, LEBERT, HENRY BERENGER, TOURNAN, CAVILLON.

La Comm^on a également adopté l'avis de M. Lancien sur le projet concernant l'Afrique occidentale française (emprunt de 3 milliards 900 millions.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

JEUDI 5 JUILLET 1934
A QUATORZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

1- Examen, pour avis, de la proposition de loi tendant à créer des servitudes de visibilité pour l'utilité de la voirie routière.
Rapporteur : M. MILAN.
2- Examen, pour avis du projet de loi tendant à approuver une Convention passée avec la Compagnie des Mines d'Anzin, en vue de proroger la concession de la ligne de Somain à Anzin et à la frontière belge.
- Rapporteur M. VALADIER.
3- Examen pour avis, du projet de loi portant application des dispositions insérées dans le Protocole, contenant additions et modifications au Réglement de service international annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg (Revision de Paris 1925) signé à l'issue de la Conférence télégraphique internationale de Bruxelles, le 22 septembre 1928.
- Rapporteur : M. PIERRE ROBERT.
4- Examen pour avis, du projet de loi tendant à autoriser la mise en chantier entre le 1er mars 1934 et le 31 décembre 1934 de la tranche de 1934 du programme naval.
- Rapporteur : M. FARJON.
5- Examen pour rapport, du projet de loi tendant à autoriser la participation de l'Etat et des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général à l'exécution de grands travaux contre le chômage.
Rapporteur : M. Marcel REGNIER, Rapporteur Général.

COMMISSION DES FINANCES

Le Vendredi 6 Juillet 1934, à 11 heures.

Ordre du jour :

Examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la partid pation de l'Etat et des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général à l'exécution de grands travaux contre le chômage.

Audition de M.M. les Ministres des Finances et des Travaux Publics.

==========

Sous réserve de protestation avant la nomination en séance publique, la Commission des finances est convoquée pour se constituer le Jeudi 22 novembre 1934 à Seize heures.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Jeudi 22 Novembre 1934, à 16 heures, sous la présidence de son doyen d'âge M. BIENVENU-MARTIN.

M. BIENVENU-MARTIN après avoir exprimé un cordial souvenir aux anciens Commissaires financiers et souhaité la bienvenue aux nouveaux membres de la Commission, a invité celle-ci à désigner son Président.

Sur la proposition de M. BIENVENU-MARTIN, M. JOSEHH CAILLAUX a été réélu à l'unanimité et par acclamations Président de la Commission.

Ayant pris place au fauteuil, M. le Président CAILLAUX a remercié la Commission de son témoignage unanime de confiance, en même temps qu'il adressait au Président BIENVENU-MARTIN l'hommage de sa gratitude . Il a exprimé ensuite aux anciens Commissaires financiers , MM. HERVEY, MARCEL REGNIER et HENRI ROY le très fidèle souvenir que la Commission gardera de leur collaboration, et adressé aux nouveaux Commissaires, MM. ABEL GARDEY, MARIO ROUSTAN et le Général STUHL, ses meilleurs souhaits de bienvenue.

Rappelant les traditions de dévouement au bien public dont la Commission s'est toujours inspirée dans l'accomplissement de ses travaux, M. le Président CAILLAUX a souligné l'importance de la tâche qui, cette année encore, allait s'offrir à son activité. Il a également spécifié qu'il lui semblait à propos de faire revivre les anciens traditions du Sénat où jadis les rapports particuliers émanant de la Commission des Finances n'étaient que des annexes au Rapport général.

M. le Président CAILLAUX a enfin précisé, en insistant particulièrement sur ce point, que pour maintenir aux travaux de la Commission le caractère d'unité indispensable, aucun rapport ne serait publié s'il n'avait reçu au préalable l'imprimatur du Président, qui aurait mission de vérifier que les vues du Rapporteur spécial concordent avec celles de la Commission toute entière.

La Commission a ensuite complété son bureau , en désignant à l'unanimité et sans concurrents :

- Comme Vice-Présidents , MM. LEON PERRIER et ALBERT MAHIEU,

- Comme Secrétaires , MM. FARJON et MILAN

M. ABEL GARDEY a reçu à l'unanimité le mandat de Rapporteur Général .

Enfin la Commission a procédé à l'attribution des divers rapports budgétaires (Voir l'état joint).

La séance de la COMMISSION DES FINANCES qui devait avoir lieu le Mardi 27 Novembre est reportée au MERCREDI 28 NOVEMBRE 1934

A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

Examen officieux du Budget de l'exercice 1935.

1- EDUCATION NATIONALE,
Rapporteur : M. Jean PHILIP.

2- ENSEIGNEMENT TECHNIQUE,
Rapporteur : M. CUMINAL.

3- COMMERCE & INDUSTRIE,
Rapporteur : M. TOURNAN.

4- JUSTICE - SERVICES PENITENTIAIRES,
Rapporteur : M. Alfred BRARD.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 28 Novembre 1934, à 15 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Invitée par le Ministre des Colonies à donner sa collaboration à la Conférence économique de la France métropolitaine et d'Outre-Mer, elle a choisi, pour la représenter, M. LANCIEN, Rapporteur du Budget des Colonies.

La Commission a commencé l'examen des budgets de dépenses . Sur la proposition de son Président, elle a décidé de rejeter toutes réductions indicatives que le Gouvernement serait tenté de lui demander pour obtenir ultérieurement de la Chambre des augmentations de crédits. Si le Gouvernement juge insuffisants les chiffres que l'Assemblée issue du suffrage universel a votés, il devra recourir aux procédures régulières que lui ouvre la législation en vigueur.

Les budgets de l'Education Nationale, de l'Enseignement technique, de l'Ecole Centrale, du Commerce et des Services pénitentiaires ont été examinés, chapitre par chapitre. La Commission s'est attachée, conformément aux traditions qu'elle a toujours observées, a dégager toutes les économies compatibles avec la bonne marche des services.

Les crédits adoptés font apparaître, par rapport à ceux qui ont été votés par la Chambre des Députés, une réduction qui atteint sensiblement 6 millions. Pour donner à ce chiffre, qui peut paraître minime, sa juste valeur, il convient de rappeler que le Gouvernement a déjà fait un effort massif d'économie, et que la Chambre l'a presque intégralement suivi dans ses propositions.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

VENDREDI 30 NOVEMBRE 1934

A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

1/ Désignation d'un membre à la sous-Commission chargée d'examiner les marchés des travaux exécutés sur les crédits ouverts au titre de la Loi du 6 juillet 1934.

2/ Suite de l'examen officieux du budget de l'exercice 1935.

a) JUSTICE - SERVICES JUDICIAIRES,
Rapporteur : M. André LEBERT.

b) SERVICES D'ALSACE & DE LORRAINE,
Rapporteur: M. le Comte de BLOIS.

c) PENSIONS,
Rapporteur : M. BABAUD-LACROZE.

d) ~~Air~~ Santé publique - Education physique
~~Rapporteur: M. le Général HIRSCHAUER.~~
rapporteur : M. Marcel

La Commission sénatoriale des finances s'est réunie le VENDREDI 30 Novembre, à 15 heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Invitée à désigner un membre de la Sous-Commission chargée d'examiner les marchés de travaux qui seront passés en exécution de la Loi du 6 Juillet 1934, elle a choisi, pour la représenter, M. ALBERT MAHIEU, l'un de ses Vice-Présidents.

La Commission a ensuite poursuivi l'étude des budgets de dépenses. Son examen, qui a été effectué chapitre par chapitre, a porté sur les budgets des Services Judiciaires, des Services d'Alsace et Lorraine, des Pensions , de la Santé Publique et de l'Education Physique, respectivement rapportés par M.M. LEBERT, le Comte de BLOIS, BABAUD-LACROZE et ANATOLE MANCEAU.

Les crédits adoptés font apparaître, par rapport à ceux qui ont été votés par la Chambre des Députés, une réduction qui dépasse 2 millions et qui porte à plus de 8 millions le montant des économies que la Commission sénatoriale des Finances a jusqu'à présent réalisées.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira
le LUNDI 3 DECEMBRE 1934 à QUINZE HEURES.

ORDRE DU JOUR :

- Suite de l'examen officieux du budget de l'exercice 1935 :

a) Finances, Rapporteur: M. Maurice VIOLLETTE.

b) Guerre - Défense des territoires d'outre-mer - Rapporteur: M. EMILE SARI.

c) Agriculture - Rapporteur: M. CHAUVEAU.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le
à 15 Heures
Lundi 3 Décembre 1934, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Continuant son étude des budgets de dépenses, elle a examiné ceux des Finances, de la Guerre et de l'Agriculture.

Se ralliant aux conclusions de M. MAURICE VIOLLETTE, elle a effectué sur le budget des Finances , des économies supérieures à 24 millions. Les crédits adoptés pour le budget de la Guerre, sur rapport de M. SARI, font également apparaître une réduction de 15 millions, par rapport aux chiffres votés par la Chambre des Députés. Enfin une économie de 6 Millions 1/2 a été réalisée sur le budget de l'Agriculture rapporté par M. CHAUVEAU.

Au cours de l'examen qu'elle a fait de ce dernier budget, la Commission a relevé qu'une dépense avait été irrégulièrement imputée sur le fonds du Pari Mutuel. Elle proposera l'insertion dans la loi de finances d'un texte destiné à mettre un terme à de tels errements.

La . COMMISSION DES FINANCES se réunira le MARDI 4 DECEMBRE 1934 à QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

- Suite de l'examen officieux du Budget de l'exercice 1935 :

a) Monnaies et Médailles - Rapporteur : M. Auguste MOUNIE

b) Air - Rapporteur : M. le Général HIRSCHAUER

c) Travaux Publics - Rapporteur: M. MILAN

d) Forces Hydrauliques - Mines - Rapporteur : M. ROUSTAN

e) Travail - Rapporteur: M. Edmond CAVILLON

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mardi 4 Décembre 1934, à 15 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Se ralliant aux conclusions de ses Rapporteurs, MM. le Général HIRSCHAUER, MILAN, ROUSTAN, EDMOND CAVILLON et MOUNIE, elle a adopté les budgets de l'Air, des Travaux Publics, des Forces Hydrauliques et des Mines , du Travail et des Monnaies et Médailles.

Les crédits qu'elle soumettra au vote de la Haute Assemblée sont en diminution de 22 millions, environ, sur ceux qui ont été votés par la Chambre des Députés.

Ces réductions nouvelles portent à 75 millions le total des économies effectuées jusqu'à ce jour par la Commission sénatoriale des Finances.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA.

MERCREDI 5 DECEMBRE 1934

A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

Suite de l'examen officieux du Budget de l'exercice 1935.

a/ MARINE MILITAIRE: Rapporteur, M. FARJON.

b/ IMPRIMERIE NATIONALE : Rapporteur, M. LAUDIER.

c/ SERVICE DES POUDRES : Rapporteur, M. GUY DE WENDEL.

d/ COLONIES : Rapporteur, M. LANCIEN

e/ MARINE MARCHANDE : Rapporteur, M. CHARABOT.

f/ POSTES, TELEGRAPHES, TELEPHONES.)Rapporteur,
g/ CAISSE D'EPARGNE (M. PIERRE ROBERT

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 5 Décembre 1934, à 15 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

La Commission a poursuivi l'étude des budgets de dépenses, qu'elle a examinés chapitre par chapitre.

Se ralliant aux conclusions de ses rapporteurs, MM. FARJON, LAUDIER, Guy de WENDEL, LANCIEN, CHARABOT, et PIERRE ROBERT, elle a adopté, sous réserve de quelques chapitres, les budgets de la Marine Militaire, de l'Imprimerie Nationale, du Service des Poudres, des Colonies, de la Marine Marchande, des Postes, Télégraphes, Téléphones, et de la Caisse d'Epargne.

Ses décisions se traduisent par une économie, dont le montant atteint 16 millions 1/2, et qui porte à plus de 91 millions le total des réductions de crédits que la Commission sénatoriale des Finances a jusqu'à présent effectuées.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira
le JEUDI 6 DECEMBRE 1934 à QUINZE HEURES.

ORDRE DU JOUR :

Suite de l'examen du Budget de l'exercice 1935:

a) Chapitres 17 et 18 réservés du Budget du Ministère du Commerce -Rapporteur: M. TOURNAN.

b) Budget des Travaux Publics - Chemins de fer - Rapporteur : M. VALADIER.

c) Budget du Ministère de l'Intérieur - Rapporteur: M. SCHRAMECK.

d) Budget du Ministère des Affaires Etrangères - Rapporteur : M. HENRY BERENGER.

e) Budget-annexe de la Légion d'Honneur - Rapporteur: M. FRANCOIS SAINT-MAUR.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Jeudi 6 Décembre 1934, à 15 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Après avoir entendu le Ministre de la Santé Publique, la Commission a statué sur les chapitres réservés de son département.

Elle a notamment décidé, sur rapport de M. MANCEAU, de ramener de 21 à 20 millions la dotation du chapitre concernant la participation de l'Etat au payement des primes à la natalité, afin de marquer sa volonté absolue de voir réviser une législation génératrice de multiples abus.

La Commission a ensuite poursuivi l'examen des budgets de dépenses. Se ralliant aux conclusions de ses Rapporteurs, MM. VALADIER, SCHRAMECK, HENRY BERENGER, et FRANCOIS SAINT-MAUR, elle a adopté les budgets des chemins de fer, de l'Intérieur, des Affaires Etrangères et de la Légion d'Honneur. Elle a également statué sur les chapitres réservés du budget du Commerce, rapporté par M. TOURNAN.

Les décisions qu'elle a prises se traduisent par des économies qui atteignent 32 millions 1/2 et qui portent à un chiffre largement supérieur à 100 millions le montant total des réductions de crédit que la Commission sénatoriale des Finances a jusqu'à présent effectuées.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

VENDREDI 7 DECEMBRE 1934

A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

Suite de l'examen du Budget de l'exercice 1935.

1/ Budget des BEAUX-ARTS,
Rapporteur : M. FOURCADE.

2/ Exposé de M. le Rapporteur Général.

3/ A SEIZE HEURES TRENTE - Audition de M. le Ministre de la Guerre.

A DIX SEPT HEURES - Audition de M. le Ministre de l'Air.

A DIX SEPT HEURES TRENTE - Audition de M. le Ministre des Pensions.

A DIX HUIT HEURES - Audition de M. le Ministre de l'Education Nationale.

(7 Décembre 1934)

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le 7 Décembre 1934, à 15 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Sur rapport de M. FOURCADE, elle a adopté le budget des Beaux-Arts et a achevé ainsi l'examen des budget de dépenses.

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, a ensuite fait à la Commission un exposé général sur le projet de budget.

Après avoir souligné l'excellence du principe posé par le Gouvernement, qui a tenu à ajuster les recettes et les dépenses publiques sans faire appel à des taxes nouvelles, M. ABEL GARDEY a examiné les conditions dans lesquelles se présentait l'équilibre probable du prochain budget.

Reprenant à son compte des critiques déjà formulées par la Commission des Finances de l'autre Assemblée, il a formulé des réserves aussi bien sur les prévisions de dépenses que sur celles des recettes. Sans doute ces dernières ont-elles été évaluées conformément aux règles traditionnelles d'après le montant des derniers recouvrements connus. Mais les résultats ainsi obtenus n'ont pas reçu les correctifs suffisants pour tenir compte du ralentissement de l'activité générale. Le chiffre des crédits figurant au projet de budget appelle des réserves analogues. Aussi bien M. HARDEY a-t-il indiqué à la Commission que, malgré les rectifications apportées par la Chambre des Députés aux propositions gouvernementales, il subsistait dans le projet soumis à la Haute Assemblée un déficit latent, qu'il a évalué comme la Commission des Finances de la Chambre à 3 milliards environ.

Cependant, M. ABEL GARDEY juge possible de prendre en considération les propositions du Gouvernement: il estime indispensable en effet que le budget soit voté en temps utile, et il juge que cette concession aux nécessités [illegible] de l'heure n'implique nullement l'abandon d'une politique de vigilance qui doit tendre inlassablement à rétablir la concordance entre les recettes et les dépenses de la nation.

Une telle politique, affirme le Rapporteur Général, demeure plus que jamais nécessaire. Sans doute, grâce aux efforts du Ministre des Finances, la Trésorerie a-t-elle partiellement retrouvé l'aisance indispensable à son libre fonctionnement. Mais l'augmentation du volume de la dette publique empêche désormais tout appel massif au crédit . Il n'est point jusqu'à la situation générale du pays , qui, tout en marquant une certaine tendance à l'amélioration n'interdise cependant d'asseoir l'équilibre des futurs budgets sur l'espoir d'incertaines plus-values.

Ainsi, conclut le Rapporteur Général, la tâche demeure rude. Mais tous les efforts seraient vains s'ils n'étaient soutenus par l'esprit de confiance, et c'est dans ce sentiment que M. ABEL GARDEY propose à la Commission des Finances de suivre le Gouvernement quand celui-ci lui demande de voter le projet de budget de 1935, tel qu'il se comporte .

Après avoir adressé ses félicitations les plus vives à M. ABEL GARDEY, dont l'exposé à reçu l'adhésion unanime de ses Collègues, M. le Président CAILLAUX a indiqué à la Commission qu'il jugeait indispensable de rendre publiques les déclarations du Rapporteur Général. La Commission, se ralliant toute entière à cette proposition, à donné mandat à son Président et à son Rapporteur Général d'apporter à la tribune du Sénat toutes les informations nécessaires pour permettre à la Haute Assemblée, et, par elle, au pays, d'avoir une connaissance exacte de la situation sévère des finances publiques.

La Commission a ensuite procédé à l'audition des Ministres de la Guerre, de l'Air, des Pensions et de l'Education Nationale, sur les chapitres réservés de leurs budgets. M. le Général DENAIN, Ministre de l'Air, a été ainsi amené à faire un exposé d'ensemble sur la situation de son Département .

La Commission sénatoriale des Finances, ayant achevé toutes les auditions de Ministres, sauf celle du Ministre des Finances, se réunira demain à 3 heures pour examiner les articles de la loi de finances.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira

le SAMEDI 8 DECEMBRE 1934 à QUINZE HEURES.

ORDRE DU JOUR :

Suite de l'examen du Budget de l'exercice 1935 -

1°- Examen des chapitres réservés

2°- Loi de finances
Rapporteur: M. ABEL GARDEY,
Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Samedi 8 Décembre 1934, à 15 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a examiné, au début de sa séance, les chapitres réservés des budgets de la Guerre, des Colonies, de l'Enseignement Technique et des Finances.

La Commission a procédé ensuite à l'examen des articles de la loi de finances, rapportée par M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général,

La Commission n'a apporté qu'un nombre très réduit de modifications aux textes votés par la Chambre des Députés. Elle a notamment décidé de proposer à la Haute Assemblée le rejet ou la disjonction de quelques articles, tels que l'article 16 bis (règlementation de la distribution postale des correspondances destinées à l'impression des journaux), l'article 18 bis (participation de la Caisse Nationale d'Epargne à la constitution des pensions de retraite de son personnel), et l'article 24 bis (statut du personnel des manufactures de l'Etat).

Un long débat s'est institué à propos de l'article 20 bis, qui tend à organiser la Présidence du Conseil. Tout en réservant le fonds du problème, dont elle a estimé que le caractère essentiellement politique échappait à sa compétence, la Commission a décidé de soumettre aux délibérations de la Haute-Assemblée le texte proposé par le Gouvernement, sous réserve d'une modification de forme.

Par ailleurs la Commission a apporté divers changements à la rédaction des articles 27 (Suppression des Sous-Préfectures de "Metz-Campagne" et "Colmar Campagne") et 29 (Suppression des permissions exceptionnelles créées par la loi du 15 Juillet 1932).

Elle a repris l'article 28, disjoint par la Chambre des Députés (Dérogation aux dispositions de l'article 147 de la loi de finances du 16 Avril 1930).

Enfin elle a introduit dans la loi de finances, sous le N° 40 bis, un article nouveau destiné à mettre un terme aux abus auxquels donne lieu la répartition des fonds provenant du prélèvement sur le Pari Mutuel.

La Commission sénatoriale des Finances, ayant achevé ainsi l'examen du projet de Budget pour 1935, entendra Lundi, à 11 heures, M. GERMAIN MARTIN, Ministre des Finances. Elle clôra alors momentanément ses travaux, pour soutenir Jeudi, devant le Sénat, la discussion du Budget.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

LUNDI 10 DECEMBRE 1934

A ONZE HEURES DU MATIN

ORDRE DU JOUR :

- Suite de l'examen du Budget de l'exercice 1935.
- Audition de M. le Ministre des Finances.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Lundi 10 Décembre 1934, à ONZE Heures, sous la Présidence de M. JOSEPH CAILLAUX .

Elle a entendu le Ministre des Finances sur un certain nombre de questions qu'elle a soulevées lors de l'examen de la loi de finances.

M. GERMAIN MARTIN s'est attaché tout d'abord à justifier les évaluations de recettes figurant dans le projet de Budget . Il a indiqué, que, sans faire preuve d'un excès d'optimisme, il jugeait possible d'escompter des plus-values appréciables grâce aux mesures de contrôle et de simplification inscrites dans les récents décrets/de réforme fiscale.

De même, les ressources attendues de la loterie nationale ne lui paraissent pas excessives. Ainsi le Ministre des Finances a-t-il confirmé, devant la Commission, la sincérité des évaluations de recettes, sous réserve de l'influence qu'aura, sur les recouvrements, l'évolution économique.

Dans l'étude qu'il a faite des demandes de crédits émanant des divers départements ministériels, M. GERMAIN MARTIN a abouti à des conclusions analogues. Encore qu'il ait reconnu, avec la Commission, que certains crédits évaluatifs avaient été comprimés à l'excès, le Ministre des Finances estime que l'équilibre du budget ne s'en trouvera pas trop sensiblement affecté.

Enfin, M. le Ministre des Finances a donné diverses indications à la Commission sur la réforme de la comptabilité publique qu'il s'est engagé à poursuivre dans les délais les plus rapides.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA

MERCREDI 19 DECEMBRE 1934

à l'issue de la Séance.

ORDRE DU JOUR :

1- Examen, pour avis, des conclusions du rapport de M. GAUDAIRE, sur le projet de loi tendant à autoriser la commune d'Alès (Gard) à établir diverses taxes en remplacement de droits d'octroi supprimés (N° 597 année 1934).
Rapporteur : M. SCHRAMECK.

11- Examen pour avis des conclusions du rapport de M. THOUMYRE sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger le délai de mise en instance de pension (N° 430 année 1933).
Rapporteur : M. BABAUD-LACROZE.

111- Budget de l'exercice 1935.

Chapitres et articles de la Loi de finances réservés.
Amendements.

Audition de MM. les Ministres :
de la Guerre,
des Colonies,
et du Commerce.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 19 Décembre, à 17 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Conformément aux propositions de M. SCHRAMECK, elle a émis un avis favorable à l'adoption des conclusions du rapport de M. GAUDAIRE, sur le projet de loi tendant à autoriser la Commune d'ALES à établir diverses taxes en remplacement de droits d'octroi supprimés.

La Commission a ensuite examiné, pour avis financier, les conclusions du rapport de M. THOUMYRE sur le projet de loi tendant à proroger le délai de mise en instance de pension. Sur la demande de M. GERMAIN MARTIN, Ministre des Finances, elle a remis sa décision à sa prochaine réunion.

La Commission a consacré la fin de sa séance à l'étude des chapitres réservés du Budget, et des amendements déposés sur les articles de la loi de finances. Elle a été ainsi amenée à entendre MM. MARCHANDEAU, Ministre du Commerce, le Général MAURIN, Ministre de la Guerre, ROLLIN, Ministre des Colonies.

LA COMMISSION DES FINANCES se réunira le

VENDREDI 21 DECEMBRE à QUATORZE HEURES TRENTE.

ORDRE DU JOUR:

I - Examen pour rapport au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser des dépenses pour des besoins exceptionnels du Ministère de la Guerre.
Rapporteur: M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

II - Examen, pour avis, des conclusions du rapport fait par M. BORGEOT, au nom de la Commission de l'Agriculture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'assainissement du marché du blé.
Rapporteur : M. CHAUVEAU

III - Budget de l'Algérie pour l'exercice 1935
Rapporteur: M. HAYAUX.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Vendredi 21 Décembre 1934, à 14 heures 30, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a procédé tout d'abord à l'examen , pour avis financier du projet de loi portant prorogation du délai de mise en instance de pension. A la demande du Gouvernement, elle a décidé de proroger ce délai jusqu'au 11 Novembre 1935 , mais seulement en ce qui touche les invalidités résultant de blessures de guerre régulièrement constatées.

La Commission a ensuite adopté , sur rapport de M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, le projet de loi, voté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser 800 millions de dépenses pour des besoins exceptionnels du Ministère de la Guerre .

Elle a procédé ensuite à un échange de vues sur le projet de loi qui tend à autoriser la perception des droits applicables au budget de l'Algérie , actuellement soumis à la Chambre des Députés, Elle s'est ralliée aux conclusions que lui a présentées son rapporteur , M. JULES HAYAUX,

La Commission a consacré la plus grande partie de sa séance à l'examen pour avis financier , des conclusions du rapport fait par M. BORGEOT, au nom de la Commission de l'Agriculture, sur le projet de loi tendant à l'assainissement du marché du blé. Après avoir entendu M. CASSEZ, Ministre de l'Agriculture, elle a donné mission à M. CHAUVEAU de présenter à la Haute Assemblée les observations que son examen lui a suggérées .

Commission des Finances

AUJOURD'HUI SAMEDI 22 DECEMBRE 1934 à

DIX HEURES DU SOIR

Ordre du Jour :

- Examen du Budget retour de la Chambre des Députés.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira DEMAIN DIMANCHE 23 DECEMBRE 1934 à DEUX HEURES ET DEMIE au lieu de ONZE HEURES.

ORDRE DU JOUR :

I - Audition de M. le Président du Conseil sur le projet de loi relatif à l'acquisition par l'Etat de l'Hôtel Matignon.

II - Examen du Budget retour de la Chambre des Députés.

III - Examen pour avis, des conclusions du rapport de M. ROUART sur le projet de loi tendant à l'assainissement du marché du vin.

Rapporteur: M. ALFRED BRARD

Année 1935

La COMMISSION DES FINANCES se réunit le MERCREDI 16 JANVIER 1935 à SEIZE HEURES.

ORDRE DU JOUR :

I- Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. CABART-DANNEVILLE, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier diverses dispositions du régime des retraites des marins du commerce. (N°678-année 1933)- Rapporteur: M. CHARABOT.

II- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier diverses dispositions de la législation sur les habitations à bon marché (art. 4,5 et 6) (n°478, année 1934).-
Rapporteur: M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances, s'est réunie le Mercredi 16 Janvier 1935, à 16 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Conformément aux conclusions de son Rapporteur, M.CHARABOT, elle a émis un avis favorable à l'adoption des conclusions du rapport de M. CABART-DANNEVILLE, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier diverses dispositions du régime des retraites des marins du commerce. La Commission a veillé à ce que le texte soumis aux délibérations de la Haute Assemblée ne comportât aucune charge nouvelle pour le Trésor . Elle a ensuite examiné le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier diverses dispositions de la législation sur les habitations à bon marché.

Elle s'est ralliée aux conclusions que lui a présentées M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, et qui tendent à rejeter le texte issu des délibérations de l'autre Assemblée, à l'exception de l'article 2 qui concerne la tenue de la comptabilité des offices d'habitations à bon marché.

Séance du 23 Janvier 1935

ORDRE DU JOUR :

Lettre de démission de M. MANCEAU, comme membre de la Commission des Finances.

I - Communication de M. MESSIMY, relative à la liquidation de l'Exposition Coloniale Internationale de Paris 1931.

II - Examen, pour avis financier des conclusions du rapport de M. EVEN sur : 1° la proposition de loi de MM.Paul STRAUSS CAVILLON et MANCEAU tendant à modifier l'art. 20 de la loi sur les Sociétés de Secours Mutuels; 2° la proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la modification de l'art. 20 de la loi du 1° Avril 1898 sur les Sociétés de Secours Mutuels (N° 660 - année 1933 -
Rapporteur : M. Edmond CAVILLON.

III - Examen, pour avis financier des conclusions du rapport de M. TURBAT sur la proposition de loi de MM. FAUGERE et Marcel MICHEL,tendant à modifier la loi du 1° Avril 1898,sur les Sociétés de Secours Mutuels (N° 442, année 1933).
Rapporteur : M. Edmond CAVILLON.

IV - Examen, pour rapport au fond du projet de loi,adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger l'application de l'exemption d'impôt foncier et des taxes locales prévues en faveur des constructions nouvelles destinées à l'habitation (N° 685 - année 1934).
Rapporteur :M.Abel GARDEY, Rapporteur Général.

V - Examen, pour rapport au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger en 1935 le régime spécial pour l'exportation des voitures automobiles de fabrication française institué par le décret-loi du 12 Juillet 1934 (N° 684 - année 1934).
Rapporteur : M.Abel GARDEY,Rapporteur Général.

VI - Examen,pour avis financier des conclusions du rapport de M.LEBLANC sur le projet de loi,adopté par la Chambre des Députés,relatif à la réglementation du démarchage (N° 294 - année 1934).
Rapporteur : M.Abel GARDEY,Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 23 Janvier , à 15 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a accepté la démission de M. ANATOLE MANCEAU, quia été récemment appelé aux hautes fonctions de Questeur du Sénat, et auquel elle a exprimé ses remerciements pour la collaboration dévouée qu'il lui a longtemps accordée.

Après avoir pris acte d'une communication que lui a présentée M. le Général MESSIMY, relativement à l'Exposition Coloniale de 1931, elle a adressé à ce dernier ses plus vives félicitations pour la diligence qu'il a apportée à contrôler les opérations de l'Exposition, et la rapidité avec laquelle il en a poursuivi l'apurement.

La Commission a procédé ensuite à l'examen des divers projets de loi inscrits à son ordre du jour.

Elle a tout d'abord été invitée à se prononcer , pour avis financier, sur les conclusions du rapport établi par M. TURBAT , au nom de la Commission de l'Hygiène, sur la proposition de loi de MM. FAUGERE et MARCEL MICHEL, tendant à modifier la loi du 1er Avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels. Conformément aux propositions de son Rapporteur, M. CAVILLON, elle suggèrera à la Commission de l'Hygiène diverses modifications au texte initial de la proposition , afin de rendre plus efficace l'indispensable contrôle de l'Etat.

La Commission a adopté les termes de l'avis financier que présentera en son nom M. EDMOND CAVILLON, sur les conclusions du Rapport de M. EVEN visant 1°/ la proposition de MM. PAUL STRAUSS, CAVILLON et MANCEAU tendant à modifier l'article 20 de laloi du 1er Avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels ; 2°/ la proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à apporter d'autres modifications à la même loi.

La Commission a également examiné le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ~~tendant à~~ prorogeant l'application de l'exemption d'impôts fonciers et des taxes locales, prévue en faveur des constructions nouvelles destinées à l'habitation. Se ralliant aux conclusions de M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, elle a émis un avisfavorable au vote du texte issu des délibérations de l'autre Assemblée. Toutefois, la Commission marquera devant le Sénat sa volonté de voir ménager les droits des collectivités locales, et elle invitera le Gouvernement à prendre l'initiative des textes susceptibles de répondre à ses préoccupations.

Un débat s'est ensuite engagé sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but de consacrer et de proroger le régime spécial pour l'exportation des voitures automobiles de fabrication française, institué par le décret loi du 12 Juillet 1934. Avant d'arrêter des décisions fermes, la Commission a décidé d'entendre M. GERMAIN MARTIN, Ministre des Finances.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira

le LUNDI 28 JANVIER 1935 à QUINZE HEURES.

Ordre du Jour :

I - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à régler vis-à-vis de l'Etat français la situation des fonctionnaires détachés de la Métropole et incorporés dans le cadre tunisien (N°528-année 1934).- Rapporteur : M. HENRY BERENGER.

II - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser des émissions du Trésor.

à 16 HEURES : Audition de M. le MINISTRE DES FINANCES sur ce projet de loi.

Rapporteur: M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Lundi 28 Janvier 1935, à 15 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a émis, sur rapport de M. HENRY BERENGER, un avis favorable à l'adoption du projet de loi réglant, vis-à-vis de l'Etat français, la situation des fonctionnaires détachés de la Métropole et incorporés dans le cadre tunisien.

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, a soumis ensuite à la Commission les conclusisns de son Rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriserdes émissions du Trésor.

Après avoir souligné que ce projet n'appelait dans sa contexture même que peu de commentaires, M. ABEL GARDEY a indiqué qu'il ne pouvait en aller de même des considérations générales dont le Gouvernement l'avait assorti. Si le réescompte éventuel des Bons du Trésor par la Banque de France constitue une mesure susceptible de faciliter la gestion de la Trésorerie, à condition du moins de ne pas être utilisée à des fins de facilité financière, par contre la politique générale de crédit qu'envisage le Gouvernement à propos de ce projet ne saurait être utilement appréciée que dans un examen qui lui serait particulier et qui porterait sur des propositions concrètes.

M. GERMAIN MARTIN, Ministre des Finances, introduit alors devant la Commission a répondu aux diverses questions qui lui ont été posées par le Président CAILLAUX, ainsi que par MM. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, HENRY BERENGER, FRANCOIS SAINT MAUR, BABAUD LACROZE, ALFRED BRARD, MARIO ROUSTAN et Maurice VIOLLETTE.

M. GERMAIN MARTIN a tout d'abord indiqué sa volonté de n'utiliser qu'avec la plus grande circonspection les facultés nouvelles d'émission qui lui seront données et de ramener , à la fin de 1935, le plafond de la dette flottante à un chiffre inférieur au maximum autorisé. Il a précisé également les conditions dans lesquelles il envisage le fonctionnement du réescompte, qui ne saurait être direct , et qui doit demeurer limité dans le temps, conformément aux usages en vigueur.

Passant ensuite à l'examen de la politique générale de crédit dont il envisage la mise en oeuvre, M. GERMAIN MARTIN a souligné les améliorations qu'il songe à apporter à notre organisation financière.

Enfin, sur une intervention du Président CAILLAUX, le Ministre des Finances a spécifié que le Gouvernement entendait persévérer dans la politique de restriction des dépenses et de suppression de tous les abus, qui peut seule permettre, dans le domaine des finances publiques, l'indispensable équilibre du budget , et à laquelle sont subordonnés , dans l'ordre économique, l'abaissement des prix de détail, et leur rapprochement des prix de gros.

Après le départ du Ministre des Finances, la Commission a émis un avis favorable au vote du projet .

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

MERCREDI 6 FEVRIER 1935 à QUINZE HEURES.

ORDRE DU JOUR :

I - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant régularisation de crédits ouverts par décrets au titre du budget de l'exercice 1934 (n°21-année 1935)- Rapporteur: M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

II - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux Contributions directes (impositions départementales et communales) (n°22 de 1935).- Rapporteur: M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

III - Examen, pour rapport au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur le budget de l'exercice 1934 (Collectif).- Rapporteur: M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

IV - Suite de l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger, en 1935, le régime spécial pour l'exportation des voitures automobiles de fabrication française institué par le décret-loi du 12 Juillet 1934 (n°684 de 1934).

Audition de M. le Ministre des Finances.-

Rapporteur: M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

V - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. Leblanc sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la règlementation du démarchage (n°294 de 1934).- Rapporteur : M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

La Commission Sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 6 février, à 15 heures, sous la présidence de M. Joseph Caillaux.

Elle a examiné , au début de sa séance, les divers projets de loi inscrits à son ordre du jour . Elle a notamment émis un avis favorable, sur rapport de M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, au vote du projet portant régularisation de divers crédits ouverts par décret, du projet relatif aux contributions directes, et du projet tendant à ouvrir un crédit additionnel de 500.000 francs au titre de la loi du 20 Juillet 1899 sur la responsabilité civile des membres de l'enseignement.

M. ABEL GARDEY a également soumis à la Commission les conclusions de son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur le budget de l'exercice 1934. La Commission proposera au Sénat de sanctionner les décisions de l'Assemblée issue du suffrage universel. Mais l'examen qu'elle a effectué des textes qui lui étaient soumis l'a amenée à donner mandat à son Rapporteur Général de préciser l'exacte portée de l'article 70 de la loi du 28 Février 1934, qui a édicté l'obligation de balancer toute augmentation de crédit par une ressource correspondante, et dont la Commission entend qu'à l'avenir, enfermé dans des limites plus étroites peut-être, mais aussi plus rigoureuses, il ne puisse plus être impunément violé .

M. GERMAIN MARTIN , Ministre des Finances, a ensuite exposé à la Commission les conditions dans lesquelles il a été amené à contresigner le décret-loi du 12 Juillet 1934, instituant un régime spécial pour l'exportation des voitures automobiles de fabrication française et a demandé au Parlement d'en proroger l'application pour 1935.

Les arguments développés par M. GERMAIN MARTIN ont été repris par le Président du Conseil qui a adressé un très pressant appel en faveur du vote du projet.

Après le départ des Ministres un débat s'est institué, au terme duquel la Commission a voté à la majorité le texte proposé par le Gouvernement.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

MERCREDI 13 FEVRIER 1935 à QUINZE HEURES.

ORDRE DU JOUR :

I - Lecture du rapport de M. ABEL GARDEY, Rapporteur général, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger en 1935 le régime spécial pour l'exportation des voitures automobiles de fabrication française institué par le décret-loi du 12 Juillet 1934

II - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention signée à Paris le 27 avril 1932 entre les Etats-Unis d'Amérique et la France, au sujet des doubles impositions (n°680-année 1934).
Rapporteur: M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

III - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. LEBLANC, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la réglementation du démarchage (n°294 de 1934).
Rapporteur : M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

IV - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. THOUMYRE, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer le statut des grands mutilés de guerre. (N°13-année 1935).
Rapporteur : M. BABAUD-LACROZE.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 13 Février 1935, à 15 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a approuvé les termes du rapport établi par M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, prorogeant en 1935 le régime spécial, institué par le décret-loi du 12 Juillet 1934, pour l'exportation des voitures automobiles de fabrication française.

La Commission a procédé ensuite à l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. LEBLANC sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la règlementation du démarchage. Après avoir entendu un exposé de M. ABEL GARDEY, qui a souligné l'importance des pertes que le démarchage a fait subir a l'épargne et la nécessité de mettre un terme à des pratiques dont le développement constitue l'une des causes essentielles de la thésaurisation, la Commission, inclinant vers l'interdiction radicale du démarchage, a invité son Rapporteur Général a lui soumettre des propositions concrètes, susceptibles de servir de base à ses décisions.

M. BABAUD LACROZE a ensuite analysé le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer le statut des grands mutilés de guerre. Après une longue discussion, la Commission, considérant que le projet ne comporte pas, dans son état actuel, les procédés de financement nécessaires, et redoutant les extensions qu'il peut entrainer, a décidé d'entendre le Gouvernement.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

MERCREDI 20 FEVRIER 1935 à 15 HEURES.

ORDRE DU JOUR :

I - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. BENAZET, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux mesures destinées à faciliter le recrutement des militaires servant par contrats. (n°79 de 1935).- RAPPORTEUR: M. EMILE SARI.

II - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la Convention signée à Paris le 27 avril 1932 entre les Etats-Unis d'Amérique et la France, au sujet des doubles impositions (n°680-année 1934).
Rapporteur: M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

III - Suite de l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. THOUMYRE, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à fixer le statut des grands mutilés de guerre (N°13 de 1935).
Rapporteur: M. BABAUD-LACRAUZE.

AUDITION DE M. LE MINISTRE DES FINANCES ET DE M. LE MINISTRE DES PENSIONS.

IV - Suite de l'examen des conclusions du rapport de M. LEBLANC sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la règlementation du démarchage. (N°294 de 1934).
Rapporteur: M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 20 Février 1935, à 15 Heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Conformément à la proposition que lui a formulée M. EMILE SARI, elle s'est ralliée aux conclusions du Rapport de M. BENAZET sur le projet de loi tendant à faciliter le recrutement des militaires engagés et rengagés.

Chargée également d'examiner les répercussions financières du projet de loi relatif à l'indemnité compensatrice accordée aux officiers de marine retraités, elle a émis, sur rapport de M. FARJON, un vote favorable à son adoption.

Après avoir entendu un exposé de M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, sur la Convention qui a été signée à Paris le 27 Avril 1932 entre les Etats-Unis d'Amérique et la France, au sujet des doubles-impositions, et qui est actuellement soumise à la ratification de la Haute-Assemblée, la Commission s'est résolue à surseoir à toute décision sur des accords, dont il lui a semblé qu'ils ne présentaient pas, à un degré suffisant, les caractères de réciprocité que nos ressortissants étaient en droit d'escompter.

La Commission a poursuivi ensuite l'examen, pour avis financier, du projet de loi relatif au démarchage. Elle a voté un texte nouveau, tendant à la suppression radicale du démarchage, qu'elle a prié son Rapporteur Général d'appuyer auprès du Rapporteur de la Commission de Législation Civile, chargée de l'examen au fond du projet.

La Commission a consacré une grande partie de sa séance a l'audition de M. GERMAIN MARTIN, Ministre des Finances, et de M. RIVOLLET, Ministre des Pensions, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif au statut des grands mutilés. Répondant aux diverses questions qui leur ont été posées, les Ministres ont reconnu que la situation des finances publiques leur commandait impérieusement de s'opposer à toutes les extensions apportées au texte initial du Gouvernement; ils ont déclaré qu'ils s'en tenaient formellement au dit texte, sans pouvoir accepter notamment qu'aucune de ses dispositions fut assortie d'un caractère de rétroactivité. Ainsi seulement le financement du projet pourra être assuré grâce aux disponibilités que fait apparaître l'exécution du budget des pensions.

Désireuse de concilier à la fois les considérations d'humanité qui ne manqueront pas d'inspirer ses décisions, et le souci constant qu'elle a de sauvegarder les finances publiques, la Commission poursuivra demain l'examen du projet.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

JEUDI 2I FEVRIER I935

A QUATORZE HEURES TRENTE PRECISES

ORDRE DU JOUR /

Suite de l'examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. THOUMYRE, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés tendant à fixer le statut des grands mutilés de guerre (N° I3 de I935).

Rapport de M. BABAUD LACROZE.

Présence indispensable.

La Commission Sénatoriale des Finances s'est réunie le Jeudi 21 Février 1935, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a poursuivi l'examen, pour avis financier, du projet de loi tendant à fixer le statut des grands mutilés de guerre.

La Commission, également soucieuse de sauvegarder les finances publiques et d'apporter de légitimes améliorations à la situation de ceux qu'une commission médicale a définis comme grands invalides, a décidé de ne pas s'opposer au vote du projet, tel que le gouvernement l'a déposé à la Chambre des Députés, et dont les charges seront compensées par les disponibilités apparues sur le Budget des Pensions.

Elle a introduit cependant dans le projet gouvernemental une double limitation. Elle a décidé que les allocations nouvelles, ajoutées aux pensions déjà allouées aux intéressés, ne sauraient excèder certains plafonds. Elle a interdit le cumul de ces allocations avec le bénéfice d'une fonction publique ou d'un emploi réservé.

M. BABAUD-LACROZE a reçu mission d'élaborer les textes définitifs qu'il défendra devant la Haute-Assemblée.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira

le MERCREDI 27 FEVRIER 1935 à QUINZE HEURES.

ORDRE DU JOUR :

I - Examen, pour avis financier, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation des Accords signés à Naples le 18 Février 1935, concernant le changement de régime dans le territoire de la Sarre.
Rapporteur: M. HENRY BERENGER.

II - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, "portant ouverture au Ministre des Affaires "Etrangères, des crédits nécessaires pour assurer le versement à la Société des Nations "des avances prévues par la résolution du Conseil de la S.D.N. en date du 4 juin 1934, en "vue de faire face aux dépenses qu'entraînera "le plébiscite Sarrois". (N°653 de 1934).
Rapporteur: M. HENRY BERENGER.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 27 Février 1935 , à 15 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Chargée d'examiner les répercussions financières du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation des accords signés à Naples, le 18 Février 1935, au sujet du territoire de la Sarre, elle a émis un avis favorable à son adoption.

La Commission a ensuite examiné le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture des crédits destinés à faire face aux dépenses qu'a entraînées le plébiscite Sarrois. Elle proposera au Sénat d'adopter les textes issus des délibérations de l'autre Assemblée.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira

le VENDREDI 1er MARS 1935 à QUINZE HEURES.

ORDRE DU JOUR :

Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant organisation des mines domaniales de potasse d'Alsace et constitution d'un comptoir de vente en commun de potasse (n°569 de 1933)

Rapporteur: M. ALFRED BRARD.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie à 15 heures trente, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX, pour procéder à l'examen du projet de loi voté par la Chambre des Députés et portant fixation du régime définitif des mines domaniales de potasse d'Alsace.

Après avoir entendu un exposé de son rapporteur M. Alfred BRARD, la Commission a proposé diverses modifications destinées à préciser la portée du texte et à sauvegarder les droits du Trésor. Elle a finalement autorisé M. Alfred BRARD à déposer son rapport.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA

LE MERCREDI 6 MARS 1935

A 15 HEURES

ORDRE DU JOUR :

1°- Examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. Carré-Bonvalet, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 1° Août 1931, concernant l'établissement de surtaxes compensatrices de l'écart des changes (N° 117 de 1935)

Rapporteur : M. TOURNAN

11°- Examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. Carré-Bonvalet, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 Novembre 1931, qui a institué des surtaxes compensatrices de l'écart des changes (N°118 de 1935)

Rapporteur : M. TOURNAN

111°- Examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. Carré-Bonvalet, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 9 Décembre 1931, relatif aux surtaxes compensatrices de l'écart des changes (N° 119 de 1935)

Rapporteur : M. TOURNAN

IV°- Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. Carré-Bonvalet, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 9 Décembre 1931 qui a institué ou modifié des surtaxes compensatrices de l'écart des changes (N°120 de 1935)

Rapporteur : M. TOURNAN

V- Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés. (N° 72 de 1935).

Rapporteur : M. Abel GARDEY, Rapporteur Général).

VI- Examen, pour avis financier, du rapport de M. Pol-Chevalier, sur la proposition de loi de MM. Jean Bosc, Steeg et Milan, relative à la transcription obligatoire des actes translatifs et déclaratifs de propriété immobilière et à la réfection et à la tenue à jour du cadastre par les notaires (N° 519 de 1934)

Rapporteur : M. Abel GARDEY, Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 6 Mars 1935 à 15 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Sur rapport de M. TOURNAN, elle a émis un avis favorable à la ratification , par la Haute Assemblée, de divers décrets qui ont superposé aux droits de douane des surtaxes compensatrices de l'écart des changes. Mais elle a donné mission à M. TOURNAN d'étudier les répercussions que peut avoir sur notre économie la baisse de certaines monnaies étrangères, et de rechercher les mesures de défense qu'elle appelle de notre part.

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, a fait ensuite un exposé sur le projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés. La Commission n'a pas modifié sensiblement le chiffre des crédits ouverts par la Chambre des Députés. Mais divers abus dont l'examen du projet lui a révélé l'existence, l'ont amenée à envisager des mesures propres à renforcer l'action des Contrôleurs des dépenses engagées et à fortifier l'autorité décisive des Ministres des Finances en la matière.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA LE

MERCREDI I3 MARS I935
A QUINZE HEURES

ORDRE DU JOUR :

I - Communication de M. le Président sur le recouvrement par l'Etat des avances à la Banque d'Alsace-Lorraine.

2 - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. SERLIN, sur la proposition de loi de MM. SERLIN et Henri MERLIN, concernant le régime des retraites des bibliothécaires municipaux. (N° 466 de I934).
Rapporteur M. Abel GARDEY, Rapporteur Général.

3 - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à exonérer certains artisans des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, du paiement de la contribution spéciale pour frais de Chambres et de Bourses de Commerce. (N° 108 d I935). Rapporteur: M. Abel GARDEY, Rapp. Général

4)- Examen pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au régime fiscal des fusions de Sociétés par action (N° I28 de I935).
Rapporteur : M. Abel GARDEY; Rapporteur Général.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 13 Mars à 15 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Le Président a donné connaissance à la Commission des conclusions du rapport établi par M. BABAUD-LACROZE, président de la Commission de recensement des créances de l'Etat, sur le recouvrement des avances consenties par le Trésor Public à la Banque d'Alsace-Lorraine. M. JOSEPH CAILLAUX, se faisant l'interprète de ses collègues, a adressé à M. BABAUD-LACROZE ses plus vives félicitations pour la clarté et la rigueur de son rapport.

Un long débat s'est alors engagé devant la Commission au terme duquel le Président a reçu la mission d'attirer l'attention du Ministre des Finances sur les conditions anormales dans lesquelles se poursuit le recouvrement de la créance de l'Etat.

Se ralliant ensuite aux conclusions que lui a soumises M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, la Commission a adopté divers projets ou propositions de loi concernant le régime des retraites des bibliothécaires municipaux, les impositions des artisans des départements d'Alsace et de Lorraine, et le régime fiscal des fusions de sociétés par actions.

La COMMISSION DES FINANCES se réunira le

VENDREDI 22 MARS 1935 à QUINZE HEURES.

ORDRE DU JOUR :

I - Audition de M. le Ministre des Affaires Etrangères sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la Convention signée à Paris le 27 avril 1932 entre les Etats-Unis d'Amérique et la France au sujet des doubles impositions (N°680 de 1934).
Rapporteur: M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

II - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. MAULION sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative au règlement du prix de vente des fonds de commerce (N°205 de 1935).-
Rapporteur : M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

III- Examen, pour avis financier des conclusions du rapport de M. TAURINES, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux pensions des sergents-chefs et des Caporaux-chefs (n°77 de 1935).-
Rapporteur: M. EMILE SARI.

IV - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. GUY DE WENDEL, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur le Service des poudres (n°151 de 1935).-
Rapporteur: M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

V - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un crédit de 4.600.000 frs pour l'exécution des travaux routiers à entreprendre en 1934, dans les zones franches des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie (n°532 de 1934).-
Rapporteur: M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

VI - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser, par imputation sur le reliquat du fonds provisionnel institué par la loi du 8 avril 1930, l'attribution de secours aux victimes de calamités publiques (n°534 de 1934).-
Rapporteur: M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

VII - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant organisation des mines domaniales de potasse d'Alsace et constitution d'un comptoir de vente en commun de potasse.
Examen des amendements.
Rapporteur : M. ALFRED BRARD.

La Commission sénatoriale des Finances sèst réunie le Vendredi 22 Mars 1935, à 15 heures, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX.

Elle a entendu M. PIERRE LAVAL, Ministre des Affaires Etrangères, sur la Convention signée à Paris, le 27 Avril 1932, entre les Etats-Unis et la France, au sujet des doubles impositions, et dont, lors d'une précédente séance, la Commission avait ajourné l'examen. Les arguments d'ordre international que M. PIERRE LAVAL lui a exposés ont emporté son adhésion au vote du projet de ratification.

M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, a ensuite exposé à la Commission les conclusions du rapport établi par M. MAULION, au nom de la Commission de Législation Civile, sur la proposition de loi relative au prix de vente des fonds de commerce. La Commission soucieuse de ne pas sortir du cadre de ses attributions, mais se jugeant investie du mandat de sauvegarder l'économie de la nation, n'a pas cru pouvoir conseiller au Sénat l'adhésion à des principes qui, dans leur expression actuelle, en portant atteinte à la substance même des contrats, encourageraient la thésaurisation, en même temps qu'ils feraient tort au crédit. Elle a donc donné à son Rapporteur la mission de suggérer à la tribune de la Haute Assemblée des formules qui, sans toucher au prix exprimé dans les actes, permettraient néanmoins de procurer aux acquéreurs de fonds soit des délais, soit des atténuations d'intérêt . La Commission a en outre arrêté les dispositions d'ordre fiscal qu'il conviendrait, en tout état de cause, d'introduire dans le corps du projet .

Elle a adopté, sur rapport de M. SARI, un projet de loi modifiant le régime des pensions des sergents-chefs et des caporaux-chefs et sous réserve de diverses modifications proposées par M. ABEL GARDEY, un projet de loi relatif au service des Poudres. Par contre, elle a rejeté, par application de l'article 70 de la loi du 23 Février 1934, un projet de loi portant ouverture de crédits pour exécution de travaux routiers dans les zones franches.

La Commission a également examiné le projet de loi tendant à autoriser l'attribution de secours aux victimes de calamités publiques. Elle a résolu d'entendre le Ministre des Finances avant d'arrêter ses décisions.

Enfin La Commission s'est prononcée sur divers amendements relatffs au projet de loi portant organisation des mines domaniales de potasse d'Alsace.

Séance du mercredi 27 mars 1935

ORDRE DU JOUR :

I - Examen, pour rapport au fond du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1935, en vue de permettre le relèvement du taux des primes d'engagement et de rengagement (N° 297 - année 1935).
Rapporteur : M. SARI.

II - Examen pour avis financier du projet de loi autorisant la mise en chantier de la tranche 1935, du programme naval.
Rapporteur : M. FARJON.

III - Examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. CENCELME, sur la proposition de loi de M. BERGEOT tendant à modifier l'article 1e de la loi du 24 Décembre 1934 sur l'assainissement du marché des vins (N° 193 - année 1935).
Rapporteur : M. CHAUVEAU.

IV - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi tendant à mettre à la disposition de la Caisse nationale du crédit agricole des ressources pour l'attribution de prêts à court, Moyen et Long terme.
Rapporteur : M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

V - Examen, pour rapport au fond, du projet de loi ayant pour objet la célébration du tricentenaire du rattachement des Antilles et de la Guyane à la France.
Rapporteur : M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général.

VI - Examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. BEAUMONT sur le projet de loi tendant à l'organisation et à l'assainissement du marché de la viande.
Rapporteur : M. CHAUVEAU.

La Commission sénatoriale des Finances s'est réunie le Mercredi 27 Mars 1935 à deux heures et demie, sous la présidence de M. JOSEPH CAILLAUX,

Se ralliant aux conclusions que lui a soumises M. ABEL GARDEY, Rapporteur Général, elle a voté le projet de loi tendant à mettre à la disposition de la Caisse Nationale de crédit agricole des ressources pour l'attribution de prêts à court, moyen et long terme. Elle a également adopté le projet de loi relatif à la célébration du tricentenaire du rattachement des Antilles et de la Guyane à la France.

M. CHAUVEAU a ensuite exposé à la Commission les conséquences financières de la proposition de loi de M. BORGEOT, concernant l'assainissement du marché du vin. La Commission a émis un avis favorable à son adoption.

Elle a alors entendu M. PIETRI, ministre des Finances par interim, et M. CASSEZ, Ministre de l'Agriculture, sur le projet de loi tendant à l'organisation du marché de la viande.

Après le départ des Ministres, un débat s'est engagé, au terme duquel la Commission a émis un avis favorable au vote du projet. Elle demandera toutefois au Sénat de réviser les moyens financiers du projet pour les ajuster au montant des dépenses répondant directement à l'objet du projet.

La Commission a enfin adopté, sur rapport de M. FARJON, le projet de loi autorisant la mise en chantier de la tranche de 1935 du programme naval, et, conformément aux propositions de M. SARI, le projet portant relèvement du taux des primes d'engagement et de rengagement.

LA COMMISSION DES FINANCES SE REUNIRA :

AUJOURD'HUI 28 MARS 1935

A DIX HUIT HEURES

ORDRE DU JOUR :

Examen, pour rapport au fond du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits en vue de l'application de la loi du 22 mars 1935, fixant le statut des grands mutilés de guerre.

Rapporteur : M. Abel GARDEY
Rapporteur Général.

FABRIQUE DE REGISTRES · COPIES DE LETTRES · CARNETS

LITHOGRAPHIE
TYPOGRAPHIE
GRAVURE

CARTONNAGES

FOURNITURES DE BUREAUX et de DESSIN

FORTIN & Cie

BUREAUX & MAGASINS
59, Rue des Petits-Champs
PARIS

TÉLÉPH: LOUVRE : 52-52 52-54
52-53 52-55

USINES :
184, Faubg St Denis, PARIS.
13, Rue du Moulin d'Ecorce.
24, Ave Georges Clémenceau.
NEVERS

N° .....

Pour avoir un Registre semblable, il suffit de rappeler le Numéro ci-dessus

REGISTRE DU COMMERCE DE LA SEINE N° 33260 - NEVERS N° 128 B1